



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





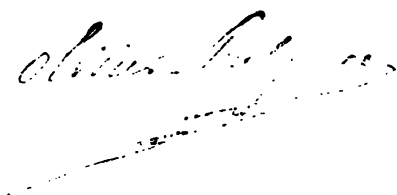
HARVARD
COLLEGE
LIBRARY





DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF
EN FRANCE
ET EN ANGLETERRE.

*Sera réputé contrefait tout exemplaire non revêtu
de cette signature,*

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Louis-Philippe". The signature is written in dark ink and is positioned below the text "Sera réputé contrefait tout exemplaire non revêtu de cette signature,".

DU.
G O U V E R N E M E N T
REPRÉSENTATIF
E N F R A N C E

ET EN ANGLETERRE,

par *Marcein*
M. DE CARNÉ,
MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

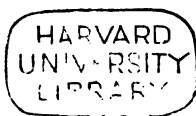


PARIS,
OLIVIER-FULGENCE, ÉDITEUR, RUE CASSETTE, 8.
LEBÉCOURT, LIBRAIRE, RUE DES SAINTS-PÈRES, 69.

1841

~~1526.8~~

Fr 1642.7



3183
52
12

INTRODUCTION.

Ce n'est pas médire du gouvernement représentatif que de constater et les épreuves qu'il traverse, et les amères déceptions sorties de ces épreuves elles-mêmes. Sans abdiquer leur foi dans les idées de 89, les plus fermes esprits hésitent et se troublent devant la stérilité des choses et la bruyante impuissance des hommes. Pendant que la France, atteinte dans sa force et dans sa dignité par une mobilité désastreuse, semble adhérer moins énergiquement aux principes qui fondent dans le monde sa puissance morale, la vieille Europe, si long-temps menacée, scrute à son tour d'un œil complaisant les fissures de l'édifice élevé par deux révolutions, sur la double base de la liberté politique et de l'égalité civile.

Comment n'en serait-il pas ainsi, lorsque le gou-

vernement constitutionnel paraît porter le germe d'un mal incurable au centre même de son organisme, et que le jeu de ses ressorts arrête chaque jour l'action de la puissance publique, loin de la rendre plus facile ?

Il est permis, sans manquer de respect envers ses membres, de constater l'état intérieur du Parlement, et les égoïstes misères au sein desquelles il se consume. Lorsqu'un grand corps politique s'amoin-drit aux proportions d'une sorte de table d'écarté, où de petits groupes, pressés derrière quelques joueurs, parient pour les uns ou pour les autres, selon le caprice du moment et le vent de la fortune ; lorsque chaque ambition personnelle se croit le droit d'apposer une sorte de *veto* à toutes les combinaisons formées sans elle, et que chacun travaille pour soi au lieu de travailler pour un parti, un tel spectacle reporte involontairement la pensée vers les plus mauvais jours d'un grand peuple, chez lequel l'anarchique faiblesse des institutions prépara l'invasion étrangère en paraissant la justifier.

Et cependant, pour qui descend au fond des choses, cette situation s'explique, et, sous quelques rapports, se justifie. Elle est le résultat nécessaire de la position qui nous a été faite par le triomphe même des principes de liberté et des intérêts nouveaux.

Lorsque les idées pour lesquelles la France a combattu pendant un demi-siècle sont devenues le droit commun et reconnu de tous, la lutte systématique a dû cesser, et les écoles politiques ont été soudainement déplacées de leur base. Le gouvernement de 1830 ne saurait voir recommencer les combats passionnés de la Restauration entre les doctrines aristocratiques

et les théories libérales ; d'un autre côté, l'heure n'a pas sonné où les influences qui dominent au sein de la représentation nationale, pourront redouter d'y trouver en face d'elles les intérêts et les passions des masses populaires. Nos deux chambres n'expriment, et ne sauraient exprimer aujourd'hui qu'un seul et même intérêt social : de là l'impossibilité d'y constituer des partis, dans le sens véritable de ce mot ; de là cette substitution, malheureuse sans doute, mais à peu près forcée, des questions de personnes aux questions de choses.

Après 1830, l'une et l'autre chambre furent renouvelées presque en entier dans le sens et sous le coup de la révolution récemment opérée. Les amis du régime qui venait de tomber quittèrent le Parlement, ou s'en virent écartés par l'élection ; d'un autre côté, le parti démocratique, dont les vues ne se renferment pas dans les limites de la constitution actuelle, obtint peu d'accès dans la chambre élective ; encore faut-il remarquer que ceux d'entre les membres de cette assemblée qui s'associèrent le plus hardiment aux pensées et aux espérances de ce parti, n'appartenaient ni par leur existence ni par leurs habitudes aux intérêts populaires qu'ils se donnaient gratuitement la mission de représenter. Des hommes voués aux professions libérales, des membres de corporations savantes n'ont pas dans les veines ce sang âpre et chaud de la démagogie qui coule sous la veste de bure. On peut donc affirmer que la représentation nationale appartient presque sans exception depuis dix ans à une seule influence, également étrangère et aux traditions de l'ancienne aristocratie, et

aux brûlantes passions qui fermentent dans les couches inférieures de la société.

Si des dissidences profondes se sont d'abord élevées au sein du Parlement, malgré l'analogie des pensées et des intérêts; si une opposition violente, au point de paraître factieuse, s'organisa contre un pouvoir qui poursuivait un but peu différent de celui qu'elle proclamait elle-même, c'est qu'il n'est pas donné à tous, lorsqu'une grande perturbation éclate, de mesurer à l'avance le point précis où elle devra s'arrêter. On est naturellement porté à croire qu'elle dépassera son but au lieu de l'atteindre; on s'arrange dès-lors pour se trouver d'accord avec l'avenir, et l'on s'engage dans la violence beaucoup moins par passion que par défaut de sagacité.

Lorsqu'un ministre courageux osa le premier, après la crise de 1830, opposer une digue aux flots tumultueux qui le couvraient de leur écume, bon nombre d'esprits, fort distingués d'ailleurs, estimaient cette entreprise insensée autant que téméraire. Les uns manquèrent de pénétration, les autres manquèrent de courage; de telle sorte qu'en sympathisant pour la plupart avec la pensée dont s'inspira Casimir Périer, on les vit organiser contre le système fondé par lui, cette véhémence opposition que la divination des événements aurait probablement désarmée, ou du moins fort adoucie.

Elle fut violente dans ses paroles autant que vague dans ses formules et dans ses plans; mais cette opposition dut puiser une grande force dans l'opinion alors très répandue que la révolution n'avait pas terminé son cours et dit son dernier mot. On croyait que

le drapeau tricolore portait nécessairement la guerre dans ses plis, nécessité que l'on avouait redoutable, mais que l'on proclamait fatale; on tenait pour impossible que la fièvre des trois journées n'imprimât pas une physionomie plus ardente au gouvernement qui en était sorti, et l'on refusait de voir, dans quelques changements apportés à la Charte de 1814, et dans un petit nombre de conquêtes administratives, le terme de cette effervescence dont on avait subi l'impression sans avoir en soi ce qu'il fallait pour la dominer.

Mais lorsque la paix extérieure eut résisté aux plus dangereuses excitations, et que l'ordre se fut affermi par la répression matérielle de l'émeute, et la répression légale des attentats dont l'émeute était la conséquence, l'opposition se trouva soudainement désarmée, car elle manqua pour ainsi dire de champ de bataille.

De ce jour, on défendit ses idées plutôt pour se montrer conséquent avec soi-même que par l'effet d'une impulsion intime. De là cette énervation graduelle de toutes les pensées, cette confusion de tous les symboles qui ne pouvaient manquer d'engendrer au sein du Parlement l'anarchie qui le dévore.

On y fut désormais séparé par ses antécédents plus que par ses principes, et l'on songea bien moins à combattre le pouvoir qu'à le conquérir. L'opposition marcha sans doute vers cette conquête avec l'embaras inévitable lorsqu'on manie des idées contre lesquelles on a long-temps protesté; mais tel ne fut pas moins, depuis cette époque, le but patent ou caché de tous les mouvements parlementaires. A l'ère de la grande politique succéda donc celle des petites ma-

nœuvres ; et les ambitions individuelles, dissimulées jusqu'alors sous l'imposant appareil des doctrines, purent se produire nettement pour leur propre compte.

A partir de ce moment, le gouvernement représentatif n'eut plus en face de lui des partis, mais des hommes ; il ne fut plus une transaction entre de grands intérêts, mais un régime d'expédients entre toutes les prétentions et toutes les exigences.

Si un tel état de choses était définitif, ce serait à désespérer de la société française. S'il est, comme nous le croyons, le fruit passager des jours de transition qui pèsent si lourdement sur la génération contemporaine ; s'il tient à ce que nos mœurs ne nous ont pas préparés à supporter nos lois, il faut demander et à nos lois et à nos mœurs les conditions d'une harmonie dont la perspective soutient seule, dans ces combats de chaque jour, l'intelligence et le cœur trop cruellement éprouvés.

Une ère nouvelle s'ouvre donc pour ce gouvernement de la bourgeoisie, objet constant de nos études. Ayant désormais conquis sa place incontestée dans le monde, et n'ayant pas encore à la défendre contre une démocratie trop faible pour le menacer, il a dans ce moment la pleine et entière disposition de lui-même. S'il y a en lui une force intime, s'il est doué d'un génie propre, l'instant est venu de le montrer. Caractériser nettement son principe, mettre toutes ses institutions en complet accord avec celui-ci, s'organiser enfin dans le sens des idées et des intérêts qu'il représente, telle est aujourd'hui la condition première de son influence et de sa durée.

L'étude de cet organisme nouveau, celle des modifications à introduire dans les formes politiques empruntées à une contrée voisine par une société où tendent à se réaliser, pour la première fois d'une manière complète, le gouvernement des classes moyennes et la hiérarchie de la capacité et du travail, tel est le sujet de la seconde partie de cet ouvrage. Dans une série de lettres à un honorable membre de la chambre des communes, nous abordons, tantôt avec des solutions arrêtées, tantôt seulement pour les poser, les principaux problèmes de ce temps : la constitution de la chambre des Députés et celle de la Pairie, la réforme du système électoral par l'élection indirecte et graduée, l'influence des journaux et la fondation d'une presse gouvernementale, la régénération des mœurs sociales et privées par la diffusion du principe religieux rendu à la plénitude de sa liberté d'action, enfin l'œuvre de la France au dehors et sa mission nouvelle dans l'ordre européen. Ces études, déjà partiellement connues, ont été réunies et complétées de manière à faire ressortir la commune pensée qui leur a servi de centre.

Nous avons fait précéder ces lettres sur la nature et les conditions du gouvernement représentatif en France, d'un travail antérieur sur les institutions politiques et administratives de la Grande-Bretagne. On voit ainsi fonctionner avec son génie natif cette constitution appelée à subir sur notre sol des alterations si profondes. Ce sont deux points de vue se complétant l'un par l'autre, c'est l'unité sortant du contraste même. Après être remonté jusqu'à l'origine de ces lois, qui forment moins chez nos voisins un code

de principes qu'une mosaïque de précédents vénérés, et qui ne doivent leur magique vitalité qu'à la forte société au sein de laquelle elles fonctionnent, nous signalons les changements fondamentaux introduits durant ces dernières années dans cette législation réputée immuable, par l'émancipation catholique, le bill de réforme, le nouveau système municipal et bon nombre d'autres mesures empreintes du même esprit.

La pensée française et le génie contemporain entament de toutes parts l'imposant édifice. Celui-ci résiste par sa masse et semble encore défier son siècle : mais observez-le de plus près, et vous verrez que chaque jour en ébranle une pierre et en détache le ciment. Appréciez les tendances qui se révèlent en ce pays, et vous comprendrez que si la France doit demander à l'Angleterre l'histoire de ses institutions, l'Angleterre peut, à son tour, demander à la France le tableau anticipé de son avenir. L'Europe s'avance tout entière vers des destinées obscures encore ; elle marche sous la main de Dieu, et dans les voies diverses que lui fraie sa providence, ici à l'éclat de la foudre et sous le coup des révolutions, ailleurs par la gravitation de la pensée humaine vers le centre mystérieux qui l'attire. Le passé succombe partout devant l'avenir ; et quelque laborieuses que soient ces transformations, il n'est pas plus donné aux nations d'y échapper qu'aux hommes de décliner les douloureuses épreuves de la vie.

DU GOUVERNEMENT

REPRÉSENTATIF

EN ANGLETERRE.

PREMIÈRE PARTIE.

I

Origine et progrès de la Constitution britannique.

Je voudrais m'expliquer le gouvernement représentatif dans sa vivante réalité; je voudrais l'étudier sur le terrain même où il s'est développé, pour me rendre un meilleur compte des difficultés de son application dans des conditions toutes différentes.

J'éprouve donc le besoin de demander au passé le secret du présent, et d'interroger l'Angleterre, non sur la théorie de ses lois, mais sur le principe de leur énergie vitale.

On répète sans cesse que l'aristocratie fait la force de la constitution britannique, et l'on a raison assurément. Mais qui fait la force de cette aristocratie elle-

même? Il ne suffit pas à une noblesse, on le sait de reste, d'avoir de grandes richesses et de hauts privilèges pour se défendre des attaques de l'esprit démocratique. Il faut, pour se faire pardonner ces avantages, qu'elle s'appuie ou sur une idée dont elle soit l'expression, ou sur un intérêt général qu'elle protège. C'est par cette double racine que vit, en effet, et la constitution anglaise, et l'aristocratie sur laquelle elle s'élève; et peut-être n'est-il pas dans les annales des peuples, de spectacle plus digne de méditation que celui de cette association si habilement ménagée.

L'Angleterre a été façonnée par l'aristocratie comme la France a été faite par la royauté. Si l'histoire de celle-ci se résume dans l'alliance du peuple avec ses rois contre l'oppression féodale, celle de la contrée voisine est contenue tout entière dans l'association constante des barons et du peuple contre le despotisme de la couronne.

Ces deux nationalités se développèrent dans des circonstances distinctes, et sous beaucoup de rapports opposés.

Après que les Francs eurent envahi les Gaules, les chefs des conquérants exercèrent à grand'peine une suprématie contestée. Contraints de diviser entre leurs compagnons le sol immense dont ils venaient de se rendre maîtres, le lien féodal par lequel ils rattachèrent ces grands fiefs à la couronne était nécessairement très faible, et l'on dut craindre long-temps de le voir se briser comme en Allemagne. Dès-lors l'œuvre principale consista, pour la France, dans l'établissement de son unité territoriale, principe de sa force, instrument de ses hautes destinées; et le souci le plus constant des populations si diverses d'origine qui habitaient ses provinces, fut de s'abriter contre les tyran-

nies locales sous l'aile de ce pouvoir suprême et lointain qui se montrait à leurs yeux comme le réparateur des torts, le soutien du droit contre la force.

En Angleterre, les choses allèrent tout autrement, et la conquête normande donna, dès l'origine, assez de force à la royauté pour lui permettre d'être oppressive, assez d'unité à l'aristocratie pour en faire le centre de toutes les résistances nationales.

Les bouleversements auxquels fut livrée l'Europe, lors des grandes invasions, n'approchent pas de la crise qui, à la fin du XI^e siècle, changea, dans le royaume anglo-saxon, la condition des personnes aussi bien que celle des terres. Un peuple spolié en masse par un autre peuple, son sol divisé en soixante mille portions égales avec toute la régularité administrative des temps modernes; un grand livre cadastral tenu par les vainqueurs, où sont inscrits, sous le nom du roi de qui relève tout domaine, les fiefs dont il gratifie ses féaux sous réserve du service militaire; tous les biens hiérarchisés comme toutes les personnes, et les vaincus abaissés aux conditions les plus serviles et perdant même leur nom; une langue étrangère étouffant l'idiome national, et jusqu'aux vieux saints de la patrie chassés du ciel par ceux des vainqueurs; des violences sans nom nécessitées par une tentative sans exemple: voilà ce que la journée d'Hastings amena pour l'Angleterre, et ce qui vit encore dans des formules officielles, dont le sens primitif a résisté aux révolutions et aux siècles.

Le livre terrier de la conquête une fois dressé, le sol une fois divisé en fiefs directs de hauts barons et en tenures de chevaliers, la royauté se trouva aussi forte en

face de l'aristocratie que celle-ci, par la nature même de ses intérêts, se sentit compacte en face de la royauté.

Cette unité ne fut d'abord employée qu'à conserver une conquête contre laquelle protestèrent long-temps le courage et le désespoir des vaincus. Ce n'était pas trop de la bravoure des rois normands et de la féauté empressée de leur noblesse, pour tenir tête aux insurrections qui éclataient chaque jour dans les villes et dans les campagnes, lorsque les malheureux Saxons se lassaient d'écouter, aux pieds du donjon paternel, les cris d'une insultante orgie, ou de voir leurs sœurs et leurs filles passer aux bras d'impitoyables vainqueurs.

Tant que les forêts du centre et les montagnes de l'ouest et du nord servirent de refuge à l'indépendance; tant que, dans les marécages d'Ély, se cachèrent des combattants et des martyrs, la noblesse rallia, sans hésiter, la bannière royale, levée pour défendre la commune conquête. Mais lorsque cette conquête fut consolidée et que les défenseurs de la patrie saxonne n'apparurent plus que comme d'héroïques bandits; quand on fut rassuré sur le sort de tant de beaux châteaux et riches domaines, départis par Guillaume aux pauvres hères qui le suivirent; ceux-ci, devenus fiers et enflés d'importance, commencèrent à trouver qu'on leur faisait payer cher le fruit de leur vaillantise, et se mirent à poursuivre un autre but.

La domination des Plantagenets était rude et sauvage : leurs lois de sang atteignaient le noble qui osait franchir l'enceinte des forêts royales aussi bien que le Saxon surpris à pleurer les temps de saint Édouard, ou à chanter les combats du roi Alfred. Puis c'étaient chaque jour des

favoris nouveaux, gascons, provençaux ou autres, gens de toute langue et extraction, venus à Londres pour s'avancer dans les bonnes grâces du suzerain ; ce furent enfin les discordes de cette terrible famille, où les fils se soulevaient contre les pères, où les haines fraternelles entretenaient des rivalités impitoyables : tout cela dut donner aux barons, sous les règnes qui suivirent ceux du conquérant, l'espérance de limiter, à leur profit, le pouvoir absolu d'une royauté qui se produisait, en Angleterre, sous des formes inconnues dans le reste de l'Europe féodale.

La masse du peuple conquis ne put manquer de bénéficier de ces querelles, et l'allègement du joug imposé à ses pères devint la condition expresse ou tacite d'un concours également recherché par les deux partis, parce qu'il leur était alors également nécessaire.

Henri I^{er}, menacé par son frère, comprit quelle force il trouverait en s'appuyant sur l'esprit saxon, qui, n'étant plus désormais redoutable à la royauté, pouvait devenir, entre ses mains, un puissant instrument de résistance aux entreprises de la noblesse. Aussi voulut-il donner un gage à cette nationalité opprimée, en partageant son trône avec une princesse du sang des vieux rois déposés.

De leur côté, les barons suivirent les inspirations de la même politique, dans leur longue querelle avec Jean-sans-Terre, ce prince méprisable aux yeux du peuple comme à ceux des grands, et dont l'âme, au dire des chroniqueurs contemporains, aurait souillé l'enfer lui-même. Les bourgeois des cités, les vilains des campagnes entrèrent à l'envi dans cette universelle conjuration à la-

quelle le clergé vint prêter sa force, en sanctifiant son but et en légitimant ses moyens. L'armée de Dieu et de la sainte église, liée par des serments prêtés au pied des autels, se mit en campagne pour conquérir la liberté, ce bien qui manquait à tous, et bientôt la grande charte fut signée aux champs immortels de Runnimède.

Cette victoire avait été obtenue par trois intérêts distincts, et chacun d'eux reçut des garanties dans ce jour, le plus grand entre tous les grands jours de cette histoire.

Le clergé vit consacrer la liberté de ses élections et l'indépendance de sa juridiction spirituelle.

Les barons obtinrent de nombreux adoucissements à la rigueur des lois féodales; le droit de succession et de dévolution fut reconnu en même temps que les conditions du service militaire furent réglées d'une manière équitable. Les privilèges départis aux barons contre le roi le furent également aux arrière-vassaux contre leurs seigneurs : ceux-ci renoncèrent à lever taille ou aide, si ce n'est pour les cas expressément spécifiés par les lois féodales. Le roi jura, de son côté, de ne rien prétendre en ce genre que de l'assentiment du grand conseil national.

Les marchands acquirent le droit de se livrer à leur trafic et industrie sans redouter taxe ou vexation. Chacun obtint la faculté de transporter, selon son bon plaisir, d'un bout à l'autre du royaume, sa personne et son avoir. La justice devint accessible à tous, et les cours judiciaires, jusqu'alors ambulatoires parce qu'elles étaient attachées à la personne du roi, furent rendues stationnaires. On déterminâ leur circuit et juridiction, et leur compétence fut réglée selon des bases qu'elle conserve encore au-

jourd'hui. A chacun fut reconnu le droit de n'être poursuivi que sur témoignage, jugé que par ses pairs et condamné que conformément à la loi territoriale; il n'est pas jusqu'aux pauvres paysans qui n'obtinrent quelques gages de bienveillance dans ce jour de redressement; il fut interdit désormais de saisir, en cas d'amende, tout ou partie de leurs instruments de travail.

Telle fut cette *magna charta* d'où ne sort pas sans doute, littéralement, la constitution de la moderne Angleterre, mais qui en est pourtant l'incontestable origine. C'est par ce souvenir, en effet, que l'Angleterre a continué de se sentir une nation libre, même aux temps les plus honteux de son histoire; c'est lui qui a scellé, dans la nuit des âges, cette alliance de l'aristocratie et du peuple, qui résiste aujourd'hui même à toutes les influences du temps; c'est lui qu'invoquent sans cesse tous ceux qui parlent à l'opinion, qu'ils appartiennent au whiggisme ou au torysme; et, devant ce souvenir, tous les traits de l'esprit novateur semblent encore s'émousser, toutes ses attaques demeurer impuissantes.

Lorsque l'étranger parcourt les longues galeries du Muséum britannique, sa vue s'arrête avec une attention distraite sur ces riches collections de toutes les zones, sur ces curieux monuments de toutes les civilisations et de tous les siècles; souvent même il reste froid devant les marbres détachés du Parthénon que ne réchauffe plus le soleil de la patrie. Mais lorsque, dans sa marche indifférente et lassée, il rencontre tout à coup un groupe pieusement incliné autour d'un vieux parchemin; quand il aperçoit sur cette feuille illisible, quelques traces de signature, quelques croix informes plus d'à-moitié effacées

par le temps, alors il se sent en présence d'un monument plus vivant que tous ceux qu'il vient d'entrevoir ; il lui semble qu'il donnerait toutes ces œuvres de la science et du génie pour ce papier vers lequel tant de générations ont reporté leurs pensées, et dont la vue fait encore battre tant de cœurs.

Pendant plus d'un siècle, à dater de cette époque, cette alliance se maintint presque constamment par l'effet des mêmes causes, et la liberté anglaise marcha, pour ainsi dire, à coups d'insurrections. Les statues de Merston et de Marlebridge furent arrachées comme la charte de Runnimède et celle des forêts. Un étranger, Simon de Montfort, devenu contre Henri III le chef d'une ligue aussi formidable que celle devant laquelle avait reculé l'astuce de Jean-sans-Terre, n'hésita pas à relever d'une manière plus éclatante encore les restes de la population saxonne. Le premier, il appela les bourgeois des villes, auxquels l'industrie naissante commençait à préparer quelque importance, à délibérer en parlement conjointement avec les lords spirituels et temporels.

Ce parlement ou conseil national, ainsi que le qualifie la charte de Jean-sans-Terre, était en Angleterre, aux temps qui suivirent la conquête, ce que les assemblées de ce genre furent à la même époque, dans toute l'Europe, soumise au droit féodal.

Là siégeaient les prélats et abbés, à titre de lords spirituels, en même temps que comme seigneurs temporels, à raison des hauts domaines pour lesquels ils étaient assujettis au service militaire *in capite* ; puis les barons relevant immédiatement de la couronne, et obligés, par ce fait même, d'assister le roi en son conseil comme à la

guerre. Les simples chevaliers qui tenaient des terres sous des obligations analogues, furent aussi mandés aux parlements, non pas en masse, ce qui ne se pouvait à raison de leur nombre, mais par des députations, dont le mode d'élection varia selon les circonstances et les temps. De là sont sortis ces membres pour les comtés, qui, aujourd'hui même et après la réforme parlementaire, constituent une sorte de corps intermédiaire au sein de la représentation britannique.

Vainement chercherait-on la trace, dans les temps qui suivirent la conquête normande, de la présence des bourgeois des villes au sein du grand conseil national. Plus tard encore, ils n'apparaissent que fort rarement, et d'une manière en quelque sorte incidente. Ils y viennent plutôt pour donner des éclaircissements en matière de finances que pour statuer sur le fond des questions elles-mêmes. On ne les voit point siéger à la cour du roi avec les conseillers-nés de sa couronne, et le monarque hautain leur donne audience comme en passant, tantôt en sa chambre à coucher, tantôt partant pour la chasse, lorsqu'il a déjà les éperons aux pieds et le faucon au poing.

Dans le cours du ^{xiv}^e siècle, des sommations adressées aux lords pour qu'ils aient à venir au parlement, portent encore : *de arduis rebus tractaturi et consilium impensuri*, tandis que les députés des bourgs sont seulement convoqués, *ad faciendum et consentiendum*. Aussi ce droit de représentation est-il alors peu jaloué par les villes qui ne le possèdent pas, et trouve-t-on plus d'un exemple, dans l'histoire, de réclamations adressées par des bourgs, prétendant que cette obligation leur a été *malicieusement imposée*.

On le voit, la France, agitée à cette époque par les factions des princes du sang, dont les états-généraux se faisaient les tumultueux organes, la Flandre dominée par les intérêts démocratiques, le Portugal, la Castille et l'Aragon, régis par leurs souveraines cortès, l'Italie soumise à son gouvernement municipal et républicain, une grande partie de l'Allemagne elle-même, devançaient alors l'Angleterre dans les voies de la liberté politique, tant l'autorité royale était puissante dans ce pays par le fait même de son établissement primordial ! Quoi qu'en ait dit le patriotisme anglais, Hume a pu écrire sans paradoxe que « les bourgs et corporations anglaises furent établies en imitation de celles de France, et que ce dernier pays est la source de la liberté des communes. »

Cependant on n'en suit pas moins de règne en règne, depuis le commencement du XIII^e siècle, date de la grande charte, jusqu'à l'avènement des Tudors à la fin du XV^e, les progrès, tout lents qu'ils soient, de l'émancipation de l'Angleterre, et toujours ces progrès sont dus à la même cause, l'association des intérêts aristocratiques et populaires contre le pouvoir de la couronne.

Ainsi Édouard I^{er}, pressé d'argent, régularise, dans l'intérêt de son échiquier, la représentation des villes et bourgs au parlement. Sous Édouard II, les barons imposent au monarque le concours d'une junte choisie par eux, et les communes annexent des remontrances à leurs octrois de subsides.

Édouard III ; engagé dans ses longues guerres contre la France, placé par là dans l'étroite dépendance de ses créanciers aussi bien que de sa noblesse militaire, dut confirmer maintes fois par serment les chartes de ses pré-

décesseurs. Sous son règne glorieux, la liberté anglaise fit d'importantes conquêtes. Le droit des lords à n'être jugés qu'en parlement fut solennellement reconnu, et le procès de Latimer consacra le principe de la responsabilité ministérielle. Les cas de haute trahison furent rigoureusement définis, et l'autorité royale accepta de la jalouse inquiétude de ses barons des barrières que son épée victorieuse n'essaya pas de renverser.

En lisant avec attention les annales de ce long règne, on voit s'y dessiner déjà les deux doctrines politiques destinées à s'élever un jour l'une contre l'autre. D'une part, les droits du parlement sont mieux définis, et ses prétentions s'étendent; d'une autre, le monarque réclame, en invoquant la gravité des circonstances, le droit de lever des taxes sans l'assentiment préalable de ses sujets, et s'efforce d'opposer ses proclamations délibérées en conseil privé aux lois faites en parlement avec le concours des lords et des communes : long et redoutable conflit qui devait plus tard faire élever l'échafaud de Charles I^{er}, pour ne finir que deux règnes après lui par l'exil définitif de sa race.

Sous Richard II, les deux chambres procèdent au détronement légal d'un prince, premier martyr de la royauté parlementaire. Menacé par d'impitoyables factieux, voyant l'exil atteindre ses amis, la mort planer sur ses conseillers, cet infortuné monarque tente, pour résister aux violences de l'aristocratie, de s'appuyer sur les légistes, qui, dès cette époque, commencent à grandir en importance et en crédit. Les tendances de ceux-ci vers le pouvoir absolu, tendances qui, un siècle plus tard, se révélèrent dans toute leur énergie en Angleterre comme

dans le reste de l'Europe, se manifestent alors d'une manière non équivoque. Le roi proclame le dogme de sa suprématie, auquel le parlement répond par un arrêt de déchéance, et le drame mystérieux du château de Pomfret prépare, à plus de deux siècles de distance, le meurtre juridique de White-Hall.

Sous Henri IV, élevé au trône par les deux chambres, celles-ci étendent leurs prérogatives, et font, du redressement des griefs signalés par elles, la condition préalable de tout octroi de subsides. Elles surveillent avec une incessante jalousie la conduite du roi qu'elles se sont donné; et, à leur attitude en face du trône, au ton même de leurs harangues, on sent que cette royauté est d'hier, que son titre est douteux et son avenir incertain.

A cette époque, le rôle des communes, au sein du parlement, est assez régulièrement défini; mais, quoiqu'elle ne manque pas d'importance, on sent pourtant que la chambre basse ne représente encore aucun intérêt puissant et distinct. Son opposition se produit presque toujours derrière celle des barons, auxquels appartient l'initiative exclusive de tous les grands changements politiques.

Mais ici s'arrête tout à coup le mouvement jusqu'alors ascensionnel de la liberté parlementaire. De longs jours d'anarchie succèdent, et, au sortir de cette terreur de soixante années, l'Angleterre implore le despotisme. Son code politique à la main, elle se rue avec joie dans une sorte de servitude légale qui, comme on a pu le dire avec vérité, n'a d'exemple que dans l'attitude du sénat romain devant Tibère. Et ce prodigieux changement se consume, remarquons-le, non par la tyrannie d'un homme,

accident passager dans la vie des peuples, mais par l'adhésion de la nation tout entière, par l'abjection sans exemple d'une noblesse naguère si turbulente, par la prostitution d'un clergé auquel on jette des femmes pour étouffer ses remords, enfin par la proclamation solennelle de doctrines politiques que les affranchis des Césars auraient enviées aux conseillers des Tudors !

Comment s'opéra un tel mouvement ? comment s'explique cette longue éclipse du génie politique de la Grande-Bretagne ?

La liberté est un fruit d'une culture difficile que trop de calme empêche de naître, et que trop d'agitation fait tomber. Durant les guerres des deux roses, l'Angleterre devint un vaste champ de carnage. Tous les intérêts se divisèrent comme toutes les forces sociales, et, comme il arrive aux jours d'anarchie, chacun, s'isolant au sein de la terreur générale, ne songea plus qu'à sauver sa tête. Des princes passèrent du trône dans la prison, pour remonter de la prison sur le trône ; et les parlements réunis pour sanctionner, sous les menaces de la soldatesque, ces victoires éphémères, prévoyant le compte terrible qu'ils auraient bientôt à rendre à une faction, n'aspiraient qu'à diminuer leur responsabilité directe au milieu de ces chances incertaines.

Se soustraire à un *impeachment*, se dérober à un bill d'*attainder*, telle devint la préoccupation presque exclusive de quiconque était condamné à paraître sur cette scène dévorante. Les grands, divisés de parti, entraînaient dans les variations soudaines de leur politique la bourgeoisie et les communes ; et pendant que Warwick faisait et défaisait les rois au gré de ses ambitions et de

ses jalousies, les peuples subissaient avec effroi, mais sans résistance, ces pouvoirs d'un moment qui avaient tant de vengeances à satisfaire, tant de cupidités à gorger.

Si dans les luttes précédentes on avait combattu pour des intérêts collectifs, parfaitement distincts et définis, il devint impossible, durant les longues querelles entre les maisons d'York et de Lancastre, d'expliquer, autrement que par des inspirations égoïstes, l'attitude et la conduite de chacun. Il y eut alors des factions plutôt que des partis, et c'est là ce qui démoralise profondément un pays ; c'est là ce qui enlève aux caractères toute dignité, aux nations tout avenir.

Il est des révolutions stériles comme il en est de fécondes ; et au milieu de ces longues dissensions, qui corrompent lorsqu'elles ne régénèrent pas, l'Angleterre perdit sa vieille foi politique au lieu de la retremper.

L'aristocratie, divisée entre les deux familles rivales, ne conserva plus cette unité qui, pendant trois siècles, l'avait rendue formidable. Ses plus illustres têtes roulèrent sur l'échafaud, et le sang des conquérants fut comme épuisé à sa source. En place d'une foule de grandes familles éteintes ou ruinées par les confiscations, nombre d'hommes nouveaux abordèrent les affaires, cherchant dans le pouvoir absolu de la couronne un abri pour leur récente fortune. Le despotisme fut universellement invoqué comme une espérance, et la sécurité fut estimée le plus grand, parce qu'elle était devenue le plus rare de tous les biens.

Lorsque la bataille de Bosworth et la lassitude générale eurent définitivement assuré la victoire de Henri de Lancastre, ce prince qui, par son mariage avec la fille

d'Édouard IV, réunissait enfin dans sa personne les droits des deux maisons ennemies, se trouva en mesure d'étendre, sans résistance et presque sans limite, l'action légale de la royauté.

Le despotisme sous lequel se courba l'Angleterre, durant les règnes des deux Henri et d'Élisabeth, offre, en effet, un caractère tout particulier auquel l'épithète de despotisme légal semble seule convenir. Les légistes dont Henri VII sut faire les instruments de ses vengeances aussi bien que de son avarice, combinèrent d'une inextricable façon l'oppression avec la loi. Aucun assassinat juridique ne manqua d'une formule pour le régulariser, d'un parlement ou d'un jury empressés de s'en faire les complices sitôt qu'ils en étaient sommés par la couronne.

Henri VII, en proclamant sans opposition le droit de lever, de sa pleine autorité, des taxes de *bénévolence*, en faisant consacrer par son parlement la juridiction de la chambre étoilée, avait jeté les bases d'une tyrannie qu'une nation chrétienne ne semblait pas pouvoir connaître. Henri VIII éleva sur elles le monstrueux édifice de sa suprématie politique et religieuse. Il réalisa, presque sans résistance, ce que l'imagination avait jusqu'alors à peine conçu comme possible, et l'on vit reculer les bornes de la perversité aussi loin que celles de la bassesse humaine.

Ce n'est rien pour Henri que d'obtenir la sanction légale de prétentions inarticulées jusqu'à lui, tel que le droit étrange de ne pas payer ses dettes, avec l'obligation plus étrange imposée à ses créanciers de rendre ce que le prince aurait pu vouloir leur rembourser ; ce n'est rien que de voir le parlement, exclusivement occupé à passer les innombrables bills d'*attainder* qu'on lui apporte l'un

sur l'autre, finir par décider que désormais il ne sera plus besoin d'entendre l'accusé avant de le livrer au bourreau. Ce sont aussi de simples accidents, dans l'ensemble de cette effroyable époque, que ces passions de tigre qui commencent par des caresses pour finir par du sang ; ce qu'il faudrait faire comprendre, pour donner la mesure de la dégradation inouïe des idées, des mœurs et des âmes, ce serait ces sentences de divorce rendues par un clergé sans pudeur ; ces bills qui déclarent légitimes ou bâtards tour à tour les fruits de ces tristes unions ; ces lois enfin, puisqu'il faut les nommer ainsi, en vertu desquelles le billot reste en permanence à côté de la couche royale.

C'est une difficile entreprise, même pour un grand homme, que de changer les croyances d'un peuple, et de substituer un établissement récent à une hiérarchie sanctionnée par la vénération des âges. Les pouvoirs résistent d'ordinaire aux entreprises de ce genre, loin d'en prendre l'initiative ; et s'il arrive parfois aux gouvernements de les favoriser, ils ne le font du moins que par suite d'intérêts d'une nature très grave, par des considérations politiques plus ou moins fondées sur la raison et la prudence. Ainsi, lorsque le protestantisme s'établit en Allemagne, en Suisse, en Hollande, dans le nord de l'Europe, ses progrès furent le résultat de l'exaltation populaire entretenue par la nouveauté des doctrines, et d'une pensée de résistance nourrie depuis long-temps par les princes du saint-empire contre la suprématie romaine. En France, la réforme gagna du terrain parce qu'elle servait les vues d'une grande faction de cour, et qu'elle s'associa, selon son génie et sa nature, au principe aristocra-

tique alors en lutte avec la royauté. Entraînements de l'opinion ou bien combinaisons de parti, convictions ou intérêts, telles ont été dans tous les temps les conditions de succès de toute révolution religieuse.

L'établissement anglican reste seul placé, du moins lorsqu'on le considère à son origine, en dehors de ces deux principes. Œuvre d'incohérence et de contradiction, il ne représente rien dans l'ordre philosophique ; œuvre de sauvage despotisme, il n'est primitivement conçu dans aucun intérêt d'état, il ne se lie même à aucun intérêt de parti.

En imaginant de se déclarer pape, en guise de justemilieu entre ceux qui rejetaient la papauté catholique et ceux qui lui restaient fidèles, le monstre qui occupait le trône d'Angleterre n'entendait donner satisfaction à aucune des opinions qui ébranlaient alors l'Europe. Henri avait cessé d'être orthodoxe sans se faire réformé : néanmoins les nombreux protestants que le *défenseur de la foi* continua, depuis son apostasie, de livrer aux bûchers dressés pour ses sujets catholiques. Si, sous son règne et sous celui d'Élisabeth, sa fille, rester fidèle au saint-siège, et admettre la suprématie romaine, fut un crime capital, se dire protestant dans le sens rigoureux de ce mot, et nier la suprématie de la couronne en matière religieuse, fut également considéré comme un délit digne de mort. Élisabeth, il est vrai, au lieu de brûler, selon le procédé de l'inquisition adopté par son père, ceux d'entre ses sujets qui contestaient son autorité spirituelle et son droit au gouvernement de l'église, les faisait couper en quatre après qu'on leur avait arraché les entrailles ; or, comme ce genre de supplice est spécialement destiné, par la loi

anglaise, aux crimes politiques, ce fait suffit, au dire de ses apologistes, pour purger sa mémoire de toute accusation de fanatisme religieux.

Lorsque lassé des lenteurs de Rome pour son divorce, il prit fantaisie au luxurieux monarque de faire sanctionner par le vil troupeau de ses évêques la grande iniquité que le chef de l'église hésitait à consacrer, Henri VIII ne fut déterminé, ni par le désir de se concilier les sympathies religieuses d'une portion de ses sujets, ni par la pensée de servir ses intérêts politiques. La réforme, qui déjà agitait l'Écosse, avait eu jusqu'alors peu d'action en Angleterre, et loin de céder, en se séparant de Rome, au mouvement de l'opinion populaire, il fallut au fondateur de l'anglicanisme et à sa fille, cinquante années de tyrannie avant de le faire accepter par la nation. D'un autre côté, l'intérêt politique de Henri VIII était parfaitement étranger à sa résolution, si même la nécessité de ménager l'empire, et le soin de conserver la bonne attitude prise au commencement de son règne dans les affaires générales de l'Europe, ne lui faisaient un devoir de rester catholique.

Cet immense événement fut donc produit par des motifs aussi indignes de l'histoire que de la grande nation dont il allait changer les destinées. Quoique les révolutions sociales soient d'ordinaire fort indépendantes des causes occasionnelles que la médiocrité leur assigne, on peut dire, à la lettre, que l'anglicanisme ne fût jamais né si Catherine d'Aragon avait eu plus de fraîcheur, et Anne Boleyn le nez plus gros.

Cependant cet établissement à la fondation duquel la prudence humaine resta tout aussi étrangère que la foi, et qui conservait les formes sans l'esprit, l'obéissance

sans principe ; cette religion qui maintenait la hiérarchie sans règle, monstruosité logique sortie d'une source impure, et soutenue, au prix de tant de sang, par la ligue de toutes les cupidités appelées pour la défendre, la conception de Henri VIII, enfin, défie encore, de nos jours, les adversaires de son dogme et les ennemis de son influence, et reste, *dans l'ordre politique*, la plus puissante entre toutes les églises européennes ! C'est qu'ici se produit un fait décisif, et que l'on touche, à bien dire, à la racine même de la constitution britannique.

Nous allons voir l'aristocratie reprendre, par l'influence de ce fait même, un rôle très différent, sans doute, de celui qu'elle remplit au XIII^e siècle, et qui, en place de l'affranchissement conquis par la grande charte, lui impose comme un devoir permanent l'oppression de huit millions d'hommes, rôle analogue, néanmoins, et qui ne manque ni de popularité, ni de grandeur.

La confiscation des immenses propriétés du clergé catholique vint donner à l'aristocratie anglaise un intérêt direct dans l'œuvre commencée par Henri VIII. Enrichie des dépouilles de l'église romaine, elle en devint l'ennemie en quelque sorte personnelle ; et dans les longues luttes suscitées par une entreprise aussi vaste et aussi hardie, cette aristocratie finit par reconquérir la force qui ne manque jamais à quiconque représente un principe ou un intérêt collectif. Puis lorsque l'action du gouvernement, sans cesse dirigée vers ce but, eut amené entre l'Angleterre et Rome une scission sans espoir, l'aristocratie se trouva le centre des passions et des intérêts protestants contre l'autorité romaine, comme au moyen-âge elle avait été l'âme de toutes les résistances nationales

contre le pouvoir royal. Enfin, lorsque l'établissement anglican, régularisé sous Édouard VI, fut décidément fondé sous Élisabeth par le bonheur autant que par l'habileté de sa politique, la noblesse et l'église établie présentèrent un faisceau de forces et d'influences que n'ont pu délier ni les puritains de Cromwel, ni les conseillers secrets de Jacques II, ni des influences plus récentes et plus redoutables.

Henri VIII comprit que la hache de ses bourreaux, tout expéditive qu'elle était, ne suffirait point pour maintenir son œuvre théologique : aussi se hâta-t-il de lui donner des appuis plus solides.

Au xv^e siècle, le tiers environ du sol était possédé ou par l'église ou par des institutions de charité. Indépendamment des paroisses, six cent quarante-cinq monastères, quatre-vingt-dix grands collèges, plus de cent hôpitaux, un nombre infini de chapelles privées et *chanteries* s'élevaient, au dire des historiens, sur ce sol où tant de ruines attestent encore la fécondité de l'inspiration catholique.

Un premier essai de suppression amena, dans le nord du royaume, une insurrection redoutable. Le peuple vit avec désespoir tomber ces asiles de prières où il recevait chaque jour le pain du corps avec celui de l'âme. Mais le roi triompha de tous les obstacles, et, en 1540, la suppression des monastères était un fait consommé. Deux années plus tard, le parlement recevait injonction de réunir au domaine de la couronne les biens des collèges et hospices, et alors commence, pour l'Angleterre, cette histoire de la *charité légale*, sur la dernière phase de laquelle nous aurons à nous arrêter dans la suite de ce travail.

Pour réconcilier le peuple avec des innovations qui l'atteignaient si directement dans les ressources de sa vie, il avait été dit que les immenses propriétés réunies au domaine royal rendraient désormais inutiles tout établissement de taxe, toute demande de *bénévolence*. Mais Henri n'entendait pas la chose ainsi. Tout, ou à peu près, fut distribué aux lords de la chambre haute, aux chevaliers des comtés, nuées de *cormorans* dont il se plaignit bientôt de ne pouvoir satisfaire l'insatiable avidité.

Ainsi la noblesse retrouvait tout à coup l'importance territoriale que tant de vicissitudes avaient contribué à lui faire perdre dans le cours du *xv^e* siècle.

Une autre conséquence des réformes de Henri VIII devait modifier en même temps sa position politique. Les abbés mitrés ayant cessé de paraître au parlement où, réunis aux évêques, ils opposaient une majorité constante aux pairs temporels, ceux-ci se trouvèrent dominer sans contrôle la chambre haute, où le rôle du banc ecclésiastique devint dès-lors très secondaire et très effacé.

Ainsi s'élevèrent au *xvi^e* siècle, gorgées de dépouilles catholiques, ces familles nouvelles d'où sort presque en entier la pairie moderne d'Angleterre ; ainsi se forma une masse d'intérêts nouveaux placés par leur origine même au service de passions inexorables.

On s'aperçut bientôt que l'égoïsme avait réveillé quelque courage au sein des classes élevées de la nation, et que la bassesse aurait désormais certaines limites.

Lorsque la majorité du peuple, encore fidèle à sa vieille foi, eut élevé au trône, au milieu des acclamations les plus vives, la fille déclarée illégitime de Catherine d'Aragon, le parlement qui avait rendu des lois de sang

sous Henri VIII et sous Édouard VI, qui fût demeuré protestant sous Jeanne Gray, n'hésita pas à se déclarer catholique sous la catholique Marie. Il remit dès l'abord en vigueur, et sans en être requis, les lois les plus terribles contre l'hérésie. Ceci ne touchait, en réalité, qu'à la vie des hommes assez imprudents pour professer des doctrines autres que celles du pouvoir. Mais lorsqu'il fallut régler les effets civils de la suprématie pontificale, l'opposition se montra, les résistances s'organisèrent, et l'aristocratie parut retrouver une énergie depuis si longtemps perdue. C'est que derrière cette suprématie se cachait la question des biens ecclésiastiques; or, tant que cette question ne fut pas réglée à la satisfaction de ceux qu'elle touchait si directement, on se montra intraitable sur les autres.

Marie comprit les nécessités de sa position; elle transigea sur les intérêts, assurée d'avoir bon marché du reste. Alors, le cœur libre de tous soucis, son parlement reçut à genoux la solennelle absolution donnée par le pape au royaume d'Angleterre, et les deux chambres revinrent à leurs habitudes d'obéissante déférence, dont ne les firent dévier ni les mauvais succès de la politique royale, ni les cris des victimes expirant dans les flammes de Smithfield.

Mais l'œuvre de la triste Marie ne devait pas lui survivre, et des intérêts tout différents se montraient déjà de toutes parts autour de ce trône sans héritier. Le parti protestant avait acquis sous Henri VIII et sous son fils cette force que le pouvoir départit toujours aux opinions qu'il embrasse; il avait conquis sous Marie cette sanction que les supplées y ajoutent. L'Écosse bouleversée

par la réforme, avait déjà fortement réagi sur l'Angleterre ; et, malgré ses complaisances, le parlement appartenait de cœur comme d'intérêt à une cause à laquelle était liée la fortune d'un si grand nombre de ses membres.

Lorsque la mort de sa sœur eut appelé Élisabeth au trône, cette princesse, dont les convictions en matière de foi étaient alors et restèrent toujours fort obscures, comprit, avec la puissance de son esprit pénétrant et ferme, que toutes les circonstances de sa vie liaient indissolublement sa fortune à celle du parti protestant. La fille d'Anne Boleyn, flétrie par Rome comme le fruit d'un adultère, n'avait-elle pas derrière elle la reine d'Écosse, espoir de ses sujets catholiques, nièce des Guise et princesse de France, qu'elle devait redouter, non pas seulement comme une héritière éventuelle dans l'avenir, mais comme une rivale menaçante dans le présent ? Élisabeth n'hésita point : placée entre des dangers également redoutables, elle choisit vite et poursuivit son œuvre avec une indomptable persévérance.

Les intérêts français, que Marie Stuart représentait par sa famille et son mariage, donnèrent à Élisabeth l'immense avantage d'une position toute nationale. Dans son règne d'un demi-siècle, elle sut exploiter avec une habileté soutenue ce principe insulaire qui fit sa force contre le parti catholique et contre l'étranger, étroitement associés par la fatalité des circonstances.

Ce règne fut grand parce qu'il fonda le véritable esprit de la politique anglaise, et qu'au milieu des intérêts confus encore de l'Europe, il assit le premier, sur ses bases modernes, la puissante nationalité britannique.

Aussi la pensée dont il a été l'imposante expression a-t-elle couvert de sa populaire grandeur et les actes monstrueux, et les iniquités sanglantes, et le despotisme effrayant des doctrines, et la tyrannie plus effrayante encore d'un pouvoir sans limites mis au service de passions sans pitié.

Déclarée, par son parlement, chef suprême de l'église, Elisabeth concentra sur sa tête de jeune fille, la plénitude de ce pouvoir spirituel qu'au nom de la raison et des Écritures la réforme déniait alors à la papauté. L'acte de 1558, étendu par l'acte d'uniformité, revêtit le souverain d'une haute suprématie ecclésiastique, indépendante et du concours du parlement et même de celui de la *convocation* ¹.

Le roi put, de son chef, réprimer et définir les hérésies, établir ou rapporter les canons, instituer les évêques sans nulle présentation des chapitres, altérer la discipline, prescrire ou abolir à son gré les rites et cérémonies religieuses. Directeur de la hiérarchie et du dogme, il fut à la fois évêque du dedans et du dehors, pape et concile. Ce fut là tout ce que la liberté et l'intelligence humaines gagnèrent à l'éclatant divorce qui sépara l'épiscopat anglais du centre de l'unité religieuse.

Cette suprématie du souverain et ce pêle-mêle de pratiques et de dogmes, empruntés en petit nombre à la réforme, retenus, pour la plupart, du catholicisme, selon l'inclination personnelle de la reine, furent imposés à la conscience publique, sous les pénalités les plus terribles. L'exhérédation de tout droit civil et politique, la condi-

¹ On sait qu'on désigne ainsi l'assemblée de l'église anglicane.

tion la plus abjecte, devinrent le partage de quiconque refusait de courber son front sous ce symbole arrêté par une femme au milieu de ses amants et de ses sycophantes mitrés. L'amende pour le seul fait de non-assistance aux offices de l'église légalement établie, fut exigée avec une rigueur si impitoyable, que les catholiques ne purent se dérober à une ruine totale. Ruinés, ils étaient marqués d'un fer chaud au visage, afin que l'église anglicane ne perdît pas ses droits même sur la misère. Le clergé romain fut à peu près exterminé. La loi prononçait la mort contre tout prêtre étranger qui aborderait ce rivage funeste, la mort contre tout prêtre catholique qui célébrerait les mystères de sa foi, la mort contre quiconque recevrait de sa main l'hostie consacrée, ou déposerait en son sein les secrets de sa conscience.

Ce fut ainsi qu'une tyrannie soutenue par une politique extérieure heureuse autant qu'habile, et sanctionnée aux yeux d'un peuple patriote par la nationalité des résultats, parvint à écraser un parti qui, au commencement de ce long règne, formait encore la majorité numérique au sein de la Grande-Bretagne. Le protestantisme fut, pour ce pays, le pendant de la conquête normande; il fonda, comme elle, et l'oppression légale des vaincus, et la compacte unité de la noblesse, enrichie pour la seconde fois de tant de dépouilles.

L'établissement anglican, sorti d'abord du caprice d'un monstre, se présente, durant le règne d'Élisabeth, sous un aspect tout politique, et l'inspiration religieuse y reste, à bien dire, étrangère. En ameutant toutes les cupidités contre Rome, en déchainant toutes les fureurs du fanatisme populaire, cette princesse consolidait son

trône et brisait à jamais l'influence de la France et de l'Espagne; en fondant contre les puritains et les catholiques une église épiscopale, puissante par ses propriétés, liée d'esprit et d'intérêt à l'aristocratie territoriale, en même temps qu'humblement soumise à la couronne, tant que celle-ci resterait à la tête de la croisade anti-papiste, Élisabeth préparait la naissance de cette opinion nationale qui, en 1688, triompha d'une dynastie catholique, qui, en 1840, résiste encore avec tant d'éclat aux conséquences de la réforme parlementaire.

Sous le rapport religieux, Élisabeth perçut clairement son but, et osa tout ce qu'il fallait pour l'atteindre. Son église a traversé deux siècles de révolution, les pieds dans le sang de l'Irlande; elle a laissé passer Cromwel et fait tomber Jacques II; elle tient aujourd'hui en échec Daniel O'Connel et le siècle tout entier; établissement prodigieux qui constate combien de temps les institutions peuvent vivre en dehors de la logique, lorsqu'elles sont assez puissantes pour agglomérer les intérêts et s'en faire un rempart.

Toute remplie de l'idée de sa suprématie royale, conséquence logique de la suprématie religieuse qui lui avait été départie, cette princesse s'était fait des prérogatives de son parlement une idée que celui-ci n'osait encore contredire qu'avec une timidité respectueuse. Pour elle comme pour la maison de Stuart, la royauté était la source de tous les pouvoirs légitimes; et, de quelques formes que les rois eussent consenti à entourer l'exercice de leur puissance, celle-ci planait au-dessus des lois dont elle conservait même le pouvoir de dispenser. Si Élisabeth ne formula pas d'une manière aussi nette que Jac-

ques II le mystérieux *dispensing-power*, c'est que l'humilité de son parlement ne lui en fournit pas l'occasion.

Asseoir les taxes et les tarifs de douanes, régler ce qui concernait la police municipale, la conservation des faisans et des perdrix, pour employer ses termes mêmes, tels étaient, selon la doctrine d'Élisabeth, avec la faculté de rendre des bills d'*attainder* en matière de trahison, les droits de ses parlements. Jamais elle ne souffrit de sang-froid que ceux-ci prétendissent s'immiscer dans les questions politiques, bien moins encore dans ce qui se rapportait aux matières religieuses et aux affaires de l'église; et, personne ne l'ignore, chaque fois que leurs discussions sortirent des modestes limites où la volonté de la reine entendait les circonscrire, un ordre souverain allait arracher de leur banc les téméraires orateurs, pour les envoyer à la Tour méditer sur l'omnipotence royale.

Que si l'on ajoute à ces maximes universellement admises l'existence de la chambre étoilée, de la cour de haute commission, juridiction souveraine en matière de non-conformité; si l'on se rappelle les lois martiales dont se servait Élisabeth, chaque fois qu'elle pouvait craindre une heure de retard pour son expéditive justice, on devra reconnaître qu'il est difficile de découvrir, sous ce règne, non plus que sous les deux précédents, ces traces de liberté que prétend constater M. Hallam, en ouvrant à cette époque son *Histoire constitutionnelle*.

Mais la réforme, qui depuis l'établissement de l'église anglicane servit d'instrument au pouvoir absolu de la couronne, devait bientôt, par l'effet de son génie propre, susciter d'autres tendances et allumer d'autres passions.

Lorsqu'un grand mouvement se produit dans l'esprit

humain, et qu'on lui oppose des doctrines arbitraires et sans vie intime, il est difficile que les résistances ne se développent pas avec une irrésistible énergie. C'est là ce qu'on put prévoir en Angleterre quand, après Élisabeth et dans le cours même de son règne, on vit l'esprit puritain se porter l'implacable ennemi de l'établissement ecclésiastique. Celui-ci ne semblait-il pas appeler, de tous côtés, les attaques combinées et des calvinistes sévères et des catholiques restés fidèles? Briser une suprématie spirituelle reconnue dans le monde chrétien depuis douze siècles; puis, pour des convenances politiques, la rétablir tout entière dans la personne d'un idiot ou d'une jeune fille; substituer une papauté royale à l'action indirecte de ce grand pouvoir européen exercée tant de fois d'une manière si populaire; réformer arbitrairement certains dogmes, tandis que l'on protège tous les autres par des pénalités terribles : c'était là une de ces incohérences contre lesquelles se débattent long-temps l'esprit et la conscience des peuples.

Les ministres réformés, chassés d'Angleterre du temps de Marie, avaient vu, d'ailleurs, à Genève et à Zurich, célébrer le nouveau culte dans toute son austérité. En rapport, dès cette époque, avec Knox, le réformateur écossais, ils ne purent accepter sans résistance, en rentrant dans leur patrie, le caractère semi-catholique qu'Élisabeth entendait conserver aux cérémonies extérieures de son église. En vain l'archevêque Parker engagea-t-il contre Cartwright, le fondateur du puritanisme dogmatique en Angleterre, une polémique à laquelle Whitgiff, son successeur dans la primauté de Cantorbéry, fit donner bientôt la sanction de dispositions pénales et de per-

sécutions rigoureuses ; le nombre des dissidents s'étendait chaque jour, et l'ardeur de leurs convictions se révélait dans l'âpreté de leur langage. La partie la plus éclairée du conseil les ménageait, d'ailleurs, comme les seuls hommes capables, dans des chances peut-être prochaines, de défendre la royauté protestante en Angleterre.

Aussi les dissidents envahirent-ils la chambre des communes, qui vit s'élever tout à coup dans son sein une opposition d'un caractère tout nouveau. Malgré les menaces de la cour, malgré les ordres d'arrestation qui les surprirent plus d'une fois dans Westminster, les Wentworth, les Yelverton, les Strickland et plusieurs autres se prirent à parler un langage fier et hardi, et à énoncer des doctrines de résistance où l'on pouvait apercevoir le germe de celles qui bientôt briseraient un trône.

Quels qu'aient été les torts de ces hommes, seuls ils ont sauvé leur patrie de la servitude que lui aurait préparé le vaste système politique dont l'église anglicane était la pierre fondamentale. L'esprit puritain émoussa graduellement l'aspérité de ses formes et le fanatisme de ses passions religieuses ; il prit au sein du parlement une couleur de plus en plus politique ; et, en s'y combinant par la suite avec certaines nuances de l'esprit aristocratique, il contribua à former ces deux grands partis du whiggisme et du torysme, source féconde où s'est constamment rajeunie la vieille constitution britannique.

La nation, sevrée de gloire avec Élisabeth, dépensa dans des controverses ardentes une activité désormais sans aliment. Pendant vingt années, la doctrine de la prérogative parlementaire et celle de la prérogative royale se formulèrent d'une manière chaque jour plus distincte

et plus tranchée, l'une s'appuyant sur l'énergie du sentiment religieux livré à lui-même, l'autre sur la puissance de la hiérarchie épiscopale. Esprit absolu et court, incapable de distraire l'opinion par une politique habile des profondes émotions auxquelles elle se laissait aller de plus en plus, Jacques I^{er} était un de ces hommes qui par l'audace de leurs prétentions, préparent des révolutions pour les générations qui les suivent, encore qu'ils y échappent pour leur propre compte par l'inconsistance de leur conduite.

Son fils recueillit cet héritage, amassé par l'imprudence paternelle et par la fatalité des temps. Il ne lui suffit pas, comme au pédant qu'il remplaçait, de disserter sur le droit divin des princes et leur inadmissible autorité; homme grave et convaincu, Charles I^{er} voulut mettre en pratique les maximes qu'il représentait, d'une part, comme successeur des Tudors, de l'autre, comme chef suprême de l'église anglicane.

Au fond, les choses étaient venues à ce point où elles tendaient depuis long-temps, qu'il fallait vider le conflit entre les prétentions du parlement et celles de la royauté. Quoique l'imprudence de Charles, en se lançant, au début de son règne, dans des expéditions militaires sans but et sans résultat, hâtât sans doute l'instant où il lui faudrait compter avec ses deux chambres, on ne voit pas qu'il fût possible d'éloigner désormais pour long-temps la solution du problème dès-lors posé entre la couronne et l'opposition puritaine, entre l'une, armée des théories de despotisme politique et religieux, et l'autre, pleine de confiance et d'audace, parce qu'elle dominait à Westminster, comme dans la partie la plus active de la nation.

Charles eût pu, sans doute, n'avoir pas Buckingham pour favori, ne pas s'épuiser tour à tour contre l'Autriche, la France et l'Espagne, dans ces efforts superflus qui le mirent, par l'effet même de ses besoins financiers, à la merci de son parlement; il eût pu éviter de s'engager dans les querelles religieuses d'Écosse; il aurait pu, du moins, s'y conduire avec plus de mesure, et ne pas tenter des résistances désespérées, pour finir par tout concéder, jusqu'à la tête de Strafford; Charles eût pu être un grand roi, au lieu de se montrer prince mal habile; mais eût-il reçu du ciel les plus éminentes qualités de l'intelligence, n'eût-il commis aucune des fautes si nombreuses dans sa vie, qu'il aurait été interdit au fils de Jacques Stuart de prévenir la lutte de principes dont il devint la déplorable victime.

Plus d'expérience des hommes et des idées de son temps aurait détourné Charles d'engager avec ses communes cette lutte de vingt années, qui finit par un grand attentat; des prétentions moins imprudemment énoncées auraient épargné à l'Angleterre les violences du parlement républicain, suivies de celles de la restauration, et peut-être ce pays aurait-il pu jouir un demi-siècle plus tôt du pacifique établissement de son mécanisme constitutionnel. Mais aucune puissance au monde ne pouvait faire que les doctrines consignées dans la fameuse *Pétition de droit*, imposée à Charles I^{er} par l'accord des deux chambres de son parlement, ne devinssent, en définitive, les doctrines fondamentales de l'Angleterre.

La *Pétition de droit* s'appuyait sur les plus respectables monuments de l'histoire nationale, depuis la grande charte et les lois d'Édouard I^{er}, et l'on pouvait remar-

quer avec quelle ardeur l'Angleterre revenait à ces souvenirs si puissants sur l'opinion, depuis que les controverses religieuses lui avaient rapppris la liberté. Ce statut, et ceux non moins décisifs de 1641 pour la tenue périodique des parlements, l'abolition de la chambre étoilée et de toutes les juridictions exceptionnelles, contenaient en principe toutes les libertés devenues, après les guerres civiles et les luttes parlementaires de la restauration, le patrimoine incontesté de la Grande-Bretagne.

La *Pétition de droit* fut en quelque sorte la base de la déclaration des droits, imposée à Guillaume III comme condition de sa royauté. Si des violences et des réactions vinrent s'interposer entre l'époque où furent proclamés les principes nationaux et celle où ils triomphèrent, c'est qu'il est donné aux passions des peuples, comme à celles des princes, de rendre plus difficile l'établissement des idées sorties du travail des siècles, quoiqu'il leur soit interdit de ne jamais prévaloir contre elles.

Les imprudentes prétentions de Charles I^{er} amenèrent les résistances factieuses du long parlement; les doctrines d'obéissance passive exaltèrent jusqu'à la frénésie le fanatisme religieux, et Bancroft prépara le ridicule Barebones. Chaque parti, poussé par ses propres passions, et plus encore par celles de ses adversaires, avait dévié de la vérité; aussi fallut-il d'effroyables secousses pour rasseoir l'esprit national sur son centre de gravité.

Cependant, pour quiconque aurait apprécié de sang-froid l'état de cette contrée au plus fort même de la tempête, il devait demeurer évident qu'aucun intérêt n'y était sérieusement déplacé, que rien de fécond n'avait été introduit dans la vie de ce peuple par les réformateurs, et

que son avenir appartiendrait infailliblement aux deux éléments vitaux de son histoire, l'aristocratie et la royauté.

On a comparé la république française après Louis XVI à la république d'Angleterre après Charles I^{er}. Rien de moins analogue que ces deux faits, du moins dans leurs conséquences sociales. Si, en Angleterre comme en France, l'anarchie suivit ses phases obligées, les puritains reculant devant les indépendants, ceux-ci tremblant à leur tour devant les niveleurs ; si la loi d'action et de réaction amena des crises de la même nature, là s'arrête une similitude plus apparente que réelle. Le sentiment évangélique, qui, en Angleterre, dominait les plus inflexibles agents de la puissance révolutionnaire, depuis Farfaix jusqu'à Cromwell lui-même, imprime à l'ensemble de cette longue crise un caractère sévère et moral jusque dans ses plus criminelles violences. La convention d'Angleterre ne prépara pas les jours dépravés du directoire, plus dangereux peut-être pour un pays que ceux de la terreur eux-mêmes. *Le règne des saints* a, plus que toute autre époque, contribué à revêtir les mœurs nationales de cette gravité religieuse qui saisit fortement l'étranger, aujourd'hui même que le puritanisme, sorti de l'ordre politique, s'est réfugié dans la vie privée.

Une autre différence devrait être signalée entre ces deux périodes historiques. Si le gouvernement républicain bouleversa l'Irlande catholique, il ébranla peu le sol de l'Angleterre ; il ne fit pas surgir, comme la révolution française, une foule d'intérêts et d'existences aux lieu et place de tant d'autres brisés pour jamais. Un petit nombre d'hommes sortis des rangs du peuple et parvenus à quelques postes éminents de l'armée, un corps législatif

choisi dans les dernières classes de la société, qui ne se sent pas la force de braver long-temps le ridicule dont le couvre l'opinion ; quelques nobles têtes roulant sur l'échafaud, une armée commandée par un homme supérieur et qui perd sa puissance d'intimidation du jour où le génie de Cromwell lui manque, voilà ce qui sortit d'une révolution qui ne sut pas, comme la nôtre, rendre infranchissable l'abîme placé entre le passé et l'avenir.

Aussi la restauration se trouva-t-elle accomplie du jour où le pays fut laissé à lui-même et où il se rencontra un homme qui sut comprendre le sentiment du pays.

Mais les Stuarts se trompèrent, comme d'autres princes se sont trompés après eux, sur la nature et la portée de ce sentiment lui-même. En entendant ces acclamations qui ne manquent jamais à un gouvernement qui commence, ils crurent que l'opinion avait abjuré les doctrines pour lesquelles elle s'était armée, et que la royauté, rappelée de l'exil, ne trouverait plus de résistance que l'enthousiasme populaire ne la mit en mesure de briser, ou que la corruption ne lui donnât le moyen de rendre inutile.

Cette erreur la perdit, car les destinées de l'Angleterre étaient dès-lors liées à des principes à la fois politiques et religieux qu'aucune influence n'était en position d'ébranler. Si, dans le premier enthousiasme de la restauration, le parlement de Charles II parut faire bon marché de quelques théories constitutionnelles, on put voir bientôt que les passions religieuses avaient conservé toute leur énergie, et que, sous des formes peut-être moins factieuses, mais avec une égale persistance, elles maintiendraient contre la royauté, si celle-ci se trouvait en lutte

avec elles, l'opposition qui n'avait reculé ni devant le détronement ni devant la condamnation de Charles I^{er}.

La haute aristocratie, pépinière de la haute église, appartenait de plus en plus au protestantisme épiscopal par ces intérêts de fortune et de caste avec lesquels il n'est pas de transaction à tenter; l'opinion presbytérienne dominait dans une partie de la noblesse provinciale et dans la bourgeoisie tout entière des villes corporées. Or, au xviii^e siècle, la bourgeoisie exerça une influence presque sans contrepoids au sein des communes d'Angleterre; ce ne fut qu'au siècle suivant, après Guillaume et sous la reine Anne, que la seconde chambre devint, par l'influence chaque jour croissante de la pairie, une sorte d'annexe de la chambre héréditaire; à l'usage presque exclusif de ses branches cadettes.

Le presbytérianisme, contraint de transiger avec la royauté restaurée sur l'existence de l'épiscopat, sembla vouloir faire payer aux catholiques cette concession arrachée à ses plus vives répugnances. Il toléra les évêques sous condition que ceux-ci fussent plus persécuteurs qu'il ne l'était lui-même; il n'accorda pas à l'église établie un bout de surpli, une nappe d'autel ou un grain d'encens, sans que les malheureux restés fidèles à la foi de leurs ancêtres, et qui, malgré de si longues persécutions, formaient encore une portion très considérable des sujets britanniques, ne vissent, en gage de la réconciliation de leurs communs ennemis, s'appesantir le joug qui vient à peine de se briser pour eux.

De son côté, l'église établie, ayant conscience de son impopularité dans la bourgeoisie des villes et du mépris auquel l'avaient livrée les longues turpitudes de ses évê-

ques, ne sut rien de mieux, pour conquérir quelque force, que d'en appeler aux plus grossiers préjugés, aux passions les plus sauvages. L'anglicanisme épiscopal, auquel, sous Charles I^{er}, l'archevêque Laud et toute l'université d'Oxford tendaient à imprimer une couleur de plus en plus catholique, subit, à cette époque, une transformation remarquable. Alors commença, contre la *Babylone écarlate*, cette croisade où la mauvaise foi le dispute à la brutalité populaire, et dans laquelle entrèrent à l'envi des prélats riches à millions et de pauvres fanatiques de carrefour.

Les tendances réactionnaires de la restauration n'auraient peut-être pas suffi pour entretenir au sein du parlement et de la nation cette irritation d'un quart de siècle qui fit accepter une nouvelle révolution comme une délivrance. On aurait pardonné à Charles II et la corruption de sa vie et sa politique soudoyée par la France; on n'aurait pas exigé de Jacques II un compte plus sévère du sang versé par Jeffries, qu'on ne le demanda à son frère pour le sang de Russel et de Sidney; et, dans le calme des intérêts et des consciences, la royauté aurait ressaisi, on peut le croire, une partie notable de son pouvoir éclipsé. Mais les sentiments avoués du prince auquel appartenait le trône entretenaient la haine dans le présent, l'inquiétude dans l'avenir; et les croyances catholiques de Jacques, bien plus que ses théories sur la prérogative royale, furent le motif d'une catastrophe dont l'approche n'échappait en Europe à aucun observateur attentif. Il n'y eut qu'une seule question sous ces deux règnes, l'anéantissement de la religion romaine et la mort civile des catholiques; et le but fut atteint, comme on vient de le dire,

par l'union de jour en jour mieux cimentée entre la noblesse épiscopale et la bourgeoisie presbytérienne.

Le principe d'une religion d'état exclusive et intolérante entra dès-lors si profondément dans la constitution anglaise, qu'il en devint partie intégrante et ne parut plus pouvoir être arraché de ses fondements sans entraîner pour l'édifice une chute inévitable et prochaine.

Louis XIV poursuivait sans doute les protestants avec une rigueur analogue à celle que le parlement anglais déployait contre les catholiques, et la révocation de l'édit de Nantes suivit de peu d'années l'acte fameux du *test*. Mais l'exil imposé aux religionnaires français par des passions peu éclairées ne fut qu'un accident dans notre histoire, tandis que la privation de tous les droits de patrie et de cité pour les non-conformistes devint une doctrine fondamentale de la monarchie britannique. Aussi, lorsque l'état civil fut rendu aux protestants, sous Louis XVI, y eut-il chez nous simple redressement d'une injustice, et personne ne considéra, par exemple, comme un événement, la nomination, sous ce règne, d'un ministre protestant au contrôle-général des finances, tandis que l'émancipation catholique a été pour l'Angleterre le signal d'une ère nouvelle et de toute une révolution légale.

Les Stuarts se trouvaient placés dans la plus difficile des situations. Charles II, pour complaire à Louis XIV, Jacques II, pour satisfaire à sa propre conscience, aspiraient à adoucir les lois de fer qui pesaient sur leurs sujets catholiques. Ce dernier prince, quelles que pussent être ses arrière-pensées pour l'avenir, ne réclama jamais de son parlement autre chose qu'une simple tolérance, et sa fameuse déclaration en faveur de la liberté de con-

science, déclaration qui fut la cause immédiate de sa chute, proclamait les principes mêmes qui forment aujourd'hui comme le droit public de l'Europe, droit précieux auquel la grande mesure de l'émancipation a fini par rallier l'Angleterre elle-même.

Mais l'association des intérêts protestants et des intérêts aristocratiques était alors si intime, le sort de la royauté se trouvait tellement lié à celui de l'épiscopat, dont elle était le chef suprême, qu'un vœu de tolérance émanant d'elle devenait une contradiction flagrante avec sa propre nature. Aussi, quelle que fût l'influence de la couronne, et celle-ci était grande au sein du parti tory, même aux temps les plus difficiles de Jacques II, cette influence rencontra-t-elle d'insurmontables obstacles à tous projets d'adoucissement aux lois pénales.

M. Hallam a fait remarquer avec une grande justesse que ce qui caractérise surtout le torysme, c'est la subordination des intérêts monarchiques aux intérêts de l'église établie, et une disposition constante à faire de ceux-ci la seule règle de son action politique. Cette tendance de l'opinion la plus favorable à la prérogative de la couronne put seule déterminer le concours des lords à la tentative du prince d'Orange, et l'expulsion des Stuarts consumma le triomphe d'une doctrine désormais politique autant que religieuse.

Il n'y eut pas, sous ces deux règnes, une crise parlementaire qui n'amenât un redoublement d'oppression contre les catholiques, surtout contre cette Irlande, terre de prédilection pour la rigueur divine, à laquelle la Providence, en compensation de toutes les misères suppor-

tées à la fois, doit sans doute d'éclatantes destinées; puisqu'il n'est pas de seconde vie pour les peuples.

Durant cette lutte acharnée contre une royauté catholique, la liberté politique étendait chaque jour ses conquêtes, et la constitution moderne de l'Angleterre s'élevait sur la double base de la souveraineté parlementaire et de la suprématie protestante.

La liberté individuelle recevait la solennelle garantie de l'*habeas corpus*. Les communes consacraient leur droit d'*impeachment* contre les ministres par le procès de lord Danby, pendant qu'elles établissaient leur initiative absolue en matière d'impôt, et la composition de cette chambre devenait fixe et régulière, d'arbitraire et incertaine qu'elle avait été jusqu'alors.

Si depuis long-temps, en effet, le nombre des députés des comtés restait fixé à soixante-quatorze, celui des députés des bourgs variait selon qu'il convenait à la couronne d'accorder ou de retirer la franchise. Henri VIII et Édouard VI, Marie, Élisabeth, et même Jacques I^{er}, créèrent successivement de nouveaux bourgs, selon leur bon plaisir, afin de maintenir leur influence dans les révolutions religieuses du temps. Après la restauration, ce droit cessa d'être revendiqué par la couronne, et les bourgs se trouvèrent alors en possession de cette existence indépendante et de cette sorte de légitimité historique qui a pu, jusqu'en 1832, résister aux incessantes attaques de l'esprit réformiste.

La chambre haute, de son côté, se dessinait, à la même époque, avec la physionomie qu'elle conserve encore de nos jours. Alors fut établi le principe que tout pair majeur reçoit son *writ* de convocation à l'ouverture

de chaque parlement, et que la chambre ne commence point ses travaux si un seul de ses membres n'a pas été convoqué. A partir de cette époque, le *writ* de convocation fut considéré comme conférant une pairie héréditaire, transmissible de droit aux héritiers mâles et femelles. Le droit de voter par *procuration*, autrefois concédé par permission spéciale de la couronne, devint inhérent à toute pairie, et les lords acquirent la faculté de protester, avec celle de consigner les motifs de leur dissentiment sur les registres de la chambre.

Enfin, la royauté elle-même, par la suppression des tenures féodales et des émoluments seigneuriaux, entraîna, avec les deux autres pouvoirs, dans les conditions d'une existence nouvelle.

La restauration doit donc être considérée comme l'époque où le mécanisme constitutionnel de l'Angleterre atteignit son complet développement ; et la révolution de 1688 eut bien moins pour but d'établir des principes nouveaux que de consacrer, par un grand acte de souveraineté parlementaire, les principes antérieurement proclamés.

Le *bill des droits*, ce premier acte des deux chambres après la révolution consommée, fonda toutes les institutions de l'Angleterre sur la doctrine qui avait provoqué cette révolution elle-même. On sait qu'il prononça l'exclusion formelle de la couronne contre tout prince en communion avec Rome, ou qui épouserait une catholique, déliant les sujets de leur serment d'allégeance, et stipulant, pour ce cas, la transmission au plus proche héritier protestant. Enfin, l'acte d'établissement (*settlement-bill*), qui fut pour la maison d'Hanovre un contrat

bien plus rigoureux sous tous les rapports que le *bill des droits* ne l'avait été pour Guillaume et Marie, imposa la communion avec l'église épiscopale d'Angleterre comme la première condition de successibilité.

Guillaume III, tout entier à la seule pensée de sa vie, l'abaissement de la France, dut se prêter à des passions qui servaient sa politique, quoiqu'elles ne fussent pas dans son cœur. Pendant qu'il obtenait du parlement des adoucissements successifs aux lois de non-conformité en faveur des dissidents de toute secte, il laissait passer le bill de 1700, lequel impose, à quiconque est né dans la religion catholique, l'obligation de prêter les serments d'allégeance et de suprématie, et de souscrire la déclaration contre la transsubstantiation et l'invocation des saints, sous peine de ne pouvoir posséder quelque bien-fonds que ce soit, et de voir sa propriété passer, de son vivant, au plus proche héritier professant la religion anglicane; statut infâme, auquel les mœurs résistèrent sans doute, mais qui n'en régita pas moins pendant trop longtemps la condition légale des catholiques.

La révolution dynastique avait réglé le droit constitutionnel; la lutte acharnée de Guillaume III contre Louis XIV fixa, pour tout le cours du siècle qui allait s'ouvrir, le caractère de la politique extérieure, et associa, pour l'opinion populaire, la haine de la France à celle du papisme.

D'un autre côté, la dette publique, qui sortit, sous ce règne, des nécessités même de l'état de guerre, créa dans le pays, en face de la propriété territoriale, une nouvelle nature de propriété et d'intérêt, destinée à exercer une influence considérable sur l'ensemble du méca-

nisme social. Alors naquirent la banque et le papier de crédit dont un poète a pu dire :

Can pocket states, can fetch and carry kings :
A single leaf shall waft an army o'er,
Or ship off senates to some distant shore '

Après la paix d'Utrecht, et surtout durant le règne habile de George II, le système colonial et le commerce de l'Angleterre se développèrent dans des proportions chaque jour plus vaste. Cependant, quelle que fût la faveur avec laquelle l'Europe accueillait, au XVIII^e siècle, toutes les combinaisons de crédit, faveur qui alla jusqu'à livrer la fortune publique, en Angleterre, aux spéculateurs de la mer du Sud, comme, chez nous, aux charlatans du Mississippi; quelque accroissement que procurassent à l'industrie nationale le monopole des Indes, arrachées à la France, et celui de l'Amérique encore soumise à la métropole, l'influence aristocratique conquit bien plus de terrain que ne le fit, de son côté, l'influence financière.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne passa aux mains de la pairie. Les communes cessant, comme elles l'avaient fait sous les Stuarts, de représenter des passions presbytériennes et d'exprimer, dès-lors, des idées démocratiques, réfléchirent presque exclusivement l'esprit de la chambre haute. Les bourgs-pourris (*rotten boroughs*), devinrent l'apanage avoué des grandes familles assez riches pour en acheter les corporations électorales. Du jour où la maison d'Hanovre fut consolidée, la lutte qui

' Pope.

n'existait plus entre les passions religieuses et politiques, s'établit entre deux factions parlementaires formées au sein du même corps, représentant au fond le même intérêt, malgré des dissidences secondaires d'une appréciation délicate et souvent fort difficile. L'acte passé sous George I^{er}, qui étendit à sept années la durée des parlements, triennaux depuis Guillaume III, contribua plus que toute autre cause à donner au gouvernement anglais cette fixité de traditions, à y entretenir ces ambitions patientes, que le génie aristocratique oppose avec complaisance aux entraînements de la démocratie.

Alors la constitution britannique eut atteint le terme suprême de son développement, et un patriciat puissant s'établit en Europe, dans le temps même où les autres aristocraties, dégradées dans l'opinion des peuples, étalaient leur décrépitude dans les antichambres royales, prenant avec Louis XV les mœurs de mauvais lieux, ou se faisant philosophes avec Catherine II et Voltaire.

Ce fut un imposant spectacle assurément, et bien digne d'occuper les contemporains. On n'a donc pas lieu d'être surpris que le XVIII^e siècle, dont les préoccupations se portaient si vivement sur l'organisme des sociétés, prêtât à l'Angleterre son attention la plus soutenue. Mais ce qui peut à bon droit étonner, c'est de voir les observateurs les plus sagaces, les publicistes les plus éminents, chercher dans la constitution de ce pays tout autre chose que ce qui s'y trouvait réellement, et descendre jusqu'à la subtilité pour expliquer, par une prétendue balance de pouvoirs rivaux, un gouvernement puissant surtout par l'unité qui en était l'âme. Une aristocratie divisée en deux chambres, tel était du temps de

Montesquieu, bien plus encore qu'aujourd'hui, le régime de l'Angleterre.

Le gouvernement, il est vrai, n'était pas sorti d'une manière logique et *à priori* du principe aristocratique, comme celui des États-Unis, par exemple, sort du principe opposé. Il admettait des faits souvent contradictoires entre eux, quelquefois inacceptables en eux-mêmes. Il ne reculait pas devant l'injustice de conserver des droits politiques à Oldsarom et à East-Redford en les refusant à Birmingham et à Manchester; à côté d'une administration complètement indépendante de la métropole, il maintenait une centralisation exorbitante pour la distribution de la justice, et il fondait si peu, comme paraît le croire l'illustre auteur de *l'Esprit des Loix*¹, l'édifice entier des libertés publiques sur la séparation absolue du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif, que sa chambre haute était une cour d'appel en même temps qu'une assemblée politique; enfin, à côté du droit d'aînesse, il laissait vivre dans un comté, celui de Kent, la loi du partage égal, et même dans quelques localités, l'usage plus bizarre de la transmission des biens-fonds au plus jeune des fils, à l'exclusion de tous autres²: tant il est vrai que pour ce gouvernement les faits historiques dominaient toutes les théories!

Mais, quelque incohérents que ces faits fussent entre eux, bien que la royauté parût quelquefois se produire dans toute sa hauteur féodale, à côté de la démocratie dans toutes ses violences, un même esprit animait cette grande machine et la faisait fonctionner avec une con-

¹ Liv II, chap. vi.

² *Blackstone's Commentaries*, I, 74, II, 84, IV, 409.

stante unité; les intérêts de la haute église, unis à l'intérêt territorial, gouvernaient seuls les trois royaumes; l'aristocratie restait souveraine lorsqu'elle s'agenouillait devant son roi aussi bien que lorsqu'elle recevait les insultes populaires en se montrant sur les hustings électoraux.

Mais cette noblesse était au moins de celles auxquelles un grand peuple peut commettre avec honneur le soin de ses destinées. Elle formait un ordre accessible à tous, et non pas une de ces castes où donne accès l'accident seul de la naissance. Ce patriciat exerçait une haute mission politique et point une insultante tyrannie de salon; et, par un étonnant contraste, l'Angleterre s'est trouvée le pays du monde où la hiérarchie sociale a été le plus rigoureusement définie, en même temps que celui où l'accès aux grandes positions aristocratiques a été le plus facile. Il suffirait d'en apporter en exemple le nombre considérable de familles nouvelles élevées à la pairie par un seul ministre, M. Pitt. Absorber dans son sein toutes les existences qui s'élèvent par la fortune et par le talent; leur conférer par le mariage une adoption aussi complète qu'au plus vieux sang de la conquête; faire de la noblesse un prix pour tous les services, au lieu d'un monopole à l'usage de toutes les vanités, telle fut la tendance constante de l'aristocratie d'Angleterre; ce fut ainsi qu'elle sut unir ses destinées nouvelles aux plus patriotiques souvenirs de l'histoire, *le bill des droits* à la grande charte.

Cependant la constitution anglaise avait à peine atteint son complet développement, que déjà, selon la triste loi qui préside aux choses humaines, elle tendait à s'altérer dans son esprit et jusque dans ses formes.

Si l'on se reporte aux luttes du whiggisme et du to-rysme pendant la première moitié du règne de George III, on voit succéder à l'administration nationale des beaux temps de George II des coalitions aussi peu morales dans leurs principes que mesquines dans leurs résultats. Ce fut surtout lorsque la grande insurrection américaine, soutenue par les efforts combinés de la France, de l'Espagne et de la Hollande, eut amené pour l'Angleterre les épreuves les plus terribles, qu'on put découvrir combien étaient profondes les plaies faites au patrimoine britannique par les ambitions et les rivalités parlementaires.

Une opposition acharnée accueillit toutes les victoires du pouvoir contre l'ennemi extérieur comme des défaites pour elle-même, et salua toutes ses défaites comme des victoires. Tout ce que la mauvaise foi peut susciter d'obstacles, en faisant appel aux passions, fut employé dans cette longue querelle où lord Chatam compromit sa vieillesse, où son fils vint apprendre l'art dangereux de lutter pour le pouvoir : temps d'intrigues et d'inconsistance, où l'on vit les ennemis politiques se tendre la main avec impudeur, répudier sans hésitation leurs plans de la veille selon les circonstances du lendemain ; époque de cynisme politique où la chasse aux portefeuilles parut être devenue le but avoué de la vie parlementaire.

Dans une telle disposition des esprits, l'opposition devait grandir, et ce fut, en effet, sous ses drapeaux que tous les hommes d'avenir entrèrent dans les affaires publiques. Ainsi débutèrent, on le sait, Pitt et Burke eux-mêmes, qui vinrent prêter le secours d'admirables talents au vieux bataillon whig qui triomphait enfin. La liberté civile et religieuse était alors la devise de l'un et de l'autre, et

Burke n'éleva pas moins de réclamations en faveur de l'Irlande opprimée, que Pitt ne présenta de plans en faveur de la réforme parlementaire ¹. L'esprit démocratique semblait s'élever de toutes parts et souffler sur la constitution anglaise. Le conseil communal de Londres, engagé dans des résistances séditieuses, présentait à la couronne des adresses républicaines; de nombreuses associations entravaient dans les provinces l'action du gouvernement; l'Irlande était en état presque permanent d'insurrection, et jusque sous les voûtes de Saint-Étienne, les doctrines les plus hardies se produisaient avec une menaçante confiance.

Et pourtant peu d'années s'étaient écoulées, que M. Pitt commençait, avec l'énergique assentiment du pays et de la représentation nationale, sa guerre à mort contre l'esprit de révolution, qu'Édmond Burke lançait contre lui son acte éloquent d'accusation, et que Charles Fox, en voyant se rompre une illustre amitié, versait ses larmes immortelles. C'est qu'un immense événement était venu

¹ La réforme était, à cette époque, l'objet d'une motion périodique, que l'alderman Sawbridge se chargeait ordinairement de présenter. Une tentative beaucoup plus sérieuse fut faite en 1780, par le duc de Richmond, pendant que cent mille hommes entouraient Westminster, et troublaient par leurs cris les délibérations des deux chambres. Le duc demandait, comme MM. Atwood, Roebuck, O'Connor et autres le demandent en ce moment, les parlements annuels et le suffrage universel.

En 1782, M. Pitt proposa au parlement un plan de réforme qu'appuyaient avec chaleur, dans tout le royaume, les associations patriotiques et les comités de correspondance. En 1783, après la démission de lord Shelbourne, il reproduisit la même proposition, et pendant les années qui suivirent, il l'appuya constamment lorsqu'elle fut présentée. Mais, en 1792, on voit M. Pitt repousser avec violence les pétitions réformistes des *Amis du peuple*, présentées aux communes par M. Grey, en annonçant qu'il s'est pour jamais détaché de cette cause, comme de celle de toutes les innovations. Les réclamations des catholiques présentées avec tant d'éclat par Burke et Grattan, subirent d'abord l'effet des mêmes causes. En 1787 une simple majorité de quelques voix avait repoussé une proposition d'émancipation politique; en 1790, cette proposition fut à peine appuyée.

soudain donner un autre cours à l'opinion , et tendre le ressort fort relâché de la vieille machine politique.

Pour qui veut se rendre compte de la situation de l'Angleterre, lors de la guerre d'Amérique, il devient évident que la révolution de 89 a retardé d'un demi-siècle le triomphe de la réforme chez nos voisins. La révolution de 1830 a eu un effet tout opposé, sans doute à raison de la différence de son caractère, sans doute aussi à raison de celle des temps, parce que les intérêts étaient déplacés, et que les idées étaient plus mûres. Mais il faut déterminer les causes de cette réforme.

II

Des mœurs et des classifications sociales en Angleterre.

Le principe aristocratique dont nous avons constaté l'affaiblissement vers la fin du XVIII^e siècle, au sein de la Grande-Bretagne, se retrempe durant la lutte contre notre révolution. En s'associant avec une habileté peu commune aux vieilles antipathies contre la France, il sut se faire considérer comme l'élément vital de la puissance nationale.

L'état de guerre fut une impérieuse nécessité pour ce gouvernement, qui ne pouvait résister à la propagation des idées républicaines qu'en suscitant un conflit entre celles-ci et le patriotisme britannique. Plus tard, cet état fut continué parce qu'il servait des intérêts et se liait à des combinaisons politiques que l'histoire taxerait probablement de folies, si le succès ne les avait couronnées.

Dans sa lutte acharnée contre Napoléon, la conduite de Pitt dénote moins, en effet, la pénétration du génie que la persévérance de la haine. Cet homme, moins éminent par la justesse de ses plans que par la prodigieuse faculté de se créer des ressources en rapport avec ces plans eux-mêmes, n'eut jamais conscience de la force de son grand adversaire; il croyait en finir à chaque coalition, à chaque campagne et presque à chaque combat; et son impassible audace eût reculé sans aucun doute, s'il avait entrevu, pour dernière conséquence de cette guerre de vingt années, sa patrie écrasée sous une dette quatre fois plus grande que tout le numéraire existant dans le monde, d'après le calcul de Storch.

C'est l'Angleterre telle qu'elle sortit de ce duel gigantesque qu'il va s'agir d'apprécier. Nous allons la voir engagée, comme la France elle-même, dans une lutte constitutionnelle qui, pour l'une, aboutit à la révolution dynastique de 1830, pour l'autre, à la réforme parlementaire de 1832, deux événements déterminés l'un par l'autre, quoique d'une portée différente.

A partir de la paix générale, des influences analogues agirent sur les deux pays : la tribune et la presse y propagèrent les mêmes idées, l'industrie semblait y développer des intérêts d'un même ordre. De plus, la Grande-Bretagne paraissait entraînée dans la voie des révolutions par les souffrances de ses classes pauvres qu'aggravaient l'énormité des taxes, les lois céréales et le prix exorbitant des choses, par l'existence précaire de ses classes ouvrières dont les ateliers se fermaient à la moindre perturbation extérieure, dont le pain de chaque jour était menacé par les perfectionnements des machines aussi

bien que par les concurrences étrangères ; enfin, l'unité des trois royaumes était chaque jour mise en question par la turbulence de l'Irlande, où l'agitation avait su créer une discipline mieux obéie que celle de la loi, où toutes les misères humaines semblaient s'être réunies pour justifier toutes les violences.

Comment tant de causes combinées, qui semblaient préparer à la Grande-Bretagne un avenir chargé d'orages, l'ont-elles laissée si loin derrière nous dans la route où les deux peuples ont marché ? Comment la France touche-t-elle aux limites de l'organisation démocratique, tandis que l'aristocratie anglaise a supporté, presque sans fléchir, le grand coup de la réforme ? Problème d'une solution moins difficile, lorsqu'on ne se borne pas à juger les événements en eux-mêmes, et qu'on les étudie dans le milieu où ils se développent.

En France, la mise en vente et le morcellement des propriétés nationales, et la tendance constante des petits capitaux à se porter sur les immeubles, ont depuis longtemps créé une masse vraiment compacte d'intérêts moyens dont l'importance peut se mesurer au nombre seul des propriétaires. Ces intérêts ont eu à se défendre tour à tour et contre les efforts de l'ancienne aristocratie dépossédée, et contre une démagogie qui, dans des jours de triste mémoire, les a cruellement torturés. Ils se présentent donc avec une politique à eux, parfaitement distincte de toute autre.

En Angleterre, rien de semblable n'existait à l'époque de la pacification européenne, et rien de semblable, il faut le reconnaître, ne s'y est produit jusqu'à présent. La longue période de guerre contre la France augmenta,

bien loin de la restreindre, la fortune des trente-deux mille grands propriétaires entre lesquels se partage aujourd'hui, comme au xvi^e siècle, le sol entier du royaume. Le prix des fermages y doubla presque partout à raison des améliorations introduites dans la culture par une *gentry* maîtresse des banques de provinces et jouissant d'un crédit illimité. Pendant que la France dépeçait, pour les livrer à la circulation, ses propriétés de main-morte, l'Angleterre opérait en sens opposé. A dater de 1790, en effet, on voit disparaître graduellement ce qui s'était formé de petites propriétés en dehors du système de la tenure féodale; et, d'un autre côté, les défrichements de communaux, autorisés par plusieurs milliers de bills d'*inclosure*, vinrent donner à la grande culture des développements prodigieux¹.

Ainsi l'aristocratie britannique étendait son influence territoriale, tandis que le succès d'un système hardi, pour ne pas dire téméraire, venait l'absoudre aux yeux de la nation, et consolider son influence politique.

Aucun fait ne se produisit de nature à contrebalancer celui-là. L'industrie de l'Angleterre prit, il est vrai, un essor inouï, et son commerce éleva, dans les deux mondes, la masse de ses transactions à un chiffre annuel de deux milliards. Mais cette extension des intérêts industriels n'enfanta rien d'analogue à cette puissante opinion

¹ On lira avec fruit, sur l'état et les progrès de l'agriculture anglaise, le livre court, mais substantiel, de M. J. Porter, chef du bureau de statistique commerciale à Londres, complété et annoté par M. Chemin-Dupontès: *Progrès de la Grande-Bretagne sous le rapport de la population et de la production*, 1 vol in-8; Paris, 1837.

On ne saurait estimer, d'après l'auteur, à moins de quatre millions et demi d'acres (l'acre vaut quarante ares) la totalité des terres mises en culture durant la période de la guerre.

française qui, après son opposition de quinze années, s'est, à la suite de 1830, posée en face du peuple, assez forte pour réclamer et pour se conserver à elle-même le monopole des droits politiques.

Quoique la proportion, chaque jour plus élevée, de la population manufacturière, relativement à la population agricole, expose la société anglaise à des dangers graves, en ce sens qu'elle fait dépendre sa sûreté de chances de travail et d'alimentation fort incertaines¹, il faut reconnaître que l'augmentation du capital mobilier, dans la Grande-Bretagne, n'a guère entamé, jusqu'à présent, l'influence de l'élément territorial; et il est trop manifeste que si une lutte s'engageait en ce moment entre l'aristocratie, maîtresse exclusive du sol, et la population toujours croissante des ateliers et des *work-houses*, la bourgeoisie ne serait encore en mesure ni de se porter héritière de l'une, ni de contenir les violences de l'autre.

La faculté d'absorption dont est douée l'aristocratie britannique, agit incessamment sur tout ce qui s'élève. En ouvrant ses rangs aux fortunes nouvelles, en leur prêtant un lustre que les mœurs publiques les invitent à réclamer, cette aristocratie empêche qu'aucun faisceau

¹ Les tableaux dressés par M. Porter établissent la diminution progressive, depuis vingt ans, du nombre des individus appartenant à la population agricole. A partir de 1811 jusqu'à 1831, la proportion centésimale des familles de cette classe est tombée de 35 à 28. Pendant que l'augmentation totale des familles a suivi la progression de 34 pour 100, celle des familles agricoles n'a été que de 7/12, et au contraire, celle des familles appartenant au commerce et aux manufactures, a été de 27 pour 100.

M. Ch. Dupin a aussi constaté ce résultat d'après les calculs de M. Babbage; on le trouve également établi par M. Moreau de Jonnés, dans son excellente *Statistique de la Grande-Bretagne et d'Irlande*. Il résulte de ses chiffres que, de 1811 à 1821, la population agricole s'est augmentée de 82,638, mais qu'elle a perdu 77,552 dans les dix années suivantes, et que, même dans ses progrès, n'ayant pas suivi ceux de la population totale, elle s'est trouvée constamment en déclin pendant les vingt années écoulées entre 1811 et 1831. (Tom. I, chap. III, sec. 2.)

ne se forme en dehors d'elle. Grand industriel à la première génération, membre des communes ou d'une cour de justice à la seconde, souvent pair d'Angleterre à la fin d'une vie honorée; cette gradation est acceptée de tous dans ce pays de classifications rigoureuses. La simple lecture du *Peerage* fait voir, en effet, qu'ainsi se recrute cet ordre si puissant par l'unité de son esprit, où vous voyez lord Brougham, lord Lyndhurst, lord Cottenham, pour ne citer que les chanceliers des trois derniers ministères, hommes nouveaux, assis la veille au banc des avocats ou des juges, marcher en tête du petit nombre d'illustrations historiques échappées aux révolutions et aux siècles.

L'industrie et le barreau, ces deux sources de la bourgeoisie française, fournissent incessamment des recrues à l'aristocratie britannique, bien loin d'élever contre elle une opposition formidable. Le *barrister* à Westminster-Hall, cette pépinière de chanceliers, l'armateur à Liverpool, le fabricant à Manchester ou à Sheffield, ont à peine fait fortune, que leurs idées vont se fondre dans ce moule hiérarchique où le génie de la Grande-Bretagne semble avoir reçu son indélébile empreinte. Tout réformiste ou dissident qu'il puisse être, celui-ci achète une terre avec patronage ecclésiastique, pour la transmettre à son aîné; celui-là aspire à obtenir, en se montrant influent aux élections de son comté, ce titre de baronnet, créé par Jacques I^{er} sans autre vue que les besoins de son échiquier, et qui est devenu une sorte de lien entre la *gentry* provinciale et la noblesse titrée, comme dans l'ordre parlementaire le *knight* des comtés est un intermédiaire entre le lord de la chambre haute et le *burgess* des villes. Aucun

d'eux, bien qu'enrichi de la veille, n'hésite, pour l'étrange honneur de se dessiner un écusson, à payer au *herald-office* le prix de la plus singulière en même temps que de la plus incorrigible entre toutes les vanités.

La constitution de la famille soutient donc, en Angleterre, la constitution de l'état, et les mœurs y sont encore l'âme des institutions. Ce pays supporte sans émotion l'extrême misère à côté de l'extrême opulence, la fierté d'un aîné millionnaire en face du célibat forcé de ses sœurs et de la dépendance besoigneuse de ses cadets. Pour étouffer la nature qui serait si redoutable à l'œuvre de la politique, pour amortir l'effet de tant de souffrances individuelles, ce gouvernement dote l'indigence de la taxe des pauvres, ouvre à ses nombreux criminels un continent à peupler, livre aux puînés des grandes familles des colonies dans les deux mondes, aux Indes un empire de cent millions d'hommes, les dignités d'une église plus riche que tous les clergés chrétiens pris ensemble, avec les grades d'une marine plus nombreuse que toutes celles de l'Europe, ressources colossales, qui sont pour le gouvernement aristocratique d'Angleterre ce qu'était la conquête pour le patriciat romain, une nécessité fatale de sa position, une rigoureuse condition d'existence.

L'Angleterre, que l'étranger étudie dans les livres, celle qu'il entrevoit en roulant sur ses routes sablées, ou en étouffant dans les salons du West-End, n'est pas cet étrange pays qui résiste par la seule puissance de ses habitudes, par l'énergique vitalité de croyances politiques et religieuses étroitement enlacées, au mouvement des idées contemporaines, qui entend sans inquiétude une multitude affamée rugir autour des demeures somptueu-

ses, et le grand agitateur menacer au nom de sept millions d'hommes. C'est ailleurs qu'il faut regarder pour avoir le secret de cette force surprenante.

L'Angleterre des livres et des voyageurs ne se montre d'ordinaire que sous un seul de ses aspects, qui, s'il est le plus saisissant, est bien loin d'être le plus important de tous. C'est l'Angleterre aux mille vaisseaux, aux mille machines, aux voies pavées de fer, aux noires catacombes et aux torrents de lave. C'est la patrie des houillères et des hauts-fourneaux, de la *mull-jenny* et du *drawing-frame*, d'Ark-wright et de Crompton, de Watt et de Wyat, grands hommes qui florirent pour la plupart dans la sombre enceinte d'un atelier, et dont les inventions devaient s'étendre jusqu'aux extrémités du monde.

Par elles, le génie anglais pénètre au fond des harems de l'Orient ; il fabrique la hache d'armes du sauvage de l'Océanie, et pourvoit aux besoins des quatre cinquièmes du globe. Ce sont ces hommes qui ont fait surgir la prospérité de l'empire britannique de cette scission américaine où semblait devoir s'abîmer sa puissance ; eux seuls, par la fécondité de leurs combinaisons, ont permis à leur patrie de supporter, sans périr, et le système de Pitt, et les attaques de Napoléon.

Cette Angleterre-là est imposante et terrible lorsqu'on la voit dans l'ombre de ses villes enfumées, ruisselante de sueur et couverte de haillons. C'est elle qui, en 1819, déployait à Manchester son redoutable drapeau, qui signait, en 1830, à Birmingham, l'*Union politique* ; que Bristol vit peu après préluder, par l'incendie, à la grande lutte de la réforme ; c'est elle qu'en ce moment même ses chefs s'efforcent de réveiller pour préparer et signer la

Charte du peuple. Lorsqu'on la contemple pâle de colère et de faim, quand ses cent mille voix mugissent, et que ses bras nus s'agitent pour applaudir à des paroles enflammées, on doit croire que le dernier jour de la civilisation anglaise est proche, et qu'il y a comme un aveuglement fatal dans le calme profond de ces palais.

Il est une Angleterre, que l'étranger aperçoit d'ordinaire tout à côté de celle-là : c'est l'Angleterre de la *fashion* et du *tourisme*, qui, après les plaisirs de la saison, promène ses ennuis de Cheltenham à Brighton, passe la Manche, se montre, le livret à la main, au Vatican et au palais Pitti, et croit faire des découvertes dans la campagne romaine ; curieuse espèce, qui visite en gants jaunes les glaciers de la Suisse, ne connaît de Paris que l'Opéra, de la France que ses vins, de l'Europe que ses relais et ses bateaux à vapeur ; qui nous a apporté les bals pour les pauvres et les courses au clocher ; qui court après l'esprit français à la manière de tel noble auteur de fastidieux romans, où se guinde à la philosophie sociale et aux grands airs à la suite de tel écrivain radical à la mode.

Ce n'est pas cette Angleterre-là qui sert de contre-poids et fait résistance à l'autre ; en face de celle-ci, la première n'en aurait pas pour un jour, et depuis long-temps la brosse à cirage de Hunt aurait remplacé le vieil écusson normand, s'il n'y avait eu que la société d'Almach pour résister aux *meetings* populaires.

Au sein d'une tout autre Angleterre gît le principe de cette force latente qui permet à ce gouvernement de maintenir, contre tant de souffrances et de passions, l'antique constitution nationale, et donne pour base à la politique

des trois royaumes la systématique oppression de l'un d'entre eux.

Quiconque a pris la peine d'observer avec soin les provinces d'Angleterre, depuis la Cornouaille jusqu'au comté de Norfolk, depuis le comté de Kent jusqu'à celui de Durham, n'a pu manquer d'être frappé du caractère profondément agricole empreint sur ce sol, sur ces mœurs, et jusque sur ces physionomies. Dans les comtés même les plus exclusivement envahis par l'industrie, comme le Lancashire et le Warwickshire, il semble que le génie manufacturier soit récemment superposé à un autre, qui lui résiste et lui dispute le terrain pied à pied. La propriété, partout ornée, témoigne qu'elle est l'objet de tous les soins, la source de toutes les jouissances de l'homme.

Si dans les somptueux châteaux de la noblesse titrée, où, sous des arceaux gothiques, sont entassés les statues de la Grèce et les tableaux de l'Italie, vous retrouvez les mœurs de la société cosmopolite, ayez accès dans ces maisons plus modestes de la noblesse provinciale, et vous comprendrez sa toute-puissante influence politique, lorsque vous la verrez vivant là sur le sol, s'associant, d'un bout à l'autre de l'année, à tous les bonheurs de l'existence des champs : un printemps humide et tiède, un été sec et chaud, des récoltes abondantes, des troupeaux gras et nombreux ; ici une nouvelle culture essayée à grands frais ; là une nouvelle conquête de la science étendant la puissance de la production ; toujours un intérêt qui remplit la vie sans la troubler par des orages.

A côté du *country-gentleman* vivent ses fermiers, enrichis par les *corn-lawn*, et que des baux à vie ou à long

terme associent à tous les sentiments de la propriété, en leur créant des intérêts identiques avec ceux des propriétaires du sol. C'est le grand corps des *yeomen*, cette gendarmerie de l'Angleterre territoriale, qui est pour elle, dans l'esprit de son organisation agricole, ce que la garde nationale est pour la France, soumise à une influence opposée.

Cette population, riche et nombreuse, est forte de la communauté de ses vœux, de ses croyances, et même de ses préjugés. Là vous entendrez encore de vieux anathèmes contre la France, et le *no popery* retentira aux élections comme aux jours de Jacques II. Chez tous ces hommes d'une moralité sévère, mais étroite et sans amour, comme l'est presque toujours la moralité protestante, vous trouverez une haine profonde de l'Irlande, terre conquise et terre catholique, haine inextinguible à laquelle la religion anglicane imprime depuis trois siècles la double sanction du patriotisme et de la foi.

C'est ici, en effet, qu'il faut constater le trait caractéristique de cette grande race anglaise, tel qu'il se retrouve dans les deux continents, sous l'empire des principes sociaux les plus opposés. Il n'est pas une qualité de ce peuple que le sentiment religieux ne rehausse; il n'est pas même un de ses défauts auquel il ne s'associe d'une façon plus ou moins intime. Quelque part que vous rencontriez cette forte nature, en Amérique, en Asie ou en Europe; que vous communiquiez avec des évêques, des presbytériens ou des quakers, partout vous sentirez, au premier contact, ce respect profond des choses saintes qui, s'il n'interdit ni les folies du fanatisme, ni les persécutions de la haine, protège au moins la dignité d'un peuple

contre les atteintes d'un scepticisme mortel. Quelque abusive que soit la forme sous laquelle le christianisme coexiste dans l'église auglicane avec l'aristocratie et avec l'État, on n'y sent pas moins partout sa vivifiante influence; et c'est de l'Angleterre surtout, dont la fortune est exposée à tous les vents du ciel, et les destinées soumises au choc de tant de passions, qu'on peut dire que la religion est pour elle l'ancre jetée dans la tempête.

Cette population agricole, qui, malgré son décroissement successif, monte encore à près d'un million de familles pour l'Angleterre et l'Écosse¹, qui tient presque tout entière à l'établissement anglican ou à l'église presbytérienne écossaise, dont les intérêts se confondent aujourd'hui avec ceux de l'église épiscopale, telle est la force véritable du torysme. C'est par elle qu'il a pu résister si long-temps à l'émancipation des catholiques et des dissidents, et à la réforme parlementaire; c'est en s'appuyant sur elle qu'il lui est donné de retarder ou de modifier aujourd'hui les conséquences de ces grandes résolutions.

Les fermiers conduits par leurs propriétaires, et catéchisés par leurs ministres, là est le centre et comme le cœur de la nationalité britannique. Lorsqu'on pénètre jusqu'à cette couche solide et immobile de la société, lorsqu'on voit combien tous ces intérêts sont liés par le mode tout féodal de la transmission du sol et les conditions

¹ La population agricole de la Grande-Bretagne, d'après le recensement de 1831, est divisée ainsi qu'il suit :

Angleterre	761,548 familles.
Galles.	73,193 —
Ecosse.	126,591 —

TOTAL . . . 961,134 familles.

Soit, à 5 individus par famille, 4,805,670.

obligées de la grande culture, on a vraiment lieu de s'étonner bien plus des conquêtes récentes de l'esprit libéral dans la Grande-Bretagne, que des résistances opposées à ces conquêtes.

Une autre observation, d'ailleurs, n'a pu échapper à quiconque a étudié l'Angleterre : c'est la subordination où sont, dans ce pays, les villes par rapport aux campagnes, et l'influence prépondérante du comté sur le bourg.

A part Londres, qui rassemble pendant quatre mois toute l'Angleterre opulente, à part les grandes villes d'industrie et les ports maritimes ayant une population considérable et distincte, la plupart des villes de province sont exclusivement habitées par des marchands en détail et un petit nombre de personnes vouées aux professions libérales. A ceci vient s'ajouter, pour les villes épiscopales, un autre élément de population et d'influence, les nombreuses familles ecclésiastiques formant l'entour obligé de l'évêque et du chapitre. Nulle part en Europe, sans en excepter l'Espagne, vous ne rencontrez, en effet, de ville à la physionomie plus sévère, plus compassée, plus *cléricale*, que ces cités anglaises groupées autour d'une gothique cathédrale, avec un cimetière à ses pieds, où dorment les aïeux, au centre même du mouvement et de la vie, enveloppés de l'ombre du saint édifice.

Les *gentlemen* habitant constamment leurs terres, on ne trouve dans les villes rien d'analogue à notre classe si nombreuse de propriétaires urbains. Le médecin court de château en château ; le banquier reçoit les fonds des grands propriétaires, dont il est presque toujours l'agent et la créature ; les gens de lois ne vivent que par leurs

rapports avec eux, et n'ont, d'ailleurs, d'importance réelle qu'à Londres, où la législation concentre presque toutes les affaires civiles.

Le contraste est bien plus manifeste encore relativement à l'administration locale. Au lieu d'avoir, comme en France, son siège dans les villes, celle-ci s'exerce, pour ainsi dire, du fond des campagnes. A sa tête est le lord-lieutenant du comté, résidant dans ses terres; elle a pour agents ces chasseurs de renard auxquels la couronne ne refuse jamais le titre de juges de paix : fonctionnaires dans la personne desquels se confondent tous les pouvoirs, depuis celui d'officier de police jusqu'à ceux de sous-préfet, d'ingénieur civil et d'intendant militaire; qui lancent des mandats d'arrêt, surveillent les routes et constructions du comté, président au recrutement, accordent ou refusent des licences, etc., et tout cela sans plus de contrôle populaire que de surveillance et de direction ministérielle. Telle est la première base de cette organisation toute féodale de la justice, dont l'action ne se fait sentir dans les villes qu'à l'ouverture des grandes sessions, époque où les provinces reçoivent de la capitale leurs juges, leurs greffiers, et jusqu'à leurs avocats.

Dès-lors le personnel nombreux qui forme en France l'accompagnement nécessaire de nos administrations départementales et de nos cours et tribunaux, est complètement inconnu dans les comtés de la Grande-Bretagne. De là cette puissance sans borne de la propriété agricole, que ne contrebalance ni l'action d'un gouvernement privé d'agents spéciaux, ni celle d'une bourgeoisie encore faible; de là ces vieux abus qui ont faussé la représentation politique, rendu la dispensation de la justice si difficile,

et l'action de l'administration à peu près nulle, abus que nous comprenons à peine dans leur principe, et bien moins encore dans leur durée.

Jusqu'à présent deux forces ont exclusivement pesé dans la balance des destinées de l'Angleterre, et seules elles y ont décidé l'issue de toutes les grandes questions politiques. D'un côté la propriété liée à l'église, défendant les lois céréales, source de sa fortune, et le système administratif, source de son importance locale, repoussant l'émancipation religieuse comme destructive du principe de la constitution, et la réforme parlementaire, parce qu'elle tend à substituer l'influence des villes à celle des campagnes; de l'autre côté, le peuple des ateliers, organisé en associations formidables, réclamant du pain à meilleur marché et des taxes moins accablantes, demandant la réforme bien moins pour conquérir des droits politiques que dans l'espoir de rendre sa condition matérielle moins précaire et ses privations moins poignantes; derrière ce peuple, l'Irlande tout entière, avec ses griefs de huit siècles, l'habitude et le génie de la guerre civile, la discipline dans le brigandage et la sédition faite homme : voilà les deux aspects de la politique anglaise depuis 1815 jusqu'à 1840.

Aucune influence vraiment puissante ne s'élève encore entre l'opinion conservatrice et la force populaire. Le whiggisme a pu avoir, il peut même conserver une grande et salutaire importance comme opinion de transition : grâce aux lumières et au caractère personnel de ses chefs, ce parti doit peser d'un grand poids dans les délibérations parlementaires, et une popularité temporaire a pu lui frayer les voies du pouvoir; mais comment méconnaître

l'identité des intérêts qui le rattachent à l'autre grande faction aristocratique?

Les whigs reçurent sans doute en héritage un certain nombre de questions généreuses dont leurs traditions de famille les incitaient à poursuivre la solution : l'émancipation catholique et une réforme modérée étaient au premier rang de ces conquêtes. Mais lorsqu'il s'agit de tirer les premières conséquences des prémisses le plus hardiment posées, des scrupules de conscience ou de position, plus puissants que l'ambition même, les arrêtent tout court dans cette œuvre. Déjà l'on a vu la première couche du whiggisme se replier sur la phalange conservatrice, et l'on peut prédire, sans assigner la date d'une révolution peut-être éloignée, mais à coup sûr inévitable, qu'un sort pareil attend la masse du parti whig, qui incline, bien plus vers le torysme par ses affinités instinctives, qu'il ne s'en éloigne par ses dissidences formulées ¹.

Plus la pression de l'élément populaire deviendra forte, plus elle tendra à faire remonter le whiggisme à sa source naturelle, l'inspiration aristocratique. C'est de là qu'il sort, en effet, bien plus directement que le torysme lui-même; et l'attitude d'opposition qu'on a prise longtemps pour le fruit d'idées plus libérales résultait surtout de cette indépendance hautaine, inhérente à tout patri-ciat.

Le parti tory et le parti whig ne professent pas un symbole distinct, seulement le dernier le professe avec une foi moins vive et moins robuste; il est assez indépendant d'esprit pour voir tous les abus, mais n'a pas

¹ Discours de sir Robert Peel, du marquis de Chaudos, de lord Stanley, sir J. Graham, etc. 12 mai 1838.

assez de courage pour les attaquer lorsqu'ils sortent des principes mêmes. Défenseur ardent de l'émancipation religieuse de l'Irlande, ce parti n'ose aller jusqu'à la suppression des dimes payées par la misère de la majorité à l'opulence du petit nombre, bien moins encore jusqu'au salaire du clergé catholique, conséquence naturelle de l'émancipation, seul moyen d'en obtenir de bons effets. Provocateur de la réforme parlementaire, il la rend à peu près nulle dans ses résultats effectifs en repoussant le vote secret, et conserve ainsi à l'influence tory des chances qui déjà menacent de le renverser lui-même; parti de modération et de lumières, qui repose sur un fonds de nobles traditions, mais n'a pas de racines profondes dans le pays, et semble destiné à s'effacer graduellement pour laisser en présence les deux seules forces vraiment vivantes de l'Angleterre.

L'opinion conservatrice et l'opinion radicale, l'une modifiée par l'expérience et l'accession de l'élément whig, l'autre subissant les influences économiques et bourgeoises à mesure qu'elles se développeront, tel apparaît à qui le contemple avec un entier dégagement l'avenir politique de la Grande-Bretagne. Nous essaierons bientôt de justifier ces prévisions; mais constatons d'abord la situation présente en rappelant les faits de ces quinze dernières années. A cet égard nous n'aurons rien de nouveau à révéler à qui nous lit; mais peut-être les événements se présenteront-ils plus nettement, maintenant que l'horizon est découvert, et que nous avons demandé aux mœurs le secret de faits inexplicables sans elles.

III

De l'émancipation catholique et de la réforme parlementaire.

— Caractère véritable de ces deux mesures.

La paix générale remit l'opinion publique, dans le Royaume-Uni, à peu près au point où elle se trouvait avant la guerre contre la révolution française. Alors fut repris, presque dans les mêmes termes, le débat commencé par la grande génération parlementaire qui n'était plus, et l'opposition réclama de nouveau, d'une part, le retrait des serments et incapacités qui excluaient les catholiques du parlement et les dissidents des corporations municipales; de l'autre, une réforme qui mit un frein à la corruption électorale en transférant la franchise des petits bourgs aux villes considérables.

En France, où tout se fait à la fois, où les plus grands changements sortent simultanément d'une impulsion gé-

nérale, on comprend à grand'peine cette impassibilité qui pose ainsi les questions l'une après l'autre, les remue pendant des années sans avancer notablement leur solution, jusqu'à ce qu'un événement imprévu vienne enfin les résoudre par des nécessités devant lesquelles se courbent les théories. Ainsi furent discutées et accomplies l'émancipation et la réforme, ainsi sont débattues depuis huit années le *ballot* et la fameuse clause d'*appropriation*, qui, leur heure venue, sortiront moins des raisons déduites à Saint-Étienne que de l'autorité des faits.

Pendant que l'Angleterre industrielle entraînait dans des voies toutes nouvelles, que M. Huskisson modifiait son code de navigation, son régime colonial et ses tarifs; tandis que M. Canning obtenait même le concours du parlement pour toucher à l'arche sainte des *cornlaws*¹, la liberté religieuse et politique n'obtenait guère dans son sein que d'éloquents et stériles hommages. La majorité des communes semblait acquise à l'émancipation; majorité flottante et incertaine toutefois, qui, sans la puissance de ces faits soudainement confessés par les ennemis les plus implacables de cette grande mesure, n'aurait jamais triomphé ni des scrupules de la couronne, ni de l'opposition acharnée de la pairie et du banc ecclésiastique.

En 1819, une proposition tendant à l'abolition du *test*

¹ Bill de 1827, en vertu duquel le blé étranger était toujours admissible sur les marchés de la Grande-Bretagne moyennant un droit variable. Cette proposition, passée à la chambre des communes, se trouva implicitement rejetée à celle des lords, quoiqu'elle y eût d'abord été admise en principe, par l'adoption d'un célèbre amendement du duc de Wellington, qui prohibait l'importation du blé en entrepôt tant que le prix ne se serait pas élevé à 66 *shell*. le *quarter* (1 hect. 04). L'année suivante, le duc, placé à la tête du ministère, fit passer un bill fondé sur les mêmes bases que celui qu'il avait fait rejeter.

et des autres incapacités affectant les catholiques, ne fut repoussée à la chambre des communes qu'à une majorité de 2 voix. En 1821, une majorité de 6 suffrages y fut acquise à un bill de M. Plunkett, sur le même objet. L'année suivante, M. Canning obtint une majorité de 12 voix pour une proposition analogue, quoique moins étendue, puisqu'il ne s'agissait que de l'admission des pairs professant la religion romaine au sein de la chambre des lords. Bien que le chef de l'administration de cette époque, lord Liverpool, et le membre le plus influent du cabinet, lord Castlereagh, ne repoussassent pas des réclamations qui devenaient de jour en jour plus menaçantes, ces diverses résolutions expirèrent sans résultat devant la chambre haute.

En 1825, l'état terrible de l'Irlande, où l'association catholique avait élevé contre le gouvernement légal un gouvernement plus puissant que le premier, exerça sur l'opinion une influence manifeste; et une résolution proposée par sir Francis Burdett passa aux communes à une majorité qui, cette fois, s'éleva jusqu'à 27 voix. •

Le parlement nouveau, réuni l'année suivante, ne secoua pas de prime-abord les antipathies populaires du sein desquelles l'élection venait de le faire sortir. En 1827, une majorité de 4 voix repoussa la mesure, et ce vote, attendu avec anxiété dans les trois royaumes, parut rompre le dernier lien qui rattachât l'Irlande à l'Angleterre, et ouvrir pour celle-ci l'ère d'une autre guerre d'Amérique. Aussi, en 1828, le sang-froid revint-il en face du danger, et de la confiance avec laquelle l'Irlande semblait l'envisager.

Ses abords envahis par la multitude, son bureau sur-

chargé de pétitions colossales, en majorité hostiles aux catholiques, la chambre rendit son verdict annuel sur cette brûlante question, et six voix vinrent décider « qu'il était expédient de relever les catholiques romains des incapacités qui pesaient sur eux, en vue d'un arrangement conciliateur et définitif pour la paix et force du Royaume-Uni, *la stabilité de l'église établie*, la concorde et satisfaction de toutes les classes des sujets de sa majesté. »

Cependant la chambre des lords n'était pas vaincue. Elle venait, de l'aveu de la plupart des évêques, de consentir, en faveur des dissidents protestants, l'abrogation d'incapacités nominales, il est vrai, puisqu'elles étaient tombées en désuétude; mais l'aristocratie et l'église comprenaient trop qu'à l'égard des catholiques, la liberté religieuse avait une toute autre portée : aussi, tant que les hommes de leur confiance intime ne furent pas dans le secret des affaires, tant que ceux-ci ne vinrent pas déclarer catégoriquement qu'il y allait de l'existence de l'empire, aimèrent-elles mieux s'exposer aux risques d'une lutte acharnée que de sacrifier le principe sur lequel reposait tout l'édifice des institutions nationales.

Lorsqu'on étudie une telle question selon l'équité, sa solution, sans doute, est facile; et l'homme de bien ne peut que rendre grâce au ciel d'appartenir à un pays où les inspirations de la conscience privée ne sont jamais contrariées par celles de la conscience politique. Mais pour l'Angleterre protestante, solidaire d'un passé dont il lui était interdit de secouer le poids, la question était grave, il faut bien le reconnaître, plus grave, à notre avis, que celle de la réforme parlementaire elle-même.

Les défenseurs de la liberté religieuse arguaient avec cha-

leur et des principes de l'équité naturelle, et du droit public européen consacré par les traités, et de la situation du continent, y compris le Hanovre, où, par une singulière anomalie, George IV venait de consacrer l'abolition de toutes distinctions religieuses entre ses sujets allemands. Ils faisaient valoir l'universelle considération dont vivaient entourées les familles catholiques d'Angleterre, restes décimés des proscriptions; ils montraient en Irlande la force toujours croissante de la population indigène en face d'une faible minorité, dont le chiffre, bien loin d'augmenter, comme on l'avait espéré si long-temps, s'abaissait tous les ans d'une manière sensible. Ils rappelaient et ce traité de Limerick, consenti par Guillaume III, qui garantissait à ce pays sa liberté civile et religieuse, et cette promesse de M. Pitt qui seule avait décidé l'adhésion de l'Irlande à l'union législative. D'ailleurs n'était-il pas absurde d'avoir concédé, en 1793, sous le coup de la peur, le droit électoral aux catholiques irlandais (concession qui ne fut pas faite aux catholiques d'Angleterre), et de persister à leur refuser le droit de siéger au parlement, conséquence directe du premier, alors que l'Irlande se montrait bien autrement menaçante? Si la résistance de ce pays pouvait d'une heure à l'autre perdre son caractère légal, si une scission était imminente, n'était-ce pas parce que l'acte d'union, arraché à l'aide d'une espérance fallacieuse, avait rivé ses chaînes et aggravé toutes ses misères? Quel avait été le crime de l'Irlande au ^{xviii} siècle, sinon sa fidélité à ses croyances et au malheur? Quels griefs plus récents avait l'Angleterre à faire valoir contre elle? Ne l'avait-on pas trouvée dévouée dans les épreuves d'une longue guerre? son sang n'avait-il pas coulé à Wa-

terloo? n'avait-il pas, aussi bien que le sang anglais, rougi les flots de Trafalgar?

Le torysme n'avait garde d'accepter la question ainsi posée. Lorsque cette grande thèse venait annuellement agiter la Grande-Bretagne, le gros du parti s'attachait à ranimer de profondes antipathies populaires par des mots de peu de sel en cette matière, sur l'inquisition, les jésuites et l'intolérance romaine. Ses chefs, au contraire, s'efforçaient de donner à leur opposition passionnée une couleur exclusivement politique.

L'empêchement légal qui écartait les catholiques, n'était point une flétrissure pour leur caractère; c'était, disait M. Peel, et après lui les habiles du parti, une simple déclaration d'incompétence parfaitement rationnelle dans un état fondé sur un principe exclusivement protestant, et dont l'église réformée était partie intégrante.

Qu'on ne confonde pas, ajoutaient-ils, les droits naturels avec les droits politiques. Refuser de confier des fonctions publiques à ceux dont les opinions sont incompatibles avec celles professées par l'état, est tout autre chose que priver un citoyen de la vie, de la propriété, de la liberté. Qui voudrait, s'écriait sir H. Tyndall, faire d'un quaker qui professe la doctrine de non-résistance, un général d'armée, d'un anabaptiste qui croit à la communauté des biens, un juge, ou de l'un des fanatiques de Cromwell, un dignitaire de l'église? Comment concevoir également l'admission des catholiques dans un parlement appelé à statuer sur des questions de liturgie? Comment un homme de cette croyance pourrait-il devenir conseiller de la couronne, lorsque celle-ci exerce une autorité religieuse au titre de chef suprême de l'église, lorsque le

bill des droits et l'acte d'établissement font de la communion avec l'église anglicane la condition absolue de successibilité au trône?

Quelle situation ferait-on ainsi à la royauté! On établirait par un acte solennel que la liberté de conscience doit être illimitée, que toute incapacité flétrit celui qui la souffre; et l'on persisterait à en infliger une qui peut atteindre la tête et le cœur du souverain; et pour rendre l'injure plus poignante, disait M. Saaler, on en ferait un individu solitaire sur le trône, dont la dignité héréditaire ne serait conservée et transmise qu'avec une condition désormais stigmatisée comme un signe de servitude!

Quel serait, d'ailleurs, le résultat effectif de l'émancipation en Irlande? Rendrait-elle le pays moins turbulent et sa misère moins profonde? Aurait-elle un autre effet que de donner à l'agitation des organes plus redoutables? L'Irlande catholique, représentée au parlement, consentira-t-elle long-temps à payer les dimes au clergé protestant, et ne réclamera-t-elle pas la réforme de l'église irlandaise, en violation de l'article 5 de l'acte d'union qui reconnaît celle-ci comme partie intégrante de l'établissement anglican? Après avoir été relevés des lois pénales, les catholiques irlandais ont réclamé la franchise électorale; ils demandent aujourd'hui l'abrogation du serment qui protège l'intégrité de la constitution britannique. N'exigeront-ils pas plus tard qu'on les traite selon leur proportion numérique? et cependant cette proportion n'est-elle pas plus que compensée par celle des lumières, au moins par celle des propriétés qui, pour les dix-huit vingtièmes, appartiennent en Irlande aux membres de l'église anglicane? L'émancipation ne changera pas des

sentiments profondément hostiles, et son unique résultat sera de donner à l'ennemi des armes nouvelles. Sans effet sur la tranquillité du présent, si cette mesure est isolée de ses conséquences, elle prépare pour l'avenir une révolution désastreuse dans tout le système de l'église et de l'état, et l'ennemi s'assure dès ce moment par elle ce qu'il obtiendrait à peine après sa victoire.

Il y avait sans doute fort à reprendre dans la trame de ces raisonnements où, sous des dehors de modération, de profonds repoussements s'enlaçaient à des dispositions sophistiquées. Comment contester néanmoins leur conclusion suprême et dernière?

L'émancipation seule ne devait produire, en effet, sur la situation de l'Irlande, aucune de ces modifications soudaines que les amis de la liberté religieuse se complaisaient à en attendre. Les maux de ce pays tenaient à des causes trop antiques et trop complexes pour être guéris par une mesure qui n'affectait, à tout prendre, que les intérêts de la partie la plus éclairée de la population catholique. Comment espérer voir le clergé de la religion des cinq sixièmes de cette contrée renoncer à un déplorable système d'excitation révolutionnaire, et rentrer dans l'esprit de son ministère de paix, aussi long-temps qu'en face de l'opulence d'une église usurpatrice de ses propres biens, il devrait prélever le pain de la misère sur la misère non moins affreuse du peuple des campagnes, dont cette triste dépendance le contraignait à servir toutes les passions? D'un autre côté, l'état précaire de cette population elle-même ne pouvait changer aussi long-temps que l'agriculture serait la seule ressource de l'Irlande, et que la terre appartiendrait exclusivement à une classe

d'hommes étrangers par le sang, par les croyances et les habitudes, à la race indigène des laboureurs. Tant que l'*absenteisme* maintiendrait le désastreux système des *middlemen*, locataires de vastes terres qu'ils dépècent pour les sous-louer en lambeaux; tant que tous les maux inhérents à la grande propriété seraient associés à ceux inséparables de la plus petite culture, il n'y avait à attendre aucune amélioration sérieuse dans l'état de cette triste contrée.

D'une autre part, quelques efforts que fissent les partisans de l'émancipation pour rassurer sur le sort de l'église d'Irlande, il était évident que du jour où les organes des croyances et des griefs de sept millions d'hommes auraient entrée au parlement, l'effroyable système sous lequel avait si long-temps gémi cette terre de calamités ne manquerait pas d'être attaqué dans sa base véritable. C'était là une de ces monstruosité qui ne résistent pas à la discussion publique. Le droit antique de la victoire maintient seul de telles choses; le droit commun les rend impossibles et comme fabuleuses.

L'émancipation, en effet, c'était le droit commun pour l'Irlande, la répudiation de toute la politique anglaise, à partir de Henri II. C'était la proclamation solennelle de l'égalité d'une population qui, depuis le ^{xii}^e siècle, ne participait pas plus au droit public et privé de l'Angleterre que les Barbares à celui de Rome : race dégradée avec laquelle tout mariage était réputé souillure, et assimilé à un crime capital, selon le statut de Kilkenny; qui, sous Élisabeth, ne pouvait ni tester, ni jurer en justice, et dont l'assassinat n'était pas encore, sous Jacques I^{er}, réputé homicide légal; peuple infortuné qui, aux plus

beaux jours de la liberté anglaise, vit consommer son exhérédation de tous les droits civils et politiques, et n'eut jamais, même aux temps les plus rapprochés des nôtres, que l'état légal, inconnu dans le reste du monde depuis le christianisme, de nation *conquise, dépendante et subordonnée*, pour employer les termes sacramentels des jurisconsultes anglais ¹.

Les tories ne s'y trompaient pas : l'attitude toute nouvelle que l'émancipation donnait à l'Irlande en face du peuple conquérant entraînait forcément une révolution dans le droit constitutionnel, comme dans la politique de l'Angleterre. Comment en douter maintenant que le parlement est presque exclusivement occupé de questions irlandaises, et qu'une seule entre celles-ci, le projet de disposer de l'excédant des revenus de l'église pour des objets d'utilité générale trois fois sanctionné par le vote des communes, s'élève depuis plusieurs années comme une pierre d'achoppement entre les deux chambres?

L'Irlande émancipée a réclamé la réforme de l'établissement anglican, et celle-ci a été l'objet d'une proposition ministérielle. De plus, elle revendique, comme nous le montrerons bientôt, tous les droits d'une égalité désormais légalement sanctionnée; pour sa population affamée, le triste bienfait d'une taxe des pauvres; pour sa bourgeoisie, celui des droits municipaux; et la voix de son tribun, devenu l'appui du ministère anglais tout en gardant en réserve sa force révolutionnaire, menace aujourd'hui de rompre l'union, si, par des droits égaux et une repré-

¹ Voyez, entre autres, Blackstone, *of the Countries subject to the law of England*, 1, sec. iv.

sensation proportionnellement égale, l'Irlande n'est enfin placée *sur le même pied que l'Angleterre*.

Ce dernier mot résume en ce moment, et résumera pour bien long-temps encore, toute la politique du Royaume-Uni. En 1829, l'Irlande a conquis le principe; dix ans après, elle en réclame les conséquences. Voilà ce que pénétraient dès-lors et M. Peel et le duc de Wellington; voilà pourquoi une émotion si vive perçait à travers le calme étudié de leurs officielles paroles.

Ce sont pourtant ces deux hommes qui, après une longue opposition si énergique encore en 1828, se chargèrent, l'année suivante, d'introduire le bill dans les deux chambres, de réconcilier à l'émancipation ses plus implacables adversaires, et d'obtenir pour cette mesure une triomphante majorité de cent soixante-dix-huit voix à la chambre des communes et de deux cent cinq à celle des lords.

C'est ici l'un des plus grands événements de l'histoire constitutionnelle d'Angleterre; il y a, d'ailleurs, dans ce revirement soudain du ministère et dans la conduite de ses amis politiques, une révélation tout entière.

Quels que fussent pour l'avenir les dangers de l'émancipation, dangers que M. Peel ne dissimulait pas plus, en 1829, qu'il ne l'avait fait à la session précédente, la position avait cessé d'être tenable. L'association catholique contre laquelle s'était déjà émoussé un premier bill de dissolution, avait enrôlé des millions d'hommes armés pour sa défense; huit mille agens exécutaient ses ordres et percevaient, dans la cabane du pauvre, un impôt payé avec empressement, car la haine sait féconder jusqu'à l'indigence. Le gouvernement anglais comprit qu'il fal-

lait briser l'association ou périr, et qu'il ne pouvait désormais l'essayer que l'émancipation de l'Irlande à la main.

Les nations, d'ailleurs, ne contemplaient pas seules ces grandes scènes populaires ; des gouvernements suivaient aussi les progrès de cette crise décisive, car la paix du monde traversait alors une de ses plus graves épreuves, et le sort de l'Orient semblait près de s'accomplir. Alors on dut méditer à Londres sur ces paroles dites à Dublin : « Le premier de vos ennemis qui parviendra à jeter cent mille mousquets en Irlande, suscitera à votre porte un auxiliaire que vous aurez peine à vaincre, ou qu'il vous faudra noyer dans une mer de sang¹. »

L'esprit de parti recula devant le patriotisme, et en franchissant les Balkans, les Russes emportèrent l'émancipation de l'Irlande.

Pour des ministres qui se respectent, un tel revirement n'était possible que dans de telles conditions, et dans un pays doué d'un véritable esprit public. M. Peel cessa de représenter au parlement l'université d'Oxford, le premier ministre défendit sa loyauté dans un duel chevaleresque. A cela près, presque tous les soldats suivirent leurs généraux et s'en remirent à leur parole, tant est forte cette organisation des partis au sein de la Grande-Bretagne, qui donne à leurs chefs une puissance indépendante de leur talent personnel, et leur permet de stipuler au nom de cette force même !

Nous verrons, en 1835, sir Robert Peel et le duc de Wellington essayer avec moins d'habileté et de bonheur

¹ M. Shiel.

ce qui, en 1829, réussit si bien à leur patrie et à eux-mêmes. Variations subites qui, en France, passeraient pour apostasie, parce que les intérêts de partis s'y dissimulent toujours derrière des théories absolues, mais qui, en Angleterre, où les théories se formulent le plus souvent selon ces intérêts eux-mêmes, se présentent sous un jour plus favorable. Le reproche d'inconsistance auquel les Anglais se montrent si sensibles, s'applique bien moins chez eux à l'homme d'état qui modifie ses doctrines qu'à celui qui se sépare de ses amis politiques pour former des *connexions* nouvelles.

Le bill voté par les deux chambres contenait toutefois quelques réserves importantes¹, et l'on se rappelle que le ministère fit passer comme appendice et condition de la mesure un changement grave dans le système électoral de l'Irlande. Dans le but de diminuer l'influence du clergé catholique sur les petits cultivateurs, la franchise électorale fut élevée de 40 shellings à 10 liv. sterl.; mais qu'importait à ce pays? n'était-il pas sûr de l'avenir? Qu'importait également à l'association catholique sa dissolution prononcée? N'avait-elle pas révélé à la pauvre Irlande le secret de sa force, à la riche Angleterre celui de sa faiblesse? ne restait-il pas à toujours démontré que l'agitation était un ressort sous lequel se courberaient, en définitive, les plus inflexibles volontés?

¹ Telles que l'interdiction aux catholiques romains de devenir régent du royaume, lord-chancelier, lord du grand sceau, lord-lieutenant d'Irlande (art. xii), d'user du droit de présentation pour bénéfices ecclésiastiques, soit comme propriétaires, soit comme membres de corporations municipales (xv-xvii); de faire partie d'une cour de judicature où il y aurait appel des sentences rendues par les tribunaux ecclésiastiques (xvi); d'occuper aucun emploi, chaire ou office dans les universités (*ibid*); enfin certaines restrictions et limitations pour les congrégations religieuses dépendantes de l'église romaine (xxvi-ii-xxxvi).

Mais cette épreuve n'était pas la dernière, et l'aristocratie, vaincue par les prolétaires d'Irlande, au nom de la liberté religieuse, allait l'être bientôt par les prolétaires d'Angleterre, au nom de la liberté politique; il allait être constaté que, quoique sa puissance territoriale n'ait pas fléchi et que son influence soit entière, l'une et l'autre seraient désormais dominées par des forces irrésistibles.

L'émancipation n'avait pas eu, relativement à la tranquillité de l'Irlande, l'influence sur laquelle on avait trop paru compter. Les crimes contre les personnes, les assassinats et incendies, les rassemblements et avertissements illégaux, les attaques nocturnes à la propriété, mutilations de bestiaux, menaces aux officiers publics, etc., enfin cette longue table de crimes spéciaux à ce malheureux pays s'étendait chaque jour, au point de le rendre inhabitable. Les refus de dimes, inconnus avant l'émancipation, devinrent universels à partir de cette époque, à ce point qu'elles se trouvèrent tout à coup supprimées de fait dans les campagnes, où d'horribles violences ne rendirent pas leur perception moins impossible. Une mauvaise récolte vint ajouter les horreurs de la famine à tant d'horreurs accumulées, et, dès les premiers jours de 1830, le rappel de l'union était devenu le mot d'ordre d'une association nouvelle, un nouveau brandon aux mains de l'agitateur.

En Angleterre, la situation ne se présentait pas sous un jour moins sombre. L'agriculture et l'industrie traversaient une crise attribuée par les uns aux restrictions mises à la circulation du papier-monnaie, par les autres à la mauvaise assiette des taxes, mais qui, quelles qu'en

fussent les causes, déterminait de toutes parts et la cessation du travail, et l'agitation qui la suit. La taxe des pauvres, en s'étendant, menaçait de faire disparaître la propriété elle-même. Pendant que dans certaines paroisses elle s'élevait à 30 et 40 shellings par acre, dans les villes manufacturières, les salaires tombaient à moitié de leur taux habituel.

Sous ces influences sinistres se fonda l'*Union politique*, dont Birmingham devint le centre au commencement de 1830, association qui compta sous son drapeau des armées tout entières, et qui offrait aux pauvres comme remède à leur misère, aux ouvriers comme moyen de contrebalancer l'action des machines au dedans et l'effet des concurrences au dehors, la réforme électorale avec accompagnement de suffrage universel et de parlements annuels. Le jour d'une jacquerie industrielle semblait près de se lever pour l'Angleterre. La crainte de l'avenir resserrait les capitaux; le commerce exportait à perte; les fermages s'acquittaient mal, et les droits d'accise étaient d'une rentrée de plus en plus incertaine. Aussi, en présentant son projet de budget, en mars 1830, le chancelier de l'échiquier, M. Goulburn, confessait-il un déficit considérable sur les prévisions de l'exercice précédent.

Prédisposée par tant de circonstances, tout imprégnée déjà du fluide révolutionnaire, l'Angleterre reçut soudain le contre-coup de juillet, et cette commotion la mit debout comme un seul homme.

Si cet événement remua l'Europe de Lisbonne à Varsovie, il ne pouvait déterminer nulle part une émotion plus sympathique et plus profonde. La Grande-Bretagne

professe, sur le droit de résistance, la doctrine qui venait de triompher avec tant d'éclat ; whigs et tories la confessent presque tous sans hésiter. La France essayant un 1688, n'effrayait pas l'aristocratie parlementaire ; la France chassant une dynastie dont on affectait de confondre la cause avec celle du catholicisme, se conciliait l'enthousiasme de tout le vieux protestantisme, depuis le bon fermier lisant la Bible dans son *parlour*, jusqu'au ministre fanatique se torturant sous *l'esprit* ; la France faisant des barricades et triomphant de la force publique, était applaudie avec transport par les mains calleuses des ateliers et des unions politiques.

Aussi le duc de Wellington n'hésita-t-il pas à suivre un mouvement où se confondaient toutes les classes, et, pour ainsi dire, tous les partis. Ce mouvement, en effet, était alors si impétueux, que, lorsque le ministère voulut prendre dans la question hollando-belge une attitude qui pouvait le séparer de la France, il dut bientôt y renoncer, et que l'inspecteur-général de la barrière européenne, sacrifiant ses répugnances, se vit contraint de sanctionner ce protocole du 4 novembre, qui fut, pour la Belgique, son premier titre devant l'Europe.

Dans ces jours d'excitation universelle, une administration tory était déjà fort difficile ; elle devint impossible lorsque la mort de George IV, donnant ouverture à des élections générales, fit sortir un parlement nouveau du sein de cette crise. Guillaume IV, d'ailleurs, tout attaché qu'il fût aux maximes de la vieille constitution, n'était pas, par ses relations, séparé des whigs, et avait pris depuis long-temps sur plusieurs questions, entre autres sur la question catholique, une attitude opposée à celle

du roi son prédécesseur, ce brillant renégat des principes et des amitiés de sa jeunesse. Ainsi affaiblis du côté de la couronne et débordés par des événements insurmontables, les tories ne pouvaient manquer de succomber dans la lice électorale.

On sait qu'éclairé sur sa situation parlementaire par un vote des communes relatif à la liste civile du nouveau règne, le cabinet en masse donna une de ces démissions loyales qu'imposent dans ce pays à toutes les ambitions individuelles et la compacte unité et la forte discipline des partis.

Par une autre conséquence de cette organisation puissante qui fait de l'opposition un ressort vraiment gouvernemental, et quelque chose de clairement défini dans ses griefs, de limité dans ses exigences, le parti whig fut appelé à hériter du parti tory ; et l'homme en qui se personnifiait, depuis la mort de Fox, cette grande opinion, se trouva par la seule force des choses placé, plutôt qu'appelé, à la tête du gouvernement.

Lord Grey arrivait au pouvoir sans intrigue ; il pouvait dès-lors l'exercer sans complaisance. Stipulant bien moins en son nom qu'au nom de son parti, ses conditions étaient connues à l'avance, et nul ne pouvait songer à lui en faire d'autres. Entré aux communes à une époque où l'essor des doctrines de liberté n'était pas encore ralenti par l'effet de la révolution française, le jeune député du Northumberland avait ardemment combattu pour elles. Pair d'Angleterre et premier lord de l'amirauté en 1806, successeur de Fox aux affaires étrangères, à la mort du grand orateur, lord Grey avait toujours été fidèle à ses amis et à lui-même ; toute son existence politique

s'était résumée dans trois grandes thèses : la paix avec la France, l'émancipation catholique et la réforme parlementaire.

De ces questions, l'une avait été résolue par le temps ; ses adversaires politiques avaient fait triompher l'autre ; la troisième lui restait, pensée de sa longue vie, honneur de ses cheveux blancs. Chef d'un parti fortement constitué, et n'ayant pas besoin de devenir ministre pour être quelque chose, homme de poids hors des affaires comme au pouvoir, son nom avait une portée comprise de tous ; le ministère Grey, c'était pour la couronne comme pour le pays le ministère de la réforme. Ainsi cette grande question allait être reprise au point où Fox l'avait laissée.

Lorsqu'on étudiait en lui-même, abstraction faite de ses résultats, le système électoral de la Grande-Bretagne, il ne pouvait, à coup sûr, supporter un instant l'examen.

On a vu, dans la première partie de ce travail, le pouvoir royal conférant la franchise aux diverses localités, à mesure que leur importance s'étend, et qu'il éprouve, pour son propre compte, le besoin de consolider son influence au sein des communes. On sait comment l'inquiétude du parlement, sur l'usage qui pourrait être fait de cette faculté dans un but anti-protestant et anti-national, le fit supprimer tout à coup¹ ; suppression qui pouvait parfaitement se défendre si l'on s'était borné à substituer

¹ Le dernier essai tenté par la couronne pour ajouter à la représentation des communes, eut lieu en 1672, pour le bourg de Newark, auquel Charles II conféra le droit d'envoyer deux députés au parlement, en récompense du dévouement que ses habitants avaient témoigné pour son père. La légalité de cette élection fut long-temps débattue, et enfin, à une seconde division, une majorité d'une seule voix décida que les membres nommés ne prendraient pas séance. Ainsi cessa tout à coup, et sans qu'on se rendit compte des graves conséquences de ce fait pour la liberté des générations à venir, l'exercice d'une prérogative qui remontait à l'origine de la monarchie.

l'autorité constitutionnelle des trois pouvoirs à l'omnipotence d'un seul, mais qui devenait insoutenable dans le sens où elle fut entendue : décider qu'aucune autre franchise ne serait accordée dans l'avenir, c'était monopoliser la liberté, c'était réputer non avenu tout progrès nouveau.

La dynastie de Hanovre n'osa pas réclamer un droit dénié à celle des Stuarts ; et l'aristocratie, ayant définitivement conquis la souveraineté politique en dominant la chambre basse, trouva bon de poser en maxime que rien ne pouvait désormais être innové dans le mode de représentation nationale.

L'absurdité d'une telle immobilisation devenait plus choquante encore en pratique qu'en théorie : ainsi Manchester, Leeds, Birmingham, Halifax, qui, au parlement convoqué par Cromwell, avaient été représentées à raison de leur importance, médiocre à cette époque, se trouverent deux siècles plus tard déshéritées de tout droit politique, alors que ces cités, et d'autres avec elles, étaient devenues le siège de populations considérables, le centre des plus grandes transactions des trois royaumes. En revanche, tel rocher stérile, tel parc sans maison, tel hameau ne comptant pour unique électeur que son propriétaire, comme Gatton, ou n'ayant plus même de ruines, comme Old-Sarum, conservait un droit qui se transmettait par contrat de vente aussi régulièrement que le droit de chasse ou de champart. Un gros capitaliste payait son siège au parlement comme sa loge à l'Opéra. Un pair, possédant sept ou huit lieux privilégiés de cette espèce, en donnait un pour dot à sa fille, un pour douaire à sa femme, à la manière de ces îles d'Orient, disait spirituel-

lement M. Shiel, dont telle appartient à la sultane favorite pour sa ceinture, telle autre pour ses babouches.

L'immoralité était bien plus profonde encore dans tout ce qui touchait aux corporations fermées, lorsque la franchise avait été concédée sous cette forme. Celles-ci se trouvaient appartenir alors exclusivement aux membres de la corporation, qui, dans certaines localités, la possédaient héréditairement, qui, ailleurs, en faisaient l'objet d'un trafic avoué. Alors une demi-douzaine de *burgesses* nommaient à huis-clos le représentant de cinquante mille âmes, et l'ivresse d'une orgie remplaçait le tumulte des *hustings*.

Ce mode était celui de l'Écosse entière, où tous les bourgs investis de la franchise appartenaient à des corporations fermées. Il suffit de rappeler qu'à Édimbourg, le *town-council*, se composant de trente-deux membres, élisait entre quatre murs, et sans nulle intervention populaire, le député de plus de cent mille âmes, le représentant d'une ville qui compte douze cents négociants, deux mille avocats et légistes, cent cinquante professeurs d'universités, un clergé nombreux et une multitude de grands propriétaires.

Si, en Angleterre, les élections de comté, où votait tout *freeholder* à 40 shellings, compensaient, par un esprit plus libre, ce qu'offraient d'humiliant et de dépravé les élections des petits bourgs, rien d'analogue n'avait lieu pour l'Écosse. Les élections de comté y présentaient un aspect bien plus étrange encore que celles des *bourgs royaux*. Pour être admis à y voter, il fallait tenir une terre à fief direct de la couronne, circonstance qui maintenait le droit électoral au feudataire primitif et à ses hé-

ritiers, alors même que la propriété aurait été aliénée depuis des siècles. « De là résulte, disait M. Wight, que beaucoup de possesseurs de vastes propriétés sont sans capacité pour voter aux élections, parce qu'ils les tiennent d'un *supérieur*, tandis que, au contraire, d'autres, par le seul fait d'une *supériorité* primordiale, conservent le droit électoral, quoique la terre qui le leur confère ne leur rapporte pas un penny par an, et leur soit parfaitement étrangère ¹. »

La représentation de l'Irlande participait de la plupart de ces inconvénients, quoique l'acte d'union en eût corrigé quelques-uns d'entre les plus choquants, relativement au droit électoral des grandes villes.

Lorsqu'un tel système, aussi peu admissible dans sa donnée historique que dans ses applications locales, se maintient au sein d'une des nations les plus éclairées du monde, lorsqu'il résiste si long-temps à l'opposition de la tribune et aux attaques passionnées de la presse, force est d'admettre qu'il doit se défendre pour des motifs moins étranges que les bases sur lesquelles il repose. Aussi les adversaires de la réforme s'attachèrent-ils bien moins, dans tous les temps, à contester des détails d'une justification évidemment impossible, qu'à faire ressortir leurs résultats en constante harmonie avec l'esprit de la constitution, déduisant de ces résultats seuls l'apologie d'un système qui, malgré des imperfections apparentes, avait préparé à la Grande-Bretagne les plus éclatantes destinées réservées à un peuple libre.

Que les bourgs pourris fussent des propriétés particu-

¹ *On Parliament*, book III, chap. II.

lières, qu'importe? s'écriait-on; n'ont-ils pas donné à l'Angleterre ses plus grands hommes, depuis les deux Pitt jusqu'à Canning? Qu'on puisse acheter son siège à prix d'argent, est-ce donc un si grand mal? Ne faut-il pas que la propriété soit prépondérante dans l'organisation sociale? Le droit des corporations est-il plus absurde que celui des propriétaires à la nomination des bénéfices ecclésiastiques? Un siège obtenu à prix d'argent déshonore-t-il plus qu'un emploi d'officier acquis de la même manière? et, quoique les places dans l'armée s'achètent à deniers comptants, l'armée est-elle moins nationale et moins brave? La vénalité des offices, introduite en France par le cours des événements, a-t-elle empêché ce pays de posséder une magistrature dont les lumières et l'intégrité furent l'une de ses plus grandes gloires? La force du gouvernement britannique ne git-elle pas, d'ailleurs, dans la puissante influence territoriale qui domine la société tout entière? et dès-lors le meilleur mode d'élection n'est-il pas celui qui assure l'harmonie des pouvoirs, leur concours constant vers un but unique, la grandeur et la gloire de l'empire? Et quelles plaintes si fondées ont les grandes villes manufacturières à élever contre le système actuel? Quoique privées de la franchise directe, leurs réclamations ont-elles jamais manqué d'organes, et l'opinion de Manchester ne pèse-t-elle pas dans les délibérations parlementaires plus que celles de dix petits bourgs? D'ailleurs le parlement s'est reconnu, dans tous les temps, le droit de désaffranchissement, lorsque la vénalité était authentiquement constatée; Penryn et East-Redfort ont ainsi perdu leur privilège électoral; et ne pourrait-on, dans l'avenir, transférer quelques franchises, ainsi légalement

abrogées, à des cités importantes, sans attaquer un système qui se défend par la prescription des siècles?

Les chefs les plus éclairés du parti anti-réformiste ne paraissaient pas repousser absolument une concession limitée de ce genre, et depuis bien long-temps, il faut le reconnaître, l'aristocratie whig n'allait pas, dans ses plans, beaucoup au-delà d'une combinaison analogue. En témoignage de ces dispositions, il suffirait de citer les résolutions proposées en 1819 à la chambre des communes par lord John Russell, résolutions portant en substance que les bourgs, dans lesquels la corruption se serait notoirement exercée, cesseraient d'avoir des représentants, et que leur franchise serait transférée aux plus grands comtés ou à des villes d'une population d'au moins quinze mille âmes.

Avant 1830, les organes périodiques de l'opinion whig arrêtaient là leurs espérances, et même dans un travail remarquable, publié en 1820, l'*Edinburgh Review* établissait que le seul plan de réforme *sage et exécutable* serait celui qui ajouterait une vingtaine de membres à la représentation nationale, dans l'intérêt des grandes cités industrielles, en respectant les droits acquis¹. Le mal venait beaucoup moins, disait-on à cette époque, de ce que le droit électoral était le patrimoine de bourgs sans indépendance que de ce qu'il ne pouvait pas être étendu selon les besoins nouveaux. On ajoutait que de plus larges concessions étaient impossibles pour toute administration prudente, dans les limites et selon l'esprit de la constitution.

¹ Vol. XXXIV, pag. 461.

Enfin, presque tous les réformateurs éminents faisaient de la corruption constatée la condition préalable du désaffranchissement des bourgs, et M. Pitt était allé jusqu'à proposer d'*acheter* le privilège de ceux d'entre eux qui consentiraient à le vendre de gré à gré, tant il est vrai que le droit électoral était généralement considéré comme une propriété inviolable, placée au-dessus du contrôle parlementaire ! Tels étaient les antécédents de cette grande question au sein du parti réformiste modéré, lorsqu'en mars 1831 lord John Russell présenta aux communes ce bill fameux, de l'adoption duquel il fit, au nom du cabinet, la condition absolue de son maintien aux affaires.

Il suffira de rappeler sommairement ses dispositions principales pour voir quel chemin venait de faire soudainement l'Angleterre, et à quelles exigences nouvelles il fallait donner satisfaction.

Ce bill reposait sur les bases suivantes, destinées à devenir, avec quelques modifications de détail, après dix-huit mois de luttes et de perplexités, celles du nouveau droit constitutionnel du Royaume-Uni.

Il ôtait la franchise à tous les bourgs ayant moins de deux mille habitants, et n'accordait plus qu'un représentant au lieu de deux à tous ceux d'une population inférieure à quatre mille âmes. Le vide ainsi laissé sur les bancs de la chambre était rempli par les députés accordés aux villes non représentées jusqu'alors, et aux principaux comtés, dont la représentation était doublée. Celle de Londres était également portée de huit à seize membres.

Le résultat final du bill, tel qu'il sortit de la discussion en comité au sein des deux chambres, fut d'attribuer soixante-six membres nouveaux à des comtés, soixante-

trois à des villes (*boroughs*) d'Angleterre, huit à des villes d'Écosse, cinq à des villes d'Irlande, et le vote définitif maintint la représentation nationale au même nombre de six cent cinquante-huit députés, en en donnant cinq cents à l'Angleterre, ou un pour vingt-huit mille âmes, cinquante-trois à l'Écosse, ou un pour trente-huit mille, cent cinq à l'Irlande, ou un pour soixante-seize mille.

Ces changements, pour lesquels on avait suivi les proportions de la population et de la richesse combinées, selon le principe français de 89, sans aucun égard pour la prescription historique, étaient graves par eux-mêmes : ajoutons que la nouvelle base donnée au droit électoral ne paraissait pas moins hardie.

Le privilège des corporations était brisé pour l'avenir, et la franchise était accordée dans la ville à tout propriétaire et locataire d'une maison d'un revenu annuel de dix livres sterling.

Pour les élections de comtés, les *copyholders* et les *leaseholders*, ainsi désignés selon la nature du titre à eux conféré par le seigneur foncier, acquéraient la capacité électorale lorsqu'ils payaient une rente annuelle de 10 livres sterling pour les baux de soixante ans, et de 50 livres pour les baux de vingt années, disposition qui fut plus tard gravement modifiée à la chambre des communes et malgré les efforts du ministère, en ce sens que la franchise électorale fut accordée à tout fermier payant 50 livres sterling même sans bail, ce qui les maintenait, vis-à-vis de leur propriétaire, dans un état obligé de dépendance¹.

Aucun changement ne fut proposé relativement au droit

¹ Amendement du marquis de Chandos.

des *freeholders* à 40 shillings, possesseurs d'un franc fief originairement concédé sous certaines conditions de service ou de redevance. Là était la force de la vieille aristocratie, et l'on doit, ce semble, remarquer que dans le cours de ces orageux débats on parut s'accorder pour respecter ce vieux titre dont l'origine se perdait dans la nuit des âges.

Enfin, par un solennel hommage à cette doctrine d'uniformité qui s'établissait pour la première fois dans la loi anglaise, des bases analogues furent proposées pour la représentation de l'Écosse et de l'Irlande.

Quelles que pussent être dans le présent les conséquences d'un tel bill, il était d'une immense portée pour l'avenir. Il créait cinq cent mille électeurs nouveaux, et, malgré ses concessions à l'influence terrienne, il tendait à établir la prépondérance des classes bourgeoises, si dans ce pays ces classes se fussent dès-lors trouvées en mesure de profiter de l'esprit et du bienfait de la loi. C'était, pour la Grande-Bretagne, quelque chose d'analogue à notre loi électorale de 1817, quoique de bien plus démocratique; et si les résultats furent instantanés pour la France, tandis qu'ils se font attendre en Angleterre, c'est que la législation française consacrait un fait accompli, lorsque la loi anglaise s'est bornée à poser un principe que le temps doit féconder.

Ne faut-il voir dans ce bill que l'effet de circonstances impérieuses, et ne s'expliquerait-il pas aussi par une connaissance intime du génie du pays, par cette haute et ferme confiance que, sous l'empire de la loi nouvelle, la force hiérarchique continuerait de s'exercer d'une manière non moins efficace, dans des conditions plus ration-

nelles? Les auteurs du bill de 1831 pressentaient-ils tout ce qu'il faudrait de temps et d'efforts aux classes moyennes pour conquérir le pouvoir dont on paraissait leur frayer les voies? Si telle fut la pensée du noble fils du duc de Bedford et de l'aristocrate lord Grey, les faits attestent que leurs prévisions n'ont pas été déçues, et que le ministère, eût-il été plus loin encore, l'aristocratie anglaise aurait survécu à ce coup, qu'elle affectait de croire mortel. Aussi chaleureusement dévoué aux prérogatives héréditaires de son ordre qu'à ses vieux principes de liberté, lord Grey comprit mieux que cet ordre lui-même tout ce qu'il possédait de puissance et de ressources; il eut le mérite, bien rare dans des jours d'effervescence, de paraître accorder une immense concession, sans dépasser le but qu'il se proposait d'atteindre.

Le sort de ce bill est connu; il échoua devant cette même chambre des communes, dont le premier acte avait été le renvoi du ministère Wellington et l'appel de lord Grey aux affaires; tant il est vrai que la proposition Russell dépassait les vues d'un grand nombre de membres étrangers au torysme et favorables à une réforme modérée!

Lord Grey, lord Brougham, lord Althorp et lord Russell n'en restaient pas moins les hommes indispensables dans une situation de plus en plus alarmante, et des élections soutenues par toute la force de la couronne en même temps que par les menaces d'un peuple plus d'à moitié soulevé, assurèrent enfin au bill une majorité de 324 contre 162 voix.

Cependant la pairie eut encore le courage ou l'audace de résister aux nécessités qui la pressaient de toutes parts; elle ne recula ni devant les flammes de Bristol et de Not-

tingham, ni devant une insurrection déjà commencée sur plusieurs points du royaume. Mais, lorsque lord Grey eut arraché de la couronne, par la menace d'une démission, la faculté de créer un nombre illimité de pairs, la chambre haute, se déclarant solennellement privée de sa liberté morale par l'attentat dont elle était menacée, cessa une lutte inutile et abandonna le champ de bataille.

Ainsi passa cette mesure dont l'aristocratie s'exagérait sans doute la portée, parce qu'elle la jugea d'abord sur la hardie nouveauté de ses principes, mais avec laquelle elle sembla se réconcilier graduellement, à mesure qu'elle pénétra ce que ses dispositions laissaient de ressources à son influence, ce qu'elles lui en créaient même de nouvelles.

D'une part, en effet, l'aristocratie restait maîtresse des élections de comté, surtout par l'amendement qui concédait la franchise aux fermiers sans baux (*tenants at will*); de l'autre, les innombrables liens qui lui rattachent les populations urbaines, la mirent bientôt en mesure de reconquérir sur les *householders* à 10 livres sterling l'ascendant immémorial qu'elle exerçait sur les anciens *free-men*. Moins de deux ans après la réforme, sir H. Verney présentait à la chambre ¹ une pétition par laquelle il était établi qu'un noble duc avait fait construire une multitude de petites maisons d'un loyer de 10 livres sterling, pour opposer au vote des électeurs indépendants celui de gens à sa dévotion absolue.

Peut-être est-il permis de croire que si lord Russell et ses collègues avaient en 1832 mieux jugé l'avenir, ils se seraient moins catégoriquement refusés à joindre aux dis-

¹ Pétition du bourg de Buckingham, mars 1834.

positions du bill celles qui tendaient à établir le vote secret. Dans l'état actuel des intérêts en Angleterre, tant que le pouvoir de l'église et de la grande propriété n'aura pas été modifié par des changements considérables dans l'administration locale, et que les classes moyennes n'aurent acquis ni le goût, ni la possibilité de l'indépendance, le *ballot* seul pourra donner à la réforme électorale sa véritable signification politique. Quoique le ministère Melbourne ait répudié cette cause, c'est une conquête légale que garantit le progrès des mœurs et des idées, et que l'esprit public saura faire avec cette patiente lenteur dont ce pays a l'habitude. La proposition à laquelle M. Grote a attaché son nom, ne peut manquer de triompher un jour : l'opinion en est saisie et ne l'abandonnera pas. Son succès sortira infailliblement, ou de l'alliance du parti radical avec le ministère whig, si cette alliance se prolonge, ou d'une nouvelle entrée des tories aux affaires, événement d'une réalisation probable au point où en sont les choses, mais qui rendrait certaine une réaction libérale dans l'avenir.

Lorsque l'on considère cette force toujours croissante du parti conservateur, au sein des communes, dans les trois élections générales accomplies depuis la réforme, en 1832, 1835 et 1837, il est impossible de n'être pas frappé de cette singulière vitalité.

Non-seulement le parti du *church and state* survit à une blessure que, d'après ses propres paroles, l'Europe estimait mortelle, non-seulement il résiste à une loi trouvée parfaite par Hume et O'Connell, et acceptée des plus violents radicaux ; mais depuis son adoption il tient en échec le cabinet whig, et lui fait dévorer des affronts quo-

tidiens. Il a fini par le contraindre à renoncer au principe d'appropriation, base de tous ses plans ; il a ou rejeté ou bouleversé tous ses bills pour l'Angleterre et pour l'Irlande, élevé pour celle-ci le taux de la franchise municipale, malgré les résistances du ministère ; et, dans cette opposition sans relâche au cabinet Melbourne, la pairie s'appuie aujourd'hui au sein de la chambre élective sur un parti compacte qui touche au moment de devenir majorité.

L'acte de 1832, appliqué à la France, eût été l'infailible signal d'une révolution démocratique, et voici qu'en Angleterre cet acte produit, après six années, de tels résultats que les tories appellent les élections prochaines avec autant de confiance et d'empressement que leurs adversaires les redoutent ; vœu téméraire, peut-être, mais très réel, à coup sûr, au sein de l'opinion conservatrice.

Cette situation des esprits, cette position inattendue des choses, tiennent sans doute à des causes intimes et organiques ; elles constatent qu'aucune altération vraiment grave ne s'est encore manifestée dans les idées du *pays légal*, pour employer une expression de ce côté-ci de la Manche ; et qu'à l'exemple de l'émancipation catholique, la réforme parlementaire est sortie de la force d'événements extérieurs plus encore que des progrès de la pensée publique. Mais la réaction conservatrice s'explique encore par des circonstances dont la portée ne saurait être appréciée parfaitement hors de la Grande-Bretagne.

Les élections qui suivirent immédiatement la réforme donnèrent accès dans la chambre à un assez grand nombre de radicaux, tout échauffés de la fièvre de 1830. Plusieurs d'entre eux se firent une illusion complète sur

l'état d'excitation où était jeté le pays ; ils crurent que le moment était venu d'arracher par la force les conséquences d'un principe conquis par elle, et les voûtes de Saint-Étienne entendirent des propositions à faire reculer d'épouvante les illustres ombres qui les avaient habitées.

Pendant que les hommes modérés de l'opinion radicale, en protestant de leur respect pour les bases de la constitution, se bornaient à réclamer avec le *ballot* et des parlements à plus courte durée, l'abolition du vote par procuration dans la chambre des lords, l'exercice du droit pour la couronne de nommer un certain nombre de pairs à vie, et le droit commun pour l'Irlande, avec l'application à l'enseignement populaire de l'excédant des revenus de l'église, les révolutionnaires purs, formés à l'école française de 92, chefs et orateurs des sociétés populaires, demandaient le suffrage universel, l'élection annuelle, la suppression du cens d'éligibilité, le salaire des députés, etc., etc. Quant à la pairie et à l'établissement religieux, on invitait le peuple à en faire bonne et prompt justice. Une convention politique et la contribution volontaire pour le culte, tel était le résumé d'un système dont nous n'avons pas besoin qu'on nous déroule les conséquences.

A ces vagues déclamations, à ce réchauffé des idées de T. Payne, fondues avec celles de nos démagogues, le sens pratique et la conscience religieuse de la Grande-Bretagne s'alarmèrent ; la bourgeoisie des villes manufacturières déserta presque partout les *unions politiques* où elle était entrée au commencement de 1830, et les intérêts alarmés se groupèrent de toutes parts autour de la vieille constitution, dont le nom exerce encore sur tout

Anglais une sorte de fascination prestigieuse. D'ailleurs, le volcan ouvert au cœur de la France avait cessé de jeter des flammes ; l'effervescence européenne s'était calmée, et le parti révolutionnaire, destitué par-là de son principal point d'appui, se trouva face à face avec une opinion à laquelle a profité le souvenir de nos désastres et de nos fautes. Alors commença ce mouvement signalé dans la sphère politique par des défections éclatantes, et dans les mœurs privées par un rajeunissement universel de l'esprit religieux ; et l'on dut avoir la certitude qu'un temps d'arrêt assez long allait arrêter la marche de l'Angleterre vers ses nouvelles destinées.

Si, au lieu de reprendre le pouvoir en 1834, à la première dislocation du ministère Melbourne motivée sur la sortie de lord Althorp de la chambre basse, les tories modérés avaient attendu quelques années, la tentative du duc de Wellington et de sir Robert Peel eût pu se présenter avec des chances très différentes. L'appel prématuré de Guillaume IV aux chefs de cette opinion, leur a été plus fatal que la réforme elle-même. Aujourd'hui, maîtres de la chambre haute, puissants dans la chambre des communes, et rencontrant plus d'obstacles dans la cour que dans le parlement, ayant d'ailleurs en face d'eux un cabinet très honorable dans ses membres, mais de peu de consistance politique, puisqu'il vit par une alliance qui chaque jour peut lui manquer, les ministres désignés du parti conservateur attendent dans une attitude de modération hautaine un avenir qui ne semble guère pouvoir leur échapper.

Mais cet avenir sera-t-il définitif ? Nous sommes bien loin de le penser. Nous croyons la politique anglaise des-

tinée à subir encore l'empire de ces nécessités suprêmes sous lesquelles on vient de la voir se courber par deux fois. D'ailleurs, le temps marche même en ce pays, et chaque jour la législation porte la cognée aux branches du vieil arbre, tout en en respectant le tronc. Constatons ce que déjà l'Angleterre doit à la réforme, et les résultats qui tôt ou tard ne peuvent manquer d'en sortir.

IV

Des conséquences politiques de la Réforme jusqu'en 1839 et de l'invasion des idées françaises dans la Grande-Bretagne.

En rappelant la manière dont s'est développée la nationalité britannique sous la double influence de la féodalité normande et du protestantisme épiscopal, en retraçant la lutte récente de l'établissement de 1688 contre la liberté de conscience et l'esprit d'égalité, nous avons montré quel faisceau d'influences et d'intérêts résiste encore, dans ce pays, à l'invasion de l'esprit nouveau. Ces forces, qui chaque jour perdent du terrain, mais ne le cèdent que pied à pied, en se retrem-pant au sein même de la défaite, sont, on le sait, au nombre de trois principales :

Un système administratif et judiciaire hostile à toutes les innovations, par la nature même des intérêts qu'il protège et de ceux sur lesquels il s'appuie;

Une aristocratie maîtresse de la totalité du sol, qui paralyse l'opposition des fortunes nouvelles en les admettant dans son sein, et dont le patronage s'étend à tout, depuis le candidat à la chambre des communes jusqu'au pauvre qui réclame la taxe paroissiale ;

Une église dont les dignités sont le patrimoine presque exclusif de cette aristocratie elle-même, au service de laquelle elle met à la fois son immense fortune territoriale, son action religieuse et universitaire, et les privilèges dont elle est dotée.

La réforme parlementaire ne préparera pas pour la Grande-Bretagne des destinées bien différentes, tant que subsistera ce puissant ensemble dans la ferme cohésion de toutes ses parties. Jusqu'à ce que les influences actuelles soient déplacées, le chef de l'opinion conservatrice pourra s'écrier, comme il le faisait naguère dans une circonstance solennelle, que le gouvernement du pays ne peut manquer d'appartenir au parti soutenu par tout le clergé, par la magistrature, la *gentry*, aussi bien que par une grande partie de la classe commerciale¹.

Cependant celui qui prononçait ces paroles se dissimulait moins que tout autre les transactions qu'imposeraient dorénavant les nécessités du temps. Le parti même qu'il s'attache à organiser comme médiateur entre l'opinion libérale et la résistance aristocratique, re-

¹ When I see such numbers around me, I cannot but recollect the great interest which you represent. When I recollect that you are supported by the clergy, the magistracy, the yeomanry, and the gentry of the country, as well as by a great proportion of the trading community, it would be vain to disguise the influence we possess in the national councils. (Sir Robert Peel's speech in the conservative festival at Tallor's-Hall. Mai 1838.)

pose sur un système de concessions continues; et si, dans ses discours, il assigne arbitrairement des limites à celles-ci, la force des choses le contraindrait bientôt à les reculer, comme il fit en 1829, comme il était très disposé à le faire en 1835. Le duc de Wellington et sir Robert Peel au pouvoir accorderaient peut-être à l'Irlande ce qu'ils lui refusent dans l'opposition; ils se trouveraient conduits par l'irrésistible force des choses à faire subir aux vieilles institutions de l'Angleterre, sous le nom de *practical reforms*, des modifications qui toutes auraient pour effet d'en altérer le génie, tant il est vrai que l'esprit d'un siècle prévaut par sa seule puissance contre les doctrines les mieux assises!

Depuis le grand acte de 1832, l'hostilité systématique de la chambre des pairs contre l'administration whig, et la force croissante du torysme dans la chambre élective, ont arrêté presque toutes les conquêtes où des principes se trouvaient directement engagés. C'est ainsi que des propositions pour le vote au scrutin secret, pour la réforme de la pairie, la suppression du banc des évêques, le partage égal en cas de mort *ab intestat*, ont été repoussées par la majorité des communes, pendant que la plupart des bills pour la réforme des églises d'Angleterre et d'Irlande, ceux relatifs à l'admission des dissidents au sein des universités, à l'émancipation des juifs¹, aux cours locales, etc., bills passés aux communes, et pour la plupart itérativement reproduits par elles, sont tombés devant l'impassible veto des lords.

¹ Les incapacités qui affectent les Juifs n'ont été levées ni par le bill d'émancipation, ni par aucune mesure postérieure.

Néanmoins la Grande-Bretagne a, depuis six années, fait subir à l'ensemble de ses lois plus de changements que pendant le cours de deux siècles. Elle a vu s'élever et grandir dans son sein, sous le titre d'école libérale, une opinion qui professe les principes français en matière de législation civile et d'administration publique ; et ces principes ont reçu, dans la nouvelle organisation municipale, dans les réformes judiciaires et les nouvelles lois des pauvres, une éclatante sanction parlementaire. D'un autre côté, des projets conçus dans l'esprit de centralisation et d'égalité menacent les antiques juridictions et les influences territoriales ; et déjà, au désespoir de la magistrature et du barreau, ces doctrines ont été appliquées au droit criminel en même temps qu'elles ont porté quelque lumière dans le chaos du droit coutumier ; enfin, l'édifice aristocratique est ébranlé dans sa pierre angulaire, l'anglicanisme, par les catholiques et les dissidents : ceux-ci l'attaquant avec fracas, ceux-là s'élevant en silence sur ses ruines ; situation critique dont les résultats, pour n'être pas imminents, n'en sont pas moins assurés dans un avenir que la prudence peut rendre long, que la témérité rendrait court autant que terrible ; irrésistible courant qui entraînera le parti conservateur lui-même, soit qu'il s'y laisse aller pour garder le pouvoir, soit qu'il se brise dans une résistance désespérée.

Lorsque ce parti, réduit, immédiatement après la réforme, à cent-cinquante membres environ, dans la chambre des communes, eut doublé aux élections de 1835, pour conquérir presque une majorité à celles de 1837, il dut être évident qu'appuyé sur une telle force dans

le parlement et dans le pays, il ne laisserait passer désormais aucune mesure aussi décisive que celles de 1829 et de 1832, à moins d'avoir de nouveau la main forcée par le soulèvement de l'Irlande ou celui des populations ouvrières.

Des circonstances heureuses ont détourné, depuis six années, ces deux dangers également redoutables. O'Connell, acquis au ministère parce que le ministère est acquis à O'Connell, n'a pas ouvert l'ancre d'Éole ; il a laissé passer l'acte de *coercition* de lord Grey et les rejets réitérés des bills d'Irlande par la pairie, méditant le mode et le moment d'une éclatante revanche. D'un autre côté, des récoltes abondantes, la paix européenne, et surtout le calme de la France, ont exercé sur les masses, en Angleterre, une action pacifique. Les sociétés démagogiques se sont fermées à mesure que les ateliers se sont ouverts, et les efforts infructueux qui se font, en ce moment même, pour agiter les populations industrielles, attestent que, pour quelque temps du moins, la force physique n'influera pas sur l'issue des grandes questions parlementaires. Et cependant combien le cabinet de la réforme, appuyé sur la coalition du whiggisme et du radicalisme modéré, n'a-t-il pas avancé de questions, malgré les efforts d'une opposition formidable ! Combien n'a-t-il pas, même sans en avoir pleine conscience, détaché de pierres des remparts de la gothique forteresse !

Au dehors, l'action de l'Angleterre s'est exercée dans un sens constamment libéral. En Belgique, elle a garanti l'existence d'un peuple placé dans notre immédiate dépendance, sacrifiant en cela les traditions de sa

plus vieille politique ; seule, dans la Péninsule, elle a prêté à la cause constitutionnelle un concours sérieux. Dans les colonies, elle a aboli l'esclavage et consacré la sainteté d'un principe au prix de 500 millions, éclatant témoignage de cet esprit religieux qui fait le caractère comme la force de cette grande nation, mesure mal conçue peut-être dans ses détails, mais noble et généreuse jusqu'à l'imprudence.

A l'intérieur, ce ministère s'est constamment attaché à rendre moins pénible la condition des masses. S'il n'a pas osé modifier les lois céréales, remanier un système financier qui laisse le revenu libre de tout impôt pour le porter exclusivement sur la consommation, il a, par d'heureuses combinaisons, réduit les taxes les plus accablantes, supprimé d'innombrables sinécures, en continuant de doter abondamment tous les services utiles. Après trois années écoulées au milieu des circonstances les plus difficiles, lord Althorp put, en 1834, présenter au pays plus de 75 millions de dégrèvement répartis sur les objets les plus usuels, bienfait immense qui fut, pour les classes laborieuses, l'application la plus populaire et la mieux comprise de la réforme.

L'Irlande est loin sans doute d'avoir conquis tout ce qu'elle est en droit d'attendre. La commutation des dîmes sur les bases où elle est établie n'a rien de vraiment sérieux ; la propriété de l'église épiscopale reste intacte par le rejet du bill qui consacrait l'appropriation de son excédant à l'éducation populaire, et le clergé de la majorité, dénué de ressources assurées, continue, de son côté, à rester à la merci des séductions les plus dangereuses ; enfin, l'élévation du taux de la franchise

municipale par la pairie doit assurément diminuer les bons effets attendus de la réforme des corporations, en maintenant, du moins pour quelques villes, l'odieux despotisme des petits tyrans orangistes. Mais comment méconnaître néanmoins les redressements importants obtenus par ce pays, objet spécial, on pourrait presque dire exclusif, de la sollicitude ministérielle depuis 1834 ?

Ses misères, étalées enfin à tous les yeux, sont l'objet des méditations approfondies de la législature ; les questions irlandaises absorbent les deux tiers de son temps, et des enquêtes consciencieuses se poursuivent sur tous les intérêts qui touchent à son repos et à sa prospérité. Un plan d'éducation nationale s'élabore ; la loi des pauvres vient d'être étendue à l'Irlande ; et, quelles que puissent être en ce pays les difficultés très sérieuses de son application, elle aura du moins pour effet, on doit l'espérer, d'épargner désormais au monde chrétien l'horrible spectacle de populations succombant à la faim sous l'impassible regard de grands propriétaires dont la propriété reste libre de toute taxe au sein de la misère publique. Sans toucher à sa fortune, le bill de 1834 a notablement diminué pour l'avenir le personnel de l'église établie ; et la population catholique s'est trouvée délivrée de l'impôt qui pesait le plus à sa haine, celui qu'elle était contrainte d'acquitter pour l'entretien des édifices consacrés au culte protestant, là même où il n'existait aucun membre de cette communion, contribution effroyable, qui maintenait comme des monuments de servitude ces temples insolents et vides en face de chapelles pleines de peuple et couvertes de chaume !

Du reste, les questions irlandaises sont tellement spé-

ciales par leur nature, que c'est matière à étudier à part, et nous n'envisageons ici l'Irlande que relativement à son action sur les destinées de l'Angleterre, action grande dans le passé, plus grande peut-être dans l'avenir, et qui, par les dangers qu'elle prépare, se présente, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, avec une sorte de caractère expiatoire et fatal.

Notre seul but, en ce moment, est de constater ce que l'émancipation religieuse et la réforme parlementaire ont introduit de germes nouveaux au sein de la société anglaise, et de montrer par combien de brèches à la fois est sapé l'édifice du *Church and state*. Or, tout inébranlable qu'il apparaisse, celui-ci est visiblement menacé dans son triple fondement, le système administratif et judiciaire, le patronage aristocratique et la prépondérance de l'église; et si la résistance peut être longue, dès ce moment le résultat définitif ne doit, ce me semble, échapper à personne.

La constitution anglaise, comme on l'a déjà dit, ne s'est pas fondée selon les théories des publicistes; elle vit en dehors de ces théories, et, pour ainsi dire, contre elles. L'union du pouvoir administratif et judiciaire s'y présente sous toutes les formes et à tous les degrés de la hiérarchie, depuis le *bench* des juges de paix jusqu'à la barre de la chambre des lords. La législation civile, amas confus des libres et populaires traditions saxonnes, et des lois rigoureuses de la féodalité normande, est un inextricable mélange où des lambeaux de droit ecclésiastique s'unissent à des formules d'actions que la subtilité romaine envierait aux docteurs de Westminster-Hall. Cette incohérente mosaïque ne s'est maintenue jusqu'à

nos jours que par l'autorité politique de la magistrature appelée à l'appliquer. Celle-ci, et le barreau de complicité avec elle, ont défendu avec chaleur les mystères des cours de *common law* et d'équité, comme les fondements même de leur puissance.

Tout ce qui porte perruque en Angleterre, depuis le lord chancelier jusqu'au dernier procureur, a compris que les théories judiciaires de Bentham étaient plus redoutables que ses théories philosophiques. Ils ont vu dans les codes français de l'empire quelque chose de plus grave que dans le *reform-bill*, et ils pleurent les *fnes* et les *recoveries*¹ aussi amèrement que les bourgs-pourris et les corporations fermées. La magistrature et le barreau de Londres, avec ses légions de *clerks*, d'*attorneys* et de *solicitors*, sont le centre où s'organisent toutes les résistances aux innovations dont l'utilité est le plus manifestement démontrée. Aussi, lorsque le ministère de la réforme a commencé sa mission par attaquer ce corps redoutable, lorsqu'il a simplifié la procédure, prescrit la codification des lois et statuts, aboli certaines actions dont les termes sacramentels exposaient les plaideurs à la perte de leur fortune, par le seul fait d'un mot omis dans une formule barbare ; lorsqu'il a réformé surtout cette cour de chancellerie, dont rien ne saurait faire comprendre à des justiciables français, ni l'arbitraire des décisions, ni la lenteur des procédures,

¹ Formules d'actions civiles supprimées par un bill de lord Brougham. La *fine* était ainsi appelée parce qu'elle indiquait la fin d'un procès, et que la formule du jugement portait : *Hæc est finalis concordia*, etc. La *recovery* était une action fictive supportée dans tous les cas de substitution. On supposait une revendication prétendue de propriété faite par un demandeur, qui obtenait gain de cause, et repassait alors la propriété au défendeur libre de toute substitution.

et qu'en portant la sape dans ces sombres régions du patronage et de la chicane, il a diminué les frais d'instance de plusieurs millions par année, ce ministère a préparé pour l'avenir des résultats sociaux, tout en ne poursuivant dans le présent que des réformes sans caractère politique.

Les cours ecclésiastiques, l'un de ces innombrables liens entre l'église et l'état, ont subi une refonte qui, sans être complète, en change absolument la physionomie. Les causes qui se rapportent aux dispositions testamentaires seront jugées désormais d'après le droit commun, et selon les formes de la juridiction ordinaire; et le pouvoir, encore reconnu à ces tribunaux, quoique tombé en désuétude, d'infliger des peines pour les crimes de diffamation, d'adultère, d'inceste, etc., leur est aujourd'hui formellement enlevé.

Enfin, pour ce qui regarde le conseil privé, où se règlent souverainement les intérêts de toutes les nations soumises au sceptre britannique dans toutes les parties du monde, la substitution d'une cour spéciale composée de plusieurs juges au magistrat qui appliquait seul le vieux droit du duché de Normandie au plaideur de Jersey, en même temps que les textes sacrés des Védas aux peuples du Gange, a été un bienfait véritable, aussi bien qu'une satisfaction donnée à notre principe français de la pluralité des juges, principe repoussé par la loi anglaise à tous ses degrés de juridiction ¹.

Que l'Angleterre conserve long-temps ce qui a fait la force de sa législation civile et criminelle, la publi-

¹ Voyez sur les réformes judiciaires opérées en 1852 et 1853, la brochure traduite en français sous ce titre : *le Ministère de la réforme et le parlement réformé*. Paris, chez Paulin.

cité des débats et la loyauté de son jury. Mais qu'elle ne se fasse nulle illusion ni sur l'arbitraire de ses *jurés spéciaux*, ni sur le vice de ses juridictions confuses qui rendent la justice presque partout inabordable ; qu'elle comprenne que l'institution d'un ministère public, dont elle est dépourvue, peut être une précieuse garantie pour tous les intérêts privés, sans devenir nécessairement, comme elle affecte de le croire, un instrument de servitude politique ; que son gouvernement mette la justice à la portée de tous les citoyens, et fasse de ses magistrats un corps instruit dans une science accessible à tous, au lieu d'un mystérieux collège d'augures ; en agissant ainsi, il avancera, tout autant que par des lois constitutionnelles, la transformation si difficile de cette société.

C'est parce que le bill de 1833, pour l'établissement des cours locales, avait précisément ce caractère, qu'il échoua devant les résistances de la chambre haute. En vain des témoins, appartenant à toutes les classes de la société, attestèrent-ils, dans l'enquête préalable, que la concentration des affaires civiles aux cours de Westminster rendait le recouvrement des petites dettes presque impossible, et qu'il y avait déni de justice pour la plupart des causes qui ne se rapportaient pas à un intérêt majeur. Les lords n'admirent pas que des magistrats pussent rendre une justice impartiale, à moins de recevoir, comme ceux du banc du roi, 50,000 écus par année. Ils reculèrent, d'une part, devant la peur d'entamer une puissance considérée comme le plus ferme soutien, après l'église, de la constitution de l'état ; de l'autre, devant la crainte de mettre des emplois nombreux à la disposition du ministère, et de créer ainsi

dans les villes de province de nouveaux foyers d'influence opposée à celle des magistrats ruraux aux mains desquels se concentrent presque tous les pouvoirs judiciaires et administratifs.

L'Angleterre a fait de longs efforts pour se persuader à elle-même et pour persuader à la France que la supériorité qu'elle attribue à son gouvernement sur le nôtre, tient surtout à l'absence de toute administration spécialement constituée; et nulle part, autant que chez nos voisins, on n'a méconnu le véritable caractère de l'élément unitaire et centralisateur qui fait fonctionner notre machine gouvernementale. Mais, à cet égard, si l'Angleterre a été long-temps injuste, elle accorde aujourd'hui à la France des réparations éclatantes, car elle l'imité, la copie et tend à se rapprocher de plus en plus du type qu'elle avait d'abord falsifié à plaisir. Rien ne s'explique mieux que ces nouvelles dispositions de l'opinion publique.

Lorsque les relations des hommes entre eux sont rares encore et peu étroites, quand la fortune et l'importance sociale sont l'attribution presque exclusive d'une caste, il est tout simple que l'administration locale et la distribution de la justice elle-même deviennent, pour cette classe privilégiée, la condition aussi bien que la garantie de ses avantages. Ce fut ainsi que les juridictions seigneuriales sortirent, dans toute l'Europe, du droit féodal, et que, par une autre application du même principe, ce qu'il y avait alors d'administration locale se trouva mis à la charge des propriétaires du sol, comme un impôt payé à la société tout entière.

Tant que les classes moyennes et inférieures acceptè-

rent la protection du patronage, et jusqu'à ce qu'elles eussent la volonté de se défendre elles-mêmes au lieu de s'abriter derrière la force d'autrui, le système qui confiait aux mains des seuls hommes vraiment indépendants la protection de la société ou le dépôt de la loi criminelle, la garantie des intérêts privés ou la justice civile, enfin la surveillance et la direction de tous les services publics, n'avait rien que de parfaitement rationnel. Tous les pouvoirs étaient concentrés là où reposaient toutes les influences.

Au moyen-âge, ce système s'est établi, sans nul effort et comme de lui-même, dans les contrées les plus étrangères les unes aux autres. C'est ainsi qu'en Portugal, dont l'administration se rapproche singulièrement des formes de l'administration anglaise, vous trouvez une organisation militaire et une magistrature hiérarchisée selon la tenure territoriale, et des agents participant d'un triple caractère administratif, judiciaire et financier. Dans les deux pays, tous les pouvoirs confondus se groupent autour d'un patronage commun. Souvent vous entrevoyez des analogies qui touchent à l'identité, si ce n'est que les fonctionnaires, qui, au bord du Duero, s'appellent *capitao-mor*, *juiz de fora*, *coregedor* ou *desembargador*, se nomment, au bord de la Tamise, colonel, shérif, juges de paix, ou juge du banc du roi. C'est ainsi que deux nations auxquelles étaient réservées des destinées si différentes se sont organisées selon les mêmes lois, tant il est vrai que les institutions ne décident pas seules du sort des peuples, et que leur génie fait leur fortune.

L'esprit saxon, sur lequel s'est greffée la féodalité normande, introduisit, il est vrai, dans l'ensemble de

cette organisation des institutions libérales en complet désaccord avec elle ; de là ces anomalies perpétuelles entre l'arbitraire du magistrat et la libre procédure par jurés, et tant d'autres incohérences qui ont permis de voir et de présenter la Grande-Bretagne sous les aspects les plus opposés. Quoi qu'il en soit, si la forme féodale n'a point arrêté l'essor de l'Angleterre moderne, comment nier qu'elle ne s'y sente à la gêne, et qu'elle n'aspire à la briser, comme la dernière expression d'un mode de sociabilité qui n'est plus ?

Voyez combien cet ordre de choses correspond peu aux besoins si multiples et si divers d'un gouvernement, intermédiaire forcé dans la masse toujours croissante des transactions individuelles ; voyez tout ce qu'il faut d'esprit public, et en même temps d'artifice, pour s'accommoder d'un système duquel on n'ose rien attendre de mieux que de n'être pas un obstacle aux améliorations progressives !

Lorsque la nécessité d'une loi se fait sentir, soit au parlement, soit au cabinet, les pouvoirs publics restent dénués de tous moyens d'information. A qui s'adresserait en effet le gouvernement central, lorsqu'il s'agit de mesures affectant la police générale, la viabilité, les subsistances, etc. ? Quel concours suivi peut-on attendre et quelles recherches laborieuses réclamer d'agents gratuits placés hors de tout contrôle, et toujours choisis par le seul fait de leur position sociale ? S'il s'agit de modifier la législation financière, d'étendre ou de restreindre la circulation du papier-monnaie, de faire face aux exigences de ces crises soudaines, si fréquentes dans un pays où le numéraire métallique est

dans une telle disproportion avec la masse de la richesse nationale, l'échiquier n'est-il pas exposé à manquer de données précises et de concours, lorsqu'à part les nombreux agents de l'*excise*, qui sont des collecteurs de deniers plutôt que des administrateurs dans le sens propre de ce mot, le crédit public n'est pas soutenu, dans les comtés, par des hommes spéciaux, et que le ministère des finances se résume, à proprement parler, dans un compte courant avec la banque d'Angleterre !

Les difficultés sont plus grandes encore pour les services complètement indépendants de leur nature, comme l'instruction publique. Ici la législature, aussi bien que le gouvernement, se trouvent privés de tout moyen de corriger les abus, même les plus révoltants. Quant à une impulsion pour l'application des meilleures méthodes, le pouvoir excéderait ses attributions, s'il songeait seulement à y aspirer. Les universités et en général tous les établissements d'instruction sont des unités indépendantes l'une de l'autre, aussi bien que du gouvernement central ; elles sont parce qu'elles sont ; et toute interférence de l'état en ce qui touche au mode de l'enseignement comme aux exclusions qu'il leur convient de porter, toute ingérence dans la discipline ou les statuts d'établissements vivant ainsi par eux-mêmes, serait évidemment contraire à l'esprit de la constitution britannique. Ceci a été établi avec succès, même depuis la réforme, pour écarter les réclamations des dissidents, auxquels demeure interdit l'accès des universités où se confèrent les grades académiques, puisque la signature des 39 articles de la confession anglicane est encore une condition préalable d'admission.

Relativement à l'éducation populaire, un tel état de choses a produit ses inévitables conséquences ; des services admirables sont organisés dans certaines paroisses, pendant que les localités voisines restent dénuées de tout moyen d'instruction. En changeant de ville, on croirait changer de siècle : ici des fondations modèles ; quelques milles plus loin, un abrutissement à peine concevable. Les deux extrêmes de l'intelligence humaine en contact l'un avec l'autre, comme le dénuement face à face avec l'opulence ; la société toujours menacée par l'excès en toute chose, et le monde civilisé écoutant à la fois les belles harangues de Saint-Étienne et les sauvages prédications de Tom Courtenay ; ainsi se présente cette Angleterre où la force nationale maintient cependant une imposante harmonie.

Aussi combien n'est pas profond, combien ne se développe pas de jour en jour le sentiment intime de ce danger, et de quel côté n'entend-on pas s'élever des vœux pour que le système d'instruction soit radicalement changé, pour que le gouvernement présente à cet égard des vues d'ensemble, et qu'il produise un plan propre à donner enfin des garanties à la société compromise par le manque de toute surveillance publique ! Qu'on lise toutes les enquêtes publiées depuis la réforme sur l'état de l'instruction populaire en Angleterre, en Écosse et en Irlande ; qu'en étendant ensuite ses investigations, on parcoure les volumineuses *évidences* données devant les comités des deux chambres sur toutes les questions administratives, depuis le système municipal jusqu'aux lois des pauvres, et partout l'on verra se révéler cette tendance à conférer au pou-

voir des attributions nouvelles à raison de faits nouveaux. Il n'est pas un de ces documents qui ne constate la nécessité d'associer au principe volontaire et local le principe coercitif et centraliste, qui ne révèle enfin les progrès rapides de l'opinion hors des voies où elle s'est si long-temps maintenue.

Nous venons de rappeler ces *evidences* qui précèdent, au parlement d'Angleterre, la discussion de toutes les questions administratives, et c'est ici que se révèle la première conséquence d'une organisation en quelque sorte négative, dont les résultats ne sont atténués que par la vitalité même du génie national. Ne pouvant puiser de renseignements à aucune source officielle, la législature est contrainte de faire elle-même l'instruction complète de toutes les affaires qui surgissent devant elle. Il ne s'élève pas une question, qu'elle se rapporte aux intérêts généraux de l'empire britannique ou à ceux d'une obscure localité, qu'il s'agisse de lois céréales ou d'un *rail-way* de quelques milles, où le parlement ne remplisse lui-même durant des mois, quelquefois durant des années, l'office dont s'acquittent régulièrement en France les préfets, les ingénieurs, les directeurs des divers services financiers. De longs jours et de longues nuits s'écoulent à entendre des témoins cités de toutes les parties des trois royaumes, à réunir et à imprimer leurs interrogatoires et à tirer de ces sources nécessairement confuses des renseignements presque toujours incomplets. Quand on songe qu'une seule des questions soulevées depuis 1832, celle des pauvres, a fourni matière à des centaines d'in-folio, et que notre *Moniteur* disparaîtrait inaperçu sous les

monceaux des *parliamentary reports*, il est assurément permis de douter de l'efficacité de ce mode d'instruction préparatoire, où, sans le labeur des *reviewers*, voués à la pénible mission de dépouiller ces compilations colossales, le public et le parlement lui-même devraient renoncer à puiser quelque lumière.

En France, le droit d'enquête ne saurait en aucune façon être contesté aux deux chambres; ce droit a même reçu des applications récentes et formelles. Si l'usage en est rarement réclamé, si ses résultats pratiques restent à peu près nuls, c'est que ce ressort est, pour ainsi dire, excentrique dans le gouvernement d'un pays où, chaque jour, de toutes les extrémités du royaume, les résultats aboutissent au centre pour s'y coordonner, tandis que, dans l'enfance de l'art administratif, il devient indispensable sans être pour cela plus efficace.

Si l'on répondait en nous montrant l'Angleterre sillonnée de chemins de fer et de canaux, ou couverte de monuments admirables, nous établirions fort aisément, ce semble, que cette prospérité est parfaitement indépendante d'un système qui souvent arrête, mais jamais ne seconde une tentative industrielle ou une spéculation hardie. L'administration aristocratique de la Grande-Bretagne a eu pour contrepoids le génie d'association et d'entreprise, qui a prévalu contre l'esprit de ses lois elles-mêmes. L'Angleterre est l'une des plus grandes nations du monde, d'une part, parce qu'elle est restée profondément religieuse au sein de la dissolution protestante; de l'autre, parce qu'elle a pris l'initiative des innovations même les plus aventureuses, en dépit d'in-

stitutions dont la tendance naturelle était d'immobiliser les idées comme les intérêts. Des principes qui n'ont pas porté leurs conséquences, ou plutôt des principes opposés coexistant l'un avec l'autre, l'harmonie dans le contraste, et par le contraste même, telle est pour l'Angleterre la formule de sa vie sociale.

Cependant, à mesure que le commerce et l'industrie élevaient des existences indépendantes, celles-ci, comprimées par un système qui ne leur faisait aucune place, durent réclamer une participation au pouvoir local en même temps qu'au pouvoir politique; mais ces réclamations souvent produites n'étaient pas en mesures d'être accueillies tant que le dogme de la prescription historique servirait de base à la constitution anglaise. Les corporations municipales défendaient leur monopole administratif au même titre que les bourgs-pourris maintenaient leur privilège politique. Aussi, dès que, par le grand acte de 1832, l'Angleterre eut rompu la chaîne des temps, comprit-on, même dans les rangs du parti tory, l'impossibilité de défendre, en se plaçant sur le terrain des faits, le seul qui restât désormais à la discussion, une corruption qui avait perdu sa seule égide. De là cette réforme des corporations municipales et ce bouleversement complet du vieux système administratif, consommé en 1833 pour l'Écose et en 1835 pour l'Angleterre.

Les populations saxonnes, aux mœurs indépendantes et au génie pacifique, opprimées par une domination guerrière, s'en étaient successivement dégagées par l'effet des luttes intérieures où leur intervention posait d'un si grand poids. Conquérant des privilèges, tantôt contre

leur seigneur direct, le plus souvent contre leur suzerain, les bourgs que le gouvernement normand avait pour la plupart déclarés terres royales (*terræ regis*) obtinrent des chartes municipales sous condition de service militaire ou maritime, ou sous celle d'acquitter une rétribution fixe en argent. Les rapports du prince avec les villes de ses états prirent ainsi le caractère d'un bail perpétuel; et le contrat primitif qui déterminait, d'un côté les concessions, de l'autre les redevances, resta comme le gage et le titre même de toutes les libertés locales.

Le texte de presque toutes ces chartes établissait que les habitants et leurs successeurs seraient considérés comme bourgeois. Mais lorsque ceux-ci furent en possession de ces avantages, ils imposèrent de telles conditions à l'acquisition du domicile, que tous les étrangers se trouvèrent exclus des prérogatives consignées dans les chartes, de telle sorte que ces avantages se concentrèrent graduellement parmi les seuls descendants des bourgeois auxquels le titre originaire avait été concédé. Réunis dans leur *guild*, ils s'arrogèrent bientôt le droit de se donner de nouveaux confrères, et se recrutant à leur gré par l'élection, ils firent du pouvoir local une sorte de propriété indépendante de tout contrôle populaire. Les corporations, perdant alors tout caractère représentatif, ne furent plus guère que des communautés dotées de prérogatives personnelles et toutes spéciales.

La royauté anglaise, dont le premier souci avait été l'abaissement de la noblesse féodale, et qui, après sa longue lutte contre celle-ci, en avait sans transition engagé une autre contre l'esprit démocratique, alors étroitement lié au puritanisme religieux, envisagea le progrès

de ces usurpations municipales d'un œil presque toujours favorable. Sa politique consista d'abord à séparer les corporations des seigneurs, puis à les rendre indépendantes de la masse des citoyens. Telle fut surtout l'œuvre des Stuarts, qui, comme condition d'une indépendance avantageuse à leurs vues autant qu'aux intérêts privés des membres des corporations, imposèrent à celles-ci des restrictions nombreuses. Quelques-unes acceptèrent, au prix qu'y mit la couronne, la consolidation d'un pouvoir qu'accompagnaient des avantages pécuniaires et des privilèges de tous genres ; d'autres résistèrent avec énergie et avec succès, à ce point que les infructueuses tentatives de Jacques II pour bouleverser le régime intérieur des communes ne contribua pas peu au succès de la révolution de 1688.

Le prince qui avait écrit sur sa bannière : *Je maintiendrai*, ne pouvait pas plus attaquer les vieilles corporations que le vieux système électoral. La famille d'Hanovre les respecta scrupuleusement comme les piliers de l'état et de l'église ; et c'est ainsi qu'appuyées sur l'immobilisation de tous les abus si singulièrement introduits par une révolution libérale, elles se sont maintenues jusqu'au jour de la réforme, étalant à tous les regards le cynisme de leur corruption tarifiée.

Une longue enquête ouverte par des commissaires spéciaux sur tous les points du territoire avait précédé la présentation du bill soumis à la chambre des communes¹. Le dépouillement de ces innombrables *evidences* révéla une telle masse d'abus, pour ne pas dire de monstuo-

¹ Ce bill fut présenté par lord John Russel, secrétaire de l'intérieur, le 2 juin, et reçut la sanction royale le 9 septembre 1833.

sités, que le parti tory dut renoncer à en combattre le principe, se réservant d'en faire modifier les détails lors de la discussion en comité. Il demeurait constaté qu'une séparation profonde existait partout entre la masse des citoyens probes et les corporations locales, et que l'influence exercée par celles-ci sur les classes inférieures, lors des élections parlementaires, devait être signalée comme l'une des causes les plus actives de la démoralisation publique. Des témoignages irrécusables établissaient que dans la distribution des fonds des villes ou des fonds de charité, les deux tiers, quelquefois les trois quarts, étaient répartis parmi les membres du corps administratif, tantôt appliqués à des bénéfices directs, le plus souvent à des réjouissances et festins destinés au petit nombre d'individus aux mains desquels reposait un pouvoir irresponsable et sans contrôle. L'élection politique était surtout l'intérêt dominant de la corporation. C'était là ce qui donnait au titre de membre d'un *town council* une valeur annuelle que l'enquête constatait à raison de l'importance des lieux.

Nourris dans les maximes et la pratique du droit commun, nous concevons à peine qu'au *xix^e* siècle, dans la contrée depuis si long-temps saluée comme le siège de la liberté européenne, il existât, voici moins de quatre années, des lois attribuant héréditairement à une douzaine d'individus la jouissance des pâturages communaux, par exemple, ou bien imposant, comme à Exeter, pour ne citer qu'un fait entre mille, une taxe annuelle de 100 livres sterling pour certains péages, en dispensant quelques citoyens de cette lourde charge au seul titre de membres du corps municipal. Nous avons peine à comprendre

que de tels abus puissent se défendre à titre de droits acquis, et que pour obtenir d'un parlement réformé des dispositions nouvelles, le ministère ait été contraint de composer avec eux. Tous les efforts du parti tory, dans les deux chambres, tendirent, en effet, à maintenir pour la génération présente des privilèges passés à l'état de propriété; et les larges principes posés pour l'avenir n'évitèrent le veto des lords qu'en se produisant derrière bon nombre de concessions transitoires.

Le bill établit un système uniforme d'administration au lieu et place des anciennes chartes qui demeurent supprimées; il accorde à tous les bourgs non incorporés la faculté d'être admis sur leur demande au bénéfice de la loi rendue commune à tout le royaume.

Cet acte asseoit la franchise électorale sur une base uniforme. Il confère le droit de voter aux élections municipales à tout propriétaire ou locataire d'une maison ou d'une boutique payant depuis trois ans la taxe des pauvres dans la paroisse¹. Tout conseiller municipal élu doit posséder un capital de 1000 à 500 livres sterling, selon l'importance des bourgs (sect. 28). Le maire est président du conseil de ville et chef de l'administration locale; il est choisi par le conseil entre les membres qui le composent. Il devient juge de paix de la ville *ipso facto* dans l'année où il quitte ses fonctions (57). Les *aldermen*, unis au maire et aux conseillers, forment le corps administratif qui est réélu tous les ans par tiers (31).

Ce corps est investi, par l'acte de 1835, de toutes les attributions que la loi française départit aux conseils mu-

¹ 5 et 6. William IV, chap. LXXVI, sect. 3.

nicipaux. Il règle dans quatre sessions trimestrielles tout ce qui se rapporte à l'administration locale; il peut, en cas d'insuffisance des revenus communaux, imposer des taxes spéciales; il passe les baux n'excédant pas un certain terme, et se pourvoit, pour les autres, aussi bien que pour toutes les ventes d'immeubles, de l'autorisation de la trésorerie¹.

Des fonctionnaires spéciaux, également nommés par l'universalité des citoyens censitaires sous le titre d'*auditeurs*, sont chargés d'écouter et de débattre tous les comptes de finances (37-93); des *assesseurs* sont annuellement élus pour réviser avec le maire les listes électorales; enfin des magistrats de l'ordre judiciaire, un *coroner*, un juge de paix ou un shérif, selon l'importance du bourg, viennent compléter cet ensemble (61, 62, 98), et créer des juridictions urbaines indépendantes et rivales de celles des comtés où domine sans contrepoids l'influence aristocratique.

Ce bill, dont les dispositions principales sont, comme on voit, analogues à celles qui régissent chez nous les intérêts du même ordre, dépasse souvent la réserve des maximes françaises et se rapproche sous certains rapports de l'esprit de la loi belge. Toutefois, à l'égard des fonctions municipales conférées par l'élection, la loi anglaise consacre un principe puisé à une tout autre source, et auquel nos mœurs résisteraient avec énergie. Elle les rend obligatoires sous peine d'amende. Ainsi l'acte dont nous donnons la substance impose au conseiller qui refuserait la charge de maire, une amende de 100 livres sterling,

¹ 92-93 et 6 et 7. William IV, chap. civ. sect. 2.

et aux autres fonctionnaires élus qui refuseraient le mandat à eux départi, une amende de 50 livres sterling (sect. 51). Remarquons en passant que les mandats politiques ne font pas exception à cette règle : tout membre nommé pour *servir en parlement* se trouve tellement engagé par le choix fait de sa personne, qu'il ne saurait donner en aucun cas une démission pure et simple, et que lorsqu'il veut quitter les affaires avant l'expiration de son mandat, par une de ces fictions si communes dans le droit de la Grande-Bretagne, il est censé accepter une fonction illusoire qui le rend incapable de siéger aux communes. Si l'on remontait à l'origine d'une telle obligation, on trouverait, ce semble, qu'elle touche au principe du droit féodal, selon lequel le service public était la condition et comme le paiement du privilège : ainsi des maximes de toutes les civilisations et de tous les âges se confondent dans les législations modernes, comme des terrains de toutes les formations dans le sol que nous foulons aux pieds.

Le bill de 1835 fut accueilli, par l'opinion libérale en Angleterre, comme une arme puissante. Les résultats de cette réforme se firent bien moins attendre que ceux de la réforme politique ; et les premières élections municipales, opérées conformément à ses prescriptions, assurèrent presque partout à l'opinion whig et radicale une éclatante victoire : succès d'autant plus précieux pour le ministère Melbourne, que la dissolution récemment faite par sir Robert Peel venait de renforcer de plus de cent membres l'opposition tory de la chambre des communes.

Tout se tient dans l'ensemble des institutions politi-

ques, et la brèche ouverte alors ne tardera pas à s'élargir. Des innovations tout aussi importantes, d'ailleurs, avaient précédé l'adoption de l'acte municipal, et venaient d'introduire dans l'administration de l'Angleterre un élément nouveau dont peu d'esprits mesurèrent d'abord la haute portée.

On sait ce qu'était le paupérisme pour ce pays, et de quel danger le menaçait cette plaie de jour en jour plus profonde. Ce que l'Europe sait moins généralement, c'est que le système des *poor-laws* a été radicalement réformé en 1834, et que par suite de mesures habilement concertées, une taxe qui, pour la seule Angleterre¹, ne s'élevait guère moins haut que le principal de la contribution foncière de la France, diminué depuis 1834 dans une proportion qui dépasse toutes les espérances. Ce dégrèvement, qui rend à la Grande-Bretagne des ressources si déplorablement employées jusqu'ici, ses effets sur la morale en même temps que sur la fortune publique, exigeraient seuls de notre part la plus sérieuse attention. Mais cette attention ne nous est-elle pas encore plus impérieusement commandée lorsque nous voyons, dans cette décisive circonstance, l'Angleterre répudier toutes ses traditions administratives pour demander son salut au principe naguère le plus vivement repoussé par elle, et fonder une organisation complètement nouvelle sans se rendre compte des résultats prochains d'un tel établissement? Combien n'est-il pas important d'apprécier un essai destiné à servir de type à la réforme de la plupart des autres services publics?

¹ La législation écossaise reposait sur des bases différentes, et l'Irlande n'avait pas jusqu'à présent de loi des pauvres.

Durant le moyen-âge, la population indigente de ce pays, comme celle du reste de l'Europe, avait eu pour ressource, et en quelque sorte pour patrimoine, ces biens de main-morte qui formaient la réserve et comme le fonds commun de toutes les misères humaines. De telles institutions offraient sans doute des inconvénients graves dans la corruption de l'esprit monastique ; mais quelle loi n'a pas les siens, et quels reproches pourrait adresser à la charité catholique la bienfaisance protestante ? Si le pain distribué à la porte des monastères provoquait quelquefois l'indolence, l'aumône faite au nom de Dieu n'abaissait pas au moins celui qui recevait chaque matin cette manne du ciel. Mais à quelle dégradation profonde de l'humanité ne conduit pas cette taxe forcée qui, pour les riches, fait des pauvres un objet de terreur, qui, pour les pauvres, avait fini par recréer une sorte de glèbe paroissiale, servitude légale dont ils se vengeaient en pullulant comme des bêtes immondes, dernier bonheur compatible avec leur dégradation, bonheur d'autant plus doux qu'il leur apparaissait en même temps comme une vengeance !

L'institution d'un fonds public par voie d'impôt pour sustenter les pauvres entraîne nécessairement deux résultats corrélatifs. D'une part, elle tarit les sources de la charité privée en remettant à la loi seule le soin de soulager des misères qu'on ne connaît plus que par ce qu'elles coûtent ; de l'autre, elle crée chez les pauvres des habitudes de paresse et de fraude, et leur fait considérer comme un droit ce qu'ils reçoivent de la munificence publique. Assurés que cette ressource ne leur manquera jamais, qu'elle est indépendante de leur reconnais-

sance, les pauvres reçoivent le salaire de leur oisiveté avec autant d'impassibilité que la loi le leur accorde. Ainsi se propagent l'indolence, l'imprévoyance paternelle, les unions prématurées ou illicites dont les fruits donnent des titres à des secours nouveaux ; ainsi s'organise au sein des sociétés une sorte de lutte intérieure dans laquelle le riche se défend par l'insensibilité contre le pauvre qui l'attaque par la dissimulation.

Ces résultats se manifestent plus ou moins partout où domine le principe de la contribution forcée, en Danemark, en Suède, dans le Mecklembourg, le Wurtemberg, le canton de Berne, etc. Si les effets politiques de la taxe ont été, dans ces contrées, moins désastreux qu'en Angleterre, c'est que dans la plupart d'entre elles ces effets sont contrebalancés par des causes morales ou des institutions particulières. On pourrait en apporter en exemple celle du *pium corpus* en Wurtemberg, antique dotation formée des biens du clergé catholique auxquels ce gouvernement, en embrassant la réforme, a conservé leur destination primitive. L'Allemagne et les états du Nord n'ont pas, d'ailleurs, à nourrir une immense population ouvrière ; ils ne connaissent pas, dans le cours de leur existence paisible et réglée, ces alternatives soudaines qui réduisent des populations florissantes aux dernières angoisses du besoin et du désespoir ; ils sont placés de manière à pouvoir résister à leurs lois, tandis qu'il devenait de plus en plus manifeste que l'Angleterre périrait par les siennes.

Jamais d'ailleurs mauvaises lois ne furent rendues plus détestables par une inepte application ; et c'est ici surtout que l'on touche au doigt les conséquences de cet uncon-

trolled self-government, exposé, dans le cours de longues enquêtes, au feu croisé de toutes les attaques¹.

Le statut de la quarante-troisième année d'Élisabeth a servi de point de départ à toute la législation anglaise sur cette importante matière. Il dispose en résumé que des inspecteurs (*overseers*) choisis par les juges de paix devront se charger de faire travailler toutes les personnes valides et sans moyen de subsistance. Il rend le travail obligatoire pour celle-ci sous peine de prison, prescrit la construction d'hospices où habiteront en commun les personnes hors d'état de travailler, et il établit un impôt modique spécialement consacré à couvrir ces dépenses.

Quoique contenant un principe dangereux, ces dispositions paraissaient naturelles; mais elles furent bientôt démesurément étendues en même temps que détournées de leur sens formel par l'imprévoyance des administrations locales et souvent à raison de la terreur inspirée par les menaces des pauvres. Si le principal but du statut d'Élisabeth avait été d'imposer des habitudes laborieuses aux hommes valides, l'effet de la loi, telle qu'elle se trouvait appliquée jusqu'en 1834, fut de donner une prime à la paresse, en rendant la condition du pauvre inoccupé meilleure que celle du laboureur remplissant sans secours ses plus pénibles devoirs. Les en-

¹ Aucun document ne projette plus de lumière sur la situation intérieure de l'Angleterre et les destinées qui se préparent pour elle, que les enquêtes faites par les *poor-laws commissioners*, d'abord en 1833, sur l'ancien état des choses, puis en 1837, sur l'effet des lois nouvelles. La substance de ces documents a été publiée en 8 volumes in-8. On consultera surtout avec fruit, sur cette grave mesure et les questions d'économie politique qu'elle soulève, les importants travaux de M. Nassau W. Senior, l'un des esprits les plus distingués de la Grande-Bretagne.

quêtes révèlent à cet égard un état de choses que, grâce au ciel, la France concevrait à peine. Les pauvres, devenus les tyrans et l'effroi des communes au sein desquelles la loi du domicile (*settlement*) les parquait rigoureusement, afin qu'ils n'augmentassent pas le fardeau déjà trop lourd des autres localités, recevaient chez eux en pleine santé, et dans toute la vigueur de l'âge, des secours qui suffisaient à les faire vivre sans travail, surtout lorsqu'ils pouvaient les réclamer au nom d'une famille nombreuse. La taxe était devenue tellement accablante, que, dans quelques paroisses, elle avait motivé l'abandon des cultures et la désertion de la population agricole. Quoique le prix de cet impôt fût censé être acquitté par les pauvres en travaux d'utilité communale, ceci était devenu une pure fiction par l'impossibilité de les employer utilement. C'est ainsi, pour n'en citer qu'un seul exemple, qu'il fut établi en 1832 que, sur une somme de 7,036,968 livres sterling consacrée aux pauvres, moins de 340,000 livres sterling avaient été dépensées pour travail réellement accompli.

Enfin, l'incurie des juges de paix, suprêmes arbitres des décisions des *overseers*, avait laissé prévaloir presque partout le désastreux système des suppléments de gage (*allowances*), par suite duquel la paroisse était contrainte d'acquitter une portion du salaire des ouvriers, jusqu'à concurrence d'un *minimum* fixé par tête. De là cette profonde apathie du travailleur, assuré, quelque abaissement que sa paroisse fit subir au taux de son salaire, d'y trouver un supplément dans la caisse publique ; de là ces mariages précoces et ces unions criminelles où l'esprit de spéculation venait rendre la dé-

bauche plus infâme , et cette rupture de tous liens de famille à l'âge où l'enfant était en droit de réclamer pour lui-même la subvention communale.

Lorsqu'une telle masse de faits authentiques , recueillis dans toutes les parties du royaume par des commissaires spéciaux , fut mise sous les yeux du public , on comprit qu'un impôt de près de deux cents millions de francs , prélevé sur quatorze millions d'hommes , n'était pas encore le plus funeste résultat d'un tel état de choses. Il ne put échapper à personne que la condition du pauvre avait perdu son véritable caractère , rendue meilleure que celle de l'ouvrier laborieux , qu'elle était acceptée avec joie , recherchée avec empressement ; on comprit enfin que les pauvres , de plus en plus démoralisés , formaient un corps de plus en plus compact et redoutable , et que la société devait rompre cette coalition menaçante sous peine de se voir brisée par elle.

Si l'imminence du danger devint manifeste , ses causes originaires se révélèrent d'une manière non moins patente. Comment n'aurait-on pas mis au premier rang de celles-ci une magistrature , libre de tout contrôle , soumise à tous les abus du patronage , à tous les effets de la négligence et de la peur , et dans le sein de laquelle l'expérience des uns ne profitait jamais aux autres ? Personne ne s'y trompa. On sentit qu'il fallait chercher le remède loin des voies où s'était engendré le mal ; et l'instinct public provoqua , d'une part , la création d'un pouvoir central pour diriger l'œuvre de la réforme , de l'autre celle du principe électif pour en vivifier l'application.

Des administrations choisies par tous les contribuables , dans des circonscriptions assez larges pour amortir

l'effet des influences locales, au siège du gouvernement un bureau central d'où partiraient toutes les instructions et auquel aboutiraient tous les renseignements, tel fut le double pivot du nouveau système proposé par le cabinet et adopté par le parlement. Son idée mère était fort simple : les facilités de la loi avaient multiplié les pauvres ; il fallait que ses rigueurs en restreignissent désormais le nombre ; il fallait surtout que la loi leur imposât l'obligation de rechercher le travail avec le même soin qu'ils mettaient à l'éviter ; et tout en maintenant des secours aux hommes valides (*able bodied*) en cas de véritable nécessité, elle aurait à constater cette nécessité de la manière la plus irréfragable, et ce but serait atteint, si elle ne distribuait les secours que dans un lieu frappé de réprobation par la terreur populaire, et dont on ne pût franchir la porte sans abdiquer sa liberté.

L'acte de 1834 a supprimé tous les secours à domicile distribués aux mendiants valides sous quelque dénomination que ce puisse être. A la subvention en argent, il a substitué l'entretien dans les maisons de détention, où le travail est forcé, le régime sévère, la séquestration absolue. L'hospitalité de ces tristes demeures n'est déniée à personne ; mais quiconque y pénètre, poussé par le désespoir et la faim, voit se rompre pour lui, tant qu'il en habite la sombre enceinte, toutes les affections de la famille, tous les liens qui l'attachent à la terre. La misère l'ensevelit vivant, et le malheur lui prépare un sort aussi terrible que le crime,

Disons sans hésiter que c'est là une loi de fer, et qu'une pareille extrémité est cruelle pour un peuple chrétien. Mais une réaction était inévitable contre les abus engen-

drés par un dangereux principe et une détestable administration. Si le pouvoir n'était parvenu à faire du *work-house* un objet d'effroi par l'appareil dont il l'environne, il n'eût pas produit dans les classes pauvres cet ébranlement général qui a soudainement changé le cours d'habitudes invétérées, inspiré aux paresseux le goût du travail, arrêté les unions imprudentes, élevé partout le prix des salaires, en abaissant de plus de 43 pour 100 le montant de la taxe en moins de trois années¹.

Le poor-law amendment act peut être considéré comme

¹ Les nouvelles lois des pauvres réclameraient un travail tout spécial. Nous ne pouvons qu'en constater sommairement les résultats en mettant sous les yeux des lecteurs les chiffres officiels suivants, qui présentent en regard les effets de l'ancienne et de la nouvelle législation jusqu'en 1838 :

COMTES.	Nombre d'Unions.	NOMBRE de PAUVRES secourus dans l'ancien système.	NOMBRE de PAUVRES secourus dans les work-houses.	DÉPENSES annuelles sous la nouvelle loi.	DÉPENSES sous l'ancienne législation.	ÉCONOMIE annuelle.	Proportion par 100 d'économie.
Buckingham...	5	6,935	1,385	36,669	79,758	45,089	54
Berks.....	11	8,478	4,142	65,649	128,454	64,785	51
Kent.....	21	25,815	10,104	118,292	244,726	125,454	51
Oxford.....	4	5,482	1,650	55,577	70,687	57,110	50
Bedford.....	6	6,574	2,575	43,427	85,552	41,405	49
Cambridge....	4	4,115	420	25,006	45,052	22,026	49
Dorset.....	9	5,188	1,290	27,262	55,572	26,110	48
Worcester....	2	1,821	100	7,504	15,658	6,524	46
Sussex.....	18	12,221	5,440	110,102	198,659	88,557	44 1/2
Wiltz.....	15	15,875	3,601	78,069	159,917	61,838	44
Middlesex....	1	451	50	4,920	8,568	5,648	42 1/2
Essex.....	12	11,542	3,389	94,179	162,164	67,985	42
Northampton.	10	10,225	2,181	60,839	104,927	44,098	42
Suffolk.....	22	11,995	5,718	125,256	205,571	82,555	40
Somerset.....	5	4,526	140	32,866	58,279	15,415	40
Herts.....	10	6,098	2,745	50,654	84,480	55,826	40
Hamps.....	22	15,804	4,780	95,997	151,484	57,487	38
Lincoln.....	4	2,762	1,856	25,859	56,423	12,885	35
Gloucester....	6	3,762	990	22,046	52,699	10,653	32
Norfolk.....	5	6,627	1,505	36,844	55,124	16,280	31
Leicester.....	2	2,474	230	16,756	21,676	4,940	25
Devon.....	5	5,564	625	42,852	52,980	10,148	19
TOTAL...	187	175,050	55,196	1,135,055	2,007,199	874,044	43 1/2

l'événement le plus considérable survenu en Angleterre depuis la réforme. Si la nature de ce travail nous interdit toute considération développée sur ses conséquences morales et financières, elle nous prescrit d'apprécier la portée des innovations administratives dont il a été l'occasion. Il suffira d'en indiquer les dispositions générales pour montrer que son importance n'est pas moindre sous ce rapport que sous tous les autres.

L'administration des lois concernant les pauvres était, comme on sait, jusqu'en 1834, confiée à des inspecteurs annuels, aux juges de paix et à la réunion paroissiale désignée sous le nom de *vestry*. Le premier effet de l'acte a été de substituer aux inspecteurs et aux magistrats des fonctionnaires spéciaux, salariés, choisis par tous les contribuables à la taxe des pauvres, mais révocables en cas de faute par une autorité supérieure. Au concours illusoire des *vestries* il a substitué celui d'un corps dit des gardiens (*board of guardians*), lesquels sont également choisis par l'universalité des contribuables (cl. 38-40-53-54).

A ce corps remontent les appels contre toutes les décisions rendues par les agents spéciaux; il statue sur toutes les difficultés concernant la répartition de la taxe, fait les règlements pour les maisons de travail, le tout sous l'approbation d'un bureau supérieur établi à Londres.

Ce bureau, composé de trois commissaires nommés par la couronne, est juge souverain de toutes les questions, centre de tous les renseignements; les administrations locales sont en communication incessante avec lui, comme il l'est lui-même avec le secrétaire d'état de

l'intérieur. Les commissaires royaux se choisissent neuf commissaires suppléants, des secrétaires, des clercs et autres officiers. Ils peuvent, ainsi que leurs suppléants, ouvrir des enquêtes, citer des témoins, contraints, sous peine de *misdeamanour*, de comparaître devant eux, et doivent présenter au ministère, pour être soumis au parlement, un rapport annuel sur l'application de la loi dans tout le royaume (15-52).

Dans le triple but d'égaliser les charges, de subvenir aux frais de construction des maisons de travail, de créer des administrations plus éclairées aussi bien que plus indépendantes, cet acte a fondé les *unions* de paroisses (26-37). Il a conféré au bureau central de Londres le pouvoir de réunir un certain nombre de communes pour l'entretien de leurs pauvres, la construction d'un *work-house* commun, et généralement pour tout ce qui se rapporte à l'application de la loi. Le corps électif des gardiens exerce ses attributions dans toute l'étendue de l'*union*, correspondant à peu près à notre ancienne circonscription de district ; il en devient l'autorité constituée et le centre administratif. C'est en ceci que se révèle la gravité d'une innovation qui ne va à rien moins qu'à diviser le sol du royaume selon des bases entièrement nouvelles, créant ainsi des intermédiaires tout nouveaux entre la paroisse et le comté, c'est-à-dire en dehors de l'action de l'église établie et de l'aristocratie territoriale.

Lorsque la pairie a laissé passer un tel bill, elle a sans doute ou manqué de pénétration et mal jugé l'avenir, ou cédé à l'urgence de décharger le présent d'un intolérable fardeau, même au prix de l'abandon de ses plus vieilles maximes. Des dispositions relatives au domicile et à la

manière de l'acquérir, une refonte générale des anciennes lois sur la bâtardise¹, ont fait de l'acte du 14 août 1834,

¹ Dans un moment où la condition des enfants naturels préoccupe si vivement l'opinion, tant sous le rapport des mœurs que sous celui de la charge toujours croissante que leur entretien impose aux départements, il serait d'une haute importance d'appeler, par des travaux spéciaux, l'attention publique sur le système suivi par nos voisins dans cette grave matière. Là nous voyons prévaloir des principes et des usages complètement opposés à ceux qui sont consacrés chez nous ; et sans prétendre établir en rien leur supériorité, il nous semble que ce que l'une des plus riches et des plus religieuses nations de l'Europe fait et pense en pareille question, a droit d'être apprécié d'une manière grave et sérieuse.

L'Angleterre n'ouvrant aucun asile spécial aux enfants naturels, ceux-ci restent à la charge de leurs mères, et la condition de fille-mère se trouve en ce pays établie et en quelque sorte légalisée par la loi. On ne voit pas pourtant que ce système y détermine, comme il serait naturel de le craindre, un nombre d'infanticides plus grand qu'en France, et que les mœurs publiques y soient plus corrompues par cette publicité donnée aux désordres. Cette observation conduit parfois à se demander si les facilités indirectement accordées au libertinage par des institutions assurément admirables en elles-mêmes, mais dont le vice ne manque pas d'abuser, ne provoqueront pas en France une de ces réactions, rigoureuses jusqu'à la cruauté, analogue à celle dont sont sorties, pour l'Angleterre, ses nouvelles lois des pauvres.

La loi anglaise proclame et applique chaque jour un principe que nous avons tous été enseignés à proscrire comme inique et comme inadmissible, la recherche de la paternité, avec l'obligation imposée au père déclaré tel par jugement de pourvoir aux besoins de l'être malheureux auquel il a communiqué la vie. Jusqu'à la réforme de 1834, cette maxime recevait une application abusive, et l'on peut dire absurde. D'un côté, lorsqu'une fille déclarait un père putatif, celui-ci se trouvait dans l'impossibilité de se défendre, et la déclaration de la mère valait preuve légale ; de l'autre, la pension à laquelle le père était condamné *ipso facto*, profitait plutôt à la fille qu'à l'enfant. De là ce résultat, que des fautes multipliées assuraient à la femme une existence d'autant plus douce, qu'elle était descendue plus bas dans le vice. Le *poor-law amendment act* a corrigé ces abus, tout en maintenant rigoureusement le principe de la recherche de la paternité. Aujourd'hui, celle-ci doit être prouvée devant les *quarter sessions*, à la diligence des gardiens ou inspecteurs, par le témoignage de la mère, aussi bien que par tout autre moyen, selon un mode de procédure spécialement déterminé (cl. 73-75). Lorsque cette preuve est faite, le père demeure, mais non plus par corps, condamné à soutenir son enfant jusqu'à l'âge de sept ans, la mère restant chargée de lui jusqu'à l'âge de seize, et l'enfant devant suivre, dans tous les cas, la condition et le domicile de celle-ci.

Si nous reculons pour notre propre compte devant le danger, pour la morale publique, de constituer l'état de fille-mère au sein de la société, comme il l'est en Angleterre, nous admettrions sans nulle répugnance la recherche de la paternité, dans certaines conditions et sous certaines réserves. On ne voit pas pourquoi l'un des sexes aurait le monopole du libertinage et le privilège de l'impunité ; et s'il était un moyen quelconque en dehors des prescriptions religieuses de diminuer le nombre des enfants naturels, ce serait assurément celui dont l'Angleterre n'hésite pas à faire usage.

l'un des plus efficaces et des plus complets qui soient émanés de la législature britannique. Quoique cette mesure ne doive pas être rangée au nombre des conquêtes de parti, l'entraînement de la réforme et l'ébranlement d'idées qui suit toujours une entreprise décisive, l'ont seuls rendue possible : par elle s'est introduit dans l'administration anglaise un élément que le torysme n'en arrachera plus, élément si puissant déjà, que, par sa présence même, il affaiblit tout ce qui existe et qu'il profite de tout ce qui tombe.

L'aristocratie, attaquée au sein du parlement dans ses prérogatives héréditaires, insultée par M. O'Connell lors de son imprudente croisade de 1835 à travers l'Angleterre et l'Écosse, s'est trouvée assez forte pour résister à ces bruyants assauts et provoquer une réaction au sein de l'opinion alarmée. Mais lorsqu'au lieu de combattre contre les passions, elle a dû lutter contre les intérêts, la question a changé de face ; et quand elle maintenait avec le plus d'éclat sa puissance politique, elle était ébranlée dans les fondements de cette puissance même.

Un mouvement analogue s'est opéré en ce qui concerne l'église anglicane. Assez puissante pour parer les coups directement portés à son organisation religieuse et à sa fortune territoriale, *l'établissement* est désormais trop affaibli pour résister aux énergiques réclamations des dissidents. Réduit à se défendre et n'osant plus attaquer, il ne tente aucun effort pour rompre la ligne de circonvallation dont ses ennemis l'enveloppent de plus en plus.

Le retrait des incapacités affectant les protestants séparés de la communion anglicane avait précédé d'une

année l'émancipation catholique. En plaçant les dissidents par le rapport du *corporation act*, sur le même pied que les épiscopaux, en ce qui concerne l'administration municipale, la législature leur donnait pour l'avenir un gage de la conquête du droit commun.

Comment s'expliquer, en effet, que l'éducation universitaire et les grades académiques pussent rester inaccessibles à des citoyens admis à la plénitude du pouvoir politique et local, lorsque ceux-ci représentent plus du tiers de la nation, et forment dans beaucoup de villes la majorité de la bourgeoisie? Une telle anomalie serait sans doute impossible dans les contrées de l'Europe où l'enseignement est un service public; mais il est moins facile d'y obvier en Angleterre, où les établissements scientifiques se maintiennent par des dotations primitives ou des souscriptions volontaires dans une indépendance absolue vis-à-vis de l'état. Aussi cette question, parfaitement simple pour nous, n'est-elle pas encore vidée. Cependant la convenance d'admettre les dissidents aux avantages attachés à l'instruction universitaire n'est plus niée au sein du parti conservateur, et les hommes principaux de ses deux nuances, sir Robert Peel comme lord Stanley, confessent la nécessité de supprimer dorénavant la signature du formulaire religieux. Si les résistances de la pairie ont retardé sur cette question un succès d'ailleurs assuré, les dissidents ont fait chaque année, sur l'établissement anglican, des conquêtes bien plus funestes à la prépondérance de celui-ci.

L'église a perdu l'état civil; elle a cessé de recevoir dans les circonstances principales de l'existence humaine ce solennel hommage qui en faisait, pour ses adversaires

aussi bien que pour ses sectateurs, le sacerdoce de la société et comme l'âme même de l'état.

Jusqu'en 1836, l'Angleterre n'avait pas de registre pour les naissances, mariages et décès : ceux-ci n'étaient constatés que par la mention de la cérémonie religieuse célébrée devant les ministres de l'église établie ; dès-lors les catholiques et les dissidents, c'est-à-dire près des deux tiers de la population totale du Royaume-Uni, se trouvaient sans aucun moyen d'établir légalement leur état. Un bill sanctionné par les deux chambres, non sans de vives discussions, a enlevé à l'église épiscopale ce qui pouvait être considéré comme sa plus haute prérogative.

Les mariages sont désormais valablement contractés lorsqu'ils sont célébrés par des ministres de toute religion et de toute secte. Des fonctionnaires civils sont établis pour recevoir les actes de mariage, naissance et décès, dans des formes, et sous des pénalités analogues à celles imposées par la loi française, et cette administration des pauvres, à laquelle nous avons reconnu tant d'avenir, est devenue le centre de toute l'organisation civile du royaume. Des enregistreurs locaux sont nommés par elle, un surintendant est créé dans chaque union ou district, lequel doit adresser directement ses registres au bureau central à Londres. Ainsi l'Angleterre nous dépasse déjà dans ces voies où elle a si longtemps refusé de nous suivre ; et pendant que nous plaçons l'état civil de nos communes sous la garde des greffiers de première instance, elle fait arriver jusqu'à Sommerset-House les noms et prénoms du dernier de ses sujets.

Il n'est pas besoin de faire remarquer tout ce qu'offre de grave, dans l'ordre logique, un changement qui, arrachant à une religion d'état son caractère public et le sceau même de sa suprématie, tend à en faire un culte comme tout autre dont l'exorbitante richesse contrastera de plus en plus avec le nombre chaque jour décroissant de ses sectateurs.

L'esprit politique s'est tellement superposé à l'esprit religieux dans l'église anglicane, que celle-ci ne saurait supporter sans se dissoudre une séparation dans laquelle d'autres cultes ont pu retremper une énergie plus vivace. L'établissement d'Henri VIII et d'Élisabeth ne saurait être conçu sous la forme de pure croyance. Créé pour des nécessités d'état, il ne vit que par son association avec l'ordre politique, et chaque lien qui se brise le précipite vers sa ruine. Quelle est, d'ailleurs, au point de vue moral et sous le rapport statistique, la situation actuelle de cette église ; et quelle témérité y a-t-il à prévoir pour l'Angleterre une grande révolution religieuse lorsque les symptômes en éclatent avec tant d'évidence ?

Les longs efforts du clergé épiscopal contre l'émancipation, sa lutte acharnée contre la réforme, ses prodigieux efforts pour en arrêter les conséquences et provoquer la réaction aristocratique qui l'a suivie, se comprennent assurément lorsqu'on voit le nombre de ses fidèles décroître dans une proportion véritablement effrayante pour le sort du *Church and state*.

En 1821, on établissait ainsi qu'il suit le chiffre des diverses communions chrétiennes dans le Royaume-Uni.

	ANGLETERRE.	ÉCOSSE.	IRLANDE	TOTAUX.
Anglicans. .	6,000,000 —	52,000 —	1,960,487 —	8,015,487
Catholiques.	500,000 —	40,000 —	4,838,000 —	5,378,000
Dissidents. .	5,468,000 —	2,000,000 —	43,000 —	7,503,460
TOTAUX.	11,958,000 —	2,092,000 —	6,846,000 —	20,896,000

Les données authentiques recueillies sur l'état religieux de l'Irlande en 1833, et déjà citées dans la deuxième partie de ce travail, établissent que le chiffre attribué au culte anglican dans cette île est exagéré des deux tiers, et celui des catholiques diminué d'autant. Dans le tableau suivant, emprunté à la *statistique* de M. Moreau de Jonnès, les progrès des sectes dissidentes sur l'église épiscopale sont exprimés par des chiffres irréfragables, puisqu'ils indiquent le nombre des lieux consacrés aux divers cultes dans les six comtés les plus peuplés du nord du royaume.

	ÉGLISE ANGLICANE.	DISSIDENTS.	CATHOLIQUES.	TOTAUX.
Northumberland.	97 —	117 —	19 —	235
Durham.	91 —	163 —	14 —	268
Cumberland. . .	139 —	101 —	4 —	244
Westmoreland. .	68 —	39 —	2 —	109
Yorkshire. . . .	809 —	973 —	46 —	1,782
Lancashire. . . .	287 —	423 —	81 —	791
TOTAUX. . .	1,491 —	1,816 —	166 —	3,473

Entre les sectes dissidentes, le méthodisme seul, qui, il y a moins de cinquante ans, ne comptait que cinq cent onze ministres et cent trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-quatre sectaires, a, d'après le dernier relevé, quatre mille deux cent soixante-treize ministres et un million quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf co-religionnaires.

Mais les progrès du catholicisme sont de nature à préoccuper bien plus vivement encore l'attention de l'église épiscopale.

Au commencement du règne de George III, soixante-quatre mille individus restaient seuls fidèles au culte de leurs ancêtres dans toute l'étendue de l'Angleterre et de l'Écosse. Ce même culte figure au recensement de 1821 pour un total de cinq cent mille sectateurs, et il en compte aujourd'hui plus de quinze cent mille, pour nous restreindre à un chiffre certain, et sans admettre les supputations exagérées que s'attachent à présenter les sociétés anti-catholiques, afin de rallier le protestantisme de plus en plus divisé contre lui-même. Six cents chapelles, neuf grands collèges, une centaine de pensions des deux sexes, une foule d'autres fondations de charité¹ suffiraient pour attester avec quelle indicible ardeur le catholicisme se remet à l'œuvre sur cette terre arrosée du sang de ses martyrs, et quelles espérances il entretient pour l'avenir de cette noble race qui ne se reposera pas dans le scepticisme, si sa foi vient à défaillir.

Le clergé romain d'Angleterre et d'Écosse porte, dans la grande entreprise, chaque jour plus fortement combinée sur tous les points du royaume, une persévérance et un sang-froid qui tiennent également, et à l'église dont il est membre, et à la nation à laquelle il appartient. Une confiance de plus en plus énergique dans le résultat final, se combinant avec une prudence dans les moyens, qu'on serait tenté de taxer de froideur, si l'on ne descendait au

¹ Voyez le *Laity's Directory for the church*, annuellement publié par les évêques catholiques d'Angleterre.

fond de ces âmes ardentes et concentrées ; tel est le plus saillant caractère de cette apostolique mission qui préoccupe aujourd'hui les plus hautes intelligences au sein de la Grande-Bretagne.

Par une appréciation parfaite de sa position , le clergé catholique compte moins sur ses propres efforts que sur l'immense dissolution qui s'opère autour de lui. Ferme dans sa foi autant qu'impassible dans son attitude en face des nombreuses sociétés qui s'organisent de toutes parts pour s'opposer à ses progrès, il laisse passer sans s'émouvoir les déclamations furieuses d'*Exeter-Hall*, répétées dans une enceinte plus élevée¹ ; il voit tomber chaque jour autour de lui le fanatisme et la haine ; et s'il n'entame guère la population agricole des comtés, qui se maintient presque tout entière dans le giron de l'église établie, le peuple et la bourgeoisie des villes lui deviennent de plus en plus favorables. Des hourras frénétiques ont accueilli dans la cité puritaine de Jean Knox la profession de foi d'O'Connell, ce révolutionnaire à sa façon, qui fait des retraites à la Trappe et communie tous les dimanches, enveloppé de son manteau.

Comment s'étonner de ce retour au sein d'une nation profondément religieuse , sur les lèvres de laquelle l'esprit de secte brise chaque jour le vase où elle se désaltère ? Et puis, comprenez-le, ces prêtres-là n'ont ni femmes ni enfants dont le souvenir les détourne d'un lit de mort ; la pauvreté ne les effraie pas , car ils n'ont pas les soucis de la famille, les seuls par lesquels la pauvreté soit

¹ Motion du duc de Newcastle à la chambre des pairs, 30 mars 1836, à l'effet d'obtenir des renseignements précis sur les progrès alarmants du catholicisme, tant sous le rapport du nombre de néophytes que sous celui des chapelles bâties ou en construction, collèges, monastères, etc.

terrible. On ne les voit pas emporter la gerbe du laboureur, exiger pour l'entretien de leurs temples le denier de l'artisan qui refuse de s'agenouiller à leurs autels. Heureusement dégagés en Angleterre de la dangereuse position que de funestes circonstances leur font en Irlande, les prêtres catholiques ne passent pas leur vie, comme les curés anglicans, à recueillir des signatures et à présider des *meetings* contre toutes les réformes, à maudire toutes les conquêtes de la liberté, à mettre sous l'immédiate protection du ciel un revenu de cent vingt millions de francs. Ministres d'une foi qui se préoccupe peu des révolutions de l'avenir, parce qu'elle a survécu à celles du passé, ils ne confondent pas dans un même symbole la constitution et l'église; et, au lieu de se montrer les créatures dévouées de l'aristocratie, ils se disent, à l'exemple de leur chef suprême, les serviteurs des serviteurs de Dieu.

Au sein même de l'église établie se développent en ce moment des tendances d'une incalculable portée, et un mouvement provoqué par le besoin de renforcer la hiérarchie ecclésiastique semble devoir rendre sa dissolution plus prochaine.

Rongée par le latitudinarisme, envahie durant le cours du XVIII^e siècle par les doctrines sociniennes, et menacée de n'être bientôt plus qu'un corps de docteurs enseignant une morale sans aucune sanction dogmatique, l'église épiscopale essaie une réaction contre le principe du libre examen, et tente un hardi retour au protestantisme du temps de Charles II, cet âge d'or de la haute église.

Oxford a entrepris ce rajeunissement des croyances religieuses et politiques dont elle fut le centre; et dans une

récente controverse avec le docteur Hampden, dans les livres du docteur Pusey surtout, on a vu refléurir des maximes qui ont eu pour les anglicans du xix^e siècle tout le piquant de la nouveauté. Lisez les *Tracts for the Times*, et, à votre grand étonnement, vous trouverez la doctrine du jugement particulier énergiquement désavouée, l'infailibilité de la tradition attribuée à l'épiscopat de Cranmer aussi bien qu'à la chaire de Saint-Pierre, la présence réelle dans le sacrement de la Cène formulée en des termes que ne désavouerait pas Bossuet; vous verrez, en un mot, toutes les pratiques catholiques conseillées ou justifiées, depuis l'invocation des saints jusqu'à la commémoration des morts. Enfin cet archaïsme de l'anglicanisme primitif est arrivé à ce point qu'au sein de la première université d'Angleterre, le docteur chargé de célébrer, selon une séculaire coutume, l'anniversaire de la révolution de 1688, n'a pas craint d'attaquer en face la gloire de Guillaume d'Orange, et de réhabiliter les doctrines du droit divin, en des termes qu'auraient applaudis les Stuarts¹: réaction inattendue qui, dans les défaillances de l'église épiscopale, a tous les caractères d'un quitte ou double; audacieuse entreprise qui expose en ce moment l'université d'Oxford à de violentes attaques, parties du sein de l'anglicanisme lui-même.

Ne blâmons pas légèrement ces tentatives à l'aide desquelles de nobles esprits essaient de reconstituer par l'étude ce monde de la foi qui leur échappe; sachons comprendre et ces illusions de l'intelligence et ces profondes

¹ *Patience and confidence the strength of the church.* A sermon preached at the 5th of november, before the university of Oxford. By the reverend E.-B. Pusey, D. D. regius prof. of hebrew, Oxford, 1837.

souffrances de l'âme que la science ne suffit pas à guérir. L'Angleterre est en ce moment remuée par un souffle religieux ; il en ébranle et soulève le sol , malgré l'industrie qui bruit à sa surface ; et si , dans nos espérances de croyant , et selon nos impressions de voyageur , nous nous trompons en saluant le retour des trois royaumes à l'unité catholique , nul ne saurait contester au moins que le résultat d'une crise aussi grave ne doive exercer une immense influence sur les destinées politiques de la Grande-Bretagne.

Ainsi , pour peu qu'on analyse le grand corps du *Church and state* , on y découvre de toutes parts des germes de dissolution. Que le parti conservateur renverse les whigs et s'installe à leur place , qu'à force de concessions il se maintienne quelques années au timon des affaires publiques , là s'arrête son avenir , et tout autre lui échappe. Il n'est pas une maxime antique qui ne soit primée par une idée nouvelle , et si ces idées ne prévalent pas encore , au moins ont-elles conquis des positions où elles sont déjà inexpugnables.

Que le parti radical s'irrite de la lenteur d'un mouvement qu'il avait attendu plus rapide , c'est là son rôle et sa mission ; mais nous qui venons d'observer l'Angleterre nouvelle après l'avoir étudiée telle que les siècles l'avaient faite , nous ne saurions méconnaître que ce pays ne soit irrévocablement engagé dans l'évolution sociale parcourue par la France. En matière politique , la barrière de la prescription est brisée , et le droit électoral , assis naguère sur une base historique et immuable , repose aujourd'hui sur une base rationaliste et mobile ; en fait d'administration , le patronage local s'abaisse devant

le principe électif se combinant avec le principe centralisateur ; enfin l'église établie, contrainte de supporter la concession du droit commun étendu à toutes les croyances , tend à devenir une minorité en Angleterre même , comme elle l'est depuis long-temps dans l'empire britannique , et sa ruine n'est pas moins avancée par les efforts de ses adhérents que par les attaques de ses ennemis.

L'esprit public est remué aussi profondément que les institutions elles-mêmes. En face de la force hiérarchique qui domine encore le parlement et le corps électoral, s'élève chaque jour plus compacte une opinion libérale ou bourgeoise, pour employer une expression qui a cours aussi de l'autre côté de la Manche. Cette opinion s'efforce de se dégager des passions démagogiques et des précipitations de l'inexpérience ; elle devient plus réservée à mesure qu'elle se sent plus puissante et moins éloignée du pouvoir.

Le parti conservateur est fort sans doute par les intérêts nombreux qui lui rattachent l'église, le barreau, la magistrature, les classes agricoles, aussi bien que par l'habileté pratique de ses chefs ; et ses théories sociales peuvent se défendre par des raisons sinon solides, du moins ingénieuses. Ainsi le font en Angleterre des publicistes éminents, ainsi l'a tenté en France, à un point de vue bien plus philosophique, le comte de Maistre, qui est un tory catholique, c'est-à-dire un tory conséquent ; car quoique le catholicisme puisse très bien ne pas aboutir au torysme en politique, le torysme devrait logiquement conduire au catholicisme en religion. Mais il est bien évident que nul n'est tory s'il n'a ses raisons pour cela, à savoir, s'il n'a intérêt personnel à maintenir les gros

bénéfices, le droit d'aînesse, les lois céréales, la confusion des juridictions, etc.

Aussi, dans les rangs de l'aristocratie elle-même les cadets sans existence, dans les professions libérales les hommes de lettres et les artistes, dans les ordres sacrés tous les ministres dissidents, dans la masse de la nation les classes moyennes tout entières, à l'exception de la partie qui recherche et espère l'adoption aristocratique, la plupart des artisans de leur propre fortune enfin appartiennent à cette opinion libérale, la plus nombreuse fraction de la chambre des communes après le parti tory; opinion qui, sous la dénomination de radicalisme modéré, s'efforce de se tracer une voie distincte entre le parti révolutionnaire et le parti whig, repoussant les violences de l'un et restant étrangère aux scrupules de l'autre, sans renoncer pourtant à s'appuyer sur celui-ci dans les chambres, et sur celui-là dans la nation.

La situation d'un tel parti est délicate assurément, pressé qu'il est entre une force parlementaire disciplinée de vieille date, et une force brutale qui le compromet plus souvent qu'elle ne le sert. Aussi le voit-on, malgré les cent cinquante voix dont il dispose, incertain dans ses plans, timide dans ses allures, quelquefois compromis par les déclamations de la place publique, le plus souvent contraint de s'effacer derrière l'aristocratie whig, et plus habile à ajourner les difficultés qu'à les résoudre.

Cependant, lorsqu'on veut étudier ce parti en lui-même sans s'arrêter aux embarras de sa position équivoque, il devient possible d'indiquer assez clairement, sinon son but définitif, du moins son symbole actuel. Pendant que les plus violents radicaux ont, depuis la réforme, suc-

combé aux élections , la phalange des radicaux modérés s'est notablement agrandie , et son drapeau a été rallié par plusieurs adhérents du ministère whig.

« Cette opinion , dit son principal organe périodique , compose la grande majorité du parti réformiste dans la haute et la moyenne classe. Elle est spécialement formée d'hommes qui arrivent à la vie politique , ou dont les opinions ont marché avec les événements. N'approuvant pas les attaques contre le cabinet , ils désirent sincèrement pouvoir appuyer les ministres. Ils veulent très formellement un roi , une chambre des pairs et une chambre des communes. Il ne leur est pas généralement démontré qu'un changement organique soit rigoureusement nécessaire dans la constitution de la pairie. Ils sont opposés au suffrage universel. Un certain nombre d'entre eux veulent le maintien de l'établissement ecclésiastique , non pas tel que les tories l'ont fait , mais cependant beaucoup moins radicalement modifié dans sa constitution que nous l'estimerions nécessaire dans le double intérêt de la religion et de l'état.

« Mais ces hommes , tout opposés qu'ils soient aux opinions extrêmes , sont unanimes pour réclamer le vote secret , la seule mesure qui puisse assurer le maintien au pouvoir , du cabinet whig lui-même , la conquête la plus morale et la plus urgente à tenter..... Ces mêmes hommes sont favorables à des mesures qui abrégeraient la durée des parlements et réduiraient les dépenses des élections ; ils demandent l'abolition du paiement préalable des taxes ' , la réunion en districts des petites circons-

' *The rate paying clauses.* Ceci s'applique à l'obligation aujourd'hui imposée au censitaire d'acquitter sa taxe avant d'user de son droit, difficulté qui, selon

criptions électorales ; ils sont pour le changement des lois céréales. Dévoués, comme plusieurs le sont, au principe de l'établissement religieux en Angleterre, ils ne reconnaissent aucune des conditions qui légitiment une institution semblable dans la monstrueuse anomalie désignée sous le nom d'église d'Irlande, église imposée à un peuple conquis par une poignée d'étrangers qui ont confisqué leurs terres, et les ont poursuivis pendant des siècles comme des bêtes fauves. Telles sont, nous l'affirmons, les doctrines dominantes chez les nouveaux membres libéraux, telle est la *moyenne* de l'opinion réformiste ¹. »

Sans partager avec l'écrivain distingué auquel nous empruntons ces paroles des espérances que les événements permettent en ce moment de taxer d'illusions, nous croyons cette appréciation aussi exacte que les conseils qui l'accompagnent sont judicieux. Les questions indiquées comme points de ralliement de l'opinion libérale sont, en effet, les premières, pour ne pas dire les seules, à vider.

L'issue n'en sera pas douteuse, si, au lieu de la demander à une seule session, on se résigne à l'attendre d'une période peut-être décennale. Le temps est le plus puissant des réformateurs, et c'est surtout en Angleterre qu'il devient un allié indispensable. Qui-conque prétend agir sans s'en assurer le bénéfice, recule au lieu d'avancer. L'Angleterre est quelquefois violente, mais elle n'est jamais pressée ; et si, dans ses jours de fièvre, elle ne recule pas devant la perspective d'une révolution, dans ses jours de calme elle n'aborde guère plus

l'opposition, aurait considérablement réduit le corps électoral comparative-ment à ce qu'il devait être d'après le *reform-bill*.

¹ *The London and Westminster Review*, parties and ministry. Octob. 1837.

d'une question à la fois. On dirait qu'elle se complait dans la lutte méthodique autant que dans le triomphe lui-même. Telle est la disposition naturelle de son génie, que quiconque apporte une idée nouvelle est comme obligé de se la faire pardonner, et que les mesures aventureuses sont presque toujours repoussées par l'opinion. C'est pour cela que la portion modérée du parti radical ne se séparera pas avec éclat du cabinet whig pour frayer aux tories les voies du pouvoir. En France, un tel résultat sortirait inmanquablement de l'état actuel des choses. Les radicaux puissants dans la chambre, et paralysés dans toutes leurs réclamations par un ministère auquel leur concours est indispensable, n'hésiteraient pas à le lui retirer, dans l'espérance de provoquer, par le seul fait de l'entrée des tories aux affaires, une réaction éclatante au sein de l'opinion publique.

Dans la Grande-Bretagne, des conseils analogues ne manquent pas non plus aux réformistes ; mais ceux-ci préfèrent la certitude d'obtenir quelque chose des whigs qu'ils maintiennent aux affaires, à la chance d'obtenir beaucoup en exploitant le nom des tories et les irritations que ce nom pourrait exciter. Ils comprennent qu'après tout, si les whigs agissent mollement en leur faveur, ils n'agissent jamais contre eux ; qu'une administration faible ne peut leur rien refuser en fait de faveurs personnelles, et qu'à ce titre elle est plus propre que toute autre à dissoudre graduellement le faisceau formidable des influences aristocratiques. Les tories perdent de jour en jour les positions dont ils avaient depuis cinquante ans le monopole. La mort ou la disgrâce atteignent leurs créatures dans les cours de justice comme dans les rangs

les plus obscurs de *l'excise*, et ce que M. O'Connell conquiert pour l'Irlande, les réformistes l'obtiennent avec moins d'éclat pour l'Angleterre.

Ils continueront, on peut le croire; de suivre cette marche indiquée par la prudence, et défendront, en lui imposant des concessions, un ministère qu'ils sont dans l'évidente impossibilité de remplacer. Il est difficile pourtant de prévoir ce que le cours des événements et des passions peut amener dans une situation aussi flottante. Aujourd'hui que le cabinet whig a usé la force puisée par lui dans l'avènement d'une jeune princesse, en face de la pairie et de l'opposition des communes, enivrées de leurs succès et tout entières à leurs espérances, avec les embarras permanents de la situation intérieure, compliqués de ceux qu'on s'est préparés au Canada, comment n'y aurait-il pas des chances ouvertes à toutes les ambitions, des paris à tenir pour les combinaisons les plus inattendues?

Une autre observation se présente ici. Quoique la politique anglaise repose sur un fonds de traditions invariables, la Grande-Bretagne est peut-être, entre tous les états européens, celui où l'imprévu peut changer le plus brusquement le cours naturel des choses. La condition des masses y est tellement précaire, leurs moyens de sustentation sont soumis à des éventualités tellement incertaines, qu'elles peuvent venir poser soudain un poids terrible dans la balance. Qu'une crise commerciale atteigne le crédit public à ses sources, que l'insurrection renaisse au Canada, et que ces difficultés déjà si graves se compliquent d'une lutte avec les États-Unis; que l'Angleterre ait à faire face aux sacrifices imposés par une guerre ma-

ritime et aux dangers qu'entraînerait pour les populations manufacturières la cessation des commandes américaines, et de ce jour aucune garantie ne pourrait rassurer sur le sort de ce pays.

Il ne faut pas sans doute attacher une valeur exagérée à ces manifestations populaires que le dernier déclamateur est habile à provoquer. La table d'où pérorait Camille Desmoulin, dans les groupes du Palais-Royal, était une tribune plus redoutable que les *hustings* sur lesquels montent les apôtres du suffrage universel dans des *meetings* de cent mille hommes. A la voix de Desmoulin, le peuple se ruait sur la Bastille, et le résultat ordinaire du *speech* le plus véhément est une collecte de signatures. Comment ne pas voir cependant que cet élément populaire exerce déjà sur les destinées de la Grande-Bretagne une influence bien plus décisive que ses hommes politiques ne consentent habituellement à l'avouer? L'émancipation religieuse fut arrachée par l'insurrection de l'Irlande, la réforme politique a été concédée à l'insurrection imminente de l'Angleterre, exemples récents qui ne seront perdus pour personne. Ce ressort dangereux n'est point brisé; les événements peuvent assurément le retendre. N'est-il pas vingt sujets qui touchent bien plus directement que ceux-là des masses livrées aux excitations de la misère, et dont la grossièreté sauvage est à la fois une honte et une épreuve pour la civilisation britannique?

C'est en ceci surtout que les questions irlandaises sont d'une incalculable portée, et qu'elles enchainent l'Angleterre au sort d'une contrée qui lui rend en embarras et en périls le prix de ses longues calamités. L'Irlande, souvent comparée à la tunique fatale, enlace sa superbe do-

minatrice ; avec ses haillons qu'elle agite, elle ferme peut-être pour toujours, l'accès du pouvoir au parti qu'une réaction parlementaire semblait convier à y entrer. Une étude spéciale des nombreuses questions qui se rapportent à ce pays peut seule mettre en mesure de présenter, sur les éventualités de la politique anglaise, des conjectures fondées et des résultats quelque peu concluants.

Nos lecteurs seront alors en mesure de tirer quelques conclusions précises des faits nombreux qui viennent de repasser trop rapidement sous leurs yeux ; alors il restera démontré pour eux, comme il l'est déjà pour nous-même, que des destinées analogues aux nôtres attendent aussi l'Angleterre, qu'elle connaîtra à son tour cette égalité chaque jour plus grande dans la dispensation du bien-être social ; bienfait immense sans doute, mais auquel la Providence semble imposer pour contre-poids des ambitions sans grandeur, des désirs sans frein, une mobilité sans limite et sans règle.

Cet avenir peut sortir de catastrophes inattendues, et s'acheter au prix sanglant dont nous l'avons payé ; il peut, comme un fruit mûr, tomber de l'arbre des siècles, après des luttes régulières qui resteraient, pour les générations futures, comme le plus éclatant exemple de ce que peuvent sur un grand peuple l'autorité des mœurs et le saint prestige de la loi.

Que la Grande-Bretagne répudie envers l'Irlande les restes du droit païen de la conquête, qu'elle ne conçoive plus ses lois économiques et financières dans un intérêt exclusif ; qu'elle fasse cesser le contraste de tant de souffrances avec tant de superflu, et les applaudissements du monde ne manqueront pas à quiconque avancera cette

œuvre. Mais ce spectacle serait bien plus grand encore, si, en entrant dans sa nouvelle carrière, l'Angleterre savait conserver cette forte politique qui contient toutes les factions par le patriotisme, toutes les ambitions individuelles par le respect de soi-même; merveilleux mécanisme, qui donne à chaque parti une discipline et un chef, impose à chaque homme public l'obligation de représenter une idée, et ne fait du talent une puissance que lorsqu'il exprime un intérêt!

La tâche du publiciste ne consiste pas à mettre en lumière un seul côté des choses humaines pour rejeter tous les autres dans l'ombre; son admiration pour de belles combinaisons politiques ne lui interdit pas de montrer ce qui se cache de douleurs individuelles sous l'appareil des institutions les plus majestueusement ordonnées. Il a le droit de faire ressortir la grandeur des gouvernements aristocratiques, en même temps que celui de prouver à quel prix les peuples achètent d'ordinaire l'éclat des destinées que ces gouvernements leur préparent.

Par la même raison, il devrait aussi, ce semble, conserver la faculté de constater tout ce que le gouvernement des classes moyennes garantit de bonheur domestique aux nations, sans être contraint de dissimuler ce qui peut manquer encore à ces classes elles-mêmes pour se trouver à la hauteur de leurs nouvelles destinées. Il devrait lui être permis de dire qu'en fait de traditions gouvernementales et diplomatiques, la garde nationale n'est pas le sénat romain, ni même le patriciat d'Angleterre.

C'est pourtant ce droit de dire à tous la vérité toute entière, droit sans lequel la mission de l'historien con-

temporain serait celle d'un sycophante, que certains critiques prétendent refuser à l'auteur de ce travail. L'écrivain qui a le plus minutieusement recherché dans toute l'Europe les germes du pouvoir de la bourgeoisie, qui a mis le plus de soin à démontrer par l'histoire la légitimité de ce pouvoir lui-même, à signaler dans l'avenir ses conditions et ses formes, celui qui pouvait craindre de se voir imputer à cet égard des préoccupations trop exclusives, s'est entendu accuser d'*attaquer les classes moyennes* !

Il ne faut pas que faute de se défendre, ou faute au moins de protester, une si ridicule imputation s'établisse à l'état de lieu-commun chez quelques organes de la presse, lorsqu'ils nous font l'honneur, très peu convoité, de s'occuper de nous. Livré à des études qui réclament un grand dégagement d'esprit au sein de toutes les choses présentes, nous avons le droit de demander un examen sérieux pour des pensées sérieuses. Nous continuerons à les énoncer sans nul détour et sous toutes leurs faces, car il ne peut nous convenir de nous faire le flatteur de qui que ce soit. Après nous être attaché dans un ouvrage antérieur¹ à établir pourquoi l'avenir du monde échappe à l'aristocratie, nous persisterons à rechercher sous quelles conditions les classes moyennes peuvent conquérir ce vacant héritage, et, chose plus difficile, le conserver.

¹ *Des intérêts nouveaux en Europe*, etc., 2 vol. in-8; Bonnaire, 1838.

V

De la domination de l'Angleterre sur l'Irlande.

Tandis que par toute l'Europe le droit est sorti des violences de la conquête, et que les éléments les plus hostiles ont enfanté par leur fusion des nationalités fortes et compactes, une union s'est formée qui, après sept siècles de durée, ne semble guère plus étroite qu'au premier jour. Il est une contrée où la civilisation des temps modernes dépassa les rigueurs qu'infligèrent aux nations les barbares vomis sur le monde romain, où les vaincus perdirent avec l'indépendance les droits même que la nature départit à tous les êtres. Déclaré incapable de posséder comme de transmettre, ne pouvant se relever par son travail de l'exhérédation qui pesait sur lui, l'homme n'y tint plus à la vie que par l'espoir de la vengeance. Destitué de tous les droits de la famille, placé en dehors de la société civile, il devint de plus en plus étranger à

ses transactions, et finit par repousser comme odieuses toutes les obligations qu'elle impose. Redescendu jusqu'à la barbarie, sa haine y puisa des ressources aussi terribles qu'inattendues : alors les vainqueurs s'arrêtèrent à leur tour et commencèrent à pénétrer le danger de leur œuvre.

Ils comprirent qu'il n'y avait pas de milieu entre une extermination physiquement impossible et un système au moins partiel de redressement. Dans ces demeures dont les possesseurs venaient de succomber sous la forfaiture, on ne pouvait reposer la nuit sans entendre siffler des balles ou voir se dresser dans l'ombre un furtif incendie. Ce sol dont on s'était emparé restait sans culture aux mains de ses nouveaux maîtres, malgré l'éclat de sa verdure et la fraîcheur de ses eaux. Comment n'en eût-il pas été ainsi !

La population indigène, privée de toute propriété, et sans garantie pour celle qu'elle acquerrait au prix de ses sueurs, était devenue incapable de contracter une obligation légale en même temps qu'elle restait sans motif d'excitation pour elle-même. La verge du despotisme avait touché l'Irlande et y avait tout desséché jusqu'à la racine. Aussi l'égoïsme ramena-t-il, sinon vers la justice, du moins vers une politique moins meurtrière. On rendit quelques droits de propriété à ces ilotes, afin d'être en mesure de traiter avec eux, à peu près comme le planteur des Antilles soigne la santé de ses esclaves pour profiter de leur travail.

On espérait d'abord limiter des concessions mesurées sur son propre intérêt ; mais les gouvernements ne s'arrêtent pas plus dans la voie des réparations que dans celle de l'iniquité. Un premier redressement en

appelle nécessairement un autre, car chaque conquête accomplie donne plus d'autorité aux réclamations, plus de force pour les faire valoir.

Aussi vit-on s'engager dès cette époque, entre les vainqueurs et les vaincus, une lutte dont le dernier terme devait être l'égalité parfaite des uns avec les autres. Pour la soutenir, l'Angleterre s'appuya sur sa puissance et sa richesse, l'Irlande sur sa misère et son désespoir : l'une entendant maintenir son système d'oppression avec d'autant plus de rigueur qu'elle était contrainte, par les nécessités même de sa politique, de faire dans l'ordre civil des concessions plus nombreuses ; l'autre faisant de sa turbulence le dernier rempart de sa nationalité, acquérant la conviction que le secret de sa délivrance était dans celui de sa force.

Cette lutte a rempli la seconde moitié du dernier siècle et tout le commencement de celui-ci. L'Irlande a poursuivi la conquête de sa liberté tantôt par la force, tantôt par les voies légales, mais toujours en se montrant menaçante. Soit qu'elle ait dû à l'insurrection d'Amérique le rapport des lois pénales, à la révolution française ses premiers droits politiques, à une association puissante et aux complications de l'Europe sa récente émancipation religieuse, elle peut dire qu'elle a tout conquis en inspirant la crainte, et qu'elle n'a rien obtenu de la justice de sa cause.

Une telle conviction laisserait au sein de tous les peuples les germes d'une irritation peut-être éternelle. Qu'est-ce donc lorsque la contrée la plus malheureuse de l'Europe, arrivée au but de ses longs efforts, au terme suprême de ses espérances, commence à entrevoir que le poids de ses

longues douleurs doit continuer de l'accabler? Qu'est-ce lorsqu'il reste démontré que ses maux ont des racines plus profondes que la haine même de ses ennemis?

Telle est l'impression qu'on reçoit tout d'abord en regardant de près aux affaires d'Irlande. Un examen un peu sérieux rend difficile d'espérer que la solution des questions parlementaires aujourd'hui débattues, en admettant même la conclusion la plus favorable, puisse assurer à ce pays une tranquillité dont il a perdu l'habitude et jusqu'au souvenir. La loi ne réformera point, par sa seule autorité, des mœurs héréditaires; elle ne changera pas, de bien long-temps du moins, les usages invétérés qui arrêtent l'essor de toute culture et atteignent la prospérité publique à sa source. Il y a en Irlande des causes de souffrance désormais indépendantes des griefs politiques, quoique dans l'origine ceux-ci aient pu les provoquer; il en est d'autres qui tiennent à son génie autant qu'à sa fortune, à sa nature autant qu'à son histoire: ces causes s'enlacent aux racines même de sa nationalité.

L'Irlande est appelée à exercer sur l'esprit public, au sein de la Grande-Bretagne, une influence dont les résultats sont encore incalculables. Au ressort de l'agitation qu'elle ne brisera qu'après s'être mise sur le pied d'une pleine égalité avec sa dominatrice et s'être assuré une représentation proportionnée à son importance, elle substituera celui du mouvement démocratique dont ses députés deviendront les organes au sein du parlement anglais. L'Irlande entamera l'unité de l'Angleterre aristocratique et protestante, par la violence de ses passions politiques, destinées à survivre à la lutte nationale, et par le prosé-

lytisme inhérent à sa foi religieuse ; elle sera pour l'édifice du *Church and State* comme un dissolvant irrésistible et une antithèse vivante.

Jusqu'ici ce pays a toujours montré l'insurrection en perspective ; admis bientôt à la plénitude des droits politiques, il s'appuiera sur une force plus redoutable, sur la puissance d'une idée. Par l'Irlande et par l'union législative, on peut l'affirmer déjà sans témérité, périra la constitution britannique, qui traverserait de longs siècles encore si des mains anglaises devaient seules l'attaquer. Sous les coups de cette contrée si long-temps esclave succombera l'aristocratie anglicane avec les institutions politiques et religieuses qui la protègent : pressentiment qui, depuis long-temps, n'échappe ni à l'une ni à l'autre ; destinée singulière qui explique la haine de celle-ci, et que celle-là pourra présenter aux nations comme un éclatant exemple de la justice divine.

Quel événement a donc élevé entre deux peuples que tous leurs intérêts matériels rapprochent, cette infranchissable barrière ? Comment ces deux sources n'ont-elles pas depuis long-temps confondu leurs eaux dans un même océan, et d'où vient qu'on peut, dès à présent, signaler entre ces deux éléments une guerre dont la conséquence suprême sera la chute du plus durable édifice élevé par la main des hommes ?

Ce n'est pas du fait de la conquête normande que l'Irlande souffre et gémit au temps actuel ; ce n'est pas l'expédition de Henri II et la bulle d'Adrien IV qui ont, depuis deux siècles, placé ce pays dans une attitude presque constante d'insurrection. La perte d'une nationalité primitive est chose douloureuse sans doute, et les peu-

ples reportent long-temps leur pensée vers ce souvenir, comme les hommes vers leur jeunesse; mais les écrivains les plus chaleureusement dévoués au culte des causes vaincues confessent, sans hésiter, que la suite des âges cicatrise de telles blessures. Le nier serait prétendre que les bourgeois de Londres maudissent à l'heure qu'il est la mémoire des compagnons de Guillaume-le-Bâtard, bien qu'ils ne manquent jamais de dire avec plus d'orgueil que de vérité : nos ancêtres les Normands; ce serait admettre que les Gaulois gardent encore rancune aux Francs, les Espagnols aux Goths, les Italiens aux Lombards.

La chrétienté s'est constituée par la conquête, et les peuples auxquels manquèrent ses épreuves, ont marché, d'un pas moins ferme, dans cette grande route de la civilisation européenne dont l'invasion fut le point de départ, et dont les révolutions politiques sont les étapes. Quelles qu'aient été les souffrances du peuple anglo-saxon, l'Angleterre doit, personne ne l'ignore, ses glorieuses destinées à cet esprit normand qui l'a si fortement organisée à l'intérieur, en même temps qu'il lui imprimait au dehors une impulsion énergique. Si l'expédition de Henri II a eu pour l'Irlande des résultats très différents, c'est qu'elle s'est produite dans des conditions aussi très différentes; et l'on doit bien moins plaindre les Irlandais d'avoir été soumis par un peuple supérieur en puissance et prédestiné à de grandes choses, que de ne pas s'être trouvé en mesure de recueillir les fruits produits ailleurs par de tels événements.

La conquête d'Érin par les princes de la maison de Plantagenet était la conséquence forcée de l'établissement de la monarchie normande dans l'île voisine. Comme

la plupart des grands événements historiques, elle est sortie des faits eux-mêmes, bien plus que des combinaisons d'une politique habile.

Avant que le fils de Mathilde se décidât à joindre à ses nombreux domaines d'Angleterre et de Normandie, d'Anjou, de Poitou et de Guienne, la pauvre seigneurie d'Irlande, l'occupation du littoral de ce pays par des aventuriers anglais était irrévocablement consommée. Les Strongbow, les Fitz-Stephen, les Fitz-Gerald, et leurs compagnons bardés de fer, avaient déjà pris pied dans cette île, et dès long-temps la barbarie et l'imprévoyance des chefs indigènes, en lutte éternelle les uns contre les autres, avaient porté un coup mortel à la cause de l'indépendance. Pressée entre les Norvégiens, depuis plus d'un siècle maîtres de ses ports, et les chevaliers entreprenants qui, chaque jour, appelaient à leur aide de nouveaux auxiliaires, l'Irlande devait entrer par une voie ou par une autre dans le mouvement européen à part duquel elle avait vécu jusqu'alors. En allant recevoir à Dublin l'hommage de ses vassaux anglais que leurs succès militaires ou leurs alliances rendaient déjà possesseurs de vastes domaines en Irlande, Henri II ne fit que régulariser un fait, à bien dire consommé; il rattacha au trône du suzerain les anneaux brisés de la grande chaîne féodale.

La cour de Rome suivit les inspirations d'une politique analogue en sanctionnant l'invasion normande. Peut-être l'intérêt pieux qui s'attache aux nationalités éteintes a-t-il, sous ce rapport, égaré l'opinion, et altéré en quelque chose le caractère de cette période historique.

On a reproché avec amertume au pape Adrien d'avoir donné les mains à la sujétion de la nation irlandaise, qui

jusqu'alors s'était tenue isolée de Rome comme du reste du monde, mettant son indépendance sous la garde de sa barbarie. Mais d'où serait donc sortie cette magnifique unité que l'Europe dut au saint-siège, si celui-ci ne s'était fait le centre des intérêts comme des idées, et s'il n'avait osé préférer parfois aux individualités faibles et sans ressort, les races dépositaires des germes de puissance et d'avenir? Rome a toujours cherché à s'appuyer sur la force, nous l'accordons sans peine au grand écrivain qui a dressé contre sa politique l'acte le plus spécieux d'accusation¹; mais un tel système ne s'explique-t-il pas par la seule raison que l'unité était le but de tous ses efforts et sa préoccupation la plus constante? Comment Grégoire VII eût-il réalisé son œuvre immense, la restauration de la société spirituelle au sein de l'Europe dominée par la force militaire, si ce pontife et ses successeurs à la tiare n'avaient rallié à la tige de la chrétienté toutes ces individualités indépendantes, toutes ces églises éparses, branches sans sève plus d'à moitié fanées, lorsque Hildebrand fonda le système européen sur le hardi développement de l'idée catholique?

Quelque poétiques tableaux qu'on se plaise à tracer de la position antérieure de l'Irlande, dont les monastères, en effet, servirent un moment de refuge à la science religieuse pendant la crise continentale des v^e et vi^e siècles, il est incontestable que vers le temps où la flotte anglaise débarqua sur ses rivages, protégée par une bulle pontificale, le clergé irlandais touchait à un degré d'ignorance voisin de la barbarie. Les plaintes éloquentes de saint

¹ M. Augustin Thierry.

Bernard et une multitude de faits constatés par tous les documents contemporains attestent qu'une réforme, opérée dans le but de rattacher l'Irlande au saint-siège, pouvait seule y maintenir cette discipline ecclésiastique par laquelle le catholicisme a vécu jusqu'à nos jours. Que Rome ait cédé à cette pensée, qu'elle ait fait acte de déférence envers un pouvoir qu'il était nécessaire de ménager, que ces vues diverses se soient plus ou moins combinées pour déterminer sa conduite, c'est là un problème que le publiciste n'a pas intérêt à résoudre ; mais ce qui doit rester bien établi pour arriver à une appréciation exacte des événements, en remontant jusqu'à leur principe, c'est l'entraînement qui poussait la Grande-Bretagne sur l'Irlande, et l'impossibilité pour un peuple à peu près sauvage de garder long-temps son indépendance entre les *ostmen* de la Mer du Nord et les fiers barons d'Angleterre.

Pourquoi le fait de la conquête qui, au bout de quelques siècles, amena la fusion des Saxons et des Normands, n'a-t-il produit en Irlande qu'une oppression continuée jusqu'à nos jours ? D'où vient que tant de douleurs sont demeurées stériles, et que les fils n'ont pas recueilli le prix du sang de leurs pères ?

Lorsque la bataille de Hastings eut livré aux Normands le royaume anglo-saxon, ce pays possédait une unité d'organisation dont l'Irlande était entièrement dépourvue au temps de l'invasion de Henri II. Si cette unité contribuait à rendre plus prompte la soumission de l'Angleterre après la défaite du roi Harold, inconvénient inhérent à tous les pouvoirs centralisés, elle dut aussi donner aux vaincus bien plus de moyens pour agir à la longue sur



les conquérants, en exerçant sur ceux-ci une influence égale à celle qu'ils subissaient eux-mêmes.

Quels qu'eussent été les terribles effets de la conquête, il y eut dès ce moment, en Angleterre, action et réaction réciproque. Les deux intérêts partout en présence se combinèrent étroitement, et un esprit nouveau, qui ne fut ni le pacifique esprit saxon, ni le belliqueux esprit normand, mais un composé de l'un et de l'autre, sortit bientôt de ces épreuves sanglantes, et vint prendre en Europe la place éminente qu'il y occupe encore. De plus, l'Angleterre, résidence des rois et des plus puissants seigneurs, absorba bientôt le duché de Normandie, comme le principal absorbe l'accessoire; la terre conquise devint métropole de la terre conquérante; et ceci ne contribua pas peu à effacer les traces de la violence, en constituant enfin dans ses conditions normales la puissante nationalité britannique.

Pour apprécier le caractère de la conquête de Henri II, continuée par ses successeurs jusqu'à Élisabeth et Cromwell, il faut prendre, à bien dire, le contre-pied de tout cela. Pendant qu'en Angleterre les divers royaumes saxons étaient réunis sous un même sceptre, et passaient dès-lors tous ensemble sous les lois du vainqueur, l'anarchie dévorait l'Irlande où des chefs nombreux revendiquaient tour à tour une suprématie contestée. Des luttes perpétuelles, des vengeances de cannibales, étaient le résultat quotidien d'un état de choses qui, s'il donnait peut-être à l'étranger plus de facilité pour vaincre, lui interdisait de tirer aucun fruit durable de sa victoire. A ces causes d'éternelle mobilité venaient se joindre des coutumes antiques dont l'influence rendait impossible toute

organisation permanente de la société, et qui maintenait la population dans des habitudes pastorales et presque nomades.

Au premier rang de ces institutions dont la funeste action s'est fait sentir jusque dans les temps modernes, un historien judicieux¹ place, avec raison, le *tanistry* et le *gavelkind*.

On sait que l'organisation par clan existait en Irlande comme parmi toutes les populations gaéliques, et que la loi du *tanistry* combinait de la façon la plus fâcheuse le droit héréditaire avec celui d'élection, en n'accordant au tanist qu'un titre éventuel, toujours soumis à la sanction des membres de son clan. Les querelles domestiques qu'une telle loi ne pouvait manquer de susciter et qui se vidaient toujours par la force, entretenaient ainsi dans la nation un esprit opposé à tout établissement assis sur des bases solides.

Le *gavelkind* était un mode de tenure d'après lequel les terres étaient partagées sans condition de primogéniture, non pas en descendant directement à tous les enfants, selon nos idées modernes, mais en faisant d'abord retour au clan où elles étaient réunies en une masse commune. Alors, à des époques déterminées, le *canfinny* en faisait une nouvelle répartition, dans laquelle il assignait, selon des règles aujourd'hui inconnues, leur portion respective aux divers chefs de famille. Un tel système, par l'incertitude qu'il laissait planer sur la propriété, était, on le comprend, aussi funeste à tous les progrès de l'agriculture que contraire à toute organisation régulière de

¹ Le docteur John Lingard, tom. I chap. v.

la société. Cette coutume se maintint, jusqu'au temps de Jacques I^{er}, au sein des populations indigènes; et sir John Davies, lord chief-justice d'Irlande sous ce règne, dans un livre qui est encore la source la plus abondante et la plus sûre d'informations¹, affirme même que, de son temps, on reconnaissait à leur aridité absolue les districts où s'appliquait alors le *gavelkind*.

Livré à des luttes interminables et à des habitudes désordonnées, le peuple irlandais, sans arts, sans industrie, habitant des huttes construites en terre, et ne voyant s'élever sur son littoral que quelques villes occupées par des pirates norvégiens, ou de rares forteresses bâties par les envahisseurs anglais, était donc, au XII^e siècle, en arrière de toutes les nations qui convoitaient son sol fertile. Cette situation ne lui permit pas de préparer contre l'invasion une résistance régulière et sérieuse. Mais, chose bien plus grave, elle eut pour effet de la laisser hors de tout contact avec les vainqueurs. Aussi, préservé de leur poursuite par sa pauvreté même, réfugié dans ses montagnes et ses marais inaccessibles, continua-t-il d'y vivre de la vie de ses pères. Reculant de quelques lieues dans l'intérieur de son île, il put rester sans relation avec la royauté étrangère campée sur ses rivages.

Celle-ci ne songea pas d'abord à pousser loin ses avantages. N'en eût-elle pas d'ailleurs été empêchée par la faiblesse de ses moyens et le petit nombre de ses soldats?

Henri débarquant à Waterford pour recevoir, dans un palais de bois construit pour la circonstance, l'hom-

¹ *Davies' Discovery of the true causes why Ireland were never entirely subdued, till his majesty's happy reign.*

mage de ses chevaliers devenus grands feudataires, et celui de quelques chefs que leurs querelles intestines avaient associés à sa fortune, ne ressemblait nullement à Guillaume de Normandie débarquant à Pevensey, et jurant, en saisissant de ses mains la terre saxonne, qu'elle « serait sienne par la splendeur de Dieu. » L'un était suivi d'une cour, l'autre d'une armée ; l'un voulait de l'encens, l'autre de la puissance. Celui-ci trouva un peuple avancé en civilisation, de la propriété duquel il s'empara sans hésitation comme sans pitié, ne laissant pas une terre, pas une personne, sans les faire entrer de force dans l'ensemble de son vaste système ; celui-là eut affaire à des peuplades qui s'enfuirent devant lui, et que ses successeurs ne surent point atteindre au centre de leurs intérêts et dans l'intimité de leur vie pastorale.

La conquête de l'Angleterre fut terrible dans ses effets immédiats, mais elle porta des fruits rapides, car il y avait pour les deux races des points par où se prendre et s'assimiler. La conquête de l'Irlande ne fut d'abord ni oppressive ni sanglante ; mais, au lieu d'enfanter une nationalité nouvelle, son seul effet fut de jeter sur une rive lointaine une colonie qui perdit l'esprit national sans en acquérir un autre, et d'arrêter, par l'établissement de ce foyer permanent d'irritation, les progrès naturels de la race indigène. La nationalité anglo-saxonne expira pour renaître ; la nationalité irlandaise se maintint en face d'un élément trop faible pour l'absorber, trop fort pour ne pas s'efforcer de consolider son établissement par l'extension de ses conquêtes et l'emploi de tous les moyens.

La royauté anglaise éprouva, dès l'origine, un double

embarras dans sa politique à l'égard de l'Irlande. Les chefs indigènes qui, pour obtenir des secours contre leurs rivaux, avaient été conduits à la reconnaître, croyaient faire assez pour le roi de l'île voisine en lui rendant quelques devoirs insignifiants, et en l'entourant d'un sauvage cortège lorsqu'il apparaissait en personne dans sa seigneurie d'Irlande. Ces chefs entendaient, du reste, continuer d'appliquer leurs antiques coutumes; et jusque dans les limites du *Pale*, barrière que ne dépassaient pas les envahisseurs, les clans alliés maintenaient avec un saint respect les lois des Bréhons, en face des statuts rendus par le parlement irlandais ou importés d'Angleterre.

D'un autre côté, les seigneurs auxquels la couronne avait accordé une investiture à peu près nominale, et dont elle avait subi les conditions plutôt qu'elle n'avait fait les siennes avec eux, ne prirent conseil que de leur ambition, toutes les fois qu'il put s'agir d'étendre leurs domaines, même au mépris de la foi jurée. Ils se mirent bien plus en peine de leurs intérêts particuliers que des intérêts de l'établissement anglais en Irlande. De là des violences qui contribuèrent à faire triompher des cupidités personnelles, au prix d'une haine chaque jour plus vive et de périls plus imminents.

Dans cette lamentable histoire, les torts de la royauté tinrent bien plus à son éloignement et à sa faiblesse qu'à de mauvais desseins envers les populations conquises. L'Irlande, pour être juste, aurait bien moins à lui reprocher une oppression systématique qu'une impuissance peut-être plus désastreuse encore.

Les natifs, de plus en plus pressés par les barons an-

glais, s'adressèrent vainement au trône pour en recevoir une protection qu'il eût, sans doute, été dans ses désirs comme dans ses intérêts de leur accorder, mais que l'indépendance à peu près complète des grands feudataires, dans le cours des XIII^e et XIV^e siècles, rendait évidemment impossible. Privés dès-lors de tout espoir de redressement, ils ne comptèrent plus que sur eux-mêmes; et chaque rocher du rivage, chaque forêt de l'intérieur devint une citadelle dans cette guerre acharnée qu'alimenta le sang de tant de générations, et dont les feux mal éteints ont failli si souvent se rallumer de nos jours.

Tant que les dissensions religieuses ne vinrent pas intéresser les passions populaires dans les affaires d'Irlande et donner à celles-ci un caractère tout nouveau, l'Angleterre fit des vœux toujours sincères, et des efforts quelquefois efficaces pour hâter les progrès et la pacification de la vaste contrée nominale ment soumise à sa puissance. Nous venons de dire qu'à cet égard elle manqua de force; il suffit de songer au temps pour ne pas s'étonner qu'elle manquât aussi de lumières.

Au lieu d'asseoir les destinées de la terre conquise sur la fusion graduelle des deux races, elle procéda par des voies tout opposées.

On la vit concéder à un certain nombre d'entre les natifs, pour prix de leur soumission ou de leurs services, le titre et la qualité d'Anglais avec tous les privilèges attachés au sang des vainqueurs; système analogue à celui qui prévalait dans l'Amérique espagnole et portugaise, où des *noirs* étaient déclarés *blancs* par lettres patentes, et relevés ainsi de la flétrissure qui les atteignait au berceau. Que ne valait

pas une telle prérogative en un siècle et en un pays où le bénéfice sacré de la justice et des lois était restreint à ceux qui pouvaient invoquer une origine anglaise ou une concession équivalente ? Les sauvages natifs (*the wild Irish*), pour parler la langue officielle qui s'est conservée presque jusqu'à nos jours, restaient en effet en dehors d'une société qui ne les connaissait que comme les objets d'une guerre éternelle. En parcourant l'histoire de ce pays, on tombe à chaque instant sur des faits et sur des textes que l'on dirait détachés des tables d'airain de la loi déceuvante.

Cette manière de relever de leur déchéance quelques chefs et quelques tribus était sans doute vicieuse en soi, puisqu'elle maintenait ce qu'il aurait fallu détruire. Cependant elle eût fini par produire des résultats avantageux, si ce mode de naturalisation avait pu recevoir toute l'extension que les rois d'Angleterre auraient vraisemblablement essayé de lui donner ; car rien n'établit que ces princes ou leurs lieutenants en Irlande se refusassent à faire jouir du bénéfice de la loi anglaise les Irlandais qui le réclamaient. Mais un invincible obstacle à cette émancipation se rencontra dans un corps que l'histoire peut justement flétrir comme le principal instrument des calamités de sa patrie, le parlement anglo-irlandais. Celui-ci repoussa toujours avec véhémence l'admission des indigènes au bénéfice du droit commun ; il maintint avec un soin jaloux la réprobation légale qui légitimait seule ses plus coupables violences. Ce fut ainsi qu'on le vit, sous Édouard I^{er} et sous Édouard III, résister énergiquement aux vœux de la royauté, et se refuser d'étendre à des clans qui la sollicitaient comme une grâce, la

jouissance d'une législation dont l'effet eût été de rendre leurs propriétés moins précaires et leurs têtes plus respectées.

La constitution irlandaise s'était naturellement façonnée sur le patron des institutions de l'île voisine, encore que l'élément monarchique dût exercer en Irlande une bien moindre action que dans la Grande-Bretagne. Au bord de la Tamise, la royauté partout présente opposait des forces organisées dans le sein même des vieilles populations saxonnes aux ambitieuses coalitions des vassaux normands; au bord du Shannon, la royauté absente était représentée par un délégué contraint de traiter avec des hommes chez lesquels l'orgueil de leur descendance anglaise et un mépris profond de l'Irlande s'unissaient à des mœurs que le contact de la barbarie avait rendues plus d'à moitié sauvages; fonctionnaire revêtu d'un pouvoir à peine reconnu dans les comtés attenants à la capitale, et condamné à servir les passions de colons ignorants et méprisables, au lieu d'être l'agent éclairé d'une politique nationale.

Le parlement de Dublin était originairement composé des grands feudataires et des évêques, auxquels on adjoignit plus tard des députés de ces villes maritimes dont la population, mi-partie anglaise et mi-partie norvégienne, avait pris des accroissements de plus en plus rapides. Cette législature exerçait un pouvoir sur lequel le parlement d'Angleterre, comme conseil immédiat du souverain, prétendit toujours un droit de suprématie, motif en vertu duquel il y eut également appel des cours de justice de Dublin, à celle du banc du roi de Londres.

Pendant sa longue carrière, la législature irlandaise

agit constamment sous la même préoccupation. Elle voulait en même temps atteindre par ses lois de fer la race indigène, dont l'anéantissement était le dernier mot de sa politique, et prévenir tout contact de la population coloniale avec ce peuple voué à une impitoyable extermination. De là des statuts dont le sens véritable échappe à qui ne les embrasse pas de ce point de vue, et ne comprend pas que les envahisseurs de l'Irlande mirent autant de soin à se tenir séparés de la population native que ceux de l'Angleterre en prirent pour l'absorber dans une commune unité. C'est ainsi que dans le cours du *xiv^e* siècle ¹ des lois sont portées pour interdire, sous peine de haute trahison et de confiscation, tout mariage entre Anglais et Irlandais, tout rapport établi, soit par l'allaitement, soit en tenant des nouveaux-nés sur les fonts de baptême, genre d'affinité que ce peuple estimait aussi étroite et plus sacrée que la paternité même. D'autres statuts écartent les fils d'Érin de toutes les maisons religieuses, de tous les bénéfices ecclésiastiques, et poursuivent avec rigueur leurs bardes, ces dépositaires inspirés des traditions nationales.

Cependant les coups portés aux indigènes par les colons renfermés dans l'enceinte du *pale* ne suffisaient pas pour atteindre un but trop hautement avoué ; car un peuple a la vie dure, et les nations ont plus à redouter le suicide que l'assassinat.

Ces tentatives impuissantes autant que cruelles, n'avaient pour résultat définitif que de couper court, chez ces peuples, à tous les progrès qu'ils eussent faits sans

¹ Assemblée de Kilkenny, 1567.

doute dans une situation plus tranquille : aussi reculaient-ils dans la barbarie à mesure que l'Europe s'avancait vers la civilisation des temps modernes. Dans le cours du ^{xv}^e siècle, l'Angleterre, tout entière à ses vues ambitieuses sur la France, puis déchirée par la guerre civile, n'entretint en Irlande que quelques bandes sans discipline ; elle n'y envoya que de rares subsides, auxquels il fallait suppléer par le pillage. Les liens déjà si faibles qui unissaient les deux contrées se relâchèrent de plus en plus, et, à l'avènement de Henri VII, l'autorité royale n'était reconnue que dans une partie des quatre comtés de Dublin, Kildare, Louth et Meath, et ne s'étendait pas à plus de trente milles dans l'intérieur. Mais de cette époque date pour l'Irlande l'ouverture d'une ère entièrement nouvelle. Après avoir souffert de l'abandon et de l'oubli du gouvernement, elle allait ressentir les maux bien plus terribles qu'un pouvoir tyrannique inflige à l'objet d'une haine implacable et d'une persévérance acharnée.

C'est du sein des discordes civiles que sortent les royautes énergiques, et l'anarchie fut toujours le creuset où se trempa le despotisme. La maison de Tudor appliqua à l'Irlande la force immense que les malheurs des temps lui avaient donnée en Angleterre. A ces efforts prolongés jusqu'à la mort d'Élisabeth, la Grande-Bretagne dut une conquête jusqu'alors illusoire, et qui ne date en réalité que du commencement du ^{xvii}^e siècle. Pendant la lutte entre les maisons d'York et de Lancastre, la petite colonie anglo-irlandaise avait lié son sort à la fortune de la rose blanche. Tous les prétendants et tous les aventuriers politiques, Lambert Simnel comme Perkin-Warbec,

avaient essayé de s'en faire un point d'appui ; il fallait donc , pour arriver à cette consolidation du pouvoir absolu , qui fut la pensée et l'œuvre des Tudors , s'occuper enfin sérieusement de l'Irlande , et la lier étroitement au nouveau système imposé à la mère-patrie. Des forces de plus en plus considérables furent dirigées vers cette île ; des subsides plus abondants furent transmis à ses gouverneurs , et bientôt cette politique porta ses fruits. Le célèbre statut de Drogheda , appelé loi de Poyning , du nom du lord-lieutenant qui représentait alors la royauté , limita d'une manière fort étroite les pouvoirs de l'assemblée irlandaise ; il reconnut la haute suprématie du parlement anglais , et l'initiative absolue du conseil d'Angleterre en toute matière législative.

Ces conquêtes légales furent suivies de victoires arrachées par des moyens plus terribles. Tandis que la hache d'Henri VIII et d'Élisabeth faisait tomber en Irlande la tête des grands vassaux anglais , leurs armées , pénétrant enfin au cœur du pays , imposaient aux chefs indigènes des soumissions qui devenaient effectives du jour où l'on se montrait fort et résolu. Après que l'Angleterre eut triomphé de la grande insurrection de Tyrone , l'Irlande comprit que c'en était fait à jamais de sa sauvage indépendance , et que le temps était venu où son génie devait reculer devant un autre. L'érection de ce pays en royaume , opérée par Henri VIII ¹ , constate l'importance croissante que l'Angleterre attachait à sa colonie , et sa ferme volonté de la lier plus étroitement à la couronne.

La conviction , de plus en plus générale , qu'une plus

¹ 1541.

longue résistance devenait impossible devant des forces aussi imposantes, aurait frayé à l'obéissance des voies faciles, si un nouvel obstacle ne s'était élevé entre les deux pays à l'époque même où leur réunion semblait possible ; obstacle plus insurmontable que tous ceux par lesquels ils avaient été jusqu'alors séparés.

Les nombreux armements de Henri VIII, la belle armée confiée par Élisabeth à la présomptueuse imprudence du comte d'Essex, aurait réduit l'Irlande à l'obéissance, et la résignation serait bientôt sortie de cette obéissance même, s'il ne s'était agi que d'une conquête territoriale, alors inévitable, et d'une domination politique que les plus farouches ennemis de l'Angleterre se sentaient désormais trop faibles pour repousser. Mais en important les lois britanniques en Irlande, on prétendit y importer un évangile nouveau, et l'on exigea simultanément de ce peuple le sacrifice de sa foi et celui de sa nationalité.

Élisabeth n'admettait pas, et peut-être est-elle absoute à cet égard par l'opinion unanime de son temps, que la souveraineté politique n'entraînât pas la souveraineté religieuse, et qu'il fût loisible à des sujets de professer d'autres croyances que celles du pouvoir lui-même. L'acte de suprématie fut donc envoyé en Irlande, où il souleva des résistances dont ni les révolutions ni les siècles n'ont triomphé. Si les évêques des villes du littoral, soumis à la royauté parce qu'ils étaient choisis par elle, firent, avec ceux d'Angleterre, assaut de complaisance et de bassesse, une vigoureuse résistance s'organisa dans tout le clergé indigène ; résistance à laquelle s'associa la plus grande partie du clergé anglo-irlandais lui-même. La réformation rencontra les plus

sérieux obstacles dans les limites même du *pale*, où un établissement de quatre siècles avait créé aux colons des intérêts complètement distincts de ceux de l'île voisine.

Les natifs, étrangers aux mœurs comme à la langue de l'Angleterre, et sur lesquels les apôtres de la réforme ne pouvaient exercer aucune action, les vieux colons blessés dans leur foi autant que dans leur liberté politique par le despotisme des théories anglicanes, et qui n'avaient pas respiré dans les palais des Tudors l'air de la servitude, se trouvèrent avoir un intérêt commun à défendre, une idée nationale où se rattacher ensemble et pour la première fois. De là, cette nécessité où se vit réduite l'Angleterre de fonder, pour ainsi dire, un établissement nouveau, en surperposant de nouvelles colonies à celles qui avaient commencé, depuis le ^{xii}^e siècle, l'œuvre si difficile de la soumission de l'Irlande. Jacques I^{er} voua tout son règne à cette pensée, qui eut pour objet d'implanter des populations nombreuses et avancées en civilisation, au centre d'un pays jusqu'alors barbare et souvent désert. Chaque fois qu'un chef indigène se refusait à faire hommage à la couronne, ou qu'un prétexte quelconque permettait d'employer contre lui l'arme légale de la forfaiture, des domaines, qui souvent étaient des provinces, se trouvaient concédés à des compagnies d'industriels protégés par une force militaire. Ainsi se fondèrent successivement, au commencement du ^{xvii}^e siècle, les établissements anglais dans toutes les parties de l'île; ainsi fut organisée la grande colonie d'Ulster, le principal point d'appui du protestantisme en Irlande, après la rébellion des deux principaux chefs du nord, sur les-

quels la couronne ne confisqua pas moins de cinq cent mille acres de terre.

Le mode d'après lequel s'opérèrent ces concessions ne manquait pas d'habileté, et leurs résultats ont exercé sur les habitudes générales de la population une influence encore sensible. Ces terres étaient divisées en lots n'excédant jamais deux mille acres, et ne s'élevant pas, pour l'ordinaire, à plus de moitié de cette étendue. Diverses conditions étaient imposées aux concessionnaires : les principales consistaient à implanter, dans un délai fixé, sur les domaines ainsi octroyés, un nombre déterminé de familles anglaises ou écossaises, et à y construire des maisons fortifiées, qui servaient à la fois de points de défense et de bâtiments d'exploitation. Partout où prévalut ce système, la soumission des indigènes fut garantie ; réduits dès-lors à vivre en parias, sous des maîtres usurpateurs du sol de leurs pères, ils formèrent cette classe de laboureurs sans capitaux et sans industrie, qui pullule dans les provinces irlandaises.

Mais des événements d'un caractère plus sombre allaient tracer en lettres de sang l'acte de séparation de l'Angleterre et de l'Irlande.

La grande insurrection de 1641 éclata, provoquée par une résistance générale à l'oppression civile et religieuse. Les vieux colons, contraints de plier sous l'acte de suprématie, ou de subir des pénalités terribles ; les indigènes, dépouillés de leurs domaines et traqués au pied des autels, mirent en oubli leurs vieilles haines, et marchèrent ensemble contre les nouveaux envahisseurs que l'Angleterre jetait chaque jour sur ces tristes rivages.

On connaît cette lutte sans exemple dans l'histoire des

nations , qui aboutit à confiner un peuple tout entier dans une seule province , vaste sépulcre ouvert à ceux qui survécurent à la destruction de la patrie. La spoliation et le glaive se lassèrent de choisir , et pour Cromwell l'Irlande n'eut vraiment qu'une seule tête. La confiscation atteignit la nation tout entière, et le sol fut bouleversé jusqu'aux abîmes.

Alors s'établit dans ce pays un nouvel intérêt à côté de ceux qui le divisaient déjà si profondément, l'intérêt presbytérien, qui partage aujourd'hui avec l'église épiscopale la population protestante de l'Irlande en deux parties à peu près égales. Des soldats furent les missionnaires de ce culte; et si leur épée ne lui fit pas de prosélytes, elle leur procura des lambeaux de cette terre mise au pillage. Derniers venus à cette vaste curée, les puritains surent se faire la part bonne et la conserver au milieu des vicissitudes du temps.

La restauration trouva la population irlandaise à moitié détruite et à moitié transplantée, les titres de propriété anéantis, la haine et le désespoir au fond de toutes les âmes. Elle ne s'engagea pas dans le dédale de tels redressements, et, sanctionnant des iniquités que leur immensité même dérobait à l'action de la justice humaine, elle ne trouva guère, dans tout cela, que l'occasion de servir des intérêts porticuliers dans des vues d'égoïsme et de parti. Après 1688, Jacques II, accueilli en Irlande bien moins par sympathie pour lui-même que comme instrument de vengeance contre l'Angleterre, essaya de relever l'intérêt catholique et national si cruellement opprimé. Mais la bataille de la Boyne rendit bientôt aux ennemis de l'Irlande une prépondé-

rance qu'ils ont maintenue si long-temps, et dont ils défendent aujourd'hui les restes avec des efforts désespérés.

Si Guillaume III usa personnellement envers les vaincus d'une modération qui tenait à son caractère et plus encore à sa politique, les whigs des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, préparant à leurs successeurs du ^{xix}^e siècle le devoir d'une expiation tardive et incomplète, épuisèrent sur ce peuple tout ce que la haine sait emprunter de froides cruautés à l'arsenal d'une légalité tyrannique. Les terres échappées aux confiscations des époques antérieures, dix-huit cent mille acres environ, subirent cette fois la forfaiture, cette loi fatale d'un pays où le sol a manqué sous les pas de toutes les générations, pendant le cours de six siècles.

L'Irlande, secondée par les armes de la France, avait obtenu, dans la capitulation militaire de Limerick, une promesse de tolérance, si ce n'est de liberté religieuse. Mais entre deux peuples dont l'un se croit le propriétaire de l'autre, il ne saurait y avoir de droit public ; car aucun titre n'invalide une domination primordiale, une souveraineté en quelque sorte naturelle. Aussi le gouvernement anglais, à l'instigation du parlement protestant d'Irlande, ne tarda-t-il pas à fouler aux pieds ces articles célèbres, et à soumettre la presque totalité de la population irlandaise au code qui, dans la Grande-Bretagne, écrasait une faible minorité catholique.

Pendant le règne de Guillaume et celui de la reine Anne, dans le temps où la liberté de l'Angleterre brillait du plus vif éclat, où son génie s'épanouissait sous des formes élégantes, au siècle des beaux esprits et des philosophes, quand le goût des plaisirs et le scepticisme sem-

blaient éteindre le fanatisme en atteignant à leur source les croyances elles-mêmes, un peuple civilisé entreprit de continuer, par les lois, l'œuvre d'anéantissement que ses rudes ancêtres avaient commencée par les armes. De là un système d'incapacités civiles et politiques entre lesquelles il suffira de rappeler les dispositions les plus propres à affecter l'ensemble de la société et à expliquer des mœurs dont l'Europe s'étonne sans trop chercher à les comprendre.

L'obligation de souscrire à la suprématie religieuse de la royauté et de prêter le serment contre la transsubstantiation, obligation imposée à l'Irlande aussi bien qu'à l'Angleterre, avait laissé les sept huitièmes de sa population sans organes au sein de la législature anglicane de Dublin. L'enlèvement de la franchise électorale aux catholiques, opéré plus tard en pleine paix ¹, et sans la triste excuse de la nécessité, même sans celle du péril, interdit désormais à la masse de la nation de concourir au choix des membres d'un parlement qu'elle dut regarder, à toutes les époques de son histoire, comme son ennemi naturel. On va voir si ce sentiment fut justifié par les actes législatifs qui, après la révolution libérale de 1688, et jusqu'à la fin du siècle dernier, ont régi en Irlande la condition des personnes.

Tout mariage entre catholique et protestant possédant des propriétés en Irlande était déclaré nul, sous peine de mort pour le prêtre qui l'aurait consacré. Lorsqu'une telle union avait lieu, l'éducation des enfants appartenait de droit à celui des époux professant la religion réformée.

¹ 1737.

Aucun catholique ne pouvait être tuteur, tenir une école ou enseigner même dans une maison privée, et les pénalités les plus graves atteignaient quiconque envoyait ses enfants sur le continent pour être élevés dans la religion romaine.

Lorsque le fils d'un père catholique embrassait la religion anglicane, il pouvait s'approprier du vivant de son père, son héritage immobilier, en lui payant une simple rente. En cas d'ouverture d'une succession à laquelle étaient appelés des héritiers de deux croyances, elle passait en totalité à ceux professant la religion protestante. Si tous les enfants étaient catholiques, la division des terres s'opérait entre eux par portions égales, contrairement à ce qui avait lieu pour les familles protestantes que le droit de primogéniture tendait à maintenir.

Tout catholique était privé du droit d'acheter une propriété territoriale, il ne pouvait même la prendre à long bail, et tout fermier de cette religion, dont le bénéfice excédait de plus d'un tiers le prix de la location, pouvait être dépossédé sur la réclamation d'un protestant subrogé à son lieu et place.

Il était interdit aux catholiques d'avoir des armes même pour leur défense personnelle, et les magistrats pouvaient en tout temps pénétrer dans leur demeure pour constater des contraventions à cet égard.

Tout protestant convoitant le cheval d'un catholique avait le droit de s'en emparer, en lui payant cinq livres sterling, montant de sa valeur légalement présumée. Les chevaux des fermiers catholiques étaient saisis de droit pour le service de la milice en cas de guerre.

Ajoutons que, bien que les catholiques fussent appelés dans cette circonstance à payer la dette de leur sang lorsque la guerre se faisait *contre une puissance catholique*, ils devaient désintéresser leurs concitoyens protestants de tous dommages par eux encourus à raison des opérations militaires ou maritimes.

Enfin, pour compléter cet horrible code qui, selon la belle expression de Burke, ne conservait la vie aux hommes que pour insulter dans leur personne à tous les droits de l'humanité, ces lois étaient appliquées sur le verdict de jurys composés de protestants, et par des magistrats appartenant exclusivement à la religion anglicane ¹.

Depuis l'avènement de la maison d'Hanovre et les insurrections de l'Écosse, en 1715 et en 1747, mouvements auxquels l'Irlande ne prit pas la part la plus légère, encore qu'ils devinssent pour elle la cause de nouvelles humiliations, ce pays subit en silence des rigueurs sans exemple comme sans excuse. On put croire à cette époque qu'il était enfin frappé au cœur, et qu'il avait perdu jusqu'à la force de se plaindre. Ses enfants, dispersés chez toutes les nations, comme les juifs auxquels Clarendon les comparait trop justement, versaient leur

¹ Cette législation est résumée par M. Hallan d'après les statuts du parlement irlandais (*Const. Hist.*, IV, chap. xxxviii). On peut aussi la voir présentée sous des couleurs plus vives dans le puissant pamphlet dont l'apparition fut, en Angleterre, l'un des grands événements de l'époque ; œuvre prodigieuse de style et de sagacité historique, et dont le seul tort est d'être signé d'un nom qui en infirme la valeur. — Will. Cobbet's, *Hist. of the protest. reform in England and Ireland*, letter XV. Nous n'avons plus rien du reste à apprendre sur ce point à la France, depuis la publication de l'important travail de M. G. de Beaumont, que ces études avaient précédé. Lorsqu'elles parurent pour la première fois, elles avaient peut-être le mérite de la nouveauté ; aujourd'hui il ne saurait leur en rester d'autre que celui de l'exactitude.

sang pour toutes les causes et sur tous les champs de bataille. Sa bourgeoisie végétait humble et cachée dans les services les plus obscurs du barreau, où il lui était interdit de s'asseoir ; ses prêtres enregistrés dans chaque circonscription, voyaient leur tête menacée s'ils en franchissaient la limite ; ses populations rurales, sous la double excitation de leur misère et de leur profond abaissement, contractaient des habitudes invétérées de désordre, et comme une haine implacable contre l'ordre social tout entier. C'est à ce point que tant de persécutions avaient conduit les dominateurs de l'Irlande, et leur système devenait la cause de leur perplexité, le principe même de leur ruine.

Les confiscations du dernier siècle avaient fait passer dans les mains des protestants la presque totalité du sol ; mais que valait le sol au milieu d'une population de mendiants, qui, le jour, vous tendaient la main, qui la nuit enfonçaient les portes de vos demeures ? Quel profit tirer d'une terre qui ne trouvait point d'acheteur, et qu'un fermier catholique ne pouvait même prendre à bail ? Quelles transactions passer avec le petit nombre de propriétaires catholiques, lorsqu'un fils, en devenant apostat, pouvait exproprier son père, et même annuler toutes les conventions hypothécaires arrêtées par lui ? De tels résultats éclairèrent même la haine la plus aveugle. Quelle que fût la violence avec laquelle le corps des protestants exigeait le maintien des lois pénales et des incapacités civiles, on s'empressait individuellement d'y réclamer des exceptions, dans l'intérêt et pour la sûreté des relations personnelles. De là, une multitude de conventions secrètes et de fraudes de tous genres, sorte de contrebande

judiciaire, imposée par l'extrême rigueur de la loi, comme la contrebande marchande est déterminée par l'élévation des tarifs.

Le gouvernement dut agir à cet égard comme les particuliers eux-mêmes. Si jusqu'au milieu du XVIII^e siècle il ne se passa guère d'années sans que le parlement de Dublin n'acquît quelque titre de plus aux malédictions de sa patrie, le pouvoir ne put manquer de fermer les yeux sur la non-exécution d'un code qui, pris au pied de la lettre, eût entraîné la dissolution immédiate de la société. Mais, lors même que les lois n'étaient pas vigoureusement appliquées, elles restaient comme un obstacle à toutes les ambitions légitimes, comme une menace perpétuelle et un stigmate de servitude : c'était le gage d'une dépendance sans cesse rappelée par l'insolence des vainqueurs, alors même que leur égoïsme leur imposait l'obligation d'en atténuer les effets.

C'était surtout parmi les laboureurs indigènes que le mal était profond et que les mœurs allaient s'altérant de plus en plus par l'établissement d'anarchiques habitudes, passées désormais à l'état chronique dans le tempérament de ce peuple.

Suppléant à leur faiblesse par un ensemble qui n'a jamais été surpassé, cherchant une distraction à leur misère dans la sombre poésie dont le crime et le péril enivrent l'âme et la fascinent, les paysans formèrent, sur tous les points de l'Irlande, ces associations secrètes qui, sous le nom de *Whiteboys*, de *Rightboys*, d'*Oakboys*, de *Thrashers*, de *Rockistes*, etc., ont exercé, depuis 1760 jusqu'à ce moment, une influence redoutable et mystérieuse.

Aucune pensée politique proprement dite ne présidait à ces complots formés la nuit au fond d'une forêt, et qui ne se révélaient au matin qu'à la vue d'un domaine en flammes ou d'un cadavre gisant au bord d'une route écartée.

Punir les rigueurs exercées soit par les intendants, soit surtout par les collecteurs de dîmes, empêcher la clôture des terrains consacrés à la vaine pâture, obtenir des terres à un prix modéré de location, s'en assurer la jouissance contre quiconque songerait à en débouter les tenanciers actuels; tel était le but de ces associations que le secret et l'audace rendaient également formidables. Dégradées aux yeux de la loi et par elle-même, ces populations se vengeaient en demandant à un effroyable système une protection qu'il leur était interdit, depuis des siècles, d'attendre des magistrats ennemis nés de leur foi, de leur patrie et de leur race; ne pouvant plus sauver l'Irlande, leur instinct les poussait à en rendre la possession dommageable et terrible, comme ces marins qui mettent le feu aux poudres lorsque l'ennemi est monté à bord.

Cette étrange organisation, dont le mobile a échappé aux plus minutieuses enquêtes parlementaires, a semé sur ce sol plus de dangers que le pionnier américain n'en rencontre dans les forêts habitées par l'Indien, le voyageur dans le désert où l'Arabe déploie ses tentes : effroyable jurisprudence populaire, qui, si elle est atroce dans ses résultats, s'explique trop bien lorsqu'on remonte à son principe, à travers tant de confiscations et de massacres.

Il suffit de jeter un regard sur la condition présente

de ce peuple, telle que les vicissitudes du passé l'ont faite, pour comprendre cet accord qui, en face des propriétaires et des magistrats, rend tous les paysans solidaires, à ce point que, dans une nuit, sur une étendue de plusieurs milles, tous prêtent le même serment, reçoivent le même mot d'ordre, s'arment pour le même fait, et rentrent, ce fait consommé, dans leur silence et dans leur repos¹.

Jusqu'au rapport de l'union en 1800, le parlement irlandais s'était abstenu d'ouvrir aucune enquête sur les causes de la misère et de la turbulence des classes agricoles : il ne voulait pas lire dans ses résultats l'éclatante condamnation de ses actes. En 1824, les deux chambres du parlement d'Angleterre, sérieusement occupées du gouvernement de l'Irlande, instituèrent des comités chargés de recueillir des témoignages sur cette question, la plus grave entre toutes celles dont est saisie la législature britannique. De nouvelles enquêtes furent ouvertes en 1832 et 1834 sur tous les intérêts relatifs à ce pays, la réforme de l'église, les dîmes, l'instruction populaire, etc., et ces volumineuses *Evidences* présentent en ce moment une masse de renseignements matériellement plus considérables que ce qui a peut-être jamais été recueilli dans aucun temps et dans aucun pays.

Sans entrer maintenant dans l'examen spécial de ces questions, il convient de s'arrêter un moment aux ré-

¹ Voyez Wakefield, *Account of Ireland*, et surtout, pour ce qui concerne les associations et les troubles locaux, le récent et curieux ouvrage de M. George Cornwall-Lewis : *On the Disturbances in Ireland and the Irish church question*. Ce livre présente un résumé très judicieux des principales *Evidences* parlementaires recueillies en 1824, 1832 et 1834.

sultats généraux mis en lumière par les documents publiés, en tant que ces résultats trouvent leur explication naturelle et nécessaire dans les faits historiques que nous venons de rappeler.

L'une des premières conséquences des incapacités affectant la masse de la population irlandaise avait été d'établir l'usage général des sous-locations à court délai, puisque le fermier catholique ne pouvait prendre des terres à bail au-delà d'un terme déterminé. Leur résultat nécessaire fut de priver de tout capital la classe agricole, et de lui enlever ce qui fait le nerf de l'agriculture anglaise, ce qui lui a permis de prendre des développements prodigieux. De plus, les restrictions imposées jusqu'au siècle dernier, dans l'intérêt de la Grande-Bretagne, au commerce de l'Irlande, l'interdiction d'exporter ses blés, son bétail et ses laines, seules richesses d'un peuple sans industrie, avaient hâté une ruine que les lois civiles auraient suffi pour consommer.

Par suite de l'impossibilité où était placée la population rurale de prendre en son nom et à son compte des tenures de quelque valeur, le sol entier se trouva subdivisé en petites portions à peu près égales, et chaque fermier la reçut en sous-location d'un fermier-général (*middleman*), spéculateur sans entrailles, qui remplaça pour lui le propriétaire absent et inconnu.

Aucune famille n'étant en mesure de faire d'avances de quelque importance pour l'achat du mobilier de culture, chacune d'elle se trouva occuper à peu près l'espace qu'elle pouvait labourer par ses propres bras. Il y eut peu ou point de laboureurs à gage, parce que les tenan-

ciers étaient trop pauvres pour solder en argent le prix des journées de travail, et tout le monde devint fermier, mais fermier misérable, sans autre perspective que de demander au sol de quoi alimenter une vie de souffrances. Lorsqu'on se trouva dans le cas de recourir à des bras étrangers, l'usage prévalut même de les payer en terres, c'est-à-dire de donner quelques acres en échange d'un nombre déterminé de journées de travail, et ceci hâta de plus en plus la subdivision de tenures déjà trop petites.

Dès-lors, dans un pays où l'argent ne circule jamais, ainsi que l'attestent pour plusieurs comtés, nombre de témoignages produits devant les comités d'enquête, dans une contrée où toute industrie est ignorée, où toute autre ressource que le travail agricole échappe à l'activité humaine, il fallut nécessairement mourir de faim lorsqu'on n'eut pas sa petite part de terre. Aussi, dans plusieurs provinces irlandaises, la culture des céréales est-elle aujourd'hui abandonnée comme exigeant trop d'avances, et remplissant moins sûrement le seul objet que se propose le laboureur, celui de vivre. Cette préoccupation est, en effet, la seule que connaisse le malheureux paysan d'Irlande; il ne nourrit pas d'autre espérance, il n'entretient pas d'autre pensée que celle-là.

Un pareil état de choses était grave en tout temps; il devint horrible lorsque la population, augmentant dans une proportion sans exemple, les familles se touchèrent jusque dans les comtés les plus sauvages. On vit alors un peuple affamé employer tous les moyens, jusqu'aux plus odieux, pour conserver des lambeaux de

terre dont le prix de location dépassa dans la pauvre Irlande le fermage même de la riche Angleterre.

Ici se présenterait le problème de cette multiplication sans exemple, problème que nous ne tenterons pas de résoudre, quoique les faits que nous venons d'indiquer y projettent peut-être quelque lumière.

Le partage égal, universellement consacré parmi la population irlandaise, l'usage de morceler le sol affermé entre tous les enfants, lorsqu'ils sont en âge de fonder une famille, enfin l'impossibilité absolue de vivre autrement qu'en bêchant quelques sillons chacun pour son propre compte, ont amené les choses au point de transformer le sol de l'Irlande en un vaste champ de pommes de terre. D'un autre côté, l'on comprend que ces habitudes de petite culture aient été le plus puissant stimulant à l'accroissement de la population, et que des familles se soient établies à mesure que les tenures se sont subdivisées. Dans les comtés de Clare et de Limerick, entre autres, on cite d'innombrables exemples de fermes de trois cents et cinq cents acres, primitivement tenues à bail de quarante ans par une seule famille, et qui se trouvent maintenant morcelées entre vingt ou trente ménages nouveaux, en raison du partage et des précoces mariages des enfants ¹.

De récentes mesures législatives ont mis des bornes au droit désastreux de subdiviser et de sous-louer les fermages, et sont probablement destinées à exercer sur l'avenir une influence favorable. Mais les faits actuels

¹ Voyez, parmi le grand nombre d'excellents travaux consacrés à l'Irlande par l'*Edinburg-Review*, une dissertation complète sur la situation des classes agricoles dans ses rapports avec la législation civile. Janvier 1825.

subsistent; les résultats sortis d'une oppression séculaire pressent de toutes parts le législateur; ils font trembler chaque jour sur la sécurité du lendemain. L'Irlande où le capital agricole est presque nul, où la misère peut exploiter tant de haines contenues, tant de souvenirs brûlants, possède une population plus dense que celle des plus riches contrées du globe. Sa moyenne pour les provinces de Leinster, d'Ulster et de Munster, dépasse le chiffre qu'elle atteint en Angleterre et en Belgique, couvertes l'une et l'autre de vastes et opulentes cités; et les marais même du Connaught, où l'on ne rencontre pas une ville d'importance, sont plus peuplés que les comtés d'Écosse, en y comprenant Édimbourg, Glasgow, Paisley, Perth et Dundee! Que sera-ce donc de l'avenir si cette population doublée depuis un demi-siècle, et qui dépasse aujourd'hui huit millions d'hommes, continue à s'accroître dans une disproportion effrayante avec les produits de la culture et de l'industrie? Quelles lois changeront les coutumes invétérées d'un peuple accoutumé à accorder aux lois si peu d'empire, et près duquel le pouvoir n'a pas le droit d'arguer de ses bienfaits pour se concilier l'obéissance?

Il est une analogie que nous ne pouvons nous empêcher de consigner ici. En signalant l'absence de toute industrie en Irlande, en exposant les résultats inhérents au système de la petite culture, nos souvenirs nous reportent vers un coin de terre cher à nos affections, où les mêmes usages déterminent des effets à peu près semblables.

La France aussi a son Irlande dans quelques parties de la Bretagne, cantons reculés où la condition du pau-

vre *penly* rappelle d'une manière frappante celle du malheureux *cottier* irlandais. Le salaire de l'un n'est guère plus élevé que celui de l'autre, et le plus souvent il ne le touche point en espèces, obligé qu'il est de payer par son travail la location de sa cabane et des quelques arpents qu'il enseme en pommes de terre pour nourrir ses nombreux enfants, en chanvre, pour couvrir leur nudité. Trop souvent, le paysan armoricain ignore presque aussi complètement que le fils d'Érin les plus humbles jouissances de la vie matérielle; et pourtant quelle différence entre ces deux êtres! quel contraste au moins entre ces deux pays! L'un est la partie la plus pacifique de la France; l'autre, la terre la plus agitée de l'Europe; ici, pleine sécurité pour les personnes, prompt soumission à la loi, résignation facile à tous les sacrifices qu'elle impose; là, le meurtre et l'incendie journellement employés par le pauvre contre le riche, la loi méconnue, les magistrats traités en ennemis publics; ici, des mœurs douces et comme impassibles; là, des mœurs rudes jusqu'à la férocité.

Cependant ces deux peuples, dont la condition physique est rapprochée par tant de circonstances, sont animés d'une même foi religieuse; ils reçoivent les mêmes enseignements de la bouche d'un clergé également populaire. D'où vient donc cette opposition profonde dans l'ensemble de la condition sociale? Comment l'expliquer autrement que par les antécédents historiques et le testament de vengeance légué en Irlande aux générations à venir?

Le Breton se résigne sans effort à une pauvreté dont rien ne vient aggraver le poids; il ne se croit pas,

comme l'Irlandais, dépouillé par la tyrannie; sa pensée ne se berce pas des rêves d'une félicité primitive et de la dangereuse poésie d'un âge d'or. La religion, qui pour lui n'a que des paroles de paix, répand sur sa vie la sérénité, si ce n'est le bonheur, et la pensée chrétienne se produit en son âme sans mélange d'amers ressouvenirs et d'impressions haineuses. Les propriétaires sont ses soutiens, au lieu de lui apparaître comme des ennemis héréditaires; ses prêtres répandent sur lui le surplus d'une aisance que la charité publique rend abondante, et les souffrances de son corps n'atteignent pas son âme dans la plus noble partie d'elle-même. Le fils de la Bretagne ne voit pas s'élever à côté de sa cahane l'opulente demeure de l'étranger, ou près de son modeste presbytère la maison d'un ministre dont il doit alimenter le luxe par son travail, et le clocher de son église chérie monte seul au-dessus des habitations des hommes. Il peut se promener avec orgueil sur ses grèves et dans ses bruyères; aucun monument de servitude n'y vient humilier son regard, et du haut du *dolmen* druidique, le souvenir de ses pères descend sur lui sans nuage.

Le passé, voilà ce qui pèse si douloureusement sur l'Irlande; c'est là l'obstacle que l'Angleterre n'écartera qu'à force de patience et de temps, de persévérance et de sincérité. En vain tous les systèmes ont-ils été appliqués, toutes les combinaisons épuisées, tout, hors la justice, hors la ferme volonté d'effacer enfin jusqu'aux dernières traces de la suprématie religieuse et politique, en admettant les deux peuples à la pleine jouissance des mêmes droits, sur le pied d'une parfaite égalité. Après avoir fait, pendant deux siècles, du parlement de Dublin une ma-

chine de guerre, et comme un instrument de servitude pour la masse de la population indigène, l'Angleterre espéra rendre la soumission de l'Irlande plus facile en lui retirant ce triste et dernier simulacre d'indépendance. Cependant M. Pitt avait à peine obtenu le vote de l'union¹, sous le coup d'une insurrection à peine domptée, que les agitations locales se renouvelèrent de tous côtés, et que le sort de l'Irlande sembla rester, comme par le passé, à la merci de la première invasion heureuse.

De nombreuses améliorations furent apportées sans doute au sort de ce pays, son commerce fut dégagé d'entraves odieuses, son agriculture reçut des encouragements réitérés, des sommes considérables y furent dépensées par la législature britannique; celle-ci, en dotant l'institution ecclésiastique de Mainooth, donna même un premier gage de respect à la foi de la majorité nationale. Mais

¹ L'acte d'union régissant aujourd'hui les rapports des deux royaumes et leur organisation intérieure, on doit en rappeler les dispositions proposées par M. Pitt, en 1799, et votées l'année suivante.

« Les deux îles sont unies en un seul royaume, sous le nom de royaume-uni de Grande Bretagne et d'Irlande.

« La succession à la couronne reste telle qu'elle était. Le royaume-uni est représenté par un parlement commun, dans lequel un nombre de pairs et de membres des communes non encore réglé siège pour l'Irlande.

« Les églises d'Angleterre et d'Irlande sont maintenues telles qu'elles sont établies par la loi.

« Les sujets irlandais de sa majesté britannique ont les mêmes privilèges que ceux de la Grande-Bretagne pour le commerce et la navigation.

« Les mêmes droits sont acquittés par l'Angleterre et l'Irlande. Le paiement de l'intérêt de la dette de chaque royaume est toujours effectué séparément par l'Irlande et par l'Angleterre. Les dépenses ordinaires du royaume-uni sont payées en commun par les deux îles, d'après des proportions convenues et fixées.

« Toutes les lois en vigueur et toutes les cours ecclésiastiques et civiles de chaque royaume n'éprouveront que les changements dont la nécessité serait démontrée par la suite au parlement uni. »

Lors du vote définitif, il fut stipulé que l'Irlande fournirait au parlement quatre pairs spirituels et vingt-huit pairs temporels, et cent représentants à la chambre des communes. Nous avons dit ailleurs que le *reform-bill* avait élevé ce nombre à cent cinq. C'est contre cette fixation que protesta aujourd'hui l'Irlande.

tous ces bienfaits semblèrent perdus , toutes ces avances parurent inutiles. L'émancipation catholique elle-même , si long-temps invoquée comme le terme de toutes les dissensions, l'émancipation fut conquise enfin sur les ennemis acharnés de l'Irlande, et elle était à peine votée, que ce pays voyait s'aigrir tous ses maux , s'élargir toutes ses blessures, et que, de 1830 à 1834, il parut près de s'abîmer dans l'anarchie. Comment s'en étonner en reportant sa pensée vers l'histoire? comment ignorer que la justice d'un jour ne prévaut pas contre une tyrannie séculaire?

VI

Des réparations accordées à l'Irlande, et de l'influence de ce pays sur les destinées politiques de l'Angleterre.

On aime à suivre dans l'histoire d'un peuple longtemps opprimé la pensée à laquelle se rattachera sa délivrance. Humble d'abord et timide, elle se produit comme une supplication dédaignée des vainqueurs, puis s'affermir à mesure que ceux-ci se divisent, ou qu'il souffrent eux-mêmes de la désolation qu'ils ont faite. S'essayant à son début dans des manœuvres clandestines, cette pensée ose bientôt des tentatives plus hardies. Celles-ci échouent d'ordinaire faute de concert et d'ensemble ; mais le sang qui coule n'affaiblit pas les causes nationales : à ce prix seul elles achètent l'expérience qui remplace les élans de la précipitation individuelle par

des efforts mieux combinés. Au lieu d'agir isolément, on accepte donc une direction commune ; on devient d'autant plus mesuré qu'on est plus ferme dans sa marche, et qu'on perçoit plus distinctement son but. Si un homme s'élève alors d'une trempe assez forte pour faire vibrer toutes les cordes populaires en même temps que pour dominer, par le calme de sa pensée, cette tempête de passions ; s'il sait être prudent jusque dans ses agressions les plus audacieuses, et s'assurer le bénéfice de la force matérielle, sans cesser jamais de s'appuyer sur celle du droit, cet homme devient comme un Machabée pacifique, et son histoire se confond avec celle de la nationalité dont il résume en lui toutes les puissances.

Ainsi furent marquées les phases principales de cette émancipation irlandaise dont le principe remonte au dernier siècle, et qui s'est développée à travers les vicissitudes les plus imprévues et les plus saisissantes. Le joug légal imposé aux catholiques de ce pays par les princes hanovriens avait atteint, sous un certain rapport, le but qu'on s'était proposé en les retranchant de la société civile. Cette flétrissure avait profondément altéré leur caractère ; et, pendant que la rigueur des lois entretenait dans les populations rurales des habitudes criminelles, elle abaissait graduellement les classes élevées au niveau du sort que ces lois leur avaient fait.

Ce qui avait survécu de noblesse indigène aux massacres de Cromwell et aux guerres de Guillaume III, vivait appauvri d'esprit et de fortune, n'osant plus regarder l'Irlande comme une patrie, et cherchant refuge et service chez l'étranger. Là, les descendants des

vieux princes milésiens recevaient l'épaulette de sous-lieutenant, et gagnaient, après trente années, la croix de Saint-Louis avec pension de six cents livres. Cette aristocratie dépossédée perdit toute influence sur les populations des campagnes, et celles-ci s'engagèrent, moitié par haine, moitié par nécessité, dans ces formidables ligues qui furent et sont encore la terreur de l'Irlande.

Cependant une autre classe grandissait malgré l'oppression, et à certains égards par l'effet de cette oppression même.

La propriété territoriale avait passé à peu près tout entière aux mains des protestants, et, au ^{xvii}^e siècle, l'Europe avait vu reparaître le droit de conquête avec ses plus inexorables conséquences. Les membres de cette secte constituée en aristocratie terrienne et légale, ne purent manquer de contracter les vices inséparables de tout état de choses qui proclame la force comme son principe. L'insolence et la paresse leur créèrent des embarras contre lesquels ils eurent bientôt à lutter, et l'on vit se produire, entre protestants et catholiques, quelque chose d'analogue à ce qui s'était passé au moyen-âge entre juifs et chrétiens. L'industrie des proscrits devint indispensable aux proscriptionnaires, et souvent les seconds se trouvèrent à la merci des premiers.

Presque toute la bourgeoisie catholique, à laquelle les professions libérales étaient alors inaccessibles, se jeta donc dans le négoce : les vaincus se firent marchands ; le trafic devint la seule pensée, la seule passion de leur vie ; ils l'embrassèrent avec ardeur, presque comme une vengeance, et suppléèrent par la ruse, souvent par la rapa-

cité, à la protection de la loi qui leur était si cruellement refusée. Ces dispositions d'esprit ne sont pas contestées par les écrivains irlandais. Pourquoi le seraient-elles en effet, et lequel doit rougir, de l'esclave qui se défend par l'astuce, ou de l'oppresseur qui l'a rendue nécessaire et comme légitime ?

Moins de soixante années s'étaient écoulées depuis les persécutions de la reine Anne, et ces causes combinées avaient déjà préparé une situation dont les conséquences nouvelles se développent aujourd'hui dans toute leur force. En face d'une aristocratie hostile, par sa foi et par le titre même de sa possession, au peuple qu'elle avait exhéredé, on vit s'élever progressivement une bourgeoisie commerciale, riche et nombreuse, en sympathie avec les masses dont elle partage les croyances et les profonds ressentiments, et auxquelles la supériorité de ses lumières et ses habitudes d'activité ne pouvaient manquer de l'appeler à fournir bientôt des chefs et des défenseurs. Donner à ce corps le sentiment de sa force, le lier étroitement aux populations urbaines et à celles des campagnes, si tristement indisciplinées ; assurer enfin à la classe moyenne l'initiative et la direction de la lutte contre l'église et les propriétaires protestants : tel était le secret de la délivrance, secret qui n'a été trouvé que de notre temps, après des tentatives sans nombre autant que sans résultat.

Mais d'honorables essais ont précédé le triomphe de la sainte cause du droit ; de patriotiques renommées se sont élevées dans ces épreuves laborieuses. Nous ne pouvons songer à en retracer l'histoire ; il est nécessaire cependant de montrer pourquoi ces tentatives restèrent

vaines, afin de faire comprendre tout ce que l'Irlande doit de reconnaissance aux hommes qui, depuis le commencement du ^{xix}^e siècle, ont si habilement conduit l'œuvre de sa délivrance, en n'empruntant à leurs devanciers que la pureté de leurs intentions et l'expérience si chèrement payée de leurs fautes.

Ce coup-d'œil nous permettra d'embrasser la nationalité irlandaise sous ses principaux points de vue, et le passé fera pressentir l'avenir.

La première tentative pour grouper la population catholique et agir sur l'opinion par la publicité, remonte au milieu du ^{xviii}^e siècle. Elle fut faite par quelques hommes d'élite, dont les écrits, également empreints de patriotisme et de science, exercèrent une action heureuse sur leurs contemporains. Au premier rang, il faut compter O'Connor, Wyse et le docteur Curry.

Il y a quelque chose de dramatique et d'émouvant dans la circonstance où se révéla à ce dernier sa patriotique mission. Passant un jour sur une des places publiques de Dublin, il vit, à l'issue d'un sermon où se pressait la foule, sortir une toute jeune fille, l'œil enflammé, les bras tordus par la rage, et prête à frapper du poignard de Judith l'un de ces sanguinaires papistes dont on venait, dans une chaire chrétienne, de lui présenter un effroyable tableau. Pendant que le peuple s'ameutait autour de la jeune enthousiaste, le docteur Curry rentra chez lui tout plein d'une triste pensée et tout entier à un grand devoir. Il prit avec lui-même l'engagement de faire pénétrer enfin dans l'intelligence obscurcie de ses compatriotes quelques notions historiques, et dans leur âme quelques sentiments de justice. De là cette histoire des guerres civiles

d'Irlande ¹, qu'on remarquerait comme un travail de sagacité et d'érudition, si elle n'était avant tout une œuvre de courage et une première protestation contre la fortune.

O'Connor de Ballenagar, chef d'une puissante famille, et né lui-même dans une chaumière, l'un des hommes de son siècle les plus profondément versés dans les antiquités nationales, embrassa avec ardeur cette même pensée. A ceux-ci se joignit un troisième travailleur, M. Wyse, d'un tempérament plus ardent, d'un esprit plus résolu, et dont la vie comme la mort furent empreintes de ce cachet de tristesse, apanage de quiconque emporte dans la tombe une espérance ferme, mais inaccomplie. « Ses jours, dit M. Wyse le jeune, l'auteur de l'*Histoire de l'Association catholique*, furent assombris et mis en danger par toutes les applications d'un code terrible. Après avoir vécu sous le coup de persécutions perpétuelles, entouré d'espions et de dénonciateurs, il mourut le cœur brisé, prescrivant à ses enfants, dans l'acte de ses dernières volontés, de vendre le peu qui leur restait encore des propriétés paternelles, pour aller attendre de meilleurs jours sur une terre où ils pourraient adorer Dieu comme les autres hommes, et suivre en plein jour, à la face du ciel, la religion de leur cœur et les prescriptions de leur conscience. »

Ces trois hommes ne bornèrent pas leur mission à des travaux isolés. Ils conçurent l'idée d'un premier appel à la noblesse et au clergé catholiques, ils les convièrent à s'unir pour résister à leurs communs oppresseurs. Mais

¹ *Historical and critical review of the civil wars in Ireland from the reign of queen Elizabeth to the settlement of king Will. III.*

ni l'un ni l'autre de ces deux corps ne répondit alors à leurs voix généreuses; épuisés, pour ainsi dire, par le sang qu'ils avaient perdu, dénués de toute ressource financière, le malheur pesait encore trop durement sur eux.

On s'adressa avec plus de succès à la bourgeoisie commerciale, dont l'importance s'étendait chaque jour, parce que l'industrie augmentait sa richesse sans que le luxe la diminuât. Une première association fut formée par les marchands de Dublin et des environs, à l'avènement de George III, pour défendre les intérêts catholiques et se consulter sur les mesures à prendre, afin d'obtenir l'allègement des lois pénales. Un plan fut débattu en assemblée générale, et l'on décida que des délégués des diverses provinces se réuniraient en comité permanent pour représenter le corps des catholiques romains en Irlande.

Mais l'instant était encore éloigné où une telle manifestation pouvait être efficace. Les réunions furent peu nombreuses, les efforts mal concertés, et la jalousie, ce mal inhérent à toutes les combinaisons humaines, et qu'un sentiment exalté peut seul contenir, vint étouffer ce premier germe. La noblesse catholique avait repoussé les ouvertures qu'on avait commencé par lui adresser; mais inquiète bientôt de démonstrations qui tendaient à l'isoler au sein de son propre parti, elle résolut de s'organiser de son côté, en dehors des influences démocratiques qui dominaient au sein d'une association formée par la bourgeoisie des villes commerçantes et maritimes. Dirigée par lord Trimleston, elle résolut de traiter séparément avec la couronne; la scission devint de plus en plus profonde, et l'on dut dès-lors renoncer à l'espoir

d'organiser un parti, qui ne pouvait être imposant que par son union et sa bonne discipline. Le peuple des campagnes, d'ailleurs, était resté complètement en dehors de cette tentative prématurée, et cette population devint pour l'association un obstacle formidable, qui arrêta tous ses progrès et amena bientôt sa chute.

Continuant à se faire justice à lui-même par des procédés sauvages, le paysan répandit l'épouvante d'un bout de l'Irlande à l'autre. A cette époque¹ remonte, en effet, la première insurrection des *white-boys* ou niveleurs (*levellers*), qu'on vit parcourir le pays en bandes nombreuses, abattant les clôtures, déracinant arbres et vergers, s'en prenant surtout aux bestiaux, qu'ils égorgaient avec un acharnement impitoyable; système analogue à celui des *terry alts* de 1832, qu'on a vus récemment bouleverser le sol des prairies pour contraindre leurs propriétaires à les transformer en terres arables, dans l'espoir d'en louer quelques parcelles à plus bas prix, afin d'y cultiver la pomme de terre, cette unique et dernière ressource de l'Irlande affamée.

L'universelle terreur répandue par ces manœuvres arrêta l'essor que commençait à prendre l'association. Celle-ci dut succomber, en 1763, sous le coup des rivalités dont nous venons d'indiquer le principe, et par la solidarité que contractent toutes les causes, à raison même des événements qu'elles sont le plus impuissantes à empêcher.

Mais ce réveil d'une grande opinion jusqu'alors écrasée, ce premier appel à la conscience publique contre l'i-

¹ 1763.

niquité des lois, avaient porté des fruits qui ne tardèrent pas à mûrir. Au sein même du parlement anglican de Dublin, on vit se former une minorité d'hommes courageux, qui osa s'élever contre un code monstrueux et en réclamer l'abrogation. Les uns firent appel au grand principe de la liberté religieuse depuis si long-temps méconnu ; les autres s'attachèrent à réveiller le sentiment national comprimé depuis plus d'un siècle. Alors s'organisa sur des bases entièrement nouvelles, et sans distinction de croyances, un parti purement irlandais contre la domination de l'Angleterre.

Le patriotisme, qui, au xvi^e siècle, avait une première fois réuni les vieux colons catholiques aux indigènes pour résister aux innovations politiques et religieuses introduites par la couronne, produisit, sous George III, et a continué de déterminer de nos jours, des conséquences analogues. Un certain nombre de protestants, l'universalité des presbytériens surtout, également abaissés par la suprématie anglicane, dominés d'ailleurs par les idées nouvelles que l'air du siècle répandait sur l'Europe, tendirent aux catholiques une main bienveillante ; et pendant que ceux-ci obtenaient des allègements successifs à la triste condition que le code anglican leur avait imposée, ceux-là conquéraient pour l'Irlande tout entière des prérogatives constitutionnelles et de précieuses garanties législatives.

L'attitude du parti patriote au sein du parlement et de la nation, l'audace si nouvelle des catholiques, leur persévérance à affronter les condamnations judiciaires, à s'entr'aider du conseil et de la bourse pour en supporter les effets, la vic soudainement répandue dans tout le pays, et qui se manifestait par des symptômes chaque jour plus

éclatants, tant de signes précurseurs d'un mouvement irrésistible, amenèrent l'Angleterre, malgré les clameurs du parti orangiste, à des concessions graduelles. Adoptant un système qu'elle s'est trouvée depuis dans le cas d'appliquer d'une manière plus étendue, elle n'hésita pas à céder à la prudence ce qu'elle avait si long-temps refusé à la justice. Des actes successifs concédèrent aux catholiques le droit de prêter de l'argent sur hypothèque, celui de prendre des terres à long bail, avec la faculté plus précieuse de posséder des propriétés territoriales, sans craindre que l'apostasie d'un fils ne vint les arracher à son père. La formule du serment d'allégeance fut, après deux siècles de tyrannie exercée sur la conscience humaine, rendue compatible avec leur foi religieuse, et l'accès leur fut ouvert vers certaines professions civiles dont ils avaient été repoussés jusqu'alors.

Pendant que ces redressements partiels étaient accordés à la portion opprimée du peuple irlandais, le pays obtenait des conquêtes plus générales, et celles-ci ne pouvaient laisser aucun doute sur la nationalité du mouvement auquel cédait alors l'Angleterre, conduite par une administration habile. L'entière indépendance de sa législature se trouva proclamée; et le célèbre statut de Drogheda, qui, ainsi qu'on l'a vu dans la première partie de ce travail, consacrait la subordination du parlement de Dublin à celui de la Grande-Bretagne et, si l'on peut le dire, la minorité éternelle de l'Irlande, fut rapporté après trois siècles.

Comment n'en aurait-il pas été ainsi? La révolution d'Amérique n'apportait-elle pas d'au-delà des mers de redoutables enseignements aux rois et aux nations? L'Ir-

lande ne pouvait rester esclave le jour où, sur un immense continent, une population inférieure à la sienne humiliait l'orgueil de l'Angleterre, et lui dictait des conditions de paix. L'exemple avait été contagieux, et les modernes idées républicaines vinrent prêter force aux antipathies religieuses et aux longs ressouvenirs du passé. Au sein de la partie protestante de l'Irlande, un corps redoutable, celui des *volontaires*, se forma, et, dans plusieurs comtés, il en vint bientôt à présenter ses pétitions à la pointe de ses baïonnettes. Pendant que le nord du royaume, soumis aux influences presbytériennes, s'engageait dans les voies républicaines, la population catholique s'organisait de son côté; et afin de donner quelque ensemble à ces influences isolées, on s'efforça de former une nouvelle association sur des bases plus larges et dans des intérêts plus nationaux.

On était loin cependant du jour où une telle union deviendrait intime; il fallait encore plus d'une épreuve avant de rallier autour d'une même pensée le peuple, les classes moyennes et les antiques familles, en leur faisant accepter une organisation commune. Aux élections pour le comité catholique, plusieurs membres de la *gentry* furent choisis pour représenter leurs co-religionnaires : ils parurent avec un certain empressement aux premiers *meetings*; mais les pairs et les baronnets catholiques ne s'y rendirent point, blessés qu'ils furent des empiétements et des prétentions des classes moyennes; ils se tinrent à distance, dans une hésitation inquiète qu'on put prendre pour une sorte de réserve hautaine¹. La bour-

¹ W'ylse's hist. of the cathol. association. — On lira avec fruit, sur les événe-

geoisie commerciale, dirigée par un homme éurgique sorti de ses rangs, John Keogh, forma donc à peu près seule cette seconde association, qui dut aux circonstances plus qu'à sa force intrinsèque des succès garants d'un meilleur avenir.

La crise qui se préparait en France, la guerre que cette crise allait inévitablement allumer, rendirent le parti catholique et le parti patriote plus hardis dans leurs demandes, plus menaçants dans leurs exigences. L'Angleterre dut céder devant la révolution française, comme elle avait cédé devant la révolution d'Amérique; et tandis que parmi nous la terreur ouvrait les prisons aux confesseurs du culte catholique, et dressait des échafauds pour ses nombreux martyrs, le contre-coup de cette catastrophe amenait, en Irlande, la chute d'un édifice élevé par une autre tyrannie et marquait pour tout un peuple l'ère de la liberté religieuse! Ainsi va le monde, ainsi les événements s'enchaînent les uns aux autres en dehors de nos prévisions, et conduits par une logique divine.

En 1792, les catholiques virent lever l'empêchement qui leur interdisait l'enseignement domestique, ils furent admis au barreau et aux diverses professions libérales aussi bien qu'à certaines fonctions publiques; concessions qui furent le prélude de conquêtes plus décisives. En 1793, au moment même où l'Angleterre commençait contre la France sa guerre d'un quart de siècle, elle n'hésita pas à conjurer, par un grand changement dans sa politique envers l'Irlande, l'orage grossissant de plus en plus de ce côté. Alors passa ce célèbre *relief-bill* qui in-

ments dont nous ne présentons ici qu'une rapide analyse, une substantielle brochure intitulée *Ireland and O'Connell*, etc., Edinburg, 1833.

vestit les catholiques irlandais du droit de voter aux élections pour les membres du parlement, droit qui devait plus tard, et après une lutte sans exemple, leur en ouvrir enfin les portes.

On peut croire, et des actes nombreux y autorisent, que le cabinet anglais ne repoussait pas à cette époque la perspective de l'émancipation, et que, dans l'intérêt de la sûreté de l'empire britannique, il l'aurait bientôt imposée au parti orangiste, malgré ses cris de fureur et les anathèmes de l'église. On sait comment une rébellion formidable vint arrêter soudain les progrès de ces conquêtes légales, et donner un autre cours aux événements et aux idées, en rendant à l'Angleterre une force qu'elle avait perdue. Cet événement amena l'anéantissement politique de l'Irlande, et recula de plus de trente années le jour de sa délivrance ; il constata le vice radical de l'organisation donnée jusqu'alors à des intérêts également hostiles, il est vrai, à la domination britannique, mais d'une nature essentiellement différente. C'est au contraste de la lutte de cette époque avec celle qui dure encore, et qui, depuis quinze ans, a fait marcher l'Irlande de victoire en victoire, que le publiciste et l'historien doivent s'attacher, celui-ci pour faire comprendre les faits, celui-là pour descendre dans les entrailles mêmes de la question actuelle.

L'insurrection de 1798 fut une de ces inspirations factices qui ne jaillissent pas du cœur même des peuples. Les catholiques s'y associèrent parce qu'ils virent flotter un drapeau hostile à l'Angleterre ; mais ils restèrent complètement étrangers et à l'esprit de cette insurrection, et à la direction de ce mouvement. Ses chefs princi-

paux et le corps des Irlandais-unis presque tout entier, qui faisait la force de cette association, songeaient beaucoup moins à rendre l'Irlande indépendante qu'à la rendre républicaine, et ce complot ne fut rien moins qu'un complot papiste, quoique la force des choses dût y engager la population catholique.

Les dissidents presbytériens, le cœur plein des passions démocratiques inséparables de leurs doctrines religieuses, avaient réchauffé les croyances politiques de leurs pères à l'ardent foyer allumé par la révolution française. Le parti catholique suivit d'abord cette impulsion, mais sans chaleur, comme on s'associe à une cause qui n'est pas la sienne. On coalisa ses haines en séparant ses espérances, et ce fut bien moins aux victoires du général Lake, qu'à ce défaut d'unité et au caractère de plus en plus démagogique imprimé au mouvement, que le gouvernement britannique dut la facile soumission de l'Irlande. Les tempêtes et la fortune de l'Angleterre firent le reste.

De ce jour, se prépara pour cette grande cause une ère nouvelle. L'expérience ne fut pas répudiée, et l'Irlande sut puiser de hautes et puissantes leçons dans son abaissement même. La France républicaine lui avait manqué; elle sépara dans l'avenir sa cause de la sienne. Comprenant, quoique trop tard, qu'un peuple tout entier est plus puissant qu'une armée étrangère, que sa volonté, exprimée avec le calme de la force et du droit, est plus redoutable à ses oppresseurs qu'une insurrection même heureuse, les hommes éminents de l'Irlande se vouèrent désormais à une seule pensée. D'une part, rattacher toutes les classes de la population catholique à

un centre commun, en y faisant adhérer également le peuple et le clergé, la noblesse et la bourgeoisie, jusqu'alors incompatibles ; de l'autre formuler une idée assez large pour être également acceptée par les papistes et les dissidents ; marcher enfin en bataillon serré à l'assaut de la suprématie anglicane : telle fut l'idée qui devait prévaloir dans les luttes de l'avenir.

L'union législative conquise par l'Angleterre comme le prix de sa victoire ne devait pas retarder pour bien longtemps le triomphe de la cause nationale. M. Pitt se trompa s'il crut que la suppression de sa législature locale ôterait à l'Irlande la faculté de se faire craindre. Le parlement de Dublin avait obtenu depuis trop peu d'années son émancipation de la tutelle britannique, pour que sa clôture dût vivement impressionner l'opinion. Les souvenirs amers que l'histoire de cette législature rappelait à la masse de la nation n'avaient pas disparu, d'ailleurs, devant les efforts récents de quelques hommes généreux ; et le passé pesait encore de tout son poids sur une institution solidaire, en quelque sorte, des attentats de Cromwell, comme des violences de la primitive conquête. Ce corps n'avait été, dans aucune circonstance, et ne serait probablement jamais devenu la véritable expression de l'opinion nationale, le centre de sa vie et l'instrument de sa force. La perte de son parlement fut bien plus un événement pour Dublin que pour l'Irlande ; elle enleva à cette ville ses allures de capitale, mais sans atteindre le génie national au cœur, ainsi qu'on paraissait s'en flatter. La puissance véritable de l'Irlande, d'une part, reposait sur l'énergie des masses stimulées par la misère, de l'autre sur l'activité d'une riche bourgeoisie

humiliée de son exhérédation politique. Donner à ces sentiments un cours réglé, substituer la puissance du droit à celle de la force matérielle, enseigner à l'Irlande la patience qui, en ajournant le succès, sait le rendre plus sûr, lui infuser enfin le double esprit d'association et de légalité, telle était la leçon qu'avait préparée pour elle l'école de l'expérience et du malheur.

Le transfert de la législature irlandaise à Londres affecta donc des intérêts individuels plus que des intérêts nationaux; et pour qui embrasse l'avenir avec le passé, il devient évident par les faits consommés, aussi bien que par ceux qui se préparent, que l'union, nonobstant laquelle s'est opérée l'émancipation irlandaise, hâtera beaucoup en Angleterre le mouvement démocratique qui emporte le pays vers des destinées nouvelles; il est déjà manifeste que les résultats politiques de cette grande mesure ont été beaucoup moins importants pour l'Irlande qu'ils ne le seront un jour pour la Grande-Bretagne elle-même.

Les promesses prodiguées par M. Pitt pour obtenir le vote d'union adoucirent des regrets qui tenaient bien moins aux sympathies très équivoques de l'Irlande pour son propre parlement, qu'à sa haine contre l'Angleterre: observation d'un grand poids pour l'appréciation et l'intelligence de ce qui se passe en ce moment, où l'on croit pouvoir faire du rapport de l'union un mot d'ordre national et un moyen d'agitation politique.

En permettant que des espérances d'émancipation prochaine circulassent alors sous son nom, M. Pitt était sincère, on doit le croire, et l'histoire n'a pas à faire peser sur sa politique d'odieux soupçons de duplicité. Les

invincibles résistances du vieux monarque arrêteraient seules son ministre, et les événements qui se précipitaient prévalurent contre des assurances que ce pays, sous le coup de sa défaite, n'était pas en mesure d'appuyer encore par des démonstrations imposantes.

L'Irlande ne cessa pas cependant, même au plus fort de la crise européenne, de réclamer la liberté politique et religieuse pour prix du sang qu'elle prodiguait sur toutes les mers et sur tous les champs de bataille ; en maintenant avec loyauté l'honneur britannique ; mais les ressources extraordinaires créées par l'état de guerre au profit de sa population malheureuse, les encouragements abondants prodigués à son agriculture, continrent pendant quelque temps des idées auxquelles la paix allait bientôt donner un plus rapide essor.

Chaque année, le parti catholique essayait de se constituer, soit en formant dans la capitale un comité central, soit en provoquant des *meetings* dans les provinces. Au mois de mai 1809, dans l'*exhibition-room* à Dublin, des résolutions furent arrêtées, empreintes d'une prévoyance qui ne les avait pas caractérisées jusqu'alors, en même temps qu'exprimées avec une audace de paroles que les catholiques semblaient avoir oubliée. Dans cette nombreuse et bruyante réunion, il s'agissait d'établir un comité général pour la direction des intérêts communs. Aucune loi ne s'opposait à une telle mesure ; mais un statut existait, annexé au *relief-bill* de 1793, pour interdire aux citoyens de faire acte public par l'intermédiaire de délégués auxquels serait attribué un caractère représentatif : statut demeuré sans application jusqu'alors, qui restait cependant aux mains du pouvoir comme

une arme dangereuse. N'était-il pas prudent de l'émousser? N'était-il pas convenable de s'assurer le bénéfice de la loi, au lieu de se mettre en contradiction avec elle? L'assemblée le pensa cette fois, et on la vit, après s'être élevée dans le préambule de ses résolutions aux mouvements les plus passionnés, rentrer pour l'énonciation de ces résolutions mêmes dans les termes les plus rigoureux, les prescriptions les plus minutieuses de la loi écrite. Aussi, en constituant une commission de quarante-deux personnes pour agir dans l'intérêt catholique et adresser des pétitions au parlement, se hâta-t-elle de déclarer expressément que « ces *gentlemen* ne représentaient en aucune manière le corps catholique, non plus qu'une partie quelconque dudit corps.

Un orateur contribua plus que tout autre à la rédaction de ces résolutions dont on ne tarda pas à pénétrer toute la sagesse. Celui qui débutait ainsi au *meeting* de William-Street était âgé de trente-trois ans, et déjà connu comme l'un des avocats les plus savants de Dublin. De ce jour, il n'y eut pas une réunion dont cet homme ne fût l'âme, pas une rivalité qui ne s'abaissât devant lui, pas une résolution vigoureuse qu'il n'inspirât, pas une témérité qu'il ne sût contenir. Palpitante sous ses paroles enflammées, l'antique Érin vit toutes ses douleurs et toutes ses gloires se refléter dans ses harangues, tantôt graves et tristes comme le passé d'un grand peuple, tantôt rudes et âpres, agressives et insolentes. Un rire amer semblait passer dans les discours de l'orateur à mesure qu'il descendait des choses aux personnes, stéréotypant ses adversaires par d'ineffaçables ridicules, ou les attachant sans pitié au poteau d'infamie; puis, lorsque

ces audacieuses attaques semblaient prêtes à dépasser toutes les bornes, au moment où l'on croyait entendre un appel aux armes et un long cri d'insurrection sortir de cette ardente poitrine, le tribun disparaissait derrière le légiste. Alors tout ce qu'il y a de plus subtil dans les arguties procédurières, toutes les ressources que le génie de la chicane déterre dans les poudreuses régions des vieux statuts, venaient, à la voix de l'avocat, protéger, en les régularisant, les décisions les plus hardies; et, superbe d'ironie et de calme, il plaçait comme un bouclier entre l'Irlande et l'Angleterre la loi même que celle-ci avait forgée contre elle.

Nous vivons en un siècle où les idées ont détrôné les hommes, et dans lequel l'énergie individuelle ne trouve plus guère à s'exercer, primée qu'elle est par une force supérieure. Ce n'est qu'à de rares intervalles et presque toujours pour peu de temps que les partis consent à s'incarner dans un homme, en lui communiquant la vie puissante qui git en eux. Au commencement de la révolution française, Mirabeau fut un moment l'expression de cette grande pensée qui plus tard prit corps en Napoléon. Ce que ceux-ci ont été pour le principe démocratique aux phases diverses de son développement, un homme, un seul homme en ce monde, l'est aujourd'hui pour une nationalité tout entière.

Trente années se sont écoulées depuis l'époque où Daniel O'Connell parut pour la première fois à l'*exhibition-room*, et depuis ce jour il n'a pas cessé d'identifier sa vie avec celle de l'Irlande, à ce point qu'elles se confondent dans une inséparable unité. Cet homme a saisi sa patrie par toutes ses anses. Ayant des deux côtés dans les veines

le plus vieux sang de l'Irlande, son origine l'associe aux plus grandes races historiques, en même temps que sa profession d'avocat et les habitudes d'une vie modeste autant qu'active l'ont mis en rapport d'intimité avec les classes moyennes. D'un autre côté, nourri, durant sa jeunesse, à Saint-Omer et à Louvain, dans les pratiques d'une vie presque cléricale, il doit à la sincérité de ses convictions et à l'austérité de ses pratiques religieuses le dévouement d'un clergé qui le salue comme l'envoyé du ciel; enfin, son éloquence le fait peuple, plus que celle d'aucun orateur de l'antiquité. Ne dirait-on pas qu'il sort, en effet, du pur sang populaire, à entendre cette parole déréglée rouler au milieu des masses frémissantes, à voir cette rouge et ronde figure ruisselante de sueur, ce bras robuste qui semble lancer la menace, et cette vaste et vulgaire corpulence au-dessus de laquelle planent cependant, comme une auréole, l'éclat de ses yeux bleus et la noble douceur de son sourire?

L'Irlande ne possède pas, en Daniel O'Connell, un grand orateur dans le sens littéraire du mot. Il est douteux qu'il pût jamais donner à ses harangues une valeur artistique quelque peu durable, les recomposât-il après coup, comme Cicéron. Mais ce que ce pays possède, plus qu'aucune autre contrée du monde, c'est un homme doué, à un degré qui ne s'était peut-être pas encore rencontré, des qualités qui semblent le plus constamment s'exclure. Descendant des princes du Connelloe et taillé sur le patron populaire, l'homme que les plus hautes classes acceptent comme leur égal, que les classes inférieures comprennent et applaudissent avec transport, se trouve en même temps, par le bonheur de son exis-

tence, un simple avocat vivant de sa clientèle. A quatre heures du matin, à genoux devant son crucifix, vous le trouvez tout le jour perdu dans la poussière des dossiers, arpentant les cours de justice en compagnie de ses clients et de ses confrères ; puis, vers le soir, vous le voyez à table, la tête libre et la parole enflammée, portant de patriotiques toasts au sein de réunions où se pressent devant lui le clergé qui l'aime comme un homme de foi, la noblesse qui le présente avec orgueil comme l'un des siens, la bourgeoisie à laquelle il a demandé une glorieuse adoption, le peuple enfin, le peuple surtout, dont il connaît toutes les pensées, et dont il sait parler la langue.

Les essais tentés avant cette époque pour organiser le grand corps catholique avaient tous échoué, on vient de le voir, par l'effet de dissidences personnelles. O'Connell fut le centre autour duquel se groupèrent pour la première fois des forces étrangères et jusque-là presque hostiles les unes aux autres. Cette union, qu'il poursuit encore, a été la pensée principale de sa vie ; il la conçut et la réalisa dans les circonstances même où elle semblait le plus difficile à atteindre.

L'isolement dans lequel l'aristocratie catholique persistait à se tenir, la scission introduite entre elle et la bourgeoisie, ces faits déjà si graves, l'étaient devenus bien plus encore par suite d'une circonstance nouvelle.

Une notable partie des catholiques romains d'Irlande s'était montrée disposée à traiter avec le gouvernement britannique, en sacrifiant une portion importante de leurs libertés religieuses. Ils ne repoussaient pas, pour prix de l'émancipation politique, la concession d'un *veto*

à exercer par la couronne sur la nomination des évêques et des dignitaires ecclésiastiques. Grattan, d'abord autorisé à soumettre ces termes d'arrangement tant au parlement qu'au cabinet, fut le généreux intermédiaire d'une transaction à laquelle il renonça sans hésitation, et non sans regret, du moment où les résistances du clergé catholique lui firent craindre qu'elle ne suscitât des scrupules dans la conscience de ses compatriotes.

Ce projet, accueilli avec faveur par la noblesse et des notabilités de toutes les classes, avait rencontré peu d'appui dans la masse de la nation. Pendant que ce schisme divisait le parti catholique, celui-ci trouvait des obstacles sans cesse croissants dans les associations secrètes des campagnes, et les crimes chaque jour plus multipliés du *white-boysme*. Telles étaient les difficultés qui s'offraient à O'Connell lorsqu'il osa concevoir le plan d'une association dont la formation a été, pour le royaume-uni, le plus grand événement du siècle.

Ce fut en 1823 que treize personnes, réunies dans l'étroite boutique d'un libraire, à Dublin, jetèrent les bases d'une société qui, deux ans après, devait compter dans son sein des millions d'hommes, fixer l'attention de tous les peuples, et recevoir des tributs de l'Amérique et des Indes; corps prodigieux qui, marchant toujours appuyé sur la loi, lors même qu'il apprêtait ses armes, parvint à se substituer au gouvernement de son pays, sut organiser en dehors de lui une police et une administration admirables, et qui, par ses ramifications gigantesques et son système d'impassible résistance, brisa, chose inouïe! toute la puissance de l'Angleterre, en lui

interdisant tout prétexte d'engager le combat pour en appeler à la force.

Un double objet préoccupa d'abord les chefs de la nouvelle association. Il s'agissait d'une part d'y rattacher étroitement le peuple, en lui suggérant des habitudes de subordination et de discipline, de l'autre, de discréditer le gouvernement, et de l'acculer à l'impuissance en constituant un pouvoir mieux obéi que le sien.

La population irlandaise, dans le cours de sa longue et triste histoire, n'avait connu le pouvoir que comme un joug; elle ne lui avait jamais demandé ni protection ni appui; de leur côté, les comités antérieurs ne s'étaient point occupés du peuple, et celui-ci avait maintenu dans toute sa barbarie le système sanglant des représailles individuelles. La nouvelle association s'occupa d'une manière toute spéciale de ces masses si long-temps livrées à leurs instincts brutaux et à leur aveugle imprévoyance. Elle parvint, en leur offrant des secours contre la rigueur des lois, en leur montrant en perspective le redressement de tant de griefs, à contenir, si ce n'est à changer, les habitudes les plus invétérées. Un magistrat se rendait-il coupable de quelque acte d'oppression, un collecteur de dîmes ajoutait-il à l'iniquité de cet impôt d'odieus procédés de recouvrement, un catholique était-il insulté par l'une de ces sauvages processions orangistes si communes dans le nord de l'Irlande, ces faits étaient aussitôt soumis au plus minutieux examen; des avocats et des jurisconsultes étaient chargés de prendre la défense du plaignant, de faire valoir, aux frais de tous, ses titres et ses droits devant la cour de justice; puis une presse spécialement fondée par l'association saisissait

l'Irlande et l'Angleterre de ces attentats jusqu'alors ignorés, et leurs auteurs tremblaient en les entendant dénoncer pour la première fois à l'indignation du monde.

Cette active surveillance exercée sur tous les détails de la vie privée, cette main protectrice qui, de Dublin, s'étendait au dernier laboureur du Connaught, cette générale et paternelle tutelle se combinait avec des vues politiques et de hautes pensées d'avenir. Des pétitions élaborées au comité central se couvraient de signatures dans tout le royaume : chaque matin, des pamphlets et des journaux, soumis à une direction commune, attaquaient avec ensemble le système judiciaire et l'établissement religieux dans ce qu'il avait d'inique et d'oppressif ; chaque soir, ces attaques étaient répétées dans des réunions accessibles à tous, assemblées enivrantes où l'on sentait, sous sa main, battre le cœur de tout un peuple, et dans lesquelles les saillies et le gros rire de la place publique se mêlaient aux éclats d'une indignation plus sérieuse.

O'Connell avait conçu une haute pensée en fondant la rente catholique. Prélever un penny par mois sur le dernier des cultivateurs irlandais, c'était d'abord ajouter aux ressources que l'association avait su s'assurer déjà par des souscriptions abondantes, c'était surtout attacher le paysan et l'homme du peuple au système pour lequel ils consentaient à prélever un impôt sur leur misère. Ainsi l'Irlandais catholique sortait, après des siècles d'anarchie, d'une sorte d'état sauvage. Il s'accoutumait à reconnaître un pouvoir, à accepter une organisation ; il s'adressait à d'autres qu'à lui-même pour obtenir allégement et justice. Ainsi se refaisait en de-

hors du gouvernement, et par d'autres mains que les siennes, la trame même de la société. Une organisation habilement entendue vint mettre ce nouveau gouvernement à la portée de tous, en étendant ses ramifications jusqu'aux extrémités de l'île.

Des *meetings* par comtés et par paroisses se tinrent à époques périodiques ; leurs décisions furent transmises au comité central où aboutissaient tous les renseignements, et duquel émanaient tous les ordres. A chaque *meeting* provincial fut attaché un inspecteur autorisé à désigner lui-même cinq assistants par comté, en divisant chaque comté en cinq districts ou paroisses. Dans chacune de ces circonscriptions, un fonctionnaire fut également nommé sous l'autorité immédiate du curé : il fut chargé de percevoir la rente et de surveiller tout ce qui se rapportait aux intérêts paroissiaux, spécialement en ce qui concernait l'enseignement communal, les dîmes, l'impôt d'entretien pour les édifices anglicans ; il dut, conjointement avec l'ecclésiastique, employer toute son influence pour détruire les associations secrètes en s'opposant à la prestation de tout serment contraire aux lois, à tout acte de vengeance et à tout attentat individuel. Chaque dimanche, ce fonctionnaire recueillait la rente catholique à la porte de l'église paroissiale ; chaque mois, il adressait son rapport à l'inspecteur provincial ; et ces innombrables rouages fonctionnaient avec une rapidité, se mouvaient avec une harmonie qu'un gouvernement constitué réclamerait vainement de ses agents officiels. Le comité catholique était à la fois un pouvoir et une faction : il participait de l'énergie de l'une et de l'autorité de l'autre.

Le clergé s'était tenu presque toujours en dehors des tentatives essayées jusqu'à cette époque, et l'on avait attribué à un relâchement du patriotisme ce qui pouvait avoir été une inspiration de la prudence. Son instinct lui fit, cette fois, pressentir l'heure de la délivrance : il comprit qu'il était appelé à en devenir le principal instrument, et se précipita avec ardeur dans la voie ouverte devant lui.

De ce jour aussi, la noblesse catholique cessa de faire bande à part. Un des premiers soins d'O'Connell avait été de constituer, pour présenter une pétition à la couronne, un comité composé des pairs, des baronnets et de tous les fils de ceux-ci ; et l'un des hommes les plus respectés de l'aristocratie irlandaise, lord Killeen, vint prêter à l'association, dont il accepta la présidence, avec l'autorité de son nom, le concours d'une dignité sans orgueil et d'une modération sans faiblesse. Enfin, les protestants favorables à l'émancipation politique furent conviés à prendre part aux travaux d'une société désormais nationale ; et ce fut dans les rangs des dissidents que la suprématie épiscopale rencontra ses ennemis les plus implacables, et la cause catholique ses défenseurs les plus dévoués.

Ainsi toutes les forces du pays s'étaient groupées en un seul faisceau ; un pouvoir s'était enfin organisé qui parlait à toutes les consciences, puisait dans toutes les bourses, et se trouvait assez fort pour armer des millions d'hommes, et en même temps pour les contenir. Un calme soudain avait interrompu le cours des désordres habituels ; à la voix de l'association, les populations rurales elles-mêmes avaient sursis à leur effroyable justice ; les esprits, tous à une seule pensée, ne vivaient plus que

par elle, et la plus indisciplinée des nations prêtait à ses chefs une obéissance aveugle et presque fanatique. En face de ce grand mouvement le gouvernement anglais, avec ses juges de paix, ses sheriffs et ses constables, était comme bloqué en Irlande ; le bénéfice des siècles, comme celui de la force, semblait également perdu pour lui.

Nous n'avons pas à retracer ici les phases d'une lutte qui a passionné le monde pendant six années : en exposant comment se forma l'association catholique, notre but a bien moins été d'écrire l'histoire si connue du passé, que de faire comprendre la situation que pourrait reprendre l'Irlande en face de circonstances analogues. Pour apprécier la portée des questions pendantes aujourd'hui entre le torysme et ce pays, pour savoir de quelles ressources disposerait celui-ci, à quels souvenirs il aurait à faire appel si des intérêts semblables rendaient une même énergie à ses passions, une même unité à ses actes, il a fallu le montrer dans un de ces moments suprêmes où les peuples n'ont de secrets ni pour les autres, ni pour eux-mêmes.

Nous ne ferons point assister nos lecteurs à ces grandes scènes religieuses et populaires où s'unissent dans une inspiration commune le génie du moyen-âge et celui des temps modernes, où Pierre l'Ermite et Mirabeau semblent renaître dans un même homme : saisissante vision aujourd'hui évanouie, mais dont la mémoire suffira seule pour assurer à l'Irlande les dernières conséquences de sa conquête, et faire reculer l'orangisme, s'il ose jouer les destinées de la Grande-Bretagne dans une lutte qui serait la dernière.

Du jour où l'association avait pu déterminer les free-

holders à quarante shellings, à voter publiquement contre les candidats de leurs propriétaires, du moment où les fermiers catholiques envisageaient de sang-froid le résultat d'un acte qui les vouait à la misère, et que leur héroïque abnégation eut triomphé à Waterford, à Louth et enfin à la grande élection de Clare, l'aristocratie anglicane comprit qu'elle était perdue, et l'orangisme ne protesta plus que par les cris d'une rage impuissante. En face d'un pouvoir qui disposait ainsi de la force sans en abuser, qui imposait de tels sacrifices aux consciences et une telle harmonie à de longues rivalités, il n'y avait plus qu'un parti à prendre. Les plus constants ennemis de l'Irlande s'inclinèrent devant une inflexible nécessité, et le bill d'émancipation traversa toutes ses épreuves parlementaires.

Ici commence, dans les affaires d'Irlande, une période nouvelle moins éclatante et surtout moins connue, période importante toutefois pour l'avenir de ce pays non moins que pour celui de l'Angleterre, dont la fortune se trouve plus étroitement enlacée chaque jour à celle de son implacable ennemi.

Nous l'avons dit précédemment, l'émancipation de 1829, loin d'exercer sur l'état intérieur de l'Irlande la pacifique influence qu'on semblait en attendre, coïncida avec une recrudescence d'agitation populaire et un déchainement soudain de toutes les passions. Jusqu'à la mise en vigueur de l'acte de coercition de 1833, chaque jour vit s'élever d'une manière effrayante le thermomètre de l'agitation, et avec lui le chiffre des meurtres, des incendies, des attaques nocturnes, et de tous les méfaits auxquels la population des campagnes avait

fait trêve sous une impulsion qui fut un instant plus forte que sa haine.

L'association catholique, après avoir, pendant six années, tenu lieu de gouvernement à l'Irlande, s'était dissoute pour se conformer aux injonctions de la loi et aux engagements pris par ses chefs. Après une excitation sans exemple, ce pays se trouvait donc livré sans direction à son propre entraînement.

Or, quoique l'enceinte de Saint-Étienne se fut enfin ouverte pour les députés catholiques, la situation de l'Irlande ne restait pas moins affreuse. Sa population devait mesurer la portée d'une pareille victoire aux changements produits dans sa propre condition, et l'émancipation, ne s'était traduite pour elle en aucune de ces améliorations pratiques que les masses comprennent parce qu'elles les sentent.

La famine ne les décimait pas moins sur la paille de leurs cabanes immondes. Les dîmes, les *vestry-cesses*, les *country-rates*, des fermages surtout, sans rapport avec le produit de terres subdivisées à l'infini, continuaient d'écraser un peuple réduit aux chétives ressources de la plus petite culture. Dans les villes, les corporations protestantes étaient debout, gardant le monopole des propriétés communales et des élections parlementaires, et l'orangisme se vengeait de ses défaites politiques par ces mille vexations locales qui blessent d'autant plus qu'elles sont plus immédiates et plus personnelles. Quels que fussent les efforts des députés irlandais groupés autour de leur chef, quelle que fût la bienveillance du cabinet whig envers l'Irlande, il était des maux dont la guérison échappait à l'omnipotence parlementaire, le

temps seul pouvant guérir les blessures que le temps avait faites ; il en était d'autres où l'autorité législative était en mesure d'exercer une intervention efficace.

Les questions spéciales à l'Irlande, dont le parlement britannique a été saisi depuis l'émancipation, et sur plusieurs desquelles il continue à délibérer, peuvent se classer sous trois chefs principaux : la réforme de l'église épiscopale, celle des corporations électives, enfin les mesures prises pour améliorer la condition du peuple, telles que la taxe des pauvres, et un système de travaux publics aux frais de l'état.

De ces grands problèmes, celui qui se rapporte à l'église anglicane d'Irlande est le plus sérieux par les puissants intérêts qu'il froisse et les passions populaires qu'il soulève. Avant de l'aborder avec les développements qu'il comporte, nous nous arrêterons un instant aux deux autres questions, qui, à des degrés différents, touchent également à la condition politique et sociale de ce pays.

Les abus qui s'étaient révélés en Angleterre lors de la discussion relative aux corporations municipales ne purent manquer de se présenter avec un caractère plus odieux encore, lorsqu'une discussion approfondie s'ouvrit au sein du parlement sur les corporations irlandaises. Ici, à l'usurpation historique s'étaient jointes la tyrannie de secte et la suprématie d'une caste sur une autre ; c'étaient elles qu'il s'agissait de briser en donnant à la population non conformiste, dans la direction des intérêts municipaux, une part proportionnée à son importance numérique. Le ministère affirmait avec raison avoir atteint ce but en proposant d'appli-

quer à cette partie des domaines britanniques, si long-temps placée en dehors du droit commun, les principes consacrés pour l'Angleterre et l'Écosse par le *corporation-act*, statut dont nous avons analysé déjà les dispositions fondamentales. D'après le projet du cabinet, le droit électoral était conféré à tout citoyen, sous condition d'un cens fort abaissé.

Ce fut sur le chiffre de ce cens que s'engagea l'une des plus longues discussions dont les annales parlementaires aient consacré le souvenir : le parti tory, n'osant contester l'urgence d'une réforme depuis les honteuses révélations de l'enquête, ne s'attacha qu'à la rendre inefficace, en maintenant en dehors de la jouissance des droits municipaux la masse de la population catholique et dissidente. Les amendements de sir Robert Peel trouvèrent à la session de 1839, dans la chambre des lords, la majorité qui leur avait manqué dans celle des communes, et lord Lyndhurst refit pièce à pièce l'œuvre de lord Russell.

Mais quelle que soit la gravité de cette question, elle n'est pourtant que d'un intérêt secondaire pour l'Irlande relativement à plusieurs autres. C'est par sa bourgeoisie, tout opprimée qu'elle ait été, que le génie national de ce peuple est parvenu à se montrer redoutable ; c'est à sa classe moyenne que l'Irlande doit sa délivrance ; c'est à elle qu'est confiée l'influence, prépondérante sur son avenir comme sur celui de l'Angleterre, que l'union législative a commis en quelque sorte à la discrétion du peuple vaincu. On doit donc tenir pour certain que, quelle que soit l'issue définitive de la réforme municipale, l'ascendant ne manquera point dans

les villes irlandaises à l'esprit de la bourgeoisie libérale; cet esprit se produira dans toutes les élections, et les membres irlandais le porteront au sein du parlement où ils sont appelés à faire, durant de longues années, l'appoint de toutes les majorités.

L'intérêt bourgeois ne périlclite donc point en Irlande; ce n'est pas là qu'est la plaie, ce n'est pas là que doit être appliqué le remède. La population rurale, avec ses mœurs sauvages et ses besoins qui excusent presque ses crimes, telle est, telle doit être l'objet constant des préoccupations d'un gouvernement qui met son honneur à rendre à la paix et à la civilisation l'une des plus intéressantes contrées du globe.

Nous attendons peu des plans nombreux d'éducation nationale présentés au parlement ou déjà essayés par lui. L'ignorance est moins grande en Irlande que dans beaucoup d'autres pays qui lui sont fort supérieurs en bien-être et en tranquillité; on peut même dire que l'éducation populaire y est relativement avancée. Ce qui manque à ce peuple, ce n'est ni l'instruction, ni la pureté des mœurs, ni la foi, ni tous les instincts honnêtes et bons par lesquels les nations prospèrent; ce qu'il réclame, c'est du travail; ce qu'il faut lui donner, c'est du pain. Trouver un moyen d'assurer au paysan irlandais une alternative quelconque entre la possession du sol et le dénuement absolu; lui créer une ressource pour sa vie lorsqu'il ne peut obtenir la location de quelques arpents, et l'empêcher de s'attacher en désespéré à son petit champ de pommes de terre en lui montrant ailleurs un moyen de sustentation, tel est le problème d'où dépend l'existence de tout un peuple, problème formidable pour la

Grande-Bretagne depuis qu'elle comprend la solidarité de ses destinées avec celles de cette terre malheureuse.

Le parlement a pensé que le moyen le plus efficace d'améliorer le sort du peuple des campagnes, et de le sauver des périls et des excitations inséparables d'un tel état de choses, était de fonder une provision légale pour les pauvres, et dans ce but la législation sur le paupérisme, modifiée par le statut de 1834, a été, en 1838, étendue à l'Irlande dans toutes ses dispositions.

L'avenir seul permettra d'apprécier une innovation sur la portée de laquelle il y aurait une sorte de témérité de la part d'un étranger à se prononcer aujourd'hui. Il est facile de répéter les objections adressées avec tant de fondement au système anglais, et d'établir que mieux vaut prévenir la pauvreté que la soulager, en lui créant comme un fonds permanent d'encouragement aux dépens de la société tout entière. Nous avons montré, dans nos études sur l'Angleterre, comment, en garantissant un peuple contre les conséquences du vice, de l'imprévoyance et de la paresse, on le rend par là même vicieux, imprévoyant et paresseux. Mais en ce qui se rapporte à l'Irlande, il faut tenir compte, ce semble, de considérations particulières et toutes locales de nature à infirmer jusqu'à un certain point les théories générales présentées par Malthus, Chalmers et presque tous les économistes, contre la taxe légale.

Peut-être l'établissement de secours pour les pauvres, dans les conditions nouvelles et plus sévères où la législation vient de les établir, est-il jusqu'à présent le seul moyen de créer pour ce malheureux peuple cette alternative qui lui manque aujourd'hui entre la possession de

la terre arable et la mort par famine. Lorsque le paysan irlandais, chassé de sa chaumière, et dans l'impuissance de sous-louer même à prix d'or quelques lambeaux de terre, saura qu'il est un lieu où il recevra de quoi vivre; tout désolé que soit ce lieu, toute sombre qu'en soit l'entrée, il ira y manger son pain d'amertume, et ne recourra plus à la menace, et à l'assassinat, comme à son unique secours. Ce qui importe avant tout, c'est de rendre le *white-boysme* odieux en le laissant sans excuse; et s'il y a de grands inconvénients à donner à un peuple enclin à la paresse trop de sécurité sur l'avenir; combien n'est-il pas plus dangereux de lui montrer dans cet avenir des souffrances sans espoir et une mort inévitable? Il est assurément très fâcheux de créer à des pauvres une condition qui les dispense de s'inquiéter du temps qui devra suivre; mais il est plus fâcheux, sans nul doute, de leur montrer ce temps qui approche, avec un cortège de douleurs si cuisantes, qu'ils ont recours pour s'y dérober aux moyens les plus criminels, et qu'au jugement de leur conscience, le crime se transforme en devenant une sorte de terrible nécessité.

Si l'introduction en Irlande des lois sur le paupérisme avait pour résultat de placer les choses en ce pays sur le pied où elles étaient en Angleterre avant le *Poor-law amendment act*, un tel essai serait à la fois immoral et funeste : distribuer à tous les nécessiteux et prétendus tels des secours abondants à domicile, alimenter la pauvreté par la paresse, et la paresse par la pauvreté, ce serait imposer à la propriété une charge sous laquelle elle succomberait en bien peu d'années; aussi n'est-ce pas là ce qu'a fait le gouvernement britannique.

En Irlande comme en Angleterre, aucun secours ne sera donné aux indigents que dans les maisons de travail, et la privation de la liberté sera le prix de cette aumône temporaire. L'effet de cette loi ne fût-il que de mettre en construction sur tous les points de l'île un nombre infini de *workhouses*, et d'assurer ainsi des ressources extraordinaires à une population complètement dénuée de moyens de travail, ses conséquences seraient déjà très salutaires.

En ce sens, on peut dire que le système de travaux publics aux frais de l'état, proposé par le cabinet, et partiellement adopté par la législature, contient la seule solution possible de ce triste problème. Lorsqu'un grand ensemble de chemins de fer sera en cours d'exécution, et que de vastes terrassements nourriront tant de bouches affamées, ce peuple cessera une guerre implacable contre une société qui, pour la première fois, aura bien voulu se souvenir qu'il existe : des communications nouvelles et plus rapides permettront à l'une des contrées les plus fertiles de l'Europe d'augmenter la masse de ses richesses, en ouvrant à leur exportation des voies plus rapides, enfin un capital nouveau aura été créé par l'industrie aux mains de la population rurale, et ce capital pourra devenir pour elle l'instrument précieux de son aisance matérielle, aussi bien que de son perfectionnement moral.

Le parlement anglais ne s'engage qu'avec une hésitation et une répugnance visibles dans des voies toutes contraires à celles où il a marché jusqu'à présent en fait de travaux publics ; mais, pour lui, l'avenir est destiné à faire fléchir bien des théories, et l'Irlande est placée, d'ailleurs, dans des conditions tellement exceptionnelles, que la libre concurrence et l'industrie particulière, qui

suffisent à tous les besoins en Angleterre, resteraient évidemment sans application dans l'île voisine.

L'Irlande, protégée par un pouvoir local qui la gouverne dans le sens de ses intérêts, comprenant qu'il est temps de substituer la confiance à la haine, soutenue dans ses vœux de réformes administratives et judiciaires par un cabinet dévoué à son bien-être, secondée par la libéralité du parlement dans ses tentatives industrielles, s'avance à grands pas vers un meilleur sort. Mais personne ne l'ignore : une grave question reste à résoudre, question qui touche à la fois à l'ordre moral, à l'ordre politique et à l'ordre matériel, et dans laquelle viennent se résumer toutes les difficultés, se concentrer tous les souvenirs et se réchauffer toutes les passions ; celle-là, le cabinet whig ne s'est pas senti assez fort pour la trancher, après avoir pris une sorte d'engagement de la résoudre. Il a essayé des réformes sans résultat en ce qu'elles sont insuffisantes ; et, dans l'instant le plus favorable, il s'est reposé sur l'avenir, sans voir que cet avenir allait lui manquer.

Le ministère de lord Grey avait compris qu'il était impossible d'imposer à l'Irlande l'acte de coercition, avec la suspension du jury et le régime des cours martiales, sans donner à l'opinion publique une satisfaction éclatante. L'église épiscopale était nécessairement appelée à la payer, et des engagements formels avaient été pris à cet égard comme condition d'un vote auquel résistaient les vieux scrupules constitutionnels du parti whig. Ce fut pour remplir cette promesse, et rendre moins violente l'opposition des membres irlandais, que lord Althorp présenta, au nom du cabinet, un projet de réforme

dont, après des concessions nombreuses faites à l'intérêt tory dans la chambre des lords, les bases furent converties en statut définitif ¹.

L'effet le plus senti, le seul populaire, il faut le reconnaître, de cette mesure incomplète, fut l'abolition des contributions ecclésiastiques connues sous le nom de *church-cesses*. On sait que ces contributions se prélevaient, au profit de l'établissement épiscopal, sur les catholiques et les dissidents, qui, à la charge de sustenter leur propre église et de nourrir le clergé anglican du produit de leurs dimes, voyaient se joindre l'humiliation de payer les frais d'un culte dont le triomphe était lié à de si cruels souvenirs. A cet impôt fut substitué un fonds prélevé sur l'universalité des bénéfices ecclésiastiques à titre de taxe proportionnelle ². L'établissement de cette taxe eut un double but : l'entretien et la construction des édifices servant au culte anglican, et les subventions à donner aux petites cures (*small livings*), les titulaires de ces cures se trouvant placés dans une situation de plus en plus critique par les refus de dimes devenus à peu près universels en Irlande.

A ces dispositions destinées à recevoir une application immédiate, le statut en ajouta d'autres qui ne devaient avoir leur effet qu'après la mort des titulaires et bénéficiers alors en possession. Ainsi, les immenses revenus du primat d'Irlande furent frappés, pour l'avenir, d'une

¹ Chambre des communes, 12 février 1835.

² Tous les bénéfices au-dessous de 200 liv. sterl. restent exempts de taxe. De 200 à 500, la taxe est de 5 pour 100 ; de 500 à 700, 6 p. 100 ; de 700 à 800, 8 p. 100 ; de 800 à 1,000, 10 p. 100 ; de 1,000 à 1,200, 12 p. 100, et de 15 p. 100 au-dessus de cette somme. Des bases analogues, quoique plus favorables que pour les simples bénéfices, ont été adoptées pour la part contributive des évêques. Ceux-ci paient 5 p. 100 sur les revenus au-dessus de 4,000 liv. sterl. (100,000 fr.)

réduction de quelques mille livres sterling. La suppression des bénéfices sans charge d'âmes fut arrêtée pour recevoir son exécution au fur et à mesure des décès, Enfin une disposition plus grave vint frapper dans ses sommités le personnel de l'église établie. Le nombre des évêchés fut abaissé de vingt-deux à dix ; disposition contre laquelle s'éleva avec force le banc ecclésiastique, comme constituant un empiètement sur la juridiction spirituelle, mais que le cabinet parvint à faire triompher en s'appuyant sur des précédents historiques, et en développant une subtile distinction entre la *suppression* et la *réduction* des sièges.

Mais la question principale était, nul ne l'ignore, celle des propriétés appartenant à l'établissement ecclésiastique ; c'était là que l'opinion publique attendait le cabinet, et ce fut sur cette question qu'il resta fort en-deçà des limites qu'une fermeté prudente lui aurait probablement permis d'atteindre à une époque où le parti tory, tout meurtri de sa récente défaite, n'avait pas encore retrouvé une confiance aujourd'hui pleinement justifiée.

La seule chose qu'osa le ministère fut une motion tendant à appliquer aux besoins de l'état, non pas une partie des propriétés ecclésiastiques, mais l'excédant de valeur que ces propriétés pouvaient acquérir à raison de nouvelles dispositions législatives. Il proposa d'autoriser les évêques à concéder à leurs tenanciers des baux perpétuels au lieu de baux à courte échéance ; faculté toute nouvelle, qui créait un capital nouveau sur lequel l'église n'avait pas pu compter jusqu'alors, et dont il était légitime de faire profiter la société civile. Ceux-là même qui déniaient au pouvoir politique toute action sur la propriété de l'église

devaient reconnaître, selon le chancelier de l'échiquier, que tous les produits additionnels obtenus en vertu de ce nouveau système pouvaient être employés par l'état selon le mode que le parlement estimerait convenable.

Ce projet impliquait un principe que l'opinion libérale devait accueillir avec faveur ; mais dans un moment où la fièvre de la réforme travaillait encore l'Angleterre, lorsqu'à ces ardentes excitations l'Irlande joignait celles de ses souffrances éternelles, et que les attentats s'y multipliaient chaque jour, il était impossible qu'une proposition plus logique et plus hardie ne partît pas de l'assemblée nationale. Si un riche établissement épiscopal était pour l'Angleterre un instrument politique en rapport avec le principe de son gouvernement, il n'était pour l'Irlande qu'une insulte à la conscience et au bon sens, qu'un obstacle perpétuel à la paix publique et à l'union avec la Grande-Bretagne. Aussi, dans la session suivante l'église irlandaise fut-elle l'objet d'une motion qui, allant droit au fond des choses, proclamait un principe dont le triomphe, infaillible dans l'avenir, coûtera cependant autant de peine, et peut-être autant d'années, que celui de la réforme parlementaire. Dans un discours que devait clore une proposition restée célèbre ¹, M. Ward exposa l'étrange situation de cette église campée au sein d'une population qui la repousse.

Selon l'honorable représentant de Saint-Albans, le système des dimes était la source de tous les désordres qui affligeaient ce pays. La résistance à leur perception était, depuis trois années, devenue à peu près univer-

¹ Chambre des communes, 27 mai 1834.

selle dans le nord aussi bien que dans le midi. Elle embrassait les protestants comme les catholiques, et menaçait de susciter une opposition générale à toutes les dettes légales. En vain l'Angleterre entretenait-elle en Irlande une force égale à celle que réclame son vaste empire des Indes; en vain les tribunaux rendaient-ils des arrêts qui recevaient trop souvent une exécution sanglante.

Un rapport récent constatait que dans les cinq années précédentes dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-une causes, pour faits relatifs aux dîmes, avaient été débattues dans les sessions trimestrielles : masse effrayante de poursuites qui, loin de briser les résistances, les avaient rendues plus compactes et plus énergiques. Il restait établi qu'un million sterling était consacré chaque année aux besoins d'un établissement religieux qui ne correspondait pas aux croyances de plus de la quatorzième partie de la population, c'est-à-dire à celles de six cent mille personnes environ. De cette disproportion entre les richesses et les besoins, entre le personnel ecclésiastique et le nombre des fidèles, avait surgi un abus arrivé à l'état de scandale public, la non-résidence. Aux termes d'une enquête faite en 1815 sur la situation de l'église établie en Irlande, on y comptait six cent soixante-quatre ministres résidents, et cinq cent quarante-trois non résidents, et cette proportion s'était maintenue depuis cette époque. Parmi les ministres dévoués à leurs devoirs, un assez grand nombre remplissaient leurs fonctions pour un modeste salaire, dont la moyenne ne dépassait pas 70 livres sterling par an; les vingt-cinq millions de francs auxquels M. Ward

estimait les revenus de toute nature de l'église anglicane en Irlande, passaient donc en presque totalité aux mains de quelques privilégiés et de sinécuristes, fait immoral dont l'orateur, au nom de la religion elle-même, réclamait le prompt redressement. Il proposait, en conséquence, de fixer un maximum pour chaque bénéfice à raison de son importance, en affectant aux besoins de l'état l'excédant constaté des propriétés ecclésiastiques.

Cette proposition continue depuis cinq années d'être débattue dans la chambre et dans la presse avec cette gravité patiente que les Anglais portent dans la discussion des grands problèmes politiques. D'une part, on invoque les maximes du droit civil sur la subordination des intérêts individuels à l'intérêt général¹, et des précédents historiques dont les actes de la réformation ne sont pas le moins formidable; de l'autre, on s'écrie que l'autorité temporelle ne peut toucher à la fortune de l'église sans violer un droit sacré, sans porter un coup mortel à l'union des deux puissances, dont l'harmonie constitue la force sociale.

C'est raisonner juste dans deux ordres d'idées très-différents. Que l'église anglicane soit dans la position la moins favorable pour repousser le principe d'omnipotence séculière sur lequel elle est elle-même assise, cela n'a pas besoin de démonstration; mais ce qui n'en réclame pas davantage, c'est que la prétention d'administrer les revenus ecclésiastiques et de disposer de leur ex-

¹ Au nombre des travaux importants provoqués par la discussion de cette grande affaire, on peut consulter, comme le manifeste du parti whig, une brochure publiée lors du retour de sir Robert Peel aux affaires, en 1835 : *On the national property and the prospects of the present administration and of their successors.*

cédant, lorsque ce droit aura été reconnu par le parlement britannique, sera non plus le prélude d'un prochain changement, mais le gage d'une immense révolution irrévocablement consommée.

De ce jour l'état aura absorbé l'église. En place de l'édifice à l'ombre duquel tant de générations ont passé, on verra s'élever une société nouvelle, toute-puissante en ce qui se rapporte aux intérêts matériels, mais déclinant toute compétence en ce qui touche à l'ordre religieux. Dans son sein s'agiteront, vivant de leur vie indépendante et propre, ces diverses associations intellectuelles organisées sous une hiérarchie librement acceptée. Il est douteux que l'église épiscopale puisse survivre, même en Angleterre, à cette épreuve décisive; mais ce que personne ne saurait contester en ce qui concerne l'Irlande, c'est que cette crise y sera pour l'anglicanisme le signal d'une dissolution inévitable.

Quoique accueillie par la chambre des communes, la proposition désormais historique de M. Ward échoua devant l'impassible résistance des lords. Profitant, dans la session de 1838, de l'ascendant progressif du parti conservateur au sein des communes, la pairie obtint du cabinet de lord Melbourne le sacrifice d'une clause au succès de laquelle cette administration avait d'abord lié son existence. Par une de ces transactions que comportent les mœurs parlementaires de nos voisins, et dont les nôtres sont incapables, il fut convenu que, pour prix de l'abandon au moins temporaire du principe d'expropriation, la chambre haute donnerait son vote à trois mesures capitales pour l'Irlande : l'une concernant les dîmes, l'autre ayant pour but la réforme des corporations mu-

nicipales , la troisième enfin se rapportant à l'établissement d'une taxe des pauvres.

L'Angleterre avait appliqué à ses propres dîmes le principe de la commutation ; ce fut par lui que le gouvernement britannique tenta d'arracher l'Irlande au danger d'une perception qui provoquait chaque jour des scènes désastreuses.

Qu'on se figure la difficulté de faire rentrer un impôt qui pesait sur un nombre infini de têtes , et dont le taux moyen par individu variait selon les comtés d'un schelling à un farthing ! Un très grand nombre de tenanciers subissaient des poursuites judiciaires avec les frais qui en sont inséparables , pour une dette de quelques *pences* que leur conscience répugnait à acquitter.

Pour faire cesser un état de choses aussi préjudiciable à l'église établie qu'à l'ordre public , le gouvernement proposa aux communes de remplacer la dîme par un impôt foncier , payable à la couronne pour être réparti par elle entre les ayant-droit. Cet impôt était rachetable à des conditions avantageuses au débiteur , et le prix de rachat était compté au propriétaire de la dîme qui se trouvait ainsi désintéressé.

Les membres irlandais repoussèrent d'abord ce plan avec violence. C'était , disaient-ils , insulter au bon sens que de proposer à l'Irlande un changement dans les mots , alors qu'elle réclamait avec tant d'énergie un changement dans les choses. Mais , devenus hommes politiques après avoir été si long-temps hommes de parti , ces membres eurent la sagesse de subir les conditions inséparables de leur situation nouvelle ; ils comprirent qu'il était impossible de porter dans les con-

quêtes parlementaires cet entraînement de logique et de passion qui avait signalé leurs glorieuses luttes populaires; ils transigèrent donc sur le principe de la dime, tout en déclarant dans leurs manifestes et leurs journaux qu'ils étaient résolus à en exiger la suppression, et qu'ils avaient l'espoir de l'obtenir.

Le cabinet whig, débordé en Irlande par l'irritation populaire, comme en Angleterre par la recrudescence du torysme, était réduit à ne signaler ses bonnes intentions que par des demi-mesures, et celles-ci, combattues par l'orangisme au sein de la chambre haute, acceptées faute de mieux par le parti irlandais de la chambre des communes, venaient presque toujours se briser en Irlande ou contre de violentes résistances, ou contre une impossibilité plus dangereuse peut-être. Il resta démontré que toute tentative de redressement autre que la suppression pure et simple d'un tribut odieux à tant de titres, n'aurait aucune sorte de portée. La mesure dont on avait attendu une amélioration dans le sort de ce pays, n'avait levé aucun des obstacles qui rendaient désormais comme impossible la perception de la dime; aussi le clergé anglican se trouvait-il dans une situation très difficile. Tout ce que put, en 1838, le ministère Melbourne pour conjurer les embarras dont un parti faisait si injustement retomber le poids sur sa tête, ce fut de présenter un bill dont le résultat définitif était de mettre à la charge de l'échiquier de la Grande-Bretagne les arérages des dîmes irlandaises, en stipulant un droit de recours visiblement illusoire. O'Connell et ses amis accordèrent une superbe et ironique approbation à une mesure qui était la plus éclatante sanction de leurs pa-

roles et de leur conduite. L'église anglicane était, suivant eux, un établissement imposé à l'Irlande, et qui lui restait pour ainsi dire étranger : dès-lors, si l'Angleterre prétendait le maintenir pour la convenance de sa politique ou la satisfaction de quelques consciences épiscopales, il était très simple qu'elle en fit les frais ; ce plaisir pieux valait bien un million sterling, et les membres irlandais votèrent cette somme par un motif tout opposé à celui qui inspirait sir Robert Peel et les révérends prélats de la chambre haute.

Des esprits politiques ne pouvaient manquer d'apercevoir tout ce que de telles mesures impliquaient de funeste pour l'avenir de l'établissement protestant d'Irlande ; mais, dans ce pays, les masses les jugèrent moins selon leurs tendances que selon leur portée immédiate, et s'alarmèrent en voyant leurs représentants sanctionner par des concessions ce qu'elles repoussaient avec la double énergie de la conscience et de la haine. Les transactions auxquelles dut se prêter O'Connell, par cela même qu'il soutenait contre le torysme une administration favorable à ses compatriotes, et qui faisait de l'amélioration du sort de l'Irlande sa principale, peut-être pourrait-on dire son unique étude, furent signalées par des passions ignorantes ou jalouses comme des déviations de sa politique naturelle ; et l'on affecta de marquer deux ères différentes dans sa vie, lorsqu'il suivait avec une admirable persévérance son unique pensée, et qu'il ne changeait de moyens que pour rester plus conséquent avec lui-même.

Ces impressions étaient entretenues par le parti démagogique, dont O'Connell se séparait de plus en plus à

mesure qu'il pénétrait plus clairement la vanité de ses rêves et l'ardeur de ses espérances désordonnées. Elles n'étaient pas repoussées par les masses, que la croisade pour l'émancipation religieuse avait accoutumées aux éclatantes conquêtes arrachées par une parole qui semblait alors un glaive tranchant; elles allaient enfin au tempérament et aux mœurs du clergé catholique, centre puissant de la vie populaire.

Ce grand corps avait contribué plus que tout autre à entretenir le sentiment national; il l'avait réchauffé à l'ombre des autels au temps des persécutions, il lui avait donné le principe d'organisation auquel était dû son récent triomphe. Cependant le clergé catholique était, depuis la grande lutte de l'émancipation, il est encore, et pour long - temps, peut-être, un obstacle aux progrès réguliers obtenus par les voies constitutionnelles. Impatient dans ses vœux, violent dans leur expression, on le dirait plus enclin à user de la force dont il dispose qu'à la contenir. « Examinons, dit un de ses membres¹, la conduite des ecclésiastiques dans ces derniers temps, relativement à l'instruction du peuple. Lui ont-ils inculqué les principes de la religion catholique? Ne se sont-ils pas trop souvent établis en hostilité ouverte contre la loi et les autorités constituées? N'ont-ils pas toléré la sédition et l'insubordination la plus complète? N'ont-ils pas paru mettre l'anarchie à l'ordre du jour? Ont-ils inspiré aux fidèles des sentiments de modération et de paix, ainsi qu'ils l'auraient dû faire, comme ministres de l'Évangile et prêtres de l'église ro-

¹ M. Croly, prêtre catholique d'Ovens et Aglis.

maine ? C'est le titre de gloire de cette église d'enseigner à tous ses enfants le respect du pouvoir et des magistrats, et de ne contrevenir jamais à la paix publique et à la sécurité individuelle. Les ecclésiastiques irlandais n'ont peut-être pas été précisément les mobiles des désordres populaires, mais quelques-uns d'entre eux y ont joué un rôle trop éclatant ; et comment méconnaître que l'impression générale dans le pays ne soit qu'ils donnent à ces désordres un assentiment absolu, quoique secret ? Ils ont suivi la multitude, au lieu de la guider, et ont laissé dénaturer entre leurs mains le dépôt sacré de la foi. »

Remontant au principe de ce désordre introduit dans l'église catholique d'Irlande, le même ecclésiastique l'explique avec justice et raison par d'amers ressouvenirs et une haine trop légitime contre l'oppression civile et religieuse. « Mais comment ne pas voir, ajoute-t-il, que la dépendance où vit le clergé pour tous ses besoins, que sa soumission forcée aux volontés d'un peuple passionné, sont les causes principales de l'altération qui a atteint le caractère du clergé ? La multitude seule tient les cordons de la bourse cléricale, elle peut ôter son pain au prêtre et le réduire à la mendicité ; et malheur, en effet, à celui qui ose lui résister en face ! Dans les moments de crise, le cri universel, parmi les populations des campagnes, est qu'elles ne souffriront pas au milieu d'elles des prêtres qui contrarieraient leurs projets, et l'on pourrait citer des exemples de la réalisation de cette menace. Un trop juste effroi de la misère a contribué à ôter toute indépendance au clergé catholique dans l'exercice de sa sainte mission, et la situation de l'Irlande restera toujours désastreuse tant que cet état de choses ne sera pas changé. »

L'église de l'immense majorité doit être enfin délivrée de cette dépendance, qui la constitue en état de complaisance devant des passions que sa mission est de contenir. Cela importe à la dignité de la religion, et plus encore peut-être à la paix publique. Une provision annuelle pour le clergé catholique serait à la fois une mesure d'équité et de haute politique ; elle deviendrait un lien précieux entre ce corps indépendant et la société civile ; elle seule permettrait de conserver à l'établissement épiscopal une partie de son immense fortune. Une somme de 600,000 livres sterling atteindrait largement ce but, et la réconciliation de l'Angleterre et de l'Irlande est à ce prix.

Rien n'indique cependant que cette importante innovation doive être prochainement essayée ; aucune proposition n'a été débattue jusqu'à ce jour au parlement relativement au salaire du clergé romain. Les hommes sensés estiment unanimement que cette mesure est nécessaire, qu'il ne peut y être suppléé par aucun expédient ; toutefois nul n'ose en assumer la responsabilité, et dévouer sa tête aux imprécations qu'une telle proposition ne manquerait pas de susciter. Le torysme la rejette avec horreur comme impliquant une sorte de sacrilège social ; c'est, à ses yeux, la consécration de l'indifférence religieuse, l'abomination de la désolation introduite au sein des trois royaumes ; il le dispute de logique et d'indignation à l'école de M. l'abbé de Lamennais, stigmatisant, en 1822, le salaire de tous les cultes sanctionné par la charte athée. Le radicalisme démagogique, qui tient pour le système purement volontaire en matière de religion, ne verrait pas non plus avec faveur

une telle innovation , car celle-ci tendrait à établir une plus étroite association d'intérêts entre le pouvoir et le clergé catholique d'Irlande, et dégagerait celui-ci de l'atmosphère révolutionnaire où le retient aujourd'hui sa condition dépendante.

Le salaire du clergé est donc une idée essentiellement gouvernementale , qui a contre elle toutes les passions , tous les mauvais instincts , et ne peut se défendre que par de sévères considérations politiques. Il appartiendrait à O'Connell d'arborer ce drapeau de sagesse et de conciliation , et de le tenir de sa main forte et haute , nonobstant les clameurs qui partiraient peut-être de son propre camp.

Ce qui , à la seconde période de sa vie politique , fait l'honneur de cet homme éminent , ce qui lui assure une place éclatante au-dessus des renommées contemporaines , c'est qu'il a été tour à tour , et pour ainsi dire en même temps , homme de gouvernement et homme de faction , ne se servant de la puissance révolutionnaire que pour atteindre un but légitime , et puis ce résultat obtenu , trouvant en lui-même assez de force pour contenir celle qu'il empruntait aux passions du dehors ; toujours maître de son instrument , comme le conducteur d'une machine l'est de la vapeur qu'il condense , toujours tendant aux mêmes fins , et sachant continuer dans les luttes régulières de Westminster les tentatives commencées au sein de réunions tumultueuses. L'homme politique qui soutient le ministère Melbourne contre les assauts réitérés de l'orangisme en Irlande et du torysme en Angleterre , ne sera pas moins grand devant la postérité que le redoutable agitateur soulevant , à l'élection de Clare , les

tenanciers contre leurs seigneurs ; et , quoi qu'en puisse penser et dire le vulgaire , il y a une gloire aussi solide à recueillir dans ces nuits sans repos de la chambre des communes , dans ces combats de chaque jour où le cabinet whig triomphe à peine de quelques voix , que dans des processions enivrantes faites à la face du ciel , sous l'escorte d'un peuple tout entier.

Le ministère whig n'a pas fait sans doute pour sa patrie tout ce que réclame O'Connell et tout ce qu'exige la justice , mais les intentions de ses membres sont bienveillantes et droites ; il a été presque toujours jusqu'aux limites qu'il ne pouvait franchir sans se briser , et sans faire tomber avec lui la dernière espérance d'un gouvernement libéral pour la Grande-Bretagne. N'est-il point noble et moral de lui tenir compte de ses efforts , n'est-il pas habile de demander à l'esprit de transaction ce que l'Irlande aurait peine à conquérir par la force , ce qu'elle n'arracherait , dans tous les cas , qu'au prix des plus grands sacrifices ? Que les whigs se maintiennent aux affaires sous l'influence croissante du nouveau parti radical , et les membres irlandais , restant les dispensateurs obligés de la majorité au sein des communes , seront en mesure de stipuler le prix de leur concours en concessions annuelles pour leur patrie. En conservant le présent , ils garantissent donc l'avenir , ils écartent la seule chance , sinon fatale , du moins incertaine pour l'Irlande , celle d'une lutte à mort avec le torysme disposant de toutes les forces de l'empire britannique , et les mettant au service de ses haines inextinguibles.

Ainsi l'Angleterre devra bientôt céder aux légitimes exigences de la contrée si long-temps vassale , et celle-ci

pèse déjà d'un poids immense sur les destinées de ses vainqueurs. L'Irlande serrera de plus près chaque année cette formidable et dernière forteresse de l'aristocratie européenne, déjà travaillée à son centre même par tant de tendances nouvelles. L'Irlande catholique et la France libérale menaceront, de concert, la constitution anglaise, l'une par l'influence constitutionnelle de ses représentants, l'autre par l'irrésistible ascendant de ses idées ; et dans les aperçus que nous allons présenter du gouvernement représentatif au sein de notre patrie, nos voisins pourront entrevoir comme un tableau anticipé de leur avenir.

DU GOUVERNEMENT

REPRÉSENTATIF

EN FRANCE.

DEUXIÈME PARTIE.

LETTRES

A UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ¹.

I

Esprit du Parlement français.

Vos conjectures ne sont pas rassurantes, monsieur, et malgré la confiance inspirée à tout Anglais par ces fortes institutions qui s'enlacent si étroitement à toutes les existences, l'avenir vous apparaît menaçant et sombre à la lueur des feux de Birmingham. Sans vous exagérer ses résultats actuels, vous entrevoyez dans le mouvement chartiste une unité d'efforts et de direction qui avait jus-

¹ Ces lettres furent écrites à la fin de 1839 et dans les premiers mois de 1840. Après les études précédentes sur l'Angleterre qui en sont, à bien dire, l'introduction; le lecteur voudra donc bien se reporter pour en apprécier la partie historique et mobile, à la situation de cette époque : quelque effort qu'ait fait l'écrivain pour s'élever au-dessus d'elle, il en a nécessairement subi l'influence dans une certaine mesure.

qu'à présent manqué à ces nombreuses émotions populaires, accessoire habituel des gouvernements aristocratiques, et auxquelles celui de la Grande-Bretagne semblait insulter par une indifférence dédaigneuse. Cette tentative, tout avortée qu'elle soit pour le moment, s'est fait remarquer par un caractère nouveau de confiance et de cynisme où les théories les mieux arrêtées semblent se combiner avec les passions les plus brutales. Vous comprenez que pressée par des périls dont elle n'avait pas encore soupçonné la gravité, l'Angleterre pourra se trouver conduite à modifier son organisation politique, à renforcer tout son système administratif, en empruntant à ses voisins des institutions et des formes pour lesquelles ses publicistes professèrent long-temps un dédain dont il faudra désormais revenir.

Cependant, au milieu de ces pénibles préoccupations, votre pensée se reporte vers la France avec une sollicitude plus vive encore. Confiant dans ce qui survit chez vous de foi politique et de religieux respect pour l'œuvre des ancêtres, vous pensez que d'immenses ressources sortiront de l'évidence même du péril, du jour où l'existence de la constitution serait manifestement compromise.

Cette sécurité, monsieur, vous ne l'avez pas pour la France. Vous y croyez le gouvernement représentatif exposé à des dangers que l'anarchie parlementaire et le scepticisme national rendent de plus en plus difficile de conjurer. En suivant de près le jeu et l'avortement de tant d'intrigues, en contemplant avec une haute et impartiale sagacité le spectacle de mobilité, d'égoïsme et d'impuissance, si tristement étalé parmi nous, des doutes

graves se sont élevés dans votre esprit sur la consolidation de notre établissement politique. En vain cherchez-vous, dans la confusion présente des hommes et des choses, un élément de permanence, une idée respectable et respectée de tous, quelque signe de durée ou quelque gage d'avenir en mesure de résister, ne fût-ce qu'un jour, à l'éternel ouragan qui soulève et roule l'une sur l'autre ces vagues de sable sans consistance et sans repos.

Vous aimez la France, la fécondité de son sol et de son génie, ses mœurs douces et faciles, et cette égalité partout répandue qui semble la consacrer comme le domaine de l'intelligence. Tout fier que vous soyez de la grande nation à laquelle vous appartenez, vous avez foi dans l'initiative réservée à la France sur les destinées de l'humanité ; vous y voyez le creuset où viennent se fondre toutes les idées, pour s'empreindre d'un cachet d'universalité philosophique. Cependant cette puissance pleinement admise par vous dans le passé, vous craignez de la voir s'évanouir dans l'avenir ; inquiet des misères au sein desquelles nous nous trainons si péniblement depuis deux sessions, vous craignez que l'Europe ne doive renoncer à une impulsion qui lui est si nécessaire, et que la France ne descende au-dessous du rôle glorieux marqué pour elle par la Providence. Des luttes politiques abaissées au niveau des plus vulgaires ambitions ; des noms propres substitués aux intérêts de parti ; des tentatives hardies jusqu'à la témérité aboutissant à des résultats mesquins jusqu'au ridicule, des colères d'écoliers et des susceptibilités de femmes recouvrant un fonds permanent de cupidité ou de jalousie, toutes les situations faussées, tous les hommes politiques brouillés sans

qu'il y ait entre eux l'épaisseur de la plus mince idée ; voilà le triste tableau tracé par vous de cette France que vous saluâtes long-temps, sinon comme le berceau, du moins comme l'école pratique de la liberté constitutionnelle en Europe.

Vous éprouvez le besoin d'être rassuré, monsieur, et vous voulez bien m'exprimer le désir de connaître mon opinion sur la crise que traverse en ce moment en France le gouvernement représentatif. Libre d'engagements au sein du parlement comme dans la presse, n'ayant ni l'espérance ni la volonté de profiter de ces victoires éphémères que quelques hommes remportent les uns sur les autres sans résultat pour le pays et presque sans bénéfice pour eux-mêmes, vous pensez que je suis en mesure d'apprécier avec quelque justesse une position qu'il est assurément bien facile de contempler avec le plus parfait dégagement d'esprit.

Je l'essaierai, monsieur, certain à l'avance de toute la liberté de mon jugement, que ne viendra troubler ni la mémoire d'aucun bienfait, ni celle d'aucune injure. Je m'efforcerai de saisir les idées sous les hommes, là du moins où les hommes représentent encore quelque chose, et de remonter au principe d'un mal dont je confesse toute la gravité, mais que pourtant je ne crois pas, comme vous, absolument incurable.

Loin de Paris par la distance, plus loin encore par le repos qui m'environne, la tête à l'ombre des grands chênes, les pieds humides de l'écume de nos grèves bretonnes, n'entendant d'ici que le bruit des vagues, harmonieux accompagnement de la pensée, je vous communiquerai mes impressions sur le présent, quelquefois mes rêves

sur l'avenir ; heureux de continuer le commerce que vous me permettes de commencer dans le *Lobby* de la chambre des communes, alors qu'assis à vos côtés j'étudiais dans leur vérité sévère ces nobles formes politiques dont je viens de retracer le tableau.

Un tel emploi de mes loisirs me sera doux, puisque vous m'y conviez : je ne le crois pas, d'ailleurs, inutile. Il est bon de faire une pause après tant de chemin parcouru, de s'orienter un peu au sein de cette brume épaisse, et de se demander jusqu'à quel point l'exemple et la théorie du passé peuvent servir de boussole et de règle pour la suite de notre carrière. Je vous donnerai ma pensée tout entière, sans m'interdire ces aperçus vagues et lointains, qui ne seraient ni convenables ni mûrs pour une assemblée délibérante. La presse sérieuse et réfléchie doit être l'avant-garde et l'éclaireur de la tribune : c'est ainsi que vous le concevez si bien chez vous.

Pourquoi dissimuler, en commençant, un sentiment qui se produit confusément aujourd'hui dans les intelligences élevées et jusqu'au sein des masses ; pourquoi ne pas avouer qu'en effet la foi publique est ébranlée dans l'ensemble du mécanisme constitutionnel, et que les principes du gouvernement représentatif, tel qu'il a été défini et pratiqué jusqu'ici, cessent d'être applicables à notre situation ?

Une chambre élective où se concentre non pas seulement l'initiative politique, mais la totalité de l'action gouvernementale ; une autre assemblée, dont les attributions sont nominales, et dont le titre imposant semble une amère ironie ; une royauté engagée dans une sorte de lutte personnelle, moins contre un système défini que

contre les chefs de diverses fractions parlementaires : ce n'est pas là le gouvernement des trois pouvoirs se pondérant l'un par l'autre.

Chacun voit cela à la première vue ; mais ce qui se voit moins nettement, c'est le caractère véritable d'un gouvernement qui, malgré l'omnipotence attribuée à l'un des éléments qui le composent, ne parvient pas à imprimer aux affaires une impulsion décidée, même dans le sens de l'intérêt qu'il représente, ne dessine nettement aucune idée, ne poursuit aucun plan, et s'avance de vellétés en vellétés, j'allais dire de contradictions en contradictions, jusqu'à une trop manifeste impuissance.

Voyez, en effet, sur quel terrain mouvant l'on marche en ce pays-ci ! Tout le monde, assure-t-on, y veut être ministre, et voilà que le pouvoir a récemment été près de trois mois en *intérim*, sans que personne osât ou pût le prendre. Nulle dissidence vraiment sérieuse, on le verra plus tard, ne sépare les hommes auxquels incombaient les portefeuilles vacants ; pas une passion politique ne les divise, pas un intérêt général n'est engagé dans leurs querelles, et pourtant ils ne sauraient, après deux mortels mois d'efforts, s'accorder pour posséder ensemble l'objet de leur plus vive ambition ! Mais voici un symptôme plus significatif encore : il se trouve qu'après d'interminables négociations, les chefs politiques dont les noms paraissent exprimer au moins la pensée des partis, sont tous écartés du pouvoir, où les disciples s'installent sans les maîtres, de telle sorte qu'un vaste mouvement dont s'émue le pays tout entier, qui sépara les plus vieux amis et réunit des adversaires

réputés inconciliables, s'achève aussi confusément qu'il commença, sans qu'une idée s'en dégage, sans qu'un intérêt politique y trouve satisfaction, dans les proportions et avec le caractère d'une véritable journée des dupes.

Quand on songe que des embarras sinon aussi graves, du moins analogues, se révèlent à toutes les crises ministérielles, et que celles-ci se produisent à des intervalles de plus en plus rapprochés, avec la périodicité d'une sorte de fièvre réglée; lorsqu'on découvre jusqu'à la dernière évidence que les difficultés du gouvernement représentatif gisent bien moins désormais dans l'ardeur des passions politiques que dans les susceptibilités des hommes, de telle sorte que les exigences personnelles créent des obstacles plus sérieux que les exigences des partis, il est impossible de ne pas comprendre qu'il y a ici quelque chose de tout nouveau, sans précédent dans les pays libres, et surtout dans le vôtre.

Il me sera permis de dire, je pense, sans ravaler mes contemporains, que, depuis l'avènement de Guillaume III, l'Angleterre a compté de plus grands hommes. Remontez cependant à vos temps les plus difficiles, depuis les jours de la reine Anne jusqu'à la régence orageuse de George III; soit que la Grande-Bretagne se débatta contre la puissance de Louis XIV, soit qu'elle lutte un demi-siècle en Écosse contre une dynastie nationale, ou durant deux siècles en Irlande contre tout un peuple opprimé; qu'elle traverse le règne d'une femme incertaine dans ses conseils et mobile dans ses affections, celui d'un vieux roi en démence ou d'une jeune fille de dix-huit ans, héritant de la réforme et appelée à la continuer, vous chercheriez vainement dans ses annales un

exemple de ces difficultés journalières qui sortent pour nous de l'impossibilité de concilier les prétentions rivales et d'associer d'une manière durable les personnages même les moins séparés par leurs dissidences politiques. Les deux Pitt seraient des pygmées auprès de nos hommes d'état, si l'on mesurait les uns et les autres aux embarras qu'ils ont causés.

Chose vraiment étrange ! ces embarras augmentent pendant que le niveau de toutes les individualités s'abaisse ; jamais les hommes n'ont moins pesé dans l'opinion, et jamais il n'a été plus difficile de composer avec eux !

Et qu'on ne croie pas expliquer ceci en insultant à la génération actuelle, en disant que l'ambition et l'immoralité sont aujourd'hui sans limite. Le triste fonds de la nature humaine ne varie guère de siècle en siècle. Nos temps valent, croyez-le bien, ceux de votre Charles II, et les choses saintes sont plus respectées de nos jours qu'au siècle de Collins et de Tyndall ; je ne crois nos personnages parlementaires ni plus corrompus, ni plus ambitieux que Shaftesbury, Bolingbroke ou Walpole. Si le cynisme s'étale à présent plus au grand jour, s'il est plus facile à l'intrigue de triompher, à la vanité de se produire, à l'ambition de marcher ouvertement à son but, c'est moins parce que les passions auraient acquis une plus grande intensité, que parce que tout tombe sous le domaine de la publicité, et que les institutions ont cessé de leur imposer une barrière. Il n'y a plus rien entre la société et ses membres : ceux-ci peuvent tout contre elle, tandis qu'elle ne peut rien contre eux. C'est là sans doute un état fort grave, et ce serait à

désespérer de la liberté et même de la civilisation, s'il fallait renoncer à l'espoir d'organiser la société nouvelle créée par la révolution de 89 dans les conditions qui lui seront propres, et qu'elle n'a que partiellement connues jusqu'ici. Dans une telle hypothèse, monsieur, vos appréhensions se trouveraient inévitablement confirmées, et ce pays aurait traversé la liberté constitutionnelle pour retrouver, au bout d'une trop courte carrière, ou le despotisme du sabre ou celui des forces brutales.

Ce qui se passe indique-t-il la décrépitude du gouvernement représentatif ou sa transformation prochaine ? Ici est le nœud de la question, car je repousse, comme vous, l'idée qu'un tel état soit normal et définitif.

Jusqu'aujourd'hui ce mode de gouvernement avait une signification universellement admise. Qui disait monarchie représentative entendait parler d'un système dans lequel des pouvoirs divers par leur origine, ou des intérêts opposés par leur nature se balançaient de telle sorte, qu'un système de transaction perpétuelle se trouvait substitué à la domination violente de l'un de ces intérêts sur les autres.

Il ne faut pas sans doute prendre trop au sérieux la vieille fiction de votre trinité politique. L'Europe a fini par apprendre que c'était là une sorte de leurre habilement entretenu par une aristocratie moins jalouse des apparences que de la réalité du pouvoir. Mais ce qu'il faut reconnaître, car votre histoire tout entière est là pour l'attester, c'est que la monarchie constitutionnelle d'Angleterre, bien qu'elle n'ait pas précisément réalisé cette pondération des pouvoirs qui lui était attribuée, a constamment entretenu dans son sein celle des partis,

ou, pour parler plus exactement, des grandes écoles politiques. Toutes les idées s'y sont fait perpétuellement équilibre; aucun intérêt n'a exclusivement dominé ses conseils. Les hommes d'état voulant une politique tout insulaire ont dû transiger souvent avec les partisans d'une politique continentale. Ceux qui aspiraient à étendre la liberté de conscience, à la dégager des liens de la conquête politique et de l'oppression religieuse, ont vu leurs progrès retardés par l'ascendant de ceux qui s'attachaient à maintenir inébranlable la suprématie de l'église et de l'état.

Qu'est-ce, en ce moment, que le gouvernement de l'Angleterre, si ce n'est une lutte régulièrement organisée entre l'Irlande et la Grande-Bretagne pour la conquête du droit commun, entre la bourgeoisie qui s'élève et l'aristocratie qui s'affaisse? Qu'est-ce que votre réforme parlementaire, vos concessions aux dissidents, votre bill des corporations municipales, vos projets actuels de gardes urbaines, et vos tendances vers l'administration centralisée, se combinant avec le maintien d'une église établie, d'universités privilégiées, du droit d'ainesse et des grands jurys, de la *yeomanry* et des juges de paix? qu'est-ce que tout cela, si ce n'est la conciliation d'éléments hostiles par essence qui consentent à se combattre avec ordre à Westminster pour éviter de descendre dans une arène plus redoutable? De grands partis organisés et conduits par des chefs en qui s'incarnent les doctrines de chacun d'eux, des luttes soutenues avec la persévérance que donnent les intérêts politiques et la chaleur qui naît de l'opposition des croyances, telle est la condition indispensable, sinon d'un gouvernement libre, du moins d'un

gouvernement représentatif comme il a été compris jusqu'à présent.

Ce système s'était d'abord développé en France au milieu de circonstances qui semblaient lui assurer un long avenir. Je ne parle pas de nos premières assemblées délibérantes, car l'élément révolutionnaire y dominait seul, et rien ne ressemblait moins à de la politique de transaction que celle qui se faisait durant l'ivresse de ces temps-là. Mais, lorsqu'en 1814 Louis XVIII eut jeté la Charte entre la vieille dynastie et la France nouvelle, la nation admise à la jouissance des droits politiques se trouva nécessairement partagée en deux grandes catégories, factions irréconciliables dont les intérêts restaient aussi distincts que la foi sociale et les espérances.

Ce fut, il faut bien le reconnaître, le plus beau temps du gouvernement parlementaire. La Charte poussa des racines d'autant plus profondes qu'on la croyait plus menacée. Tous les partis, à commencer par celui de l'ancien régime, eurent leurs théoriciens, leurs publicistes, leurs orateurs. Celui de la révolution, derrière lequel se groupait la majorité nationale, déploya, dans la défense de ses conquêtes, une énergie et une unité devant lesquelles échouèrent toutes les combinaisons de l'école aristocratique. Pendant que celle-ci, à laquelle ne manquait ni la puissance du talent, ni celle de la logique, essayait l'élection à deux degrés, les substitutions et la primogéniture, l'autre maintenait, en s'appuyant sur les sympathies populaires, le vote direct, l'électorat à cent écus, l'égalité civile et politique, la liberté de la conscience et celle de la presse.

Vous avez vu la France de ce temps, vous avez connu

plusieurs de ces hommes moins éloquents par eux-mêmes que par la grandeur des intérêts qu'ils avaient charge de défendre. L'orateur n'était pas alors un homme redoutable par cela seulement qu'il possédait une parole vive et facile, incisive ou pittoresque. Il fallait, en dehors de l'enceinte parlementaire, faire vibrer des passions à l'unisson de sa voix, éveiller des susceptibilités toujours inquiètes, ou parler à des intérêts constamment alarmés. L'homme politique dépendait de son propre parti, il en recevait toutes ses inspirations; son talent était l'instrument et non le principe de sa puissance. De là ces positions si nettes, si simples, si parfaitement conséquentes avec elles-mêmes depuis M. de Bonald jusqu'à Benjamin Constant, positions toujours dominées par une idée, et que chacun aurait pu deviner jusque dans leurs dernières conséquences.

En rappelant ces souvenirs, je fais, sans y songer, la contre-partie de tout ce qui se passe en ce moment. Dans la vie parlementaire, le talent n'est plus une force au service d'un intérêt général; il est devenu le principal au lieu d'être l'accessoire, et la puissance de l'orateur se mesure à la dose qu'il en a plutôt qu'à l'usage qu'il en fait. Si les partis ne dépendent pas précisément de leurs chefs, ceux-ci dépendent moins encore de leur propre parti; chacun va de son côté, s'appuyant sur ses amis personnels, faisant manœuvrer ses journaux au souffle de ses haines ou à la pente de ses propres intérêts. Les hommes de la conservation se séparent aujourd'hui de ceux du mouvement et du progrès avec lesquels ils se confondront demain. De part et d'autre, on polit avec soin toutes les aspérités des choses, on efface à plaisir sa

physionomie propre, on lutte d'empressement autant que de flexibilité pour saisir un pouvoir qui échappe aux uns et aux autres, sans se fixer solidement aux mains de personne. Ceci doit résulter, en effet, de l'état très différent des esprits et des choses à deux époques bien moins séparées par les dates que par les événements.

L'égoïsme de quelques prétentions n'expliquerait pas seul ce qui vous indigne comme un scandale, et ce qui me préoccupe surtout comme l'indice d'une ère différente. Vous attribuez aux faiblesses des hommes ce que j'attribue en même temps à l'insuffisance des institutions. Je ne préjuge rien contre votre explication ; mais peut-être ne repousserez-vous pas la mienne lorsque la suite de cette correspondance m'aura mis en mesure de développer toute ma pensée.

Dans les années qui suivirent immédiatement la révolution de juillet, le gouvernement représentatif continua d'exister parmi nous dans ses conditions essentielles, l'antagonisme des doctrines et des intérêts. Vous avez conservé un vivant souvenir de ces luttes solennelles de l'intelligence et de la loi contre l'anarchie hurlant dans nos rues ensanglantées ; vous voyez encore à la tribune Casimir Périer, pâle de fatigue et de colère, lançant de son œil enflammé les derniers jets d'une vie qui s'éteint ; vous vous rappelez cet autre orateur qui, imprimant à ses paroles un cachet grave et antique, répudiait alors une popularité dont il avait connu les douceurs, et semblait insulter à toutes les passions par la froide énergie de sa confession politique.

Ces luttes étaient immenses par leur portée, sublimes par la dramatique émotion qu'elles empruntaient de ces

circonstances décisives. La France conserverait-elle la monarchie et ses attributs essentiels, le pouvoir y passerait-il au peuple, ou resterait-il concentré aux mains de la bourgeoisie? Maintiendrait-elle la foi des traités ou se déclarerait-elle en hostilité contre l'Europe? Entrions-nous dans l'ère d'une liberté régulière ou d'une propagande aventureuse? Telles furent les questions posées pendant trois années à notre tribune. Vingt fois le sort du monde s'est trouvé au fond de l'urne de nos délibérations; c'était son avenir autant que le nôtre que discutait la chambre sous la clameur de l'émeute et au bruit de la générale. Permettez-moi de rappeler avec quelque orgueil ce souvenir, car je ne sais aucun parlement qui ait délibéré sur de plus grandes choses, je ne sais aucun peuple qui puisse engager aussi étroitement l'Europe dans les chances de ses propres destinées.

Les nombreuses questions soulevées dans l'ordre constitutionnel ou diplomatique aboutissaient au fond à une seule, la suprématie politique de ce qu'on nomme les classes moyennes, ou l'invasion du pouvoir par la démocratie, problème qui ne tarda pas à être résolu par le vœu manifeste de la nation. Il resta démontré que la France n'entendait pas plus s'incliner devant la souveraineté du nombre que devant l'idole de la république, et que, ne dépassant pas de ses vœux les limites de la monarchie constitutionnelle, elle maintiendrait à l'intelligence, concurremment avec l'industrie et la propriété, la direction exclusive de la société. Les hommes désintéressés, d'abord incertains sur la nature et la portée du mouvement de 1830, se rallièrent vite à une idée qui se produisait avec une aussi haute auto-

rité; les ambitieux s'y rallièrent aussi graduellement, en ayant soin de prendre les réserves commandées par leurs antécédents, et ce retour leur fut d'autant moins difficile qu'ils appartenaient tous à la classe dont l'établissement au pouvoir se produisait alors avec l'irréversible autorité d'un fait consommé.

Cet accord qu'on a tardé quelques années à confesser, mais qui depuis assez long-temps était devenu réel, fut sans doute un événement heureux pour l'ordre social; mais on put y découvrir pour notre gouvernement le principe d'une crise aux développements de laquelle nous assistons aujourd'hui, et dont il est difficile d'assigner encore les dernières conséquences.

Comprenez bien, je vous prie, dans quel milieu et au sein de quelles difficultés nouvelles dut se mouvoir la machine constitutionnelle, lorsqu'eut cessé cette guerre si vive entre deux intérêts politiques si divers, entre deux théories si opposées. Pesez bien tout ce qui devait résulter d'un état de choses dans lequel, à part quelques démonstrations sans importance, il n'y avait plus à se manifester qu'une seule idée sociale, et où dès-lors l'opposition combattit moins pour substituer une doctrine à une autre que pour se faire charger de son application.

La lutte contre l'école aristocratique, si vive sous la restauration, avait cessé du jour où le principe de la royauté s'était trouvé changé; car, s'il était impossible de fonder une aristocratie héréditaire sous la vieille légitimité historique, cela était devenu visiblement absurde sous la monarchie élective. Le parti légitimiste, retiré dans ses terres et défendu par des organes malha-

hiles, n'était plus assez redoutable pour alimenter l'ardente controverse de la tribune ; on répondit par des mesures arbitraires à des intrigues sans portée, et l'on cessa de s'occuper des carlistes, du jour où l'on eut pris leurs places.

Les républicains ont donné plus de souci, parce qu'ils se sont moins facilement résignés à leur fortune, qu'ils ont toujours espéré suppléer au nombre par l'audace, et que, comptant moins sur la Providence, ils ont plus souvent agi par eux-mêmes. Mais c'est toujours contre le parlement, et jamais dans son sein, qu'ont eu lieu ces tentatives ; les idées républicaines sont restées sans organes avoués à la tribune, et ce parti, avant de descendre au guet-apens, n'avait pas même essayé une organisation parlementaire.

L'adoption des lois de septembre 1835 ferma, dans la chambre, l'époque des luttes politiques, pour ouvrir celle des intrigues personnelles. Je n'entends pas condamner légèrement des mesures que les événements pouvaient faire juger nécessaires. Lorsqu'un pouvoir se voit en face d'un imminent danger, il est difficile de lui refuser ce qu'il réclame comme condition de sa sûreté en arguant pour l'avenir d'inconvénients éventuels. Il faut une grande modération et une immense confiance en soi-même pour ne pas courir au plus pressé entre un péril certain et un péril possible ; cette double qualité n'appartient guère aux assemblées délibérantes, elle appartient bien moins encore aux gouvernements qui hésitent à engager à ce point leur propre responsabilité. Je ne blâme donc pas des dispositions auxquelles on semblait se trouver conduit par la grandeur et l'entraîne-

ment même des circonstances , mais je constate un résultat qui n'échappe à personne , et que quelque pénétration permettait de prévoir.

A partir de ce moment , les difficultés sérieuses qui rendaient en force au pouvoir ce qu'elles semblaient lui ôter en sécurité matérielle , ont fait place à ces embarras sans nom et sans cause , d'où sortent ces longues crises qu'il faut plutôt appeler ministérielles que politiques. Les hommes , n'étant plus contenus par les événements , suivent le cours de leurs inclinations naturelles ; toutes les agglomérations se dissolvent , et les pensées s'individualisent comme les espérances. Les coteries remplacent les partis ; elles se forment , se brouillent , se raccommode et se séparent avec une telle prestesse , qu'elles mettraient en défaut l'historiographe le plus délié.

La presse , contenue dans de plus sévères limites , a pris , à sa manière , l'esprit gouvernemental qu'on s'est attaché à lui donner. Un certain nombre de ses organes ont passé , armes et bagage , au service des ambitions parlementaires , rabaissant aujourd'hui celui-ci , demain grandissant celui-là , proclamant tel homme impossible , tel autre indispensable. Elle élève entre les aspirants aux portefeuilles des incompatibilités souvent gratuites , mais qui finissent par devenir insurmontables ; elle suppose des trahisons , colporte des ouvertures , flatte , menace , et fait si bien , que les associations les plus naturelles finissent par devenir les plus impossibles.

Réduits à puiser en eux-mêmes toute leur force , et ne concentrant plus dans leur personne celle d'une grande opinion extérieure , les hommes politiques se trouvent amenés à chercher leur principal point d'appui dans ce

pouvoir excentrique, qui n'effraie plus par sa violence la bourgeoisie électorale, et dont la souple habileté a vite badigeonné les personnages le plus long-temps noircis par ses injures d'une popularité toute fraîche et toute virginale. On agit par la presse sur le parlement, au lieu d'agir par le parlement sur la presse; on se tapit dans ses journaux comme Arachnée au centre de sa toile, on en fait mouvoir de sa main tous les fils, on y prépare ses embûches, on y enveloppe ses ennemis de mailles mouvantes et légères.

Cette suprématie de la presse sur les pouvoirs constitués est chose complètement inconnue chez vous. Si vos revues ont mission de préparer, par des travaux soutenus, la solution des grandes questions économiques et constitutionnelles; si, à cet égard, elles devancent et stimulent le parlement, vos journaux quotidiens ne sont que des auxiliaires à la suite. Ils répètent les débats de vos chambres, assaisonnent d'injures la polémique des orateurs; ils reflètent l'opinion du parti qui les gage et ne font à coup sûr celle de personne. Pas un homme d'état n'aurait en Angleterre la pensée d'arriver au pouvoir par les journaux, et de gouverner par leur influence.

Nos écrivains polémistes auraient droit, assurément, de signaler comme injurieuse autant qu'injuste une assimilation aux rédacteurs obscurs de vos feuilles les mieux établies. Aussi n'entends-je formuler en ceci aucune accusation contre la presse française. Elle a trouvé la place vide et s'efforce de la prendre, rien n'est plus simple. La sécurité bien ou mal fondée des intérêts a produit une anarchie parlementaire dont elle pro-

fite pour mettre à prix ses services et grandir son importance, rien n'est plus simple encore. Ne vous placez jamais, de grâce, à votre point de vue habituel pour juger une situation qui doit être prise sur le fait.

Nous n'eûmes jamais rien d'analogue à ces grandes et régulières divisions en tête desquelles figurent depuis longues années, et resteront leur vie durant, sir Robert Peel et lord John Russel, l'un remontant, par Canning, Castlereagh et William Pitt, jusqu'à la fondation du to-risme, l'autre pouvant présenter au sein de sa propre maison une suite de traditions politiques non interrompues pendant deux siècles. Aucun de nos chefs parlementaires n'a exercé dans aucun temps cette autorité en vertu de laquelle un *leader* parle, agit et stipule, non pas seulement pour ses collègues au sein de la représentation nationale, mais encore pour la masse des intérêts moraux et matériels groupée derrière eux dans les trois royaumes.

Cependant, si nous ne possédions rien de comparable à vos deux écoles constitutionnelles, nous possédions des partis ardents et vivaces qui, tout en manquant d'un principe intime de hiérarchie, se tenaient du moins compactes et serrés devant leurs adversaires. Quand j'affirme que cette ressource nous échappe aujourd'hui, quand je dis qu'il n'y a plus de partis dans la chambre, et que l'anarchie n'en sévit qu'avec plus de violence, cela peut, à bon droit, vous paraître étrange : rien de plus vrai pourtant, monsieur. A part deux groupes sans importance numérique et sans action, il est certain que, soit réserve, soit lassitude, soit empressement d'ambition, aucune idée claire et précise ne s'a-

venture sur la scène politique, et qu'on ne saurait guère y voir que des hommes occupant le pouvoir, luttant contre des hommes aspirant à les en chasser.

Dans un tel état, quoi d'étonnant si chacun se fait centre de tout et rapporte tout à soi? Dès qu'on ne représente rien que sa propre personnalité, pourquoi soignerait-on autre chose que son propre avenir? Au nom de quel intérêt, par la puissance de quelle idée réclamerait-on de celui-ci un sacrifice d'amour-propre, de celui-là l'oubli d'un mauvais procédé, de tous l'union, la concorde, la soumission à une hiérarchie régulière? Pendant que les partis s'isolent des hommes qui en avaient été les représentants, il s'établit entre toutes les idées une sorte d'égalité négative; les croyances perdent leur énergie, mais l'égoïsme élève entre les hommes des barrières plus infranchissables encore que la passion, de telle sorte que la société, loin de profiter de ce que perdent les partis, se sent atteinte elle-même par leur affaiblissement!

Vous ne comprendriez certainement pas, en Angleterre, qu'un publiciste essayât de caractériser une crise politique, en passant sous silence jusqu'au nom de la chambre que vous appellerez long-temps encore la chambre haute; mais vous connaissez assez la France pour que ce silence de ma part n'ait pas droit de vous étonner. Il est malheureusement incontestable que la pairie n'existe, depuis 1830, qu'à l'état de pouvoir judiciaire; vous n'ignorez pas que, dans aucune des transactions politiques de ces dernières années, elle n'a été un point d'appui non plus qu'un obstacle pour personne. La première chambre n'a exercé une influence appréciable dans

aucune de ces nombreuses combinaisons ministérielles remuées chaque année; son vote est devenu de pure forme, à peu près comme la signature du second notaire, requise je ne sais pourquoi pour les actes authentiques.

D'où vient cette nullité dont les conséquences pourraient être si désastreuses?

La pairie française, ce dernier port ouvert aux débris de tant de naufrages, ce sénat où tant de régimes ont jeté leurs illustrations, le cède-t-il à une autre assemblée dans le monde en grandes renommées, en capacités spéciales, en expériences consommées? Personne ne le pense en Europe. Cette institution représente-t-elle donc un intérêt contraire aux tendances générales de la société française?

On ne pourrait soutenir avec quelque spécieuse apparence de vérité, qu'elle repose sur un principe aristocratique, qu'elle exprime et qu'elle protège des intérêts de caste. La pairie a perdu l'hérédité, et ce n'était pas une base aussi incompatible que celle-là avec les idées du pays, aussi peu logique d'ailleurs, eu égard aux faits accomplis, qui lui eût rendu quelque vie après la révolution de 1830. L'hérédité l'aurait laissée tout aussi faible en en faisant le point de mire de toutes les antipathies et de toutes les attaques. On a sagement agi en n'exposant pas le trône au danger d'avoir à couvrir de sa propre égide une institution à laquelle la royauté aurait dû prêter sa propre force, au lieu d'en recevoir d'elle. On a également agi avec intelligence en recrutant la pairie du régime nouveau au sein des intérêts mobiles et voyageurs dont ce régime est la sanction et la garantie. Il est

donc manifeste que la chambre des pairs ne représente aujourd'hui que ce qu'exprime la chambre des députés ; les mêmes influences et , à peu de chose près , le même fonds d'idées politiques dominant dans l'une et dans l'autre.

Si elles s'y produisent sous des aspects divers et avec une dose d'énergie très différente, c'est que , dans la chambre inamovible, l'action naturelle de ces influences est évidemment paralysée. Ce malheur ne tient point à ce que le pays repousse le système de deux chambres ; il ne résulte pas de l'esprit politique de la pairie actuelle, et moins encore de la somme de considération individuellement payée à ses membres ; cette nullité est la déplorable conséquence d'un vice radical dans l'organisation constitutionnelle de ce pouvoir, sur laquelle je devrai plus tard appeler toute votre attention.

Une chambre unique, inférieure à la tâche que les difficultés du temps lui imposent , une seule chambre exerçant un pouvoir contrebalancé par l'influence active et personnelle de la royauté, tel est donc le dernier mot d'une situation dont je désespérerais complètement, si je croyais à l'impossibilité de la modifier, si je ne me rendais compte des motifs qui ont dû l'amener. La bourgeoisie, désormais installée aux affaires, souveraine maîtresse de la politique et de l'administration du pays, n'est plus inquiète pour son avenir. Délivrée du cauchemar aristocratique qui troubla si long-temps ses veilles, elle ne se voit pas menacée, de long-temps du moins, par la démocratie ; son instinct lui révèle qu'à cet égard il y a, malgré les formes du langage, identité presque absolue de doctrines et de sympathies entre toutes les frac-

tions de l'opinion dynastique, depuis le centre jusqu'à la gauche : aussi les dates du 11 octobre, du 6 septembre, du 22 février, du 15 avril et du 12 mai, ont-elles à peu près une égale valeur à ses yeux. Si la presse est parvenue à dépopulariser quelques noms et à en exalter quelques autres, ces préférences ne sont guère plus vives que ces repoussements ne sont profonds : il y a au fond de tout cela bien plus d'indifférence qu'on ne le soupçonne.

La coalition récente dont vous vous déclarez inhabile à pénétrer les causes, et dont vous me suppliez de vous faire comprendre les résultats, a été l'expression la plus complète de cette crise à laquelle sont en ce moment soumises toutes nos institutions politiques. Si vous l'étudiez au sein du parlement, vous verrez qu'elle constate l'anéantissement des anciennes classifications, mais sans laisser encore entrevoir le germe d'une organisation nouvelle ; si vous l'étudiez au sein du pays, vous acquerez la preuve de cette hésitation et de cette lassitude dont est manifestement atteinte l'opinion gouvernementale.

Je dois m'expliquer nettement sur une telle manœuvre, car il s'agit ici non d'un simple accident dans le mouvement constitutionnel, mais d'un symptôme où se révèle une situation tout entière. Dans le cours de cette correspondance, j'aurai peu de noms contemporains à prononcer, je n'aurai guère non plus à toucher aux questions irritantes ; mais lorsque la force des choses pourra me contraindre à les aborder, je le ferai avec l'indépendance d'un homme qui n'a donné à personne hypothèque sur sa parole, et qui entend conserver

toute sa vie le droit de dire avec mesure , mais sans nulle réticence , ce qu'il estime la vérité.

Les coalitions ne sont pas sans doute chose nouvelle dans l'histoire des gouvernements représentatifs ; mais il est rare que la morale les avoue , il est plus rare encore qu'elles aient atteint leur but sans le dépasser. Sous la restauration , l'union de la gauche avec la droite fraya les voies du pouvoir à un parti dont les fautes rendirent impossible l'accord si désirable de la dynastie et de la France. Des coalitions ont marqué les phases les plus critiques de notre histoire révolutionnaire ; enfin , votre patrie ne traversa jamais de pires épreuves qu'aux jours où Fox et North se donnèrent la main. Alors on vit aussi tous les antécédents méprisés , toutes les doctrines confondues , et l'on put croire que le dernier jour des institutions britanniques était proche. Un homme , que la nature passionnée de son génie engagea aussi ardemment qu'aucun autre dans ces débats , Edmond Burke , n'hésite pas à reconnaître que la révolution française était nécessaire pour rendre à la vieille constitution son ressort presque brisé et son autorité compromise aux yeux des peuples.

Et cependant , monsieur , on ne vit pas en ce temps-là les plus implacables rivalités aller à ce point d'accepter le concours de factions placées en dehors des institutions nationales. Durant les luttes même les plus violentes du xviii^e siècle , tous les orateurs du parlement , tous les écrivains de la presse , et je n'en excepte ni Wilkes lui-même , ni votre Junius , à la parole aiguë et pénétrante comme une lame de poignard , tous les hommes engagés dans les affaires , enfin , professaient pour

elles un respect profond. Le puritanisme républicain de Cromwell était sans organe à Westminster ; aucun hommage public, aucun vœu même secret n'allait par-delà les mers saluer une royauté absente. La guerre aux portefeuilles n'ébranlait pas une dynastie déjà vieille de plus d'un siècle, et que les circonstances, autant que l'esprit du pays, dégageaient de toute solidarité dans les événements.

En France, un pouvoir plus faible et plus découvert a rencontré des adversaires moins scrupuleux ; aussi la foi dans l'avenir s'est-elle trouvée profondément ébranlée là où elle commençait à peine à naître. Le terrain conquis à si grand'peine au dedans et au dehors s'est trouvé perdu sans que les hommes de bonne foi pussent ramener à une question précise les griefs sans nombre de l'opposition, et dégager une idée politique quelque peu nette de sa phraséologie abondante.

L'épreuve de la dissolution, qui eût été probablement décisive en Angleterre, ne rendit pas la position plus simple ; car la France, peu fixée sur la portée de l'appel qui lui était adressé, ne fit pas une réponse assez catégorique pour lever les embarras d'une situation dont le vague même constituait le danger.

Si le résultat des élections constata que la majorité du corps électoral était entrée dans la coalition, il fut évident, d'un autre côté, que cette majorité s'était formée par des motifs non moins disparates que ceux auxquels cette ligue avait dû sa naissance au sein de la chambre et dans la presse. Deux partis faibles numériquement, et placés en dehors de la constitution par les espérances qu'ils poursuivent, avaient fait presque par-

tout l'appoint des majorités. Il était difficile de saisir, au sein de l'opposition constitutionnelle dont Paris offre peut-être l'expression la plus vraie, une pensée à laquelle cette opposition se ralliât véritablement. La seule sur laquelle ses nuances diverses semblèrent concorder, ce fut la nécessité de protéger la royauté par des choix plus parlementaires. On avait généralement reconnu qu'une partie du cabinet ne se présentait pas devant le trône avec ces garanties de pleine indépendance qui fondent et maintiennent le crédit des hommes politiques. Quelques membres de cette administration ne paraissaient pas en mesure de se tenir couverts devant le roi, comme on dirait de l'autre côté des Pyrénées, et il y avait dans leur dévouement, tout honorable qu'il pût être d'ailleurs, quelque chose qui tendait à en faire plutôt des amis personnels que des conseillers responsables.

Telle était évidemment l'opinion du pays, et l'idée la plus précise qui se soit dégagée de l'ardente polémique contre le ministère du 15 avril est assurément celle-là. Mais cette pensée, toute négative par sa nature, ne pouvait à elle seule servir de base à un système et à la reconstitution d'un cabinet, car le titre de parlementaire avait été décerné par l'opposition avec une générosité sans égale. Cette qualification, d'ailleurs, à laquelle on avait soin de ne pas ajouter de commentaires, ne résolvait aucune question, ne déterminait en rien la direction politique : réserve calculée qui n'était pas le moindre grief des hommes sincères contre une ligue où l'on ne mettait en commun que d'implacables inimitiés.

Le mouvement électoral avait eu pour résultat de donner des exclusions plutôt que de tracer des voies nou-

velles. Aucun vœu ne s'était clairement manifesté en ce qui touche aux questions intérieures; et si, relativement aux grands intérêts du dehors, la France électorale avait exprimé son improbation pour certains actes consommés, c'était en l'accompagnant de telles réserves en faveur du système de paix, en donnant sur ce point, à ses représentants, un mandat tellement impératif, qu'il était à croire qu'une impulsion plus hardie imprimée à nos relations diplomatiques ne recevrait du pays qu'un concours fort limité.

Au dehors, une autre attitude plutôt qu'une autre politique; au dedans, d'autres hommes pour faire les mêmes choses, tel fut le dernier mot de ces élections desquelles on attendait la solution du problème.

Et ne croyez pas que ce soit amoindrir et méconnaître la portée du mouvement électoral que de le résumer ainsi. Les faits attestent qu'il n'a pas été compris autrement, même par la partie la plus avancée de l'opposition dynastique. Lorsqu'il s'est agi de rapprocher du pouvoir les honorables chefs de cette partie de la chambre, en faisant une question de cabinet de leur candidature à la plus éminente des dignités électives, on les a vus accepter cet étrange programme que tout le monde pouvait à coup sûr signer des deux mains, car son article le plus hardi consistait à dire que les ministres qui prenaient les affaires n'étaient pas les mêmes que ceux qui les quittaient. Si la gauche fit, contre l'exiguité de ces concessions, des réserves mentales, ce dont je doute un peu, elle se garda du moins d'en faire d'expresses. Pressée d'acquiescer à son tour, par la possession du pouvoir, cette expérience pratique qu'on lui conteste, et dont son pa-

triotisme ne veut pas plus long-temps laisser manquer le pays, elle se montra de très facile composition. On la vit abandonner les grandes thèses qui alimentaient sa polémique depuis l'administration de Casimir Périer, acceptant par prescription les lois de septembre, procédant par voie d'ajournement indéfini quant à la réforme électorale, et protestant, avec une énergie qu'auraient enviée les rédacteurs des protocoles de Londres, de ses intentions conciliatrices et pacifiques.

Un tel héritage d'incertitudes et d'incohérences était lourd à porter. De telles difficultés, dont les hommes sont, au reste, moins comptables que les temps, ne peuvent manquer de rendre l'action du pouvoir incertaine et flottante, en quelque main qu'il soit placé ; elles imposent à tous la modération comme un devoir. Comment se passionner pour ou contre des personnes lorsque les circonstances dominent complètement les hommes, non que celles-ci soient chargées d'imminents périls, mais parce qu'il faut mesurer les difficultés à la force, et que les temps ôtent à chacun sa force personnelle sans en prêter à personne ? La voix la plus énergique expire dans un milieu où l'on a fait le vide.

Dotez-vous à plaisir de toutes les qualités qui constituent l'homme supérieur ; qu'avec un esprit de transactions et d'expédients vous possédiez un coup-d'œil prompt et sûr, une persévérance imperturbable, une résolution à toute épreuve, soyez tel que vous voient vos flatteurs, tel que vous vous voyez vous-même, en renchérissant peut-être sur eux, et dites si tant de qualités qui semblent s'exclure, et que je réunis sur votre tête privilégiée, comme si votre berceau avait été visité par les fées

bienfaisantes, suffiraient pour donner à cette société ce qui lui manque, du ressort et de la foi politique ! Dites-moi si vous espérez bien sérieusement encore voir tomber devant le droit divin de votre génie ces rivalités personnelles, ces jalousies d'autant plus vivaces qu'elles seraient plus fondées ? Vous flattez-vous qu'on acceptera votre suprématie sans la discuter, que vous résisterez longtemps aux susceptibilités de celui-ci, aux trahisons de celui-là, aux attaques de tant d'hommes dont vous aurez amorcé les espérances pour vous en faire un marche-pied, et qui ne se tiendront jamais pour assez largement rémunérés de leurs services ? Croyez-vous que le secret des coalitions soit perdu, et que les semences du passé ne fructifieront pas dans un sol plus profondément labouré ?

Il est une chance, une seule, pour fermer le gouffre où s'abiment tour à tour toutes les réputations, toutes les capacités : c'est qu'un moment vienne où le pays soit amené à reprendre un intérêt direct et chaleureux pour les transactions politiques, dont il ne se préoccupe plus d'une manière sérieuse. Des complications extérieures où la grandeur et la fortune de la France, ses intérêts politiques ou matériels se trouveraient gravement engagés, l'arracheraient, j'en ai la confiance, à de stériles et insolubles querelles. L'instinct du pays ne le trompe pas à cet égard. Voyez, si vous en pouviez douter, avec quelle ardeur il s'est saisi de cette question d'Orient, qui touche ses intérêts moins directement que les vôtres, et qu'il a débattu néanmoins avec une chaleur que j'ai vainement cherchée dans vos discussions parlementaires.

Mais pour que des complications politiques déterminent à l'intérieur une crise favorable, la première condi-

tion, c'est qu'elles soient naturelles et non factices, qu'elles se produisent comme le fruit même des événements, et non comme l'œuvre calculée d'une politique remuante. Tout cabinet que l'opinion pourrait légitimement accuser de susciter des difficultés pour y puiser de la force, de devancer les circonstances au lieu de les attendre, porterait le poids d'une responsabilité terrible, et verrait pour jamais se retirer de lui cette puissance qu'il aurait espéré se concilier.

En traçant, monsieur, cette esquisse parlementaire, je n'ai pas cédé au vain et dangereux plaisir de chercher des torts et des faiblesses. Si je vous ai fait toucher nos plaies, c'est que, tout en les croyant profondes, je ne les estime pas incurables.

Je crois, et vous savez que cette foi est chez moi de vieille date, que l'ère qui s'ouvre pour l'Europe verra s'élever des gouvernements réguliers et permanents sur le principe bourgeois, comme d'autres temps en ont vu s'asseoir sur le principe aristocratique. Si l'idée bourgeoise est la dernière venue dans le monde, elle n'en sera peut-être pas pour cela la moins féconde, lorsqu'elle aura pleine conscience d'elle-même, et qu'elle aura trouvé les lois de son organisme. Le mouvement de 89 la fit éclore après une incubation de plusieurs siècles, celui de 1830 l'a consacrée par le fait qui est d'ordinaire dans l'histoire le sceau des grandes révolutions sociales.

Je conserve encore ma foi dans la vitalité de cette idée, même au milieu des ombres du présent, et cette foi est d'autant plus sérieuse, que nul à coup sûr n'a moins que moi le fanatisme de sa croyance. J'espère donc en l'avenir de notre établissement politique, et les faits qui viennent

de se passer sous nos yeux me suggèrent des conclusions différentes de celles qu'ils inspirent à deux autres écoles. D'après celles-ci, la classe à laquelle est en ce moment commise la direction de la société est atteinte et convaincue d'impuissance radicale pour l'avenir comme pour le présent; il faut dès-lors élargir les bases du gouvernement, et faire cesser un odieux monopole, projet pour l'accomplissement duquel ces deux écoles, par une concordance singulière font appel à l'élément démocratique.

Nous discuterons les conséquences qu'entraînerait dans l'ordre intellectuel et politique l'admission au sein de la représentation nationale de l'intérêt populaire proprement dit, en concurrence avec l'intérêt aujourd'hui dominant; nous contesterons à cet égard et le droit théorique lui-même, et la convenance de son application; nous rechercherons enfin par quelles transformations doit passer l'idée bourgeoise pour acquérir les propriétés qu'elle ne possède pas encore, et pour devenir la base d'une organisation durable.

Voilà, monsieur, un fécond *topick* pour nos causeries. Celles-ci vous seront une distraction d'esprit entre vos fonctions de magistrat de comté, vos belles expérimentations agricoles et vos chasses au renard. La même question, d'ailleurs, ne s'agite-t-elle pas chez vous? Ce radicalisme modéré auquel vous donnez la main dans la chambre des communes, en soutenant l'administration actuelle, qu'est-il autre chose que l'opinion française ou bourgeoise cherchant laborieusement sa voie entre la démagogie et le vieux droit aristocratique, entre Stephens et lord Roden? Vous me prêterez donc quelque attention, ne fût-ce que par patriotisme.

II

Des partis et des écoles politiques en France.

Si après avoir jeté un coup-d'œil sur le monde parlementaire, vous voulez bien observer avec moi le pays dont notre chambre élective est l'expression, vous aurez le secret de cette décomposition générale qui laisse à l'action individuelle tout le champ naguère occupé par l'action des partis.

La France traverse une de ces périodes, rapides temps d'arrêt de sa dévorante carrière, durant lesquelles elle n'est possédée par aucune idée, dominée par aucune passion. Nul intérêt général n'est en souffrance dans son sein, nulle doctrine douée de jeunesse ne s'y débat présentement, et les factions s'épuisent en redites sans foi sérieuse en elles-mêmes. Ailleurs une telle disposition de l'esprit public serait considérée comme un retour

à l'état normal; en France, elle inquiète comme une nouveauté presque sans exemple, elle humilie comme une abdication de notre mission naturelle.

Permettez-moi d'ajouter que les étrangers ne contribuent pas peu, quoique sans le vouloir assurément, à exagérer parmi nous ce besoin inépuisable d'activité par la manière peu indulgente avec laquelle ils nous jugent, lorsqu'il nous arrive de laisser reposer l'Europe et nous-mêmes. Ils se sont tellement accoutumés à considérer la France comme une officine d'idées, soit qu'elles se développent pacifiquement dans les livres, ou qu'on les lance sur le monde à coups de canon, qu'ils sont tentés d'attribuer notre repos à notre impuissance, exploitant quelquefois contre notre amour-propre national des faiblesses dont il serait plus sage de profiter en silence. Il en est un peu, et cette comparaison n'aura, je pense, rien d'offensant pour un touriste, il en est un peu des étrangers qui jugent la France comme des voyageurs qui visitent Naples. A ceux-ci il faut à tout prix une éruption du Vésuve. Vainement leur est-il donné de contempler avec sécurité les splendeurs du ciel et celles de la montagne; en vain peuvent-ils plonger jusqu'au fond du cratère assoupi, ou admirer sur ces laves éteintes l'éclat d'une verdure émaillée de fleurs. Si ce brillant sommet ne se couronne d'un diadème de feu, si une pluie ardente n'illumine l'horizon et ne dévore la campagne, ils se tiennent pour trompés dans leurs espérances, et ne trouvent pas que le Vésuve ait tenu ce qu'on avait droit d'en attendre.

Non, monsieur, la France ne s'est point arrêtée avant d'avoir atteint son but, et si elle repose en ce moment

dans un état mi-parti de confusion et d'insouciance, c'est comme le soldat qui rompt les rangs et sommeille après la bataille.

La pensée dont elle poursuit la réalisation depuis un demi-siècle n'a peut-être pas trouvé sa forme définitive et permanente, elle ne s'est pas entourée du cortège complet d'institutions accessoires qui lui seraient propres; trop de tâtonnements et de difficultés le constatent: mais cette fondamentale pensée ne rencontre déjà plus de résistance dans les esprits, et en rencontre moins encore dans les choses. Le droit de participer au gouvernement, devenu l'apanage de la capacité légalement constatée, la hiérarchie intellectuelle substituée à la hiérarchie héréditaire, l'esprit d'individualité remplaçant l'esprit de caste, ce sont là des bases désormais irrévocablement assises pour la société française.

Ces bases ont subi la seule épreuve qui constate authentiquement la vitalité des idées, car elles sont devenues assez puissantes pour que personne ne consente à s'avouer leur adversaire. Lorsque M. de Bonald écrivait sa *Législation primitive*, M. de Maistre son *Essai sur le principe des Constitutions politiques*, M. de Montlosier sa *Monarchie française*, M. Bergasse ses brochures sur la propriété; lorsque des publicistes si nombreux et d'un si grand talent jetaient le gant à l'idée de 89, on pouvait peut-être douter de sa victoire. Mais ne voyons-nous pas aujourd'hui le parti légitimiste, même dans ses plus violentes manifestations contre le mouvement de 1830, réduire toute sa polémique à une question isolée d'hérédité royale, se gardant bien de formuler conformément à son principe les lois de l'organisation sociale? La tâche

de ses principaux publicistes n'est-elle pas, au contraire, de concilier le dogme spécial à cette école avec l'ensemble du droit public de la France révolutionnée?

Il reste sans doute, dans une certaine classe de la société française, un fonds de traditions qui, durant des années encore, pourra bien maintenir, pour les actes principaux de la vie civile, une barrière entre les personnes. C'est là l'œuvre des mœurs qui survivent aux idées elles-mêmes. Mais dans ces impressions du foyer domestique il serait assurément difficile de trouver trace d'un système, encore moins d'une théorie politique. L'esprit nobiliaire n'a rien de commun d'ailleurs avec l'esprit aristocratique dans le sens véritable de ce mot.

Vous le savez, monsieur, notre noblesse, toujours imprévoyante et légère autant que la vôtre le fut peu, ne songea jamais, même aux jours de sa puissance, à constituer la société et le gouvernement au profit de son influence réelle; il lui suffit que l'une et l'autre le fussent au profit de sa vanité. La restauration tenta vainement d'accomplir cette œuvre et d'infuser à la France, à l'imitation de l'Angleterre, cet esprit de perpétuité traditionnelle, appuyé sur la double base de l'immutabilité de la propriété dans les familles, et de la transmissibilité héréditaire du pouvoir dans un patriciat fortement constitué. Comment ne pas reconnaître que le sol français a constamment frappé de stérilité une idée dont je nie bien moins ici la grandeur que la possibilité d'application?

Pour organiser la société selon le principe d'une hiérarchie mobile et viagère, la révolution de 89 n'eut guère qu'à continuer, sous un point de vue différent,

l'œuvre même de la monarchie absolue. Quelque incertain que soit l'avenir, quoique dans cet océan battu par la tourmente il puisse y avoir un flot pour chaque homme et pour chaque pensée, on peut affirmer, sans redouter l'événement, qu'aucun parti, au jour de son triomphe, n'essaiera de faire prévaloir, au sein de la société française, des idées analogues à celles qui se maintiennent encore chez vous, et sont une si puissante défense contre les agressions de l'esprit moderne. Le parti légitimiste ne représente en France qu'un regret et qu'une espérance ; vainement y chercherait-on une école avec un ensemble de doctrines comme dans votre parti du *Church and state* : c'est bien plutôt une religion de loyauté qu'une religion de croyance. Aussi, tout ce que le cours des événements et des années en détache jour par jour, heure par heure, se trouve-t-il naturellement porté sur le terrain commun.

En sacrifiant un souvenir, en s'inclinant devant une irrévocable nécessité, on se retrouve dans les rangs de l'opinion gouvernementale, à laquelle on appartient déjà par ses idées autant que par ses intérêts. Que le gouvernement actuel se maintienne, et ce parti lui vient nécessairement en aide ; si ce parti existe, c'est parce qu'il doute de l'avenir. Vous voyez dès-lors, monsieur, que c'est là un état d'isolement plutôt qu'un état d'hostilité.

Si cette inertie est regrettable en ce qu'elle affaiblit la somme trop restreinte d'expériences, de lumières et de probités vouées au service du pays ; si, d'un autre côté, cette opinion peut créer des embarras au pouvoir, en s'associant à des idées en contradiction patente avec les siennes, vous comprenez qu'il ne fau-

drait pas attacher à des faits, transitoires de leur nature, une importance absolue, et s'exagérer la valeur d'un élément, à bien dire, négatif dans l'appréciation de l'état et des destinées du pays.

Le droit de participer au pouvoir, en raison des lumières et des intérêts qu'on représente, cette idée mère du mouvement de 89, qui s'est maintenue vivace et fervente à travers toutes les modifications constitutionnelles et toutes les vicissitudes de l'opinion, ne rencontre aujourd'hui d'adversaires avoués que dans les publicistes de l'école républicaine. Ceux-ci ne sont pas simplement des logiciens plus inflexibles que les premiers, comme affectent quelquefois de le dire leurs communs adversaires; il professent une doctrine très différente au fond, et partent de principes qui n'ont rien de commun.

Selon cette école, il n'y a de souveraineté légitime que la souveraineté universellement consentie; tous les hommes ont absolument le même droit à la représentation politique, et dans la somme générale, toutes les unités sont rigoureusement égales. Les lumières et le génie, l'autorité de la vertu, de l'expérience et du talent, passent incessamment sous l'inflexible niveau de la majorité numérique. Aucun intérêt, fût-il la base de l'état comme la propriété, ou la règle des mœurs comme la religion, ne saurait à ce titre conférer un droit spécial ni obtenir une part de représentation proportionnée à son importance. La volonté du peuple s'exprimant par le suffrage universel, se réalisant par un gouvernement dont il peut, chaque jour et à son gré, changer les agents et les formes, la volonté du peuple fait seule la

vérité sociale, seule elle valide les institutions ; tout existe par elle, rien n'existe en dehors d'elle.

Vous savez comment naquit cette doctrine que l'Angleterre presbytérienne et la France encyclopédique s'unirent pour engendrer. L'Amérique la réalisa, non pas sans doute dans ses dernières conséquences, mais dans certains de ses principes dont l'application s'est trouvée possible sur un riche et immense continent, par des circonstances exceptionnelles qui ne s'étaient jamais rencontrées et ne se représenteront point dans la vie des peuples. Les théories de Locke y avaient depuis longtemps préparé l'Europe ; Payne la formula plus didactiquement qu'aucun autre ; il présenta aux deux mondes sa doctrine des droits de l'homme comme le programme d'une grande révolution consommée, comme l'évangile sacré de l'avenir.

Rien n'est nouveau sous le soleil, et cette idée non plus n'était pas nouvelle. Elle avait parlé, il y avait déjà plus de vingt siècles, par la bouche des Cléon et des Démade ; elle avait fait exiler Aristide le juste et Thémistocle le victorieux, condamner Périclès, et boire la ciguë à Socrate et à Phocion ; elle dominait toute cette histoire que Hobbes estimait tellement propre à guérir vos pères des ardeurs démagogiques, que dans ce seul but, au rapport de Bayle, il traduisit pour eux Thucydide.

Rentrant ainsi dans le monde sous la protection de la révolution américaine, à l'époque où la doctrine qui triomphe aujourd'hui se produisait dans les cahiers de bailliages et à la tribune des états-généraux, l'idée démocratique chemina d'abord côte à côte avec celle-ci. Elles s'entendirent pour rédiger à frais communs la

fameuse *déclaration des droits*; et lorsqu'on prend la peine de parcourir l'indigeste discussion engagée aux premiers jours d'août 89, au sein de la constituante, sur ce morceau de métaphysique gouvernementale, on voit combien étaient déjà distinctes en soi, mais encore confuses dans leur énonciation, les deux idées dont l'une s'intitula depuis constitutionnelle et bourgeoise, l'autre républicaine et démocratique. La distinction se trancha par le canon au 10 août 92. Depuis lors, elle ne cessa pas de se manifester à chaque phase du mouvement révolutionnaire, et la lutte s'est ainsi continuée de crise en crise et de date en date jusqu'au 13 mars 1831.

Ce chiffre, monsieur, est l'un des plus significatifs entre tous ceux de notre histoire contemporaine. Ce fut l'inauguration définitive d'un système qui variera sans doute dans les détails de son application, mais auquel la France a donné une adhésion éclatante comme au résumé de ses vœux et de ses besoins.

La doctrine qui reconnaît à chaque homme toutes les prérogatives de la souveraineté par le seul fait de sa naissance, et qui envisage la privation des droits politiques comme une violation des attributs même de la nature, a parmi nous beaucoup moins d'adeptes sincères que de zélateurs hypocrites. S'il disposait jamais de la force effective, le parti républicain, vous pouvez m'en croire, ne se mettrait pas plus en peine de constater les vœux de la majorité numérique, qu'il ne s'en inquiéta aux jours terribles de sa puissance. Au fond, ce parti comprend le gouvernement comme une dictature permanente; l'anéantissement des résistances individuelles serait pour lui, non pas seulement une nécessité temporaire, mais la

conséquence de son principe, l'œuvre obligée de ses impitoyables passions. Pour lui, la force est le droit, la terreur le moyen, le despotisme militaire le but. Anticivilisateur par essence, il repousse ces hautes et souveraines qualités de l'âme par lesquelles la faiblesse s'impose à la force, du droit divin qu'exerce l'homme sur la brute, et la pensée sur la matière.

Il y a sans doute dans les rangs de ce parti un certain nombre d'intelligences dévoyées et naïves que les tristesses du présent repoussent, et qui poursuivent, même par une route ensanglantée, un chimérique avenir; il y a là quelques rêveurs honnêtes, quelques mathématiciens politiques, alignant les vérités sociales comme des théorèmes, et ramenant le sort du monde à une équation d'algèbre; peut-être même trouverait-on dans son sein d'austères ascètes au cœur desquels la sainteté de l'Évangile a parlé, et dont le seul tort est de vouloir appliquer aux sociétés politiques ce type du dégagement religieux qu'ils demandent aux institutions humaines, alors que la foi en fait l'œuvre d'une grâce toute spéciale et d'une élection exceptionnelle.

Toutes ces confuses pensées, tous ces rêves ardents, toutes ces passions brutales, fermentant ensemble et l'une par l'autre, pourraient, sans doute, devenir redoutables pour un pouvoir épuisé par les intrigues, et qui continuerait de se montrer incapable de les dominer par sa propre force; tout cela pourra se traduire encore en déclamations insensées, peut-être en insurrections partielles ou en audacieux coups de main tramés dans des ventes secrètes entre une image du jeune Saint-Just et une relique du vieux Morey. Mais dans ce mélange des

pacifiques doctrines américaines et des souvenirs militaires de l'empire, dans cette fantasmagorie de cerveaux échauffés dont la fièvre évoque pêle-mêle les souvenirs les plus hideux et les plus sacrés, il n'y a pas une tendance d'esprit assez rationnelle, une idée assez forte et assez vivante pour exercer au sein du pays un prosélytisme quelque peu sérieux.

Pourquoi systématiser, d'ailleurs, des pensées presque toujours incohérentes? pourquoi attribuer aux doctrines ce qui n'appartient qu'aux passions? On se dit républicain parce qu'on est mécontent de l'ordre social, parce qu'il s'élève comme une barrière contre vos cupidités, comme un obstacle devant votre hâtive ambition; parce qu'au lieu d'y gagner laborieusement sa place, on aime mieux la surprendre par un coup de main. Mais quelque audacieux qu'on soit, quelque nombreux qu'on affecte de se dire, on ne forme pas plus une école politique en protestant contre la constitution de la société que la population des maisons de justice en s'insurgeant contre le Code pénal.

Pour un pouvoir vigilant et éclairé, la démocratie républicaine ne serait pas plus redoutable comme parti que comme école, car elle est aussi incapable de grouper des forces que de grouper des idées. Des hommes déclassés, des jeunes gens pour qui n'a pas encore sonné l'heure des mûres pensées, des ouvriers sans action au sein des masses laborieuses, telle est la statistique d'un parti qui, parmi ses nombreuses illusions, n'en compte pas de moins fondée que celle de sa puissance.

Ces fortes têtes ont long-temps rêvé l'opposition sys-

tématique du peuple à la bourgeoisie, des travailleurs aux oisifs, de l'atelier au comptoir, l'antagonisme prétendu du labeur manuel et de l'exploitation arbitrairement salariée. Vains efforts, paroles et théories perdues ! A-t-on vu une pensée insurrectionnelle jaillir spontanément du milieu des masses ouvrières, sans excitation extérieure et comme le résultat intime de leur propre condition ? Ont-elles cessé de comprendre l'étroite solidarité de la consommation et de la production, de leurs intérêts personnels avec ceux des chefs du travail ? La force numérique a-t-elle refusé de reconnaître et de subir comme légitime la domination de la science et des capitaux ; les masses ont-elles quelque part, même aux plus mauvais jours écoulés depuis dix ans, menacé la sûreté des propriétés ou celle des personnes, ont-elles paru se préoccuper du sauvage système dont on leur formulait les leçons ?

Non, monsieur, partout nos classes laborieuses se sont montrées admirables comme notre armée, qui en est la fille. Résignées dans la mauvaise fortune, parce qu'elles deviennent graduellement moins imprévoyantes dans la bonne, elles savent qu'il serait contraire à leurs intérêts comme au bon sens d'organiser un prétendu parti populaire en opposition avec ceux que la force des choses constitue leurs chefs naturels. Aspirant à entrer un jour par le travail dans le grand ordre intellectuel dépositaire de tous les droits politiques, elles ne se préoccupent pas du soin de déplacer une barrière qui bientôt pourra les protéger elles-mêmes. C'est ainsi que par l'association mutuelle de l'ouvrier au fabricant, du petit propriétaire au grand capitaliste, du commerce à

la banque, et de la caisse d'épargne au trésor public, l'édifice de la société et l'œuvre même de la civilisation se maintiennent en France malgré les oscillations du pouvoir, la lutte implacable des ambitions, la faiblesse des mœurs et le relâchement des croyances.

La confiance que je témoigne à cet égard pour mon pays, je voudrais, monsieur, l'avoir aussi pour le vôtre. Mais je crois y entrevoir, se dessinant chaque jour plus nettement, ce redoutable système d'une école populaire, proclamant à son usage un droit public particulier ; je vois des masses que vos dragons dispersent sans doute, mais qui s'organisent autour d'une idée commune, des intérêts démocratiques qui déclarent hautement leur incompatibilité avec les autres intérêts existants. Ne faut-il pas être né Anglais et posséder dans les institutions de son pays cette foi robuste qui fait à la fois leur force et leur gloire, pour ne pas s'émouvoir profondément en écoutant les niveleurs de la convention chartiste, et en suivant le mouvement tout nouveau des associations politiques, depuis que les classes moyennes en ont abandonné la direction ? N'est-il pas évident que l'œuvre si ardemment poursuivie au temps de la lutte réformiste a récemment changé de nature, et qu'elle a cessé d'être politique pour devenir toute sociale ?

Le paupérisme organisé presque comme une caste au sein de la société qu'il menace, la population industrielle augmentant aux dépens de la population agricole dans une proportion chaque jour plus croissante, vos principaux comtés, Middlesex et Surrey, Warwickshire et Lancashire, le siège de votre capitale et de vos

plus riches cités à la merci d'une tentative qui, en cas de succès, permettrait de parler à la haine et aux cupidités d'une population ouvrière de plus de cinq millions d'hommes agglomérée sur un étroit espace, ce sont là des épreuves dont l'Angleterre sortira avec bonheur, j'aime à le croire, mais que la France n'a point à redouter, parce que la Providence l'a constituée dans des conditions toutes différentes.

Watt Tyler et Jack Straw, ces précurseurs de vos charlistes, conduisant, au ^{xiv}^e siècle, cent mille hommes à Smithfield aux applaudissements de la populace de Londres, firent courir à l'Angleterre des dangers bien autrement sérieux que les périls du même genre auxquels fut partiellement exposée la France. Alors même que la division des classes était le plus profondément marquée par les idées, cette division y fut généralement tempérée par les mœurs ; le génie populaire de la charité catholique avec lequel l'Angleterre fit un divorce si dangereux au seul point de vue politique, tendait incessamment, chez nous, à rapprocher ce qu'isolait le droit féodal ; et sur aucun point du continent les masses ne descendirent, — comment le méconnaître ? — à l'état rude et grossier où votre civilisation les retient encore.

Cette opposition des classes laborieuses aux classes oisives, du prolétariat à la propriété, paradoxe évident pour la France, où personne n'est assez riche pour ne pas travailler, où l'association de l'industrie à la culture agricole devient chaque jour plus étroite et plus nécessaire, n'apparaît comme une réalité que dans la Grande-Bretagne. C'est de Londres, et non point de Paris, que pourrait émaner avec quelque apparence de justice cette

politique à l'usage du peuple, qui s'efforce de créer un antagonisme tout gratuit, au lieu d'unir les âmes par les liens d'un même amour, confirmé par une même foi.

Il n'est en France, et ceci, monsieur, est quelque chose de tout nouveau dans le monde, que deux grandes catégories, l'une comprenant tous les hommes qui donnent à l'état un gage légal d'indépendance et de lumières, l'autre formée de tous ceux qui ne peuvent pas le lui offrir, mais auxquels la sollicitude sociale, incessamment éveillée, présente tous les moyens d'acquérir instruction et fortune, dans une proportion que déterminent l'aptitude, la moralité et la persévérance de chacun. Aux premiers appartient exclusivement, non pas le bénéfice, mais l'usage des droits politiques; ils sont les tuteurs et comme les représentants légaux des seconds : ordre de chose tellement rationnel en soi, que ceux-ci, livrés à leurs seules inspirations, ne songeraient pas même à contester ce qui est bien moins un privilège constitutionnel que le vœu même de la nature.

Le peuple verrait avec joie diminuer les charges qui pèsent sur lui; il aimerait à ne plus porter au percepteur sa cote mobilière et sa cote personnelle, à ne pas payer chaque année à l'état l'impitoyable impôt du sang; le pauvre serait heureux d'assaisonner d'un sel abondant les mets insipides dont se nourrit sa misère. Mais les droits politiques, le suffrage universel, les parlements annuels, tout ce qui fait vibrer la fibre populaire dans vos réunions tumultueuses, il ne s'en préoccupe guère plus que de la pierre philosophale.

L'union de Birmingham vota, l'année dernière, une adresse de chaleureuse sympathie au comité chargé de

promouvoir en France la réforme électorale, et de réclamer les droits politiques pour tous les gardes nationaux. L'identité des mots fit sans doute croire à l'identité des choses. On ne devina pas à Birmingham qu'une formule qui avait remué jusqu'en ses fondements le sol des trois royaumes, parce qu'elle tendait à briser le monopole du pouvoir aux mains de l'aristocratie, n'était, dans la France de 89 et de 1830, qu'un mot sans écho et sans portée.

Faut-il vous apprendre ce que sont devenues les pétitions pour la réforme, avec quelle facilité empressée on les a récemment sacrifiées à la chance d'approcher du pouvoir? Faut-il constater ce qu'il y a de vague et d'incohérent jusqu'ici dans les vues des publicistes qui la réclament? Ce n'est pas avec un tel caractère d'indécision et de mollesse que se produisent chez nous les questions vraiment populaires et nationales. Est-ce ainsi que la France traita le droit d'ainesse, imposé à la restauration par le parti qui la dominait? Fut-elle aussi patiente, lorsque le ministère du 6 septembre, par une combinaison malhabile et un mot mal sonnant, parut réveiller un souvenir du droit féodal? S'il peut être convenable de modifier en quelque chose notre législation électorale, ce que je suis loin de contester, et vous apprécierez plus tard la nature de mes motifs, cette convenance ne résulte en rien des exigences impérieuses de l'opinion, et c'est dans une sphère de haute prévoyance politique que cette question peut être débattue. Il semble, du reste, assez facile d'en prévoir l'avenir. En face d'une opinion extérieure dont l'indifférence est manifeste, la réforme électorale sera agitée, abandonnée ou reprise, selon les

temps et les intérêts, selon qu'on sera plus ou moins éloigné du pouvoir ; elle deviendra une arme dans la stratégie parlementaire plutôt qu'un moyen de provoquer le concours énergique du pays. Quelle qu'en soit l'issue définitive, la réforme maintiendra les droits politiques aux mains qui les exercent aujourd'hui, en donnant de nouveaux gages au droit exclusif de la fortune combiné avec celui de la capacité, idée simple et capitale, qui n'est rien moins que le principe fondamental du gouvernement des sociétés modernes.

Cette base est en effet, dans l'Europe actuelle, celle du gouvernement dit des classes moyennes ou de la bourgeoisie, double dénomination qui manque évidemment d'exactitude. Une classe moyenne présuppose, de toute nécessité, l'existence de classes supérieures ; or, la prétention de la classe gouvernante en France, celle qui fonde et constitue son droit à la direction de la société, c'est la prépondérance même qu'elle exerce. S'il est en ce moment un certain nombre de grandes existences non absorbées dans son sein et résistant à une assimilation avec elle, vous avez vu que ce fait, d'un ordre transitoire, tend de plus en plus à s'effacer sous les prescriptions rigoureuses de la loi civile et l'esprit général du temps. Remarquez, en effet, que s'il n'en était pas ainsi, le gouvernement des classes moyennes manquerait également et de titre et de garantie ; car, en arguant de son principe, on pourrait prévaloir contre lui par cela seul qu'on représenterait une plus grande masse de capitaux ou une plus grande somme de lumières.

La qualification de gouvernement bourgeois n'est pas plus heureuse, du moins en prenant le mot dans son sens

primitif. La communauté bourgeoise était une concession dont le fait supposait un pouvoir d'un autre ordre et d'un titre supérieur, et rien n'est plus opposé que le droit de 1789 à celui qui naissait, pour les bourgeois du XIII^e siècle, d'un affranchissement et d'un octroi purement local. La seule qualification qui convint à l'état social dont la France essaie la réalisation laborieuse, serait celle de gouvernement des classes éclairées ou de *noocratie*, s'il faut absolument parler grec. Ce qu'une telle dénomination aurait de prétentieux, la prise qu'elle pourrait parfois donner au ridicule, si l'on mesurait les faits à l'échelle des principes, n'empêcherait pas qu'elle ne fût rigoureusement exacte. Quelle est la forme de gouvernement, quelle est même la science qui tienne ce que promet son nom?

En présentant l'idée de 89 comme un progrès dans la civilisation du monde, je ne me dissimule, croyez-le bien, monsieur, aucune des difficultés qui lui sont propres; je sais trop bien les périls auxquels elle semble exposer l'organisation politique tout entière. Partout la mobilité, nulle part la tradition et l'expérience; des fortunes soudaines qui disparaissent sans laisser plus de semence qu'elles n'avaient de racine; une excitation incessante vers un but que tous croient atteindre et que nul ne possède avec sécurité : ce sont là des dangers que la législation, dans son imprévoyance, me paraît avoir tout fait pour développer, sans rien tenter jusqu'à présent pour les restreindre.

Une hiérarchie exclusivement assise sur la valeur respective de chaque individualité est chose fort difficile à organiser, plus difficile encore à maintenir. Dans un état aristocratique, rien n'est plus aisé que de constater si le

nom de telle famille est inscrit sur le livre d'or ; dans une démocratie, où la capricieuse faveur du peuple élève seule les fortunes politiques, le premier démagogue pourvu d'une audace plus imperturbable ou de poumons plus puissants prévaut légitimement contre l'idole de la veille ; sous le despotisme, un portefaix du sérail ou un pêcheur du Bosphore se réveille grand-visir, si un regard de son maître s'est abaissé sur lui. Mais lorsque tous peuvent aspirer à tout, sous la condition imposée à chacun de constater sa supériorité dans une lutte sans repos, lorsque le pouvoir est au concours, qu'il faut combattre pour l'atteindre, et combattre bien plus encore pour le garder ; quand au-dessus des puissances constituées s'élève celle de l'opinion, et que la presse regarde en face la tribune au lieu de se tenir à ses pieds, comme chez vous, vous comprenez tout ce qu'un tel état admet de péripéties imprévues, suscite d'ambitions et provoque d'amers désappointements.

Vos compatriotes ne prennent pas assez la peine d'étudier une société en contraste complet avec la vôtre, malgré l'apparente analogie des institutions. Cependant cette étude leur donnerait seule le mot du grand problème qui se pose aussi pour eux ; seule également, elle pourrait vous initier aux causes de ce vague et universel malaise provoqué par le jeu d'institutions appliquées contrairement à leur génie, et sans les modifications qu'une telle différence rendra plus tard inévitables.

Vous m'avez fait l'honneur de me conter, et je veux la redire à mes concitoyens, l'histoire de votre famille, admirable et curieux exemple de cette marche progressive et mesurée de toutes les fortunes politiques au sein de la

Grande-Bretagne. Je ne sais rien de plus propre à faire comprendre les résultats si divers des mêmes institutions de l'un et de l'autre côté de la Manche.

Votre bisaïeul, simple ouvrier dans un comté du nord, esprit inventif et réfléchi s'il en fut, trouva un procédé nouveau pour forer les aiguilles ; il fit de l'or et devint, à la fin de sa laborieuse vie, membre d'une corporation municipale. Presbytérien rigide dans sa première jeunesse, et la tête pleine des passions religieuses et démocratiques de ces temps, il rentra plus tard dans le giron de l'église établie, moins par conviction, pensez-vous, que pour avoir accès à ces dignités locales dont l'intolérance de la loi écartait alors les dissidents.

Son fils fut lancé, au sortir de l'enfance, muni d'une pacotille et de bons conseils, dans tous les hasards de la vie maritime et commerciale. Il vendit de somptueuses marchandises à la naissante capitale du czar ; il vit dans leur jeunesse ces colonies américaines qui bientôt allaient devenir de grands peuples ; puis son errante fortune le porta dans les Indes, alors que l'Angleterre commençait à y prévaloir contre la France. Il y passa dix années et revint en Europe, le coffre-fort garni de roupies. Il connut alors ce qui est pour tout Anglais le bonheur suprême ; il put acheter, dans le comté paternel, une terre avec patronage ecclésiastique, une terre aux eaux poissonneuses, au parc giboyeux. Il put courir les renards, ajuster les faisans, et obtint, peu avant sa mort, pour prix de services électoraux rendus à un seigneur whig du voisinage, *la commission de paix*, ce préliminaire indispensable de toute existence aristocratique.

Ce fut sous ces heureux auspices que votre père entra dans le monde, et après avoir mangé à *Temple-Bar* le nombre de côtelettes voulu par les règlements, il fut reçu avocat et devint, après d'éclatants succès au barreau, l'un des juges d'Angleterre. Sa fortune s'accrut dans cette position lucrative, et son influence grandit avec elle; il eût déjà pu s'asseoir dans la chapelle de Saint-Étienne, s'il n'avait préféré aux devoirs législatifs la vie active et honorée que lui faisaient ses fonctions. Toutes ses préoccupations d'ailleurs reposaient sur vous, l'aîné de ses enfants et l'unique héritier de ses grands biens.

Cependant vous viviez à l'université, au milieu de cette jeunesse d'élite pour laquelle l'existence politique commence à bien dire dans l'enceinte du collège, et vous pouviez déjà contracter, avec toute la génération pour laquelle allait s'ouvrir la carrière des affaires, ces précieuses liaisons qui donnent tant de force dans les épreuves de la vie publique. A Cambridge, on vous traitait en *gentleman commoner*; personne n'ignorait, et vous ignoriez moins que personne, qu'après vos études classiques terminées et votre éducation complétée par un voyage sur le continent, vous auriez à justifier à Westminster les éclatants succès obtenus dans les épreuves académiques. En devenant propriétaire de quelques mesures en ruines, votre père vous avait acheté un siège au parlement; et si vous en fîtes, en 1832, le sacrifice avec joie, ce fut pour vous asseoir sur celui que les électeurs de votre comté ont été fiers et heureux de vous offrir. A peine au parlement, une éclatante alliance s'est d'elle-même offerte à vous sans que vous l'ayez briguée, et le

plus vieux sang de la conquête normande n'a pas hésité à s'unir à celui du descendant de l'ouvrier fier de ses pères comme de lui-même.

Groupez, monsieur, dans une seule vie les faits si divers qui se déroulent dans ce cadre de plus d'un siècle; au lieu de quatre générations élevant pierre à pierre l'édifice d'une famille parlementaire, représentez-vous un seul homme affrontant toutes ces épreuves, subissant toutes ces vicissitudes, passant, dans sa rapide carrière, du soin de faire sa fortune à celui de fonder son crédit politique, et vous aurez une juste idée des excitations de toute nature réservées à la société française. Dans cette arène où toutes les ambitions se précipitent au gré de toutes les cupidités, aucune barrière n'est élevée par la loi, aucune règle n'est imposée par les mœurs, et le pouvoir ne tente aucun effort pour modérer, en la régularisant, l'action d'un principe qui, plus que tout autre, réclamerait sa haute et intelligente tutelle. Impassible devant la concurrence illimitée qui, dans les transactions commerciales, se résout en faillites innombrables, et, dans la vie sociale, en véritables déclassements de position, la législature ne s'enquiert pas même des moyens de rendre cette concurrence moins désastreuse; elle semble l'accepter comme un mal sans remède, comme la conséquence forcée du principe de notre gouvernement.

Je ne crois pas que les sociétés humaines doivent s'exposer à périr par fidélité à la logique; je suis bien loin de penser d'ailleurs que le principe de 89 repousse une organisation fondée sur des délais obligés, sur des épreuves successives et vraiment sérieuses; j'estime sur-

tout qu'il serait possible de ne pas concentrer toutes les ambitions et tout le mouvement politique sur une seule chambre, et qu'il y aurait quelque chose à faire pour rendre la vie à la partie si déplorablement paralysée de nos institutions constitutionnelles. Mais achevons, monsieur, le diagnostic de notre société contemporaine, avant de nous engager dans le vaste champ des projets et des hypothèses.

Vainement cherchiez-vous dans les rangs divers de la bourgeoisie française des doctrines et des théories politiques distinctes les unes des autres. En élevant tant de soudaines fortunes, la révolution de 1830 imprima une impulsion sans exemple à toutes les espérances, et celles-ci aboutirent pour la plupart à d'inévitables déceptions. De là, dans un grand nombre d'esprits, des irritations et des mécomptes qu'on prit soin de revêtir des apparences d'une opposition systématique.

Mais ce qui se passe au sein de la représentation nationale ne peut manquer de vous éclairer sur les sentiments véritables du pays. Vous avez vu l'opposition perdre toute sa vivacité dans la chambre élective et fondre comme la cire au soleil, du jour où elle s'est trouvée plus rapprochée du pouvoir. On peut, sans calomnier les convictions de ses mandataires, douter aussi qu'elles résistassent à une pareille épreuve; on peut croire que du haut d'un siège de Cour royale, du bureau d'une perception ou d'un prétoire de juge de paix, les hommes et les choses apparaîtraient sous un jour plus favorable.

Aucune fraction de la bourgeoisie n'aspire à voir descendre aux mains du peuple l'arme des droits politiques;

aucune ne réclame avec sincérité une part plus large dans le gouvernement et dans l'administration locale, car à peine se résigne-t-on à user de toute celle qu'on tient de la loi. Lorsqu'on demande une plus vaste extension du suffrage électoral, lorsqu'on s'élève avec une énergie tout américaine contre le despotisme administratif, ces plaintes dans la bouche de l'avocat sans causes ou du médecin sans malades ont un sens qu'il faut savoir comprendre, et dont le pouvoir n'a pas trop à s'effrayer. Je ne sais pas une idée d'organisation intérieure dont il soit possible de faire en ce moment une théorie sérieuse d'opposition ; et ce ne serait pas chose facile que de trouver un terrain pour les controverses parlementaires, si la France ne continuait à porter, aux grands intérêts qui se débattent au-delà de ses frontières, cette attention passionnée qu'elle a visiblement cessé de prêter à des questions aujourd'hui résolues.

Si l'on arrive jamais à établir au sein de la bourgeoisie de grandes divisions distinctes, je crois que cette classification s'opérera plutôt par l'effet des tendances morales que par le résultat des idées politiques. Sous ce rapport, la question religieuse, en ce moment effacée, acquerra nécessairement une importance croissante, car dans le silence des passions de parti dont la religion a su se dégager, elle ne peut manquer de devenir pour les uns le plus puissant élément d'attraction, pour les autres le point le plus constant de repoussement. Il ne saurait y avoir association durable dans la vie publique entre ceux qui voient dans le Christianisme la vérité philosophique et sociale élevée à sa plus haute puissance, et ceux qui le supportent à grand'peine comme une néces-

sité transitoire. En vain une convention tacite consacrerait-elle d'une part la plus large tolérance, de l'autre un respect officiel pour des institutions reconnues utiles; un tel problème est trop grave, il touche de trop près à toutes les solutions, à tous les faits de l'ordre social aussi bien que de la conscience humaine, pour que la différence des points de vue n'en établisse pas à chaque instant dans les résultats.

La chambre et l'opinion vont se trouver saisies de ces hautes questions morales qu'on voit apparaître sur le premier plan de la scène, depuis que celles d'un ordre secondaire sont épuisées; bientôt elles auront à décider si la philanthropie bureaucratique peut remplacer, pour le soulagement des misères humaines, l'action spontanée de la charité, si des concierges et des guichetiers suffisent pour faire descendre de salutaires pensées dans l'âme des coupables; bientôt elles auront à déterminer la part respective de l'état et du sacerdoce dans le ministère sacré de l'éducation publique. De toutes parts vont surgir d'immenses problèmes en face desquels il faudra que toutes les convictions se dessinent, que toutes les répugnances se révèlent, et que chacun dise son dernier mot. Dans cette phase toute nouvelle de nos débats parlementaires, vous verrez se produire des péripéties fort imprévues, se former des liaisons et se préparer des ruptures jusqu'ici réputées très improbables. Peut-être sortira-t-il plus tard de tout cela des divisions plus rationnelles, des classifications correspondant à de plus vivantes réalités.

Je ne fais qu'indiquer en passant une idée appelée à conquérir bientôt une importance qu'il y a peut-être

quelque témérité à lui attribuer dès à présent, idée féconde, quoique vague encore, qui contribuera plus qu'aucune autre à développer cet avenir que nous présentons sans le comprendre.

En résumé, monsieur, je ne suis pas admirateur fanatique, non plus que détracteur passionné de mon siècle; je sais que l'idée qu'il poursuit a ses périls comme elle a sa grandeur, et que telle est malheureusement la condition de toutes les formes nouvelles. Les sociétés ne viennent pas s'y encadrer naturellement et comme d'elles-mêmes; il faut que la tourmente les y jette, que la force des choses les y retienne, et que ces formes les enlacent graduellement sans qu'elles en aient la conscience. Aussi ne suis-je point découragé au spectacle de tant d'agitations et d'incertitudes, à celui de tant d'ambitions éveillées jusqu'au plus modeste foyer domestique: tout cela se modérera par l'action du temps, peut-être aussi par une prévoyance plus intelligente de la loi. Ce n'est point en un jour que la forme féodale s'est épanouie dans sa fécondité au sein du monde arraché à la barbarie. Que de longues guerres, que de crises intérieures, que de souffrances d'abord jugées stériles, que de douleurs sans espoir et sans résultat avant que la malheureuse Angleterre de la conquête présentât à l'Europe le code politique tracé par l'épée de vos barons, avant que l'anarchique Allemagne des derniers Carlovingiens lui donnât le spectacle de sa ligue rhénane et de sa hanse anséatique! Que de fois la France, pillée par les Normands et déchirée par des chefs barbares, ne douta-t-elle pas de la Providence et d'elle-même, jusqu'au jour héroïque où elle proclama la croisade, acquérant tout à coup

et le secret de ses épreuves passées, et celui de ses destinées futures !

Deux siècles de transition, c'est-à-dire de ruines, ont séparé les temps féodaux de celui où le pouvoir monarchique fleurit dans tout son éclat sous Louis XIV ; et nous, disciples d'une pensée qui s'est produite dans le monde voici à peine cinquante ans, d'une pensée qui travaille sans doute l'Europe entière, mais sans l'avoir conquise, nous cesserions de croire à sa vitalité, parce que des obstacles s'élèvent sous nos pas ! Non, monsieur, la France ne fera pas défaut à son œuvre. Après l'avoir entamée sur les champs de bataille, elle continuera de la poursuivre à travers toutes les expérimentations, quelque lentes, quelque chanceuses qu'elles puissent être ; elle sait qu'en politique aussi bien qu'en religion, il n'y a que la foi qui sauve, et qu'elle serait perdue dans le monde le jour où elle douterait de l'idée qu'elle représente.

Ce qui importe dans les temps tels que les nôtres, c'est de se demander quelles mesures pourraient mettre les institutions de l'ordre civil et politique en harmonie avec cette idée même. La raison des peuples avait appris, avant Montesquieu, que la première condition des bonnes lois est de se rapporter à leur principe, dogme lumineux dont il y aurait à faire en France de fécondes applications. Notre constitution, empruntée à la contrée la plus naturellement aristocratique de l'univers, ne peut, sans des froissements continuels dans quelques-unes de ses parties, s'appliquer à notre état social et à nos mœurs. Pour rester fidèle à son texte judaïque, force est de mécon-

naître le génie du pays et de lui demander ce qu'il ne saurait produire.

Je n'ai pas le tempérament novateur, et j'incline toujours à penser que ce qui est, produit par cela même un très puissant argument en sa faveur. Cependant je n'hésite pas à dire qu'en laissant toutes choses à leur cours, par crainte de se montrer réformiste, on pourrait bien un jour se réveiller tout près de l'anarchie. Je penche à croire que, dans un simple intérêt de conservation, on finira par regretter d'avoir manqué à la fois de prévoyance et d'initiative. Dans mes prochaines lettres, j'essaierai donc de préciser ma pensée en ce qui se rapporte aux deux chambres et au corps électoral, c'est-à-dire au mécanisme du gouvernement représentatif, puis à la presse et à l'administration intérieure, c'est-à-dire à la direction de l'opinion publique.

III

**Des réformes à entreprendre dans nos institutions fondamentales,
et en particulier de la pairie.**

N'estimez-vous pas , monsieur, que nous venons d'assister ensemble à un bien étrange spectacle? Nous avons trouvé ce pays libre enfin de souci et d'agitation politique, tout entier au soin de ses intérêts, de sa fortune et de son bien-être, et voici que cette situation paisible et normale, si long-temps rêvée comme le résultat final de nos discordes, engendre des difficultés non moins sérieuses que les périls auxquels se vit en butte la France révolutionnaire.

Au sein de sa représentation nationale, des crises dont il est impossible de ne pas prévoir le prochain retour, et que chacun aura désormais la puissance de susciter en même temps que nul n'aura celle d'y mettre un

terme; au sein de l'administration, le découragement et le décousu inséparables d'un manque de direction; au sein du pays, la dévorante concurrence de toutes les vanités, celle non moins stérile des ambitions détournées d'un but digne d'elles, et se cotant en sommes rondes; le savoir-faire devenu la suprême puissance, et la capacité reculant devant l'intrigue: de tels faits, confessés par tous, proclament la nécessité de remèdes énergiques autant qu'ils accusent l'impassibilité de la loi.

La mission de celle-ci ne devrait-elle pas consister à régler par des mesures prudemment combinées, l'action de principes dont jusqu'à ce jour elle s'est bornée à garantir le triomphe? L'honneur n'était pas moins l'âme de la monarchie absolue que l'esprit d'égalité et de concurrence n'est le mobile de la moderne société française, ce qui n'empêcha pourtant ni Richelieu ni Louis XIV de porter des lois terribles contre le duel. Il n'est pas un gouvernement qui n'ait dû, par une intervention prévoyante, modérer l'action de son principe, et je ne pense pas que celui de la bourgeoisie, s'il a réellement un caractère natif et propre, puisse se soustraire long-temps à une telle nécessité.

Vainement demanderait-on aux mœurs seules l'amélioration d'un état de choses qu'elles semblent au contraire tendre à aggraver. Le goût des fortunes rapides se combinant avec la diminution des patrimoines héréditaires, la diffusion de l'instruction également favorisée dans toutes ses branches et à tous ses degrés, déclassent chaque jour une masse besogneuse, qui consent bien à respecter l'existence du pouvoir, mais sous con-

dition expresse de le servir, à peu près comme les chefs de ces peuples du Nord, qui, après avoir long-temps fait trembler l'empire, amollis enfin par leur contact avec lui, exigeaient des empereurs des dignités lucratives et quelques lambeaux de pourpre romaine.

Un vaste développement imprimé aux intérêts industriels et agricoles au dedans, aux intérêts maritimes et colonisateurs au dehors, pourrait seul arrêter cet essor chaque jour plus universel vers les fonctions publiques, depuis les plus élevées jusqu'aux plus modestes; symptôme significatif, qui constate par des chiffres authentiques la disparité des besoins avec les ressources, des désirs avec les moyens d'y satisfaire.

Les pouvoirs législatifs ne peuvent rien sans doute contre de telles tendances; je crois peu à la puissance des lois contre les mœurs, tandis que j'admets pleinement celle des mœurs contre les lois. Ce fut grande pitié dans tous les temps de voir des esprits distingués s'évertuer à réformer un peuple en réformant sa constitution, sans comprendre que les lois sont lettre morte lorsque l'esprit public ne vient pas les vivifier. Ne craignez donc pas de me voir glisser dans un tel travers, celui de tous que je passe le moins aux hommes d'étude. Mais n'est-il pas, monsieur, certaines parties des institutions françaises qu'on pourrait redresser et compléter dans le sens de leur principe, et ne penseriez-vous pas, avec moi, que dans l'accomplissement d'une pareille œuvre le génie national viendrait en aide à un pouvoir intelligent et habile, bien loin de lui susciter des obstacles?

Je disais dans une précédente lettre que nos institu-

tions, résultat emprunté à l'imitation étrangère, laissent en dehors d'elles divers éléments qu'elles sont destinées à embrasser ; j'ajoutais que la force des choses finirait par suppléer à la sagesse du législateur, à cela près que nous devrions le complément de notre organisation politique à l'expérience, cette institutrice dont les leçons sont toujours chèrement payées par les peuples. C'est ce champ de l'avenir que je vous demande aujourd'hui la permission de parcourir un peu avec vous.

Je ne prétends en aucune façon, vous le comprenez du reste, devancer les temps par des réformes hâtives. Je n'ai pas les poches pleines de constitutions, et je sais à merveille que des lois médiocres, subsistant en réalité, ont une valeur fort supérieure aux lois les plus parfaites conçues en puissance d'être. Mais, convaincu que des difficultés sans terme comme sans résultat sont destinées à marquer désormais toutes nos sessions législatives, et que ni notre système électoral, ni notre organisation parlementaire, ne sont en mesure de les prévenir, craignant surtout qu'un jour ne vienne où le pays ne scrute d'un œil peut-être trop sévère le mécanisme de son gouvernement, je voudrais rechercher si la simple théorie n'accuse pas déjà certains défauts, avant que l'événement les ait fait éclater aux yeux de tous.

Si j'étais homme de gouvernement, je pourrais m'abstenir de toucher à ces matières tant que le moment ne serait pas opportun pour y appliquer le souverain remède de la loi ; publiciste, je crois de mon devoir d'aborder de telles questions avant qu'elles deviennent brûlantes.

Trois pouvoirs politiques coexistent en France : l'un,

sorti en 1830 de l'élection populaire, mais destiné à se perpétuer par l'hérédité ; le second, émanant du premier, avec la garantie de l'inamovibilité ; l'autre, se renouvelant à intervalles périodiques et rapprochés.

Les événements consommés, les prestiges évanouis, les garanties réclamées par les intérêts, ne permettent pas de concevoir une royauté dans des conditions aussi propres à être acceptées par le grand nombre, que la royauté actuelle ; et c'est avec toute raison qu'on a pu la présenter comme la dernière application actuellement possible du principe monarchique en France. Rarement, d'ailleurs, une institution correspondit mieux, par son génie même, aux intérêts dominants qu'elle eut mission de consacrer, et l'on peut dire justement à cet égard, la royauté de 1830 s'est trouvée en communion bien plus intime avec l'esprit de son temps que la royauté du stathouder de Hollande avec le génie de l'aristocratie britannique. Aussi est-elle évidemment le pouvoir qui a conquis l'influence la plus décisive et la plus constante depuis le jour où tous les pouvoirs se sont relevés de la sanglante poussière des barricades.

On lui a reproché le besoin de trop faire par elle-même, en se montrant également jalouse et des apparences et des réalités de la puissance. Cette disposition d'esprit a été pour elle la source d'embarras graves et fréquents : on peut douter cependant que l'histoire la lui impute à blâme. La royauté nouvelle avait une terrible partie à jouer dans la France de juillet. Il était difficile qu'elle s'en désintéressât personnellement, lorsque les résultats l'atteignaient d'une manière si directe, et ce n'est pas en s'enveloppant dans les fictions légales de l'irrespon-

sabilité qu'elle fût parvenue à jeter quelques racines. Un roi fainéant ne fondera jamais une dynastie en France, et dans ce temps-ci plus qu'en tout autre, il n'y a, pour résister à la tempête, que ceux dont le nom peut s'attacher à quelque idée, se lier à quelque durable souvenir.

Plus vous y réfléchirez, monsieur, en dehors de vos idées traditionnelles, plus vous verrez qu'il fallait que la royauté nouvelle eût un système, sous peine de ne rien exprimer et de disparaître à la première bourrasque.

Vous vous êtes, je le sais, quelquefois trouvé en désaccord avec ce système lui-même ; vous avez pensé, comme votre cabinet, que, relativement à certains faits extérieurs, il laissait trop au hasard des événements, et ne demandait pas assez à la puissance de la France. Cette croyance, je l'ai pleinement partagée avec vous ; mais, quelle que soit mon opinion sur certaines applications de la politique qui prévaut depuis dix ans, je n'en crois pas le principe moins conforme aux besoins du pays, moins constamment avoué par les intérêts groupés autour de lui. Cette politique n'a jamais dépassé les limites de son action constitutionnelle, elle a toujours trouvé dans le parlement, même pour ses inspirations les moins heureuses, l'adhésion qui les légitime ; elle a donc marché dans ses voies naturelles : aussi, de tous les pouvoirs de l'état, la royauté est-elle le seul qui n'ait guère qu'à les suivre, et dont il n'y ait point à se préoccuper lorsqu'on embrasse l'ensemble de l'organisation sociale.

Mais s'il suffit de confier son avenir à sa prudence, n'en est-il pas tout autrement pour le pouvoir dont

l'art. 23 de la Charte nouvelle a fait une émanation en quelque sorte filiale de la royauté? Est-il possible de n'être pas frappé, à la vue de ce corps paralysé, du vice d'organisation qui enlève à ses membres jusqu'à la force dont ils étaient individuellement pourvus avant leur accession à la plus éminente dignité de l'état?

Voici des hommes de la capacité la plus authentiquement éprouvée : les uns ont reçu vingt fois le baptême électoral dans nos diverses assemblées législatives; les autres sont les restes glorieux de cent batailles, les derniers acteurs de ces grandes scènes qui eurent l'Europe pour théâtre et le sort du monde pour objet; ce qu'il y a d'illustrations dans la science, dans la politique et dans la guerre, d'expériences consommées fournies par tous les régimes, est groupé dans cette assemblée constitutionnellement égale à l'assemblée élective, et dont pourtant la France prononce à peine le nom à l'occasion d'un conspirateur ou d'un assassin jeté de temps à autre à sa justice. La pairie n'a, depuis des années, donné qu'un vote fictif à la loi principale de chaque session, celle des finances; elle n'a pas ébranlé un ministère, encore moins son initiative a-t-elle contribué à former un cabinet, à ce point que, dans les hautes régions de l'ambition parlementaire, on a grand soin de décliner ses honneurs stériles, et qu'on n'hésite pas à s'y faire au besoin représenter par ses branches cadettes. Quel homme confiant dans son avenir et aspirant à une grande fortune politique se laisserait arracher tout vivant du Palais-Bourbon pour goûter la paix du Luxembourg? A qui le palais des Médicis n'offre-t-il pas l'image de ce royal asile où reposent tant de débris mutilés, dans une

retraite protégée par la piété publique et embellie par la solitude?

— La France pense-t-elle posséder deux chambres législatives parce que des messagers d'état voyagent cérémonieusement d'un palais à un autre? Ne voit-elle pas le pouvoir ballotté depuis dix ans entre la royauté et la chambre élective, puissantes toutes deux, et peut-être à l'égal l'une de l'autre?

Les conséquences d'un tel état de choses apparaîtront chaque jour plus redoutables, en admettant que les perturbations de ces dernières années ne suffisent pas pour en constater dès à présent toute la gravité. La division du pouvoir législatif en deux chambres est un axiôme dans tous les états libres : s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer, ne fût-ce que pour la France, pays d'entraînement et de fougue, qui doit surtout se prémunir contre ses premiers mouvements. La nation n'a pas, on doit le croire, reculé depuis l'an III. Ce que décréta la convention nationale elle-même, comme un premier hommage à l'expérience de tous les peuples, n'a pas cessé d'être une nécessité du premier ordre, une question de vie ou de mort pour le système représentatif.

Ceci, monsieur, n'est nié par personne. Il n'est pas un membre de l'opposition, jusque dans ses rangs les plus avancés, qui comprenne la monarchie constitutionnelle avec une seule chambre. Au sein même du parti républicain, les hommes dont l'opinion peut être de quelque poids, ont toujours reconnu la convenance d'une division dans le pouvoir législatif, et la nécessité d'un sénat, dépositaire spécial des traditions gouvernementales. Il n'est donc pas dans le monde

politique de doctrine plus universellement professée que celle-là.

Mais en est-il, je vous prie, de moins pratiquée? Les membres de l'opposition qui professent pour elle le respect le plus avoué ne réclameraient-ils pas avec violence, si la pairie s'avisait de mettre un poids dans la balance de nos destinées, si elle rejetait une loi populaire, ou prenait l'initiative d'une mesure réprouvée par la presse? On a pu lui permettre d'ajourner la conversion de la rente, car ceci ne touche à aucune passion, à aucun intérêt politique; peut-être même se trouve-t-on, tout conversionniste qu'on puisse être, avoir au fond de son portefeuille quelques coupons de 5 pour 100. On a pu trouver convenable qu'en repoussant le divorce, elle rendit à la morale publique un hommage qu'on avait eu la faiblesse de lui refuser : mais qu'eût-on dit si la pairie ne s'était pas courbée sous le plébiscite qu'on lui présentait à la pointe des baïonnettes de juillet? Que dirait-on si elle refusait un jour de sanctionner une nouvelle loi électorale, si elle prétendait faire prévaloir dans une haute question diplomatique une autre pensée que celle de la chambre élective? Que dirait-on surtout si elle s'ingérait à démolir aussi les ministères, en organisant, par exemple, contre un cabinet qui n'aurait pas ses sympathies, une coalition dont les éléments ne manqueraient pas, à coup sûr, dans son sein?

Si l'on reconnaît dans la chambre inamovible le droit d'agir ainsi dans la plénitude de ses attributions constitutionnelles, il faut dès à présent changer d'attitude vis-à-vis d'elle; si on ne l'admet point, cette chambre n'a plus une existence digne du pays et digne d'elle.

même; elle ne répond pas au but de son institution : c'est un embarras pour tous sans être une force pour personne.

Voyez maintenant le contraste, et suivez-en les étranges conséquences.

En face de la pairie s'élève une autre chambre riche assurément en talents, en espérances, en vives et légitimes ambitions, mais dont il est licite de ne pas trouver le niveau intellectuel aussi constamment élevé. Cette chambre a tout ce qui convient pour imprimer une impulsion générale aux affaires; mais elle manque trop souvent (comment le méconnaître?) de l'esprit de suite indispensable pour les conduire. La nature même de son génie l'appellerait plutôt à influencer sur l'ensemble d'une situation qu'à choisir les instruments actifs du gouvernement. En contact immédiat avec l'opinion nationale, elle sent à l'unisson de cette opinion même; mais le sens si droit qu'elle apporte dans l'appréciation des idées et des intérêts généraux, ne court-elle pas risque de le perdre lorsqu'il s'agit de choisir les hommes? N'est-elle pas visiblement dans l'impuissance de les éprouver et de les connaître? N'est-elle pas dominée par des impulsions et par des manœuvres également propres à fausser la sûreté de son jugement?

Un jeune homme inconnu trouve dans son petit arrondissement soixante-quinze parents, alliés ou condisciples, sur cent cinquante électeurs inscrits qui consentent à lui ouvrir l'accès des affaires publiques, où il reçoit pour mission de soigner en même temps et ses propres intérêts et ceux de ses amis. Il arrive à la chambre, aborde la tribune, et s'y tient bien. Il a grand soin de se placer

dans les conditions requises pour naviguer toujours avec la presse, et recevoir dans ses voiles le souffle quotidien de ses organes. La France ne sait encore rien de lui, sinon qu'il a prononcé quelques discours heureux ; elle ignore quel gage il offre à la morale publique par son caractère et par sa vie, de quelle puissance d'application, de quelle prudence et de quelle mesure il peut être doué pour les affaires, et déjà peut-être le voilà ministre. Il dirige, à la tête de l'instruction publique, le mouvement intellectuel d'un grand royaume ; il a charge d'y combiner l'ensemble des plus gigantesques travaux ; il préside son conseil d'état, choisit ses magistrats, élabore et tranche les plus hauts problèmes de la législation civile et criminelle ou de l'économie politique. Si vous exceptez, et je ne saurais vous dire vraiment pourquoi, les départements de la guerre et de la marine, il peut, sur le succès d'une session, quelquefois sur le résultat d'une intrigue, aspirer à tous les portefeuilles, conquérir les honneurs qui devraient être le couronnement d'une longue existence, la consécration d'une notabilité européenne. Ainsi le pays qui impose le concours ou les épreuves les plus difficiles pour les plus modestes fonctions, prend tous ses agents politiques au hasard ou à l'essai, sans autre garantie que des succès de tribune, unis à quelque souplesse dans l'escrime parlementaire !

A de rares exceptions près, les fortunes ministérielles sont chez vous infiniment moins rapides ; mais en admettant même la parité, je n'hésite pas à dire que ce que comporte le principe aristocratique de votre gouvernement ne saurait établir de précédent applicable à une société qui entend, comme la nôtre, résoudre pour la

première fois le problème d'une hiérarchie fondée sur la valeur duement éprouvée de chacun.

A la manière dont se passent trop souvent les choses, le pays reste sans garanties sérieuses. En accumulant dans quelques années ce qui devrait remplir toute une vie, on s'est exposé à substituer le savoir-faire à la naissance, à sortir du droit ancien sans s'établir dans le nouveau. Lorsqu'on voit, d'un côté, le plus grand nombre des expériences et des supériorités reconnues, agglomérées dans une assemblée, sans puissance sur l'opinion, sans influence d'aucune sorte sur la formation et la chute des cabinets, et que, de l'autre, toutes les ambitions s'organisent stratégiquement pour la conquête et l'exploitation du pouvoir, lorsque la confusion règne au sein de l'une des chambres et que le découragement envahit l'autre, il est manifeste qu'il y a quelque chose de faussé dans la pratique et d'irrationnel dans la théorie du gouvernement.

D'où vient que l'assemblée élective, plus propre à remuer les idées qu'à discerner les hommes, au lieu d'influer sur l'esprit du système, se préoccupe principalement du personnel, et que la chambre inamovible ne pèse ni sur l'un ni sur l'autre? D'où vient que la pairie n'est guère pour l'opinion qu'une haute juridiction exceptionnelle? Cet abaissement ne tient pas à sa composition; car, bien que la faveur ait pu sans doute y donner accès, chacun rend hommage à ses lumières et aux nombreuses illustrations qui la décorent. Ce n'est pas, d'ailleurs, pour ses membres, une prérogative de peu de poids que l'inamovibilité qui leur est départie, car celle-ci protège tout ce qu'il est donné à la loi de

garantir et d'atteindre dans une société où la famille politique n'existe pas. Du mode seul de sa formation provient donc une impuissance destinée à engendrer, pour la royauté, des dangers formidables, si la pairie, lassée d'un rôle peu fait pour elle, osait jamais tenter d'en prendre un autre.

Comment s'étonner des résultats sortis de la conception bâtarde de 1831? Comment n'avoir pas compris que le cabinet de cette époque, qui sacrifiait à regret l'hérédité à des impossibilités par lui estimées passagères, n'entendait donner à la pairie qu'une organisation transitoire pour lui ménager tous les bénéfices de l'avenir?

N'est-il pas aussi contraire à la théorie qu'au bon sens de faire émaner un pouvoir politique d'un autre, lorsqu'on aspire à équilibrer des pouvoirs entre eux? Une telle combinaison n'annule-t-elle pas, dans les circonstances ordinaires, tout le bénéfice que la royauté peut attendre d'une chambre haute, en même temps qu'elle exposerait la chambre élective à se voir constitutionnellement anéantie par une royauté puissante, si des circonstances exceptionnelles rendaient jamais à celle-ci une force inattendue?

Lorsque la couronne institue des magistrats pour tous les tribunaux du royaume, personne n'a l'idée de contester sa parfaite compétence dans cette partie de ses attributions; car on sait que la royauté, ou le pouvoir ministériel agissant sous son nom, ne comprend pas la justice autrement que le pays lui-même, qu'elle a tout intérêt à vouloir des magistrats probes, éclairés, diligents. De plus, en rendant ceux-ci inamovibles, la loi les revêt, par respect pour le sacerdoce qu'ils exercent,

de la plus haute prérogative qu'elle ait aujourd'hui mission de conférer. Des magistrats nommés à vie par la couronne, en dehors des passions de parti et des intrigues locales, reçoivent donc des garanties en quelque sorte surabondantes pour accomplir leur ministère; ils sont dans les conditions les plus favorables pour fonder leur crédit sur l'opinion publique. Mais il n'en est pas ainsi pour un corps politique participant à la souveraineté. Il est évident que, si l'un des pouvoirs a seul mission d'en choisir les membres, il se gardera d'y faire entrer des adversaires de son système personnel, du moins en nombre suffisant pour en compromettre le succès. S'il y appelait quelques chefs d'opposition, pour les isoler de leurs amis, il devrait s'attendre à des refus aussi calculés qu'auraient pu l'être ses faveurs, et la force des choses le conduirait à circonscrire ses choix dans la sphère des hommes acquis déjà, par leurs convictions bien connues, à sa pensée politique. Une pairie nommée par la royauté ne saurait être qu'un pouvoir de reflet, qu'une double effacée de celle-ci. En vain s'agitait-on pour y susciter quelque vie, en vain les notabilités du pays s'y trouveraient-elles en grand nombre : le premier résultat des positions fausses est d'ôter à chacun sa force, et c'est le sort des institutions dénuées de tout génie propre de disparaître sans que l'opinion s'en émeuve. Ainsi naquirent, ainsi se sont évanouies les conceptions de Sieyès au premier rayon du soleil de l'empire.

Le vice de l'organisation de notre pairie est compris par tous les amis de la monarchie constitutionnelle; il n'en est aucun qui ne dise tout bas ce que je ne vois, pour mon compte, nulle raison de ne pas dire tout haut.

Je comprends les répugnances du pouvoir et la froideur de l'opinion, lorsqu'il s'agit, à peine sortis des hasards d'une révolution, de rentrer dans une carrière d'expérimentations législatives. C'est là un sentiment honorable, une crainte salutaire, contre lesquels je n'ai garde de m'élever ; mais encore est-il loisible aux hommes qui regardent comme impossible de détourner le cours logique des idées, de se demander dès à présent dans quelle alternative se trouvera la France lorsqu'éclatera cette grosse question.

Je vous entends répondre qu'il faudra nécessairement opter entre l'hérédité et l'élection. Ceci est rigoureusement vrai, sans être pour cela plus simple, car, s'il n'y a qu'une seule manière de naître, il en est mille pour être élu.

Vous savez depuis long-temps, par des écrits où j'ai dû creuser cette grave question, ce que je pense de l'hérédité de la pairie. Vous n'ignorez pas que je la crois un peu plus impossible encore dans l'avenir que dans le présent, et que je tiens l'établissement d'une pairie viagère pour plus probable dans la Grande-Bretagne que le rétablissement de l'hérédité ne saurait jamais l'être en France.

Moins qu'un autre, monsieur, je dois porter en une telle matière ces passions devant lesquelles abdique la raison humaine. Je crois que des hommes prédestinés dès leur enfance à la vie publique se rendent d'ordinaire plus dignes de leur destinée ; je sais ce qu'une haute position assurée d'indépendance en face des factions comme vis-à-vis du trône ; enfin je tiens des pairs héréditaires pour fort capables de procréer des gens d'esprit ; j'accorderai même, si l'on veut, que l'hérédité de la pairie n'est pas

un privilège, dans le sens populairement odieux de ce mot. Ces concessions faites, j'en réclame une seule à mon tour, c'est que l'hérédité de la pairie est évidemment impossible en fait. Peut-être ses partisans les plus dévoués auront-ils peu d'objections à me l'octroyer pour le présent, en réservant à l'hérédité ses chances éventuelles. Or, c'est surtout de celles-là qu'il importe de constater la vanité pour ne laisser s'implanter nulle part de dangereuses espérances. Je tiens donc cette impossibilité pour aussi absolue qu'elle est rationnelle en ce siècle.

La création d'une assemblée politique héréditaire serait en désaccord, non pas seulement avec le principe du gouvernement de 1830, mais avec les bases mêmes de la moderne société française. Ce serait la négation de la doctrine que celle-ci s'efforce de faire prévaloir depuis 1789, le coup mortel porté au gouvernement de la bourgeoisie, tel que nous avons essayé d'en déterminer les conditions.

Si elle eut à lutter contre les mœurs dans ses efforts pour organiser un patriciat héréditaire, la restauration n'était pas du moins, dans une telle tentative, en contradiction avec elle-même. Mais comment concevoir un gouvernement reposant sur des influences essentiellement mobiles et viagères, et qui tenterait de les perpétuer par un mode en opposition directe avec leur principe? Se figure-t-on bien la seconde génération d'un sénat formée des fils de professeurs, de gros banquiers, d'industriels, d'avocats, de députés et de généraux de la garde nationale, honorables et presque uniques notabilités d'un temps de paix, de travail et d'étude? Voyez-vous, monsieur, dans le pays le moins aristocratique qui

soit sous le soleil, les talons rouges de la Bourse, de la Sorbonne et de la Salle des Pas-perdus se choisissant des devises et se dessinant un écusson ? Ce n'est pas à un esprit tel que le vôtre qu'il faut apprendre que les lois consacrent bien les aristocraties existantes, mais qu'il ne leur est pas donné d'en créer, et que si sur le sol britannique, tout imprégné, pour ainsi dire, de cet élément, les illustrations récentes s'unissent sans effort aux illustrations antiques, sur notre terre de France, la poussière seule des champs de bataille sèche vite les lettres de noblesse. S'il avait pu résister à l'Europe, le gouvernement de Napoléon lui-même n'eût-il pas fini par succomber devant une réaction intérieure contre son aristocratie sans racines, le jour où la France, libre des soucis de la guerre, eût repris la pente sur laquelle elle fut violemment arrêtée par l'empire, mais sans en être jamais détournée ? Le gouvernement de la bourgeoisie n'imitera pas Napoléon dans ses fautes sans avoir les mêmes excuses ; il comprendra que l'épreuve la plus propre à faire remettre un jour en question le titre de la royauté serait une tentative dont la responsabilité remonterait jusqu'à elle-même.

L'introduction de l'élément électif dans la composition de la chambre haute apparaît donc comme la solution finale du problème. Je n'admire pas l'élection en elle-même comme une infaillible manifestation de la suprême sagesse ; je sais que des législateurs de l'antiquité ont cru le sort moins aveugle. Mais je n'appartiens pas non plus à ceux qui, à l'aspect des embarras inséparables de ce système, s'écrient que c'est assez de l'avoir au Palais-Bourbon, sans l'introduire au Luxembourg. Un tel

raisonnement me paraît de la force de celui de Ferdinand VII, lorsque, sous la constitution de Cadix, sollicité de se prononcer pour le parti bicamériste, ce prince répondait que c'était déjà trop d'une seule chambre, et qu'il n'en voulait pas deux. Qui ne voit, en effet, que si jamais l'élection est appelée à ranimer la vie politique éteinte au cœur de la pairie, ce sera en modérant par cela même celle de la chambre qui reçoit seule aujourd'hui cette populaire consécration, et qu'il s'agit bien moins au fond d'augmenter la puissance de ce principe que de la répartir d'une façon plus égale et dès-lors moins dangereuse?

A quelle combinaison électorale l'avenir confiera-t-il la formation de la pairie? Là git toute la question, et, quoi qu'on puisse faire, elle ne sera jamais ailleurs.

Vous connaissez la France et vous savez si elle ne donne pas, à bien peu de chose près, tout ce qu'elle est actuellement en mesure de donner; vous savez surtout qu'en faisant des électeurs, on ne fait pas des éligibles. Il est bien difficile de croire qu'en modifiant en quelque chose le cens électoral, qu'en le combinant avec certaines catégories de capacités exprimant des intérêts analogues à ceux que représente le cens lui-même, on arrive à des résultats notablement différents, soit pour la nomination de la chambre élective seule, soit pour la formation de deux assemblées politiques. En livrant la formation d'une pairie élective au corps électoral, on le mettrait probablement dans le cas de renvoyer la législature actuelle en partie double, et la France aurait alors deux assemblées à peu près identiques, séparées par une simple cloison de sapin. Mieux vaudrait, au reste, cet état de

choses que celui dont nous sommes menacés ; et je suis , pour ce qui me concerne, tellement préoccupé de l'anéantissement politique de la première chambre, que j'irais, je crois, jusqu'à subir même la gérontocratie de l'an III.

Notre unité gouvernementale interdit le mode d'élection du sénat américain, auquel chaque législature envoie deux membres. Demander, comme la Belgique et comme l'Espagne, le choix de nos sénateurs à des assemblées provinciales, soit directement, comme le fait l'une¹, soit par voie de candidature, comme procède l'autre², serait rendre inévitables des choix purement locaux, alors que le but essentiel de l'institution devrait être d'y introduire des notabilités nationales pour faire de la chambre haute comme un degré supérieur d'initiation à la vie politique. En présence de ces difficultés, ne pourrait-on pas être conduit à placer l'élection de la paire au centre même des trois pouvoirs législatifs, comme l'essaya la constitution de l'an VIII pour son sénat conservateur³? Peut-être ne jugerait-on pas impossible de concéder à la chambre inamovible le droit de se renouveler elle-même, avec un certain concours attribué à la royauté. Les corps les plus puissants par la pensée politique se sont

¹ En Belgique, les sénateurs sont élus dans la même forme et par les mêmes électeurs que les représentants, sous condition d'être âgés de quarante ans et de payer au moins 1,000 florins de contributions directes. (Loi élect. belge, art. 42.)

² Les sénateurs espagnols sont nommés par le roi sur une liste de trois candidats, proposés par les électeurs qui nomment les députés aux cortès. (Const. de 1837, tit. III, art 15.)

³ « La nomination à une place de sénateur se fait par le sénat, qui choisit entre trois candidats, présentés, le premier par le corps législatif, le second par le tribunal, le troisième par le premier consul.

« Il ne choisit qu'entre deux candidats, si l'un d'eux est présenté par deux des trois autorités présentes ; il est tenu d'admettre celui qui serait présenté à la fois par les trois autorités. » (Constit. de l'an VIII, tit. II, art. 16.)

ainsi perpétués par leur énergie propre. Rien n'habitue mieux qu'un tel principe à discerner les supériorités, sitôt qu'elles se produisent au dehors, pour les absorber dans son sein ; c'est à lui que toutes les sociétés savantes doivent leur puissance sur l'opinion, et nul ne se mettrait plus naturellement en harmonie avec une société aussi avide d'hierarchie que d'égalité, depuis si long-temps tourmentée du besoin de concilier enfin cette redoutable antithèse.

A ceux qui diraient qu'un tel mode a des inconvénients, ne pourrais-je, monsieur, répondre, avec Machiavel, qu'aucun parti n'en est exempt, et que l'esprit politique n'a jamais consisté qu'à choisir entre les moins graves ? Parmi ceux que je suis disposé à reconnaître, je me garderai toutefois de comprendre l'excès de force qu'une telle prérogative donnerait à la pairie. Ce n'est pas en notre temps qu'on peut redouter une force surabondante au sein d'un corps conservateur. Qu'on se rassure : la pairie, se renouvelant elle-même par l'élection, ne dégénérerait point en oligarchie, car l'hérédité ne lui appartiendrait pas, et ses membres ne se perpétueraient pas plus que ceux de l'Institut dans leur postérité. Vous ne redoutez pas d'ailleurs, je pense, qu'à l'exemple des *freemen* de vos corporations municipales, ils trafiquassent à prix d'argent de l'honneur de siéger au milieu d'eux. Jalousement surveillée par l'opinion et par la presse, en concurrence incessante avec la chambre des députés, dont sa mission consisterait à absorber tous les talents en les marquant l'un après l'autre du sceau gouvernemental par un appel dans son sein, la pairie régénérée ne serait pas plus à redouter pour le pays que pour

le trône. Ils sont d'ordinaire modérés, les pouvoirs contraints de puiser leur force dans l'adhésion de l'opinion à leurs choix comme à leurs actes : la violence n'est-elle pas au contraire l'apanage des pouvoirs faibles ? La législative sanctionna le 10 août, le directoire fit le 18 fructidor, et le ministère Polignac a signé les ordonnances de juillet.

En concentrant l'élection au sein d'un sénat inamovible, bien des questions resteraient sans doute à résoudre. Le nombre de ses membres serait-il limité ? Devrait-il être choisi dans des catégories déterminées d'avance par la loi, et ne pourrait-on combiner d'une manière heureuse des dispositions empruntées à des systèmes différents ? Je n'assumerai pas, croyez-le bien, le ridicule de présenter un projet de loi sur la matière : dès-lors vous trouverez bon que je n'aborde pas les détails, et que je me borne à jeter aux méditations des hommes graves quelques pensées d'avenir. C'est en semant pour lui dans les temps paisibles qu'on évite de moissonner dans la tempête.

Ce qui me préoccupe surtout, ce qui ne peut manquer de vous frapper vous-même, c'est l'urgence d'établir en France quelque gradation dans la carrière aujourd'hui déréglée de l'ambition politique, et de fixer un temps d'arrêt entre les généralités de la tribune et la pratique des grandes affaires. Lier les deux chambres de telle sorte que l'élection fasse passer les hommes politiques de la seconde à la première, et que le mouvement ministériel, aujourd'hui concentré dans une seule assemblée, se partage entre les deux dans une proportion plus naturelle, hiérarchiser la vie de l'homme comme est hiérar-

chisée parmi vous celle de la famille politique : c'est là une tâche gouvernementale et civilisatrice dont l'accomplissement honorerait ceux qui seront un jour en mesure de l'accomplir.

La réorganisation de la chambre haute suffira-t-elle pour permettre au gouvernement représentatif de fonctionner avec facilité, et l'application de ce système à des intérêts si différents de ceux pour lesquels il fut primitivement conçu, n'entraînera-t-elle pas dans la suite des temps des modifications plus profondes ? Sur ce point, bien des conjectures sont permises aux meilleurs esprits, et l'ont peut, en conservant sa foi dans l'idée de 89, penser qu'elle n'a pas encore dit son dernier mot. Êtes-vous curieux à cet égard de théories et d'hypothèses ? Je puis vous en fournir de très spécieuses, peut-être même de très profondes, dont le seul tort sera de ressembler un peu aux contes bleus que vous savez.

Vous avez dû rencontrer dans le monde le baron de N..., ancien membre du corps diplomatique, aujourd'hui député, comme propriétaire d'une terre seigneuriale, à la première chambre des états de l'un des gouvernements de l'Allemagne, homme de savoir et même d'esprit à la manière de ses compatriotes, fort hardi dans ses spéculations, et fort peu effrayé d'être tout seul de son avis. Dans cette tribune, d'où l'Europe assiste à nos débats parlementaires, je liai un jour avec lui une conversation qui, par l'originalité de quelques aperçus, me paraît mériter d'être rapportée.

C'était pendant l'une de ces dramatiques séances où le sort du cabinet était en question, où sept portefeuilles rouges, étalés sur la tribune, semblaient produire sur

les partis décomposés l'effet d'une pile voltaïque. Tout était confusion, désordre, crainte contenue, espérance palpitante.

« Quelle scène ! » me dit M. de N..., qui venait d'accomplir dans sa patrie sa paisible mission législative. « A ces paroles enflammées, à ces visages renversés par la colère, ne dirait-on pas qu'il s'agit en ce moment de savoir si vous nous rendrez l'Alsace, ou si vous nous prendrez la rive gauche du Rhin ? Jusqu'à quel *crescendo* s'élèverait donc ce tumulte, si la république ou la restauration frappait à la porte, et s'il s'agissait de les repousser ou de les admettre ? De quoi est-il pourtant question ? De savoir si ces messieurs, que j'aperçois là, auront demain cédé leur place à d'autres. J'ai beau m'interroger, je ne sens ici la présence d'aucune idée ; cette brûlante atmosphère n'est imprégnée d'aucune passion, et je ne quitterai jamais votre beau pays avec plus de confiance, tant je suis sûr que le lendemain ressemblera trait pour trait à la veille. »

Je ne pouvais trop en cela me montrer d'un autre avis que mon interlocuteur : aussi le laissai-je continuer, heureux de recueillir les impressions d'un étranger dans une telle circonstance. « Cette chambre est pleine de talents ; je suis surtout frappé de sa physionomie de jeunesse. Les hommes de trente ans gagnent chaque jour du terrain, et avant peu vous y compterez, je gage, à peine quelques vieillards. Cela est tout simple ; on arrive ici pour faire son chemin dans le monde, et non pas du tout quand on l'a fait. Je ne vois rien dans cette enceinte qui rappelle, même de loin, ce nombreux parti des *country gentlemen*, la force du parlement britannique,

hommes riches et bien posés dans leur comté, qui, en devenant membres des communes, n'aspirent qu'au droit de placer deux initiales après leur nom. J'y trouve bien moins encore ces bourgmestres de nos bonnes villes, heureux de toucher pour leur session quelques *thaler* d'indemnité, et de paraître une fois aux fêtes de la cour. Tout ici respire l'ambition, non pas seulement cette ambition politique, légitime parmi les chefs d'une assemblée représentative, mais cette ambition moins parlementaire que je crois voir graduée sur les visages, depuis l'ambition des parquets de première instance jusqu'à celle du conseil des ministres. Il me paraît évident qu'on vient ici dans son intérêt propre beaucoup plus que dans l'intérêt d'une idée. N'essayez pas, monsieur, ajouta le baron de N... en prévenant ma réponse, n'essayez pas de défendre vos compatriotes, car en ceci je ne les accuse nullement.

« Bien peu d'hommes ont aujourd'hui chez vous une existence faite, bien moins encore possèdent cette modération qui permet de vivre à côté de toutes les jouissances d'une civilisation raffinée, sans en éprouver le besoin. Les grandes fortunes territoriales disparaissent, et les fortunes industrielles sont peu nombreuses dans la plupart de vos provinces. Comment quitterait-on dès lors ses intérêts, ses affections, pour venir, souvent à plus de deux cents lieues de distance, donner gratuitement tous ses soins aux affaires publiques pendant la moitié de l'année, sans aspirer à la seule compensation admise par la probité, l'éventualité d'une position pour les siens ou pour soi-même ?

« Les fonctions gratuites sont l'apanage aussi essentiel

qu'exclusif de l'aristocratie. Lorsque Louis XVIII vous donna le gouvernement représentatif, il était tout simple qu'aspirant à le relever en France, il fit du mandat législatif une charge sans indemnité. Mais comment la révolution de juillet n'a-t-elle pas vu que, du jour où le pouvoir passait aux mains d'une autre classe et subissait l'influence d'autres principes, il fallait nécessairement donner à l'indépendance des députés une garantie nouvelle? » — Ici je m'attachai à expliquer à mon Allemand, dont l'audace réformatrice était très inattendue pour moi, la convenance de circonscrire, par des sacrifices pécuniaires, le nombre des médiocrités dont les menées obséderaient sans cela les collèges électoraux. J'ajoutais qu'il était difficile de comprendre une assemblée politique votant l'impôt sans que ses membres dusent en supporter leur part, et que le cens d'éligibilité était, dans la pensée de la loi, ce gage légal d'indépendance qu'il réclamait avec raison pour les mandataires du pays.

— « Mais, me dit M. de N..., votre cens d'éligibilité est une illusion, s'il s'agit de garantir aux candidats une existence vraiment libre. Osez le quadrupler, ou sachez le supprimer complètement : c'est le seul moyen d'entrer dans un ordre vrai ; autrement vous aurez les inconvénients des deux systèmes sans aucun de leurs avantages. Quant à la crainte de voir des hommes sans valeur et sans moralité se présenter à vos comices électoraux, j'en suis ; je l'avoue, infiniment plus touché ; car je n'admets pas, avec vos démocrates, que la liberté consiste dans la faculté laissée aux peuples de faire des fautes. Je ne comprends les faits politiques que comme le reflet des idées ; il faut que votre constitution se pose un but à elle-même,

et qu'elle sache embrasser tous les phénomènes dans une large et vivante synthèse. Je ne repousse donc aucunement vos conditions préalables de candidature, mais je les voudrais plus en harmonie avec les principes qui vous régissent. Je siége aux états parce que mes pères, anciens seigneurs immédiats, m'ont laissé une terre noble ayant droit de représentation. Rien de plus logique, puisque le droit est chez nous étroitement lié au sol, comme une modification à la substance; mais ici, où vous prétendez mettre le pouvoir au concours, je voudrais un gage de lumières que ne vous donnent pas à coup sûr vos 500 francs d'impôt.

— « Voudriez-vous donc, m'écriai-je, faire passer des examens aux députés comme aux candidats pour l'École polytechnique?

— « Et pourquoi pas? reprit le baron avec un imperturbable sang-froid; pourquoi votre droit d'éligibilité, au lieu de s'appuyer sur un fait sans signification réelle, ne résulterait-il pas d'une aptitude constatée, par exemple, l'obtention de grades académiques? On remue chaque jour dans cette enceinte les plus hants problèmes du monde intellectuel et social; on discute le budget de la justice, des cultes, de l'université, des finances, et tout cela se vote sans que la conscience publique soit édifiée sur la compétence de vos législateurs.

— « Faudrait-il donc qu'avant d'aspirer à la chambre, chacun eût dans sa poche ses parchemins de docteur en droit, de licencié ès-lettres ou de bachelier en théologie? A ce compte, je craindrais qu'il y eût en France moins de candidats que de députés à élire. — On statuerait par une loi transitoire et des dispositions à long terme.

— « Fort bien, repartis-je ; mais, pour être conséquent avec votre doctrine, ne faudrait-il pas aussi que les docteurs en droit ne votassent jamais que sur le budget de la justice, et les bacheliers en théologie que sur celui des affaires ecclésiastiques ? Quant au budget de la guerre et de la marine, je vois, à la manière dont vous y allez, que vous nous condamnez tous, comme début à la carrière législative, à faire, le sac sur le dos, une campagne de trois ans, et un voyage aux Grandes-Indes en qualité de mousses. » Les Allemands ressemblent un peu à J.-J. Rousseau, qui ne trouvait de réponse aux objections qu'en descendant l'escalier. Mon homme se tut, et nous nous séparâmes.

Quelques mois après je retrouvai le baron de N... au Luxembourg, pendant la lumineuse discussion à laquelle donna lieu la proposition de M. le baron Mounier sur l'organisation de la Légion-d'Honneur. Il prêtait à ces débats sévères une attention religieuse. C'était visiblement ainsi qu'il comprenait le gouvernement représentatif, et son génie, plus universitaire que politique, se complaisait dans cette sphère haute et sereine. M'ayant aperçu, il vint reprendre une conversation que quelques plaisanteries avaient brusquement interrompue. Les événements avaient, disait-il, confirmé toutes ses prévisions au-delà même de son attente. Il était désormais constaté, pour tout esprit non prévenu, qu'un vice organique existait dans nos institutions constitutionnelles ; il était démontré que, tant que la chambre élective disposerait des portefeuilles, la France ne sortirait pas de la crise, à bien dire permanente, que la sauvage tentative du 12 mai avait seule suspendue pour peu de temps. Dans ses

sombres prophéties, M. de N... voyait déjà les intérêts matériels aux prises avec ceux de la liberté, et si je ne l'avais interrompu, il m'aurait fait voir en perspective la garde nationale de Paris remplaçant les grenadiers du général Bonaparte dans un nouveau 18 brumaire.

Dans sa fureur contre la chambre élective, dans son indignation surtout contre la coalition qui avait introduit de si graves perturbations dans son sein, c'était à la pairie seule qu'il commettait, pour l'avenir, le soin de fournir des ministres à la royauté; là seulement il trouvait et l'esprit et les conditions d'un gouvernement, et dans ses vues d'organisations, je crus comprendre que la mission de la chambre des députés se dessinait, pour lui, d'une manière analogue à celle du tribunal. Il était plein d'admiration pour Sieyès, dont il venait d'étudier la pyramide constitutionnelle; il déclarait que ni cet homme ni son œuvre n'avaient été compris, et que, quelque affamée que la France pût être de repos, elle serait bientôt conduite à remanier ses lois pour les mettre en harmonie avec ses intérêts comme avec ses mœurs. Peut-être, retiré dans ses terres, M. de N... nous prépare-t-il aujourd'hui une constitution.

J'espère que nous n'en aurons pas besoin, et qu'il en sera pour ses peines. Pensez-vous cependant que de telles idées traversant une haute intelligence, que d'autres rêves plus hardis conçus par des âmes plus ardentes ne donnent pas beaucoup à réfléchir? A l'aspect des désordres qu'entraîne chaque année le jeu de nos institutions, n'est-on pas conduit à se préoccuper de l'avenir, et lorsqu'on voit la machine politique fonctionner à si grand-peine dans un temps prospère et par des

jours de calme, ne doit-on pas trembler en songeant à la première tempête?

Je le répète, monsieur, je ne suis pas novateur de ma nature; mais je persiste à croire que des hommes auxquels seraient permis *le long espoir et les vastes pensées* n'estimeraient pas faire une œuvre de haute politique en se croisant les bras dans l'immobilité du *statu quo*. Le nôtre n'est pas sans doute aussi sensiblement compromis que celui de l'Orient, si long-temps professé comme un dogme diplomatique. Mais aux yeux des hommes de sagacité, la bataille de Koniah et même celle de Nézib étaient-elles donc nécessaires pour apprécier la valeur du *statu quo* oriental? Travaillons à ce que les événements ne nous surprennent pas de la sorte, améliorons nos lois pendant qu'il nous est donné de dominer le mouvement qui nous entraîne; et par crainte des révolutions ne leur frayons pas des voies plus faciles.

Le parti conservateur s'est malheureusement organisé en France autour d'un mot plutôt qu'autour d'une idée. Chez vous, monsieur, cette dénomination présente un sens lucide et complet. Le but du parti auquel elle est appliquée n'est pas seulement de conserver certaines formes extérieures, un roi, des lords et des communes; il y a derrière ces vieilles institutions une masse compacte d'intérêts organisés, une législation civile fondée sur un seul principe, des universités et une puissante église dont l'existence constitutionnelle est légalement reconnue, un système entier d'administration et de justice locale fondé sur les tenures territoriales; les conservateurs d'Angleterre s'entendent donc parfaitement sur chaque question aussi bien que sur toutes les questions à la fois.

Il n'en est pas ainsi en France, et c'est pure chimère que d'aspirer à y fonder un système durable sur le principe exclusif de la conservation politique. On n'est, chez nous, conservateur que par crainte des révolutions. Ce sentiment cesse-t-il un moment d'agir, chacun suit la pente naturelle de sa pensée, l'entraînement de ses passions personnelles.

Si ceci avait besoin de preuves, n'en trouverait-on pas de surabondantes dans de récents événements parlementaires? Avec qui ont marché les chefs du parti conservateur, ceux dont les efforts les plus soutenus avaient eu pour but de l'organiser? Dans quels rangs ont-ils trouvé leurs alliés et leurs adversaires? Quelle puissance reconnaître, après un si éclatant exemple, à une idée qui aboutit à de tels résultats? Où git en France cette foi profonde aux institutions du pays, ce respect du passé confirmé par tous les intérêts du présent, par les enseignements sacrés de l'enfance, et les patriotiques souvenirs de toute la vie? Ne faisons pas d'un mot un talisman sans puissance. La première condition pour gouverner aujourd'hui la société française, c'est de conquérir sur les factions les idées dont elles pourraient abuser; la seule politique habile et vraiment conservatrice est celle qui ne se laisse ni devancer par les partis ni surprendre par les événements.

Dans une prochaine lettre, nous étudierons, sous ce point de vue, l'ensemble de notre système électoral.

IV

**Des transformations successives du principe électif depuis 1789,
et en particulier de l'élection indirecte.**

Quand on a présidé, monsieur, comme vous le fîtes souvent, des *meetings* réformistes, et qu'on réclame chaque jour au parlement des garanties nouvelles pour le nombreux corps électoral créé par le bill de 1832, on peut s'étonner qu'un chiffre inférieur de plus des deux tiers à celui de la Grande-Bretagne suffise aux besoins comme aux vœux de la France. Comment méconnaître pourtant l'apathie du pays pour une question que des passions diverses se sont si vainement efforcées de rendre brûlante? Cette indifférence, je l'ai déjà constatée; aussi dois-je m'attacher aujourd'hui à vous la faire comprendre, en avançant par cette discussion des débats inévitables et prochains.

La chambre ne peut, en effet, manquer d'être bientôt saisie de cette grande thèse de la réforme. L'opposition n'avait pas, depuis quelques mois, assez avancé ses affaires par son silence, pour ne pas essayer de les faire marcher un peu plus vite par sa parole. Dans l'impossibilité de s'adresser en ce moment aux passions vives du pays, elle a été conduite à embrasser une question d'un grand poids par elle-même, en même temps que peu susceptible d'une solution immédiate : thème précieux, qui, d'une part, permet de développer de libérales théories, sans interdire de l'autre et les ajournements à long terme et les transactions avec le pouvoir, si celui-ci met l'opposition dans le cas de se montrer gouvernementale. Le moment semble donc venu de réparer envers les signataires des pétitions réformistes les longs oublis des dernières sessions, et voici la législature mise en demeure de se prononcer sur des systèmes qui perdent malheureusement en puissance sur l'opinion ce qu'ils gagnent en variété. Une idée politique ne s'impose que sous condition d'être simple ; et lorsqu'au lieu de rallier les esprits à une formule unique et populaire, elle engendre de nombreuses théories et détermine des divisions plus profondes, on peut douter de sa force comme de son avenir.

Vous me permettez, monsieur, à raison du calme au sein duquel les questions électorales semblent cette fois devoir se débattre, de commencer par étudier le principe de la représentation dans ses manifestations successives. L'impatience du pays ne me pressant pas de conclure, je voudrais, avant de vous soumettre des vues que vous taxerez peut-être de hardiesse, caractériser les phases

principales traversées par une idée qui résume en elle seule l'histoire et la législation des peuples libres.

Je dois commencer par les Grecs et les Romains, dont vous n'exigez pas qu'on vous délivre.

Les sociétés antiques reposent à leur berceau sur une base sacrée. L'esprit de caste y parque les hommes entre des barrières infranchissables ; le sol s'y divise selon des proportions mystiques, et les lois tirent leur origine et leur sanction de faits supérieurs aux volontés des peuples. La personnalité humaine apparaît enveloppée dans le réseau de ces institutions formidables qui unissent la terre au ciel, et remontent jusqu'à lui comme à leur source. Peu à peu cependant cette personnalité se dégage ; le reflet des temps divins devient plus pâle, les lois perdent leur mystérieux caractère, et les sociétés s'organisent suivant un mécanisme auquel l'altération des primitives croyances ne laisse bientôt plus d'autre force que la sienne propre. Le classement de Solon marque à Athènes cette période qu'ouvre à Rome celui de Servius Tullius. La richesse devient la mesure des droits politiques, et la timocratie est fondée. Cependant une seconde lutte succède à la première : le gouvernement du cens, qui a triomphé des influences patriciennes et des traditions héroïques, est vaincu lui-même par la démocratie ; et la suite des temps le voit se noyer en Grèce dans une loquacité vénale, ou s'abîmer à Rome sous la tyrannie impériale.

Si les sociétés chrétiennes étaient emprisonnées dans le cercle d'airain tracé par Vico autour des sociétés antiques, nous devrions sans doute lire aussi dans le passé le redoutable arrêt de nos destinées. Après avoir épuisé ;

comme elles, et la sève des institutions paternelles, et les ressources d'un organisme habile et compliqué, nous sem- blons toucher à l'instant qui leur fut si funeste. Mais ainsi que moi, monsieur, vous croyez que c'est au sein des ruines et dans l'impuissance constatée de la raison humaine que le christianisme, ce sens nouveau de l'humanité, développe sa force transformatrice ; et c'est d'un verbe plus puissant que la parole politique que vous attendez ce mot de l'avenir qui relèvera l'intelligence dans ses chutes, le monde moral dans ses abaissements, en ranimant au cœur des nations la vie défaillante et comme éteinte.

L'un des faits constitutifs du monde antique, la conquête, domine à l'origine du monde moderne, sous des formes sinon plus impitoyables encore, du moins plus universelles. Les vainqueurs assujétissent les vaincus par la loi, comme ils l'ont fait d'abord par la force, et le sol dont ils s'emparent devient le gage en même temps que le signe légal de leur prééminence. La terre possédée par eux se revêt en quelque sorte de leur noblesse et de leur fierté ; à elle se rattachent tous les droits, sur elle repose l'économie de la société tout entière. La terre règne, administre, combat et juge, car la loi des fiefs engendre et mesure tous les devoirs, toutes les obligations civiles et militaires. Elle régit tout, depuis la succession à la couronne jusqu'à la distribution de la justice dans les plus obscurs hameaux. Mais ces magnifiques prérogatives n'appartiennent qu'à la terre délimitée par l'épée du vainqueur et à laquelle il a imprimé le sceau de sa supériorité native. Si quelques lambeaux s'échappent de ses mains, si des propriétés nouvelles se forment en dehors

du droit féodal, ces terres de roture voient vainement mûrir la vigne au penchant de leurs côteaux, ou des gerbes abondantes dorer leurs plaines ; elles ne tiennent pas à cette chaîne immense dont le trône lui-même n'est que le premier anneau ; elles n'ont dès-lors aucun droit politique, aucune part à la souveraineté, aucun titre à la représentation.

Dans ces sociétés si fortement ancrées au sol, l'homme n'a de valeur qu'autant qu'il en est l'héritaire représentant. Hors de là, son individualité s'abîme au sein de corporations puissantes, comme la pierre inconnue dans les fondements d'un vaste édifice. L'art, l'esthétique, l'industrie, toutes les manifestations de la pensée, se modèlent d'après un type sacré ; et le corps de la chrétienté est édifié lui-même, selon les principes qui président aux superbes et innombrables constructions épanouies à sa surface.

Mais la suite des âges a déjà ébranlé cette œuvre colossale. La terre ilote résiste à la terre souveraine. Des capitaux se créent, des intérêts se forment, des existences s'élèvent, qui, ne trouvant pas leur place dans cette organisation, s'efforcent à tout prix de la prendre. Une conquête nouvelle s'organise donc au sein de la première, et pour ainsi dire contre elle ; le donjon de la commune s'élève en face du donjon seigneurial ; partout l'on achète la liberté, ici au prix de l'or, là au prix du sang, et un tiers-ordre est créé, qui, s'appuyant sur la royauté, dont il sert les intérêts contre de communs adversaires, se fait ouvrir par elle la porte des états de la nation. Pour le tiers-état, comme pour les ordres privilégiés, le droit est sorti du fait, et dans l'organisation politique qui ré-

sulte de cette double conquête, il y a plutôt coexistence qu'association.

Cependant l'intelligence, plus libre dans ses allures, s'attache à systématiser les faits fournis par le cours des siècles, et bientôt elle revendique comme un droit naturel ce qui, dans l'origine, offrit un tout autre caractère.

A mesure que la société du moyen-âge se montre plus impuissante à contenir ces hardiesses de l'esprit novateur, ces élans de la conception individuelle, la foi publique s'ébranle, et dans les bases de l'ordre politique, et dans son mécanisme, et dans son génie. L'étude de l'antiquité classique vient hâter cette décomposition de toutes parts imminente. Pendant que les disciples du droit romain substituent l'autorité des textes et l'arme du raisonnement à la puissance de ces coutumes qui jusqu'alors avaient été la seule source comme la seule règle des transactions civiles, Machiavel commente l'histoire des républiques anciennes dans un sens tout expérimental. Il en discute les annales comme celle des temps contemporains, et son esprit, en revêtant l'histoire de l'antiquité d'un caractère exclusivement politique, devient, pour une société qui doute d'elle-même, le dissolvant le plus redoutable. Après ses héros et ses législateurs-pontifes, la Grèce avait vu naître Aristote : le monde moderne eut à son tour ses philosophes de l'induction, de l'observation et de la logique. Venus aux jours du scepticisme, voisins du jour des ruines, voyant la tradition leur échapper, et ne s'appuyant que sur eux-mêmes, ceux-ci s'attachèrent, à l'exemple du Stagyrite, à concevoir la politique comme une science de déductions rigoureuses, s'appuyant sur les faits fournis par l'expérience. Ainsi fit Grotius pour le droit pu-

blic et international ; ainsi firent successivement Locke, Montesquieu, Rousseau, qui partirent de la même base, mais en considérant l'ensemble des idées et des phénomènes de deux points de vue très différents.

Quoique ces publicistes fussent sans foi dans le passé, et n'admissent aucun fait qui ne pût rendre incessamment raison de lui-même, deux tendances opposées dominèrent les études politiques. Avec Montesquieu et l'école anglaise, les uns s'attachèrent à organiser les sociétés d'après le balancement des intérêts, en se préoccupant plus du mécanisme que des principes ; avec Locke, Rousseau et l'école américaine, les autres visèrent surtout à donner pleine satisfaction aux principes, et firent passer les exigences de la logique avant celles de l'organisation constitutionnelle ; moins inquiets de froisser des intérêts que de contrarier des idées. La constituante a constamment reproduit ces deux formes diverses de la pensée du XVIII^e siècle, qui se sont réfléchies dans tous ses travaux comme dans toutes ses luttes, et l'on pourrait définir cette assemblée un champ-clos où *l'Esprit des Lois* finit par succomber sous les coups du *Contrat social*.

Il est curieux, monsieur, à la veille du jour où la société contemporaine allait s'inaugurer avec tant d'éclat et de violence, de trouver comme le testament des siècles dans l'acte même qui ouvrit légalement le cours de notre révolution. Je ne sais rien de plus saisissant que de relire ce règlement royal pour l'élection des membres des états généraux, donné à Versailles le 24 janvier 1789, à six mois de la prise de la Bastille, et à si peu de distance de la nuit du 4 août.

Vous y voyez les baillis et sénéchaux recevant charge d'assigner les évêques, abbés, chapitres, corps et communautés ecclésiastiques réguliers et séculiers des deux sexes ¹, tous les nobles possédant fief, chacun au principal manoir de son bénéfice ², à l'effet de comparaître à l'assemblée du bailliage, avec les mineurs, femmes ou veuves également possédant fief, mandés dans la personne d'un procureur pris dans l'ordre de la noblesse ³; puis, vous apprenez en quelle forme se réunissent en leur ville, bourg ou paroisse, les habitants composant le tiers-état du royaume : les corporations d'arts libéraux, doivent, dans cette réunion préparatoire, choisir un électeur à raison de cent individus ⁴; les corporations d'arts et métiers, celles des négociants, armateurs et autres, doivent en nommer deux pour le même nombre; vous voyez enfin ces délégués se réunir ⁵ pour rédiger ensemble le cahier de leurs griefs et doléances, et nommer leurs mandataires aux états-généraux, le clergé et la noblesse par une élection directe, le tiers-état par une élection à deux ou trois degrés, selon les circonstances.

Des hommes de la génération présente ont répondu à cette sommation solennelle, le dernier acte de souveraineté que la société de nos pères ait exercé en France; et cependant sous quelles formes étranges et vagues doit leur apparaître depuis long-temps ce souvenir d'un monde évanoui! Rendez grâce à la Providence, monsieur, de n'avoir pas eu, comme nous, à sauter à pieds joints d'une civilisation dans une autre, de n'avoir pas vu la foudre ouvrir soudain un abîme entre le

¹ Article 9. — ² Art. 12. — ³ Art. 20. — ⁴ Art. 26. — ⁵ Art. 30 et suiv.

monde où vous vivez et celui où vécut vos pères. L'Angleterre a suivi le progrès des siècles, sans répudier la religion des âges. La France, au contraire, ne pouvant, par la fatalité des circonstances, arracher aux ruines écroulées autour d'elle, ni un enseignement ni un débris, dut improviser, comme un dithyrambe, l'œuvre entière de ses mœurs et de ses lois.

Deux idées dominaient seules alors cette scène de confusion, l'unité nationale et l'égalité des races humaines. Cette égalité n'allait pas, dans la pensée primitive de la révolution française, ainsi que je l'ai déjà établi, jusqu'à vouloir effacer les distinctions accidentelles ou natives entre les hommes ; mais elle imposait la difficile condition d'une organisation entièrement nouvelle. La fortune territoriale se présenta d'abord comme l'une des bases les plus naturelles de cette hiérarchie. Il va sans dire que dans cette théorie la propriété n'apparut plus avec le caractère emprunté au droit féodal, selon lequel la qualité de la terre régissait et dominait celle de la personne. Le cens électoral ne fut pour la constituante, aussi bien que pour toutes les assemblées qui l'ont suivie, qu'une présomption légale d'attachement à l'ordre public, en même temps que le gage, sinon constant, du moins habituel, d'une éducation plus libérale.

Cependant, quelque mesure qu'on apportât dans son application, une telle garantie ne pouvait être acceptée par les théoriciens démagogues, qui de l'égalité naturelle des races prétendaient inférer l'égalité absolue de toutes les unités humaines. Les deux doctrines que j'ai déjà eu l'occasion de désigner sous le titre de démocratique et de bourgeoise, luttèrent donc corps à corps au sein de la

constituante, et sa loi électorale porta l'empreinte des oscillations entre lesquelles cette assemblée fut constamment ballottée.

La constitution de 91 ne fit, aux traditions de l'ancien gouvernement, qu'un seul emprunt, l'élection indirecte. Elle décréta que, pour former l'assemblée nationale, les citoyens se réuniraient, tous les deux ans, en assemblées primaires¹, composées de tout Français âgé de vingt-cinq ans, non serviteur à gages, et payant une contribution directe au moins égale à la valeur de trois journées de travail. Les assemblées primaires nommaient des électeurs en proportion du nombre des citoyens actifs domiciliés dans la ville ou le canton, et ces électeurs devaient joindre, aux qualités requises pour être citoyen actif, la possession d'un bien évalué, sur les rôles, à un revenu égal à la valeur de deux cents journées de travail. Enfin, les mandats impératifs étaient proscrits², et le principe de la représentation exercée sans appel fut posé dans toute sa pureté.

La convention où triompha l'idée du nivellement absolu des êtres, et où cette idée toute moderne se drapa dans quelques lambeaux de l'antiquité républicaine, conçut tout autrement que la constituante et le droit électoral et celui des mandataires élus. D'après la constitution de 93, le premier de ces droits appartient à tout individu né sur le territoire de la république; le second se trouva fort restreint par la souveraineté populaire s'exerçant directement elle-même pour la sanction de toutes les lois, aussi bien que par l'institution d'un grand

¹ Constitution de 1791, tit. III, sect. II.

² Sect. III, VII.

jury national, élu par la nation, avec l'étrange attribution de juger ses représentants.

« C'est toujours à la dernière limite, disait le rapporteur de ce projet de constitution¹, que nous nous sommes attachés à saisir les droits de l'humanité. Si quelquefois nous nous sommes vus forcés de renoncer à cette sévérité de théorie, c'est qu'alors la possibilité n'y était plus..... Nous avons rétabli, sur la représentation nationale, une grande vérité : les lois devront être proposées à la sanction du peuple, et le gouvernement français ne sera représentatif que dans les choses que le peuple ne pourra pas faire lui-même..... Le code dont nous sommes débarrassés pour jamais attribuait une odieuse préférence à des citoyens nommés *actifs*, souvenir qui n'est plus que du domaine de l'histoire, qui sera forcée de le raconter en rougissant..... Qui de nous n'a pas été souvent frappé d'une des plus coupables réticences de cette constitution odieuse? Les fonctionnaires publics sont responsables, et les premiers mandataires du peuple ne le sont pas encore! nulle réclamation, nul jugement, ne peuvent les atteindre; on eût rougi de dire qu'ils seraient impunis, on les a appelés inviolables! Ainsi les anciens consacraient un empereur pour le légitimer! La plus profonde des injustices, la plus écrasante des tyrannies nous a saisis d'effroi; nous en avons cherché le remède dans la formation d'un grand jury national, tribunal consolateur, créé par le peuple dans la même forme et à la même heure qu'il nomme ses représentants : auguste asile de la liberté, où nulle vexation ne serait pardonnée.

¹ Berauld de Sechelles.

Il nous a paru grand et moral de vous inviter à déposer, dans le lieu de vos séances, l'urne qui contiendra les noms des réparateurs de l'outrage, afin que chacun de nous craigne sans cesse de les voir sortir. »

Vous me saurez quelque gré, je gage, de cet échantillon de la philosophie conventionnelle. Ne sentez-vous pas là se débattre confusément et les théories de Rousseau et les souvenirs de Plutarque? Pour la convention, les nations chrétiennes ont reculé de deux mille ans, et de grands et vieux empires doivent remonter le cours des siècles pour reprendre, sans jeunesse et sans poésie, cette existence en plein soleil des petites communautés helléniques! Ainsi, la bêtise se mêle au plagiat, et l'on arrive à comprendre la lettre monumentale, adressée par le même homme au conservateur de la bibliothèque nationale : *« Chargé de préparer, pour lundi prochain, un plan de constitution, je te prie de me procurer sur-le-champ les lois de Minos, dont j'ai un besoin urgent, etc. »*

Je n'ai pas besoin de vous dire que ce rapport flétrit, comme oligarchique et infâme, l'élection à deux degrés. Dès qu'on transformait la France en un vaste forum, l'élection devait être directe, et tout autre mode ne pouvait même être compris.

La constitution de l'an III, sortie de la réaction thermidorienne, remit en vigueur, à quelques détails près, le mode électoral de 91. Elle rétablit les assemblées primaires et les assemblées électorales, en imposant aux électeurs l'obligation de posséder un bien d'un revenu de cent à deux cents journées de travail, selon les localités¹.

¹ Art. 30 et suiv.

Ainsi, l'élection indirecte triomphait tout d'abord, comme un gage précieux donné à l'ordre public, comme un premier principe de sécurité rendu à la société bouleversée jusqu'aux abîmes. Depuis cette époque, elle a toujours conservé ce caractère. Lorsque les pouvoirs se sont vus faibles, ils l'ont constamment invoquée comme un moyen de salut, pendant que les partis ont demandé à l'élection directe des choix que ce mode leur donna toujours plus de chances de dominer. Comment ne pas voir, en effet, que l'élection directe réfléchit d'une manière à la fois plus souveraine et plus vive, et les soudainetés de la pensée publique, et les capricieuses impressions de la presse, tout ce qui fait enfin prévaloir la partie ardente et mobile de l'opinion contre sa partie fixe et réfléchie?

C'est surtout pour le tempérament français que l'élection indirecte semble avoir été conçue. Il en est de ce mode comme de la division du pouvoir législatif en deux branches : c'est une réserve prise contre l'impétuosité du premier mouvement, un refuge pour la conscience publique recueillie dans l'accomplissement de ses devoirs.

Quoi, d'ailleurs, de plus logique qu'un tel système dans un pays où les lumières, aussi bien que la propriété, sont inégalement réparties dans la classe nombreuse qui les possède, et sous un régime qui aspire à dispenser à chacun selon la mesure de sa force? L'établissement de degrés dans la concession des droits politiques, degrés correspondant à ceux qui résultent des diverses garanties sociales, est le seul système qui permette d'étendre la franchise électorale sans absurdité dans la théorie, et sans danger dans la pratique. En repoussant ce mode, on est

forcément conduit à circonscrire le chiffre du corps électoral, afin de le laisser moins au-dessous de sa décisive et redoutable mission. Lorsque, dans l'état actuel des mœurs et des intérêts, on réclame en même temps et des électeurs nombreux et des élections directes, on donne à penser ou qu'on ne mesure pas l'effrayante étendue d'un mandat qui résume dans un nom propre les plus ardues problèmes du temps, ou qu'on tient peu à ce qu'il soit rempli par des hommes en position de le comprendre ; on fait preuve, ou d'une médiocre intelligence politique, ou d'un cynisme difficile à qualifier.

Je reviendrai bientôt, monsieur, sur cette question capitale ; mais il est nécessaire, pour la mettre dans tout son jour, de montrer, en continuant la rapide exposition des faits, comment l'opinion publique s'est trouvée conduite, en France, à repousser l'élection à deux degrés, et à la juger avec une rigueur qu'elle était loin de mériter par elle-même.

Bonaparte, en élevant l'édifice de sa fortune politique, n'était pas homme à repousser la garantie que lui avait léguée la législation du directoire. La constitution de l'an VIII établit trois degrés d'élection, déterminés par la liste de *confiance*, la liste départementale et la liste nationale. La première, devant contenir environ cinq cent mille noms, était composée d'un nombre égal au dixième de celui des habitants de l'arrondissement communal ; la seconde était formée par les citoyens portés à la liste communale, chargés d'élire un dixième d'entre eux ; enfin, la liste nationale était formée par les membres inscrits à la liste du département, dans la même

proportion d'un dixième¹. Sur ces listes devaient être choisis les fonctionnaires communaux et départementaux et les membres de la représentation nationale, c'est-à-dire ceux du tribunat et du corps législatif.

Mais c'est ici qu'éclate, dans toute son ironie, l'insolence de la victoire et le mépris pour un ennemi terrassé. Ces tribuns débonnaires et ces représentants sans parole étaient nommés par le sénat², chargé seul d'appeler à la vie politique les notabilités des départements, avec lesquels il était sans nul rapport, et de résumer, au sein de sa servilité dorée, tout le mouvement de l'opinion publique. Si les pouvoirs faibles sont condamnés à n'être pas sincères, la vérité devrait être du moins l'éclatant attribut des pouvoirs forts : c'est en méconnaissant ce devoir de sa position et de son génie que Napoléon démoralisa la France et tua l'esprit politique. Il fit douter de la liberté, en la montrant emprisonnée dans le ridicule cortège d'institutions impuissantes. Pas un atôme d'esprit public n'anima à aucun de leurs degrés ces assemblées prétendues représentatives ; et si, pour la confection des listes nationales, un petit nombre d'électeurs consentirent à se présenter, leur présence n'était due qu'aux instances des concurrents pour le prix annuel de 10,000 fr., affecté par le despotisme à une silencieuse obséquiosité.

Cette parodie d'institutions libres rendue plus dérisoire et plus complète par les divers sénatus-consultes organiques publiés sous le consulat et l'empire, ne put manquer de porter à l'élection indirecte une atteinte dont il

¹ Constitution directoriale de l'an III, tit. IV, art. 35.

² Constitution de l'an VIII, tit. I, art. 6-7. — Tit. II, art. 20.

lui sera difficile de se relever. On ne comprit plus le droit électoral à moins d'une action immédiate et décisive exercée sans intermédiaire jusqu'au centre même du pouvoir. L'une des plus funestes conséquences du despotisme comme de l'anarchie est de déterminer des réactions qui trop souvent dépassent le but sans l'atteindre.

Sitôt que la chute du gouvernement impérial eut préparé les esprits à l'établissement de la monarchie constitutionnelle, la pensée publique se porta vivement sur le système électoral, et elle ne se déclara satisfaite qu'en pratiquant le contre-pied de ce qui avait si long-temps lassé la dignité pour ne pas dire la probité du pays. L'irrésistible entraînement de l'opinion vers l'élection directe força le sens de la Charte de 1814, dont le texte portait seulement, que « pour *concourir* à l'élection des membres de la chambre des députés, il fallait être âgé de trente ans, et payer 300 francs de contributions directes¹.

Cette interprétation devint plus populaire encore lorsqu'on vit les hommes de l'ancien régime essayer de relever, au profit de leurs doctrines et de leur influence le système de l'élection à plusieurs degrés. C'était là, sans nul doute, une illusion gratuite dont le temps n'aurait pas tardé à faire justice. Sous quelque ciel que vous transplantiez un arbre, de quelque suc que vous nourrissez ses racines, vous ne verrez point des fruits étrangers pendre à ses rameaux, il ne mentira jamais à la loi de sa création. En vain l'ardente majorité de 1815, en

¹ Art. 40.

vain l'école qui voudrait aujourd'hui continuer ses traditions en les badigeonnant d'un libéralisme de contrebande, auraient-elles demandé à la nation de répudier les faits et les principes de 89 ; l'élection graduée n'aurait pas donné à cette époque et donnerait bien moins encore aujourd'hui les résultats qu'on affectait d'en attendre. Les cent-jours avaient dû provoquer une réaction temporaire ; mais espérer, par un mécanisme électoral quelconque, escamoter une majorité contraire à la pensée de la France, c'était là une de ces illusions qu'il est étrange de voir se maintenir encore dans quelques esprits. Les deux degrés n'auraient pas ranimé une foi éteinte, ce système n'aurait pas créé des influences qui, si elles existaient, n'en auraient aucun besoin ; on peut croire seulement qu'appliqué par la restauration dans un esprit intelligent et libéral, il aurait contribué à détourner le péril qui sortit pour elle, et des choix menaçants amenés par la législation de 1817, et de la réaction dangereuse qui suivit ces choix eux-mêmes et que ceux-ci parurent justifier.

La loi du 5 février 1817, qui réunissait dans un seul collège départemental tous les électeurs à 300 francs, fut saluée par les classes moyennes comme leur triomphe définitif et le gage assuré de leur avènement politique. Cet orgueil de la victoire était fort légitime assurément : mais en même temps qu'elle essayait sa prépondérance, la bourgeoisie n'eût-elle pas sagement agi dans l'intérêt de cette prépondérance même, en prenant certaines précautions contre ses propres entraînements, en ne mettant pas sur un coup de dé, son avenir et celui de la France tout entière ? C'est ici qu'il est permis de dou-

ter de la pénétration politique des esprits absolus qui n'admirent au principe de la loi de 1817 ni une objection, ni une réserve ; c'est ici qu'on peut croire que les classes moyennes furent plus habiles à vaincre qu'à organiser leur victoire.

Vous vous rappelez quels résultats sortirent de l'application de cette loi fameuse, résultats tels que, deux années après sa promulgation, ses auteurs eux-mêmes en imploraient le changement comme condition essentielle du maintien de la monarchie. J'admets de grand cœur que de telles alarmes fussent exagérées ; mais qui oserait contester qu'elles ne fussent sincères dans les plus pures consciences, dans les intelligences les plus élevées ? Quels amis de la royauté de 1830 ne trembleraient s'ils la voyaient jamais en butte à des tendances analogues à celles que manifestait devant la royauté de 1814 le mouvement électoral de 1819 ? Pense-t-on qu'il y eût habileté et prudence à compromettre ainsi la nation avec elle-même, à la livrer toute haletante à ses inspirations les plus irréfléchies, à ses entraînements les plus passionnés ? Croit-on s'être fait une glorieuse place dans l'histoire, parce qu'on a mis la royauté de cette époque dans le cas d'user de toutes ses ressources, de faire appel à tous les dévouements, à tous les souvenirs, à toutes les inquiétudes, parce qu'on a provoqué par son imprévoyance la réaction qui bientôt après porta la droite aux affaires ?

Je pose le problème sans le résoudre, et me borne à rappeler sous quelles impressions toujours soudaines et parfois contradictoires fonctionna la législation électorale que la France avait appris à considérer comme le

palladium de tous ses droits. Pour parer à des dangers que ne contestait pas la loyauté de l'opposition, des combinaisons nombreuses furent essayées ¹; elles aboutirent au double vote, système impopulaire et bâtarde qui maintenait l'élection directe à laquelle le ministère avait vainement essayé d'échapper. Or, telle est la puissance de cet instrument, telle est surtout en ce pays la domination exercée par les circonstances sur l'opinion publique, que le même corps électoral qui, après les monarchiques triomphes d'Espagne, avait donné à l'extrême droite une chambre selon son cœur, donna bientôt au centre gauche l'assemblée du sein de laquelle allait sortir une révolution.

De la mobilité de ces jugements sur les personnes et sur les choses, il y aurait de graves enseignements à recueillir, et ceux-ci pourraient légitimer quelques doutes sur l'excellence d'une forme électorale qui a moins pour effet d'exprimer l'opinion que de l'impressionner, et qui manque de vérité en ce qu'elle excite les passions plutôt qu'elle n'interroge scrupuleusement la conscience publique.

J'ignore si l'opinion doit un jour se modifier sur ce point; mais, en tout cas, ce n'était pas immédiatement

¹ Selon le premier projet, présenté en 1820, 258 députés devaient être nommés par les collèges d'arrondissement, et 172 par les collèges de département, formés de 400 à 600 électeurs, payant 1,000 francs de contributions, et choisis eux-mêmes par les collèges d'arrondissement à la majorité des suffrages (art. 1 et 2). Ce projet, sur lequel la discussion parlementaire ne s'ouvrit pas, introduisait aussi le principe du vote public, emprunté à un tout autre ordre d'idées, ainsi que nous le montrerons bientôt, en statuant que chaque électeur devait signer son bulletin ou le faire certifier par un membre du bureau (art. 76). On sait que le second projet, modifié par l'amendement de M. Boulin et converti en loi le 29 juin 1820, établissait un collège départemental et des collèges d'arrondissement; 258 députés étaient attribués à ces derniers; 172 membres nouveaux étaient nommés par le collège de département, composé des électeurs les plus imposés, en nombre égal au quart de la totalité des électeurs du collège.

après 1830 qu'on pouvait être admis à contester les avantages d'un mode dont les vicissitudes avaient provoqué les éclatants événements qui venaient de s'accomplir.

En se bornant à stipuler que l'organisation des collèges électoraux serait réglée par des lois, la charte nouvelle permettait, il est vrai, d'ouvrir sur l'ensemble du système une controverse plus large et plus facile, puisqu'aucune condition n'était désormais constitutionnellement déterminée, et que le régime électoral perdait son caractère organique pour passer dans le domaine moins immuable de la loi. Mais la pensée publique ne se préoccupait alors que d'un petit nombre de points, au premier rang desquels figuraient l'abaissement du cens, et la suppression du double vote, combinaison improvisée lors de la loi de 1820, qui ne fut défendue par personne. Le débat s'étant concentré tout entier sur la quotité du cens électoral et d'éligibilité, dont l'abaissement était considéré comme un engagement de la constitution nouvelle, aucune autre question ne put être abordée d'une manière quelque peu sérieuse. La France ne comprenait la liberté électorale que dans les conditions où elle l'exerçait depuis 1817; et l'on doit même reconnaître qu'une idée dont l'initiative appartient au cabinet de 1831, l'adjonction des catégories de capacités, ne saisit vivement ni le pays, ni la chambre, malgré les considérations développées par le ministre auteur du projet, considérations qu'il me paraît utile de rappeler dans un moment où l'idée avortée, il y a dix ans, ne peut tarder à reparaitre dans nos débats parlementaires.

En proposant pour base de la loi le doublement du nombre des électeurs censitaires inscrits aux listes de

1830, le ministre déclarait qu'il avait cherché à étendre les capacités électorales en les demandant à tout ce qui fait la vie et la force des sociétés, au travail industriel et agricole, à la propriété et à l'intelligence.

« La propriété et les lumières sont les capacités que nous avons reconnues. La propriété d'une part, la seconde liste du jury de l'autre part, procuraient une application immédiate de la théorie adoptée..... Un gouvernement né des progrès de la civilisation devait à l'intelligence de l'appeler aux droits politiques sans lui demander d'autre garantie qu'elle-même. Il y avait, il faut en convenir, quelque chose de trop peu rationnel dans cette faculté donnée par la loi du jury à tous les citoyens éclairés de pouvoir juger de la vie des hommes, et qui n'allait pas jusqu'à concourir à la nomination de ceux qui font les lois ¹. »

De cet ensemble de dispositions relatives aux capacités et aux électeurs censitaires résultait, selon l'exposé des motifs, une masse de plus de deux cent mille électeurs.

Peut-être avez-vous suivi les débats auxquels ce projet donna lieu. Je le regretterais pour la dignité de mon pays et de sa représentation nationale, qui ne se montra jamais si fort au-dessous de ses devoirs et de son rôle. Ce fut, monsieur, un déplorable spectacle que celui de l'opposition repoussant de l'urne électorale une magistrature dont elle ne pouvait contester les lumières, et à laquelle elle n'avait à reprocher que de ne pas se faire la complaisante de ses passions, et refusant aux interprètes supêmes de la loi le droit qu'elle proposait d'étendre à

¹ Exposé des motifs par M. le comte de Montalivet, 31 décembre 1830.

toutes les professions libérales ; ce fut aussi en vertu de légitimes, mais tristes représailles, que succombèrent à leur tour dans des scrutins de jalousie et de récriminations les catégories diverses appelées à la franchise politique. Aucune idée générale ou généreuse ne domina cette discussion, et si de tels débats se reproduisaient jamais, ce serait à désespérer de tout esprit parlementaire, de tout avenir politique.

N'en concluez pas, monsieur, que j'attache à cette question elle-même la haute importance qu'elle paraît offrir au premier aspect. En fait, l'adjonction des professions libérales évaluées par la commission de 1831 à un quinzième au plus du nombre des électeurs censitaires, eût exercé une action fort peu sensible sur l'ensemble des résultats électoraux. En théorie, on peut parfaitement admettre le droit de l'intelligence sans être conduit à repousser la garantie du cens. La capacité présumée est sans nul doute la base de notre nouvelle hiérarchie sociale ; mais cette capacité existe-t-elle, au moins dans des conditions patentes, lorsque, par ses efforts soutenus, elle n'a pu produire un capital de 20 à 30,000 francs, qui suffit pour établir le cens de 200 francs exigés par la loi ? L'instruction professionnelle ou libérale est un instrument de production et de travail, ni plus ni moins que l'héritage immobilier ; et la loi, qui ne peut opérer que sur des faits extérieurs et sensibles, n'est-elle pas fondée à mesurer cette instruction à l'intérêt qu'elle rapporte ? Si cet intérêt est nul, la société n'a-t-elle pas quelque droit de se tenir en garde ; et s'il faut quelques années pour accumuler le capital, signe légal de l'aptitude politique, ce temps d'épreuve n'est-il pas

utile pour préparer l'homme par tous les devoirs du chef de famille à l'exercice de tous les droits du citoyen ?

L'on pourrait ajouter que l'admission des professions libérales à la franchise électorale ne saurait servir pas plus qu'inquiéter les intérêts d'aucune opinion politique. J'ai, du moins pour ce qui me concerne, pleine confiance que ces professions, dont l'influence s'exerce déjà dans toute sa force en dehors des collèges électoraux, si elles étaient admises à joindre quelques bulletins à ceux que le corps électoral dépose aujourd'hui dans l'urne, concorderaient, dans leurs choix comme dans leur esprit, avec sa majorité, sage et conservatrice. On n'en doutera pas lorsqu'on voudra étudier avec soin les éléments de la seconde liste du jury, au lieu de s'arrêter à quelques noms bruyants et à un petit nombre de jeunes têtes qui n'ont pas encore jeté leur gourme universitaire. La chambre de 1831 eût donc pu, sans inconvénient, correspondre sur ce point à la pensée du cabinet, et donner à l'intelligence cette satisfaction plus éclatante que dangereuse. Je regrette sincèrement, pour mon compte, qu'il n'en ait pas été ainsi, et que cette arme n'ait pas dès-lors été arrachée à la main des partis par celle du pouvoir, ce qui est la bonne et seule manière de faire sans danger de la politique libérale. Mais une mesure aussi insignifiante dans ses résultats définitifs, aussi mollement réclamée d'ailleurs par l'opinion, peut-elle légitimer en ce moment la révision et la refonte d'une législation qui date à peine de huit années ?

Je ne le pense pas, monsieur, car, à mon sens, il importe que la France expérimente plus long-temps et d'une manière plus complète l'ensemble d'un système électoral

hors duquel elle ne conçoit pas présentement la liberté politique, encore qu'il me paraisse devoir créer dans l'avenir des difficultés sérieuses à cette liberté elle-même aussi bien qu'à l'économie tout entière du gouvernement représentatif. De ces difficultés je ne veux ici toucher qu'une seule, celle qui semble déjà la mieux comprise.

La France de 1830 conserva de la législation antérieure ces collèges d'arrondissement qui avaient créé entre les citoyens des relations déjà vieilles de dix années, disposition qui donnait de grandes facilités matérielles pour l'exercice du droit, mais dont la conséquence était d'établir entre les électeurs et leurs mandataires des relations d'une nature tellement étroite et personnelle, que la vérité du gouvernement représentatif finira par s'en trouver gravement compromise. L'excitation de tous les intérêts privés se combinant avec l'affaiblissement de toutes les croyances politiques ne peut manquer en effet d'altérer de plus en plus la nature du mandat électoral ; et si cette déplorable tendance n'était enfin arrêtée par la loi, un jour viendrait, c'est à chacun de juger s'il est proche, où le député de la France ne serait que le procureur fondé d'un chef-lieu de sous-préfecture, le chargé d'affaires d'une centaine de commettants. Sa valeur politique serait alors mesurée au nombre de ses conquêtes administratives, et son assiduité dans les anti-chambres lui serait plus comptée que sa puissance à la tribune. Les services rendus, le patronage acquis, l'intimité que des rapports aussi personnels établissent, tendent à constituer une sorte d'inféodation des petites circonscriptions électorales à leurs mandataires, en ôtant de plus en plus à ceux-ci toute signification po-

litique. Le patriotisme d'arrondissement grandit sur les ruines du patriotisme national ; on réclame un haras ou une école d'artillerie avec la chaleur qu'on mettait en d'autres temps à demander la Belgique et la frontière du Rhin. Si un député fait ouvrir une route royale, il se concilie des suffrages d'abord rebelles ; s'il parvient à faire élargir un port ou creuser un canal, il devient inexpugnable.

Il peut dès-lors, au gré de ses antipathies ou de ses espérances excitées, passer des bancs ministériels à ceux de l'opposition, pour repasser bientôt sur les premiers. Puis, s'il a su choisir habilement sa place sur l'un de ces points stratégiques qui dominent les deux camps, rien ne l'empêchera, selon les circonstances, de changer ses amitiés, de répudier ses engagements de la veille pour former les connexions les plus inattendues ; enfin, s'il aspire à cumuler les profits du pouvoir avec les honneurs de la popularité, il pourra, Brutus à vingt mille francs de salaire, se représenter sans crainte devant ses cent cinquante électeurs : une effrayante majorité, formée par la gratitude et grossie par l'espérance, viendra sanctionner tous les actes d'une vie parlementaire aussi heureusement conduite, et saluer une fortune qui deviendra le marche-pied de tant d'autres.

Je ne saurais, monsieur, accepter un tel avenir ni pour le gouvernement représentatif ni pour mon pays. Je recevrais de tout cabinet, comme un immense bienfait, tout ensemble de mesures législatives ou réglementaires imposant des conditions fixes d'admission dans les diverses carrières administratives, et tendant à rendre à leurs chefs naturels aussi bien qu'à l'administration dé-

partementale l'influence qu'usurperait un autre pouvoir, au grand préjudice des mœurs nationales et de tous les services publics. Le pouvoir, pas plus que la liberté, ne peut puiser de force dans un principe de démoralisation, et lorsque j'entends quelques-uns de ses prétendus adeptes s'applaudir de ce que de telles tendances rendent les députés plus souples, lorsque je les vois se féliciter de ce que le mandat législatif peut perdre en vérité dans un système de corruption réciproque, s'exerçant de l'électeur sur le mandataire, et de celui-ci sur ses commettants, je n'ai pas assez de mépris pour une politique dont l'imprévoyance l'emporte encore sur l'immoralité.

Comment ne voit-on pas que c'est ainsi que s'introduit l'anarchie au sein d'une chambre, et que tout cabinet qui parviendrait à y décomposer complètement les partis, y vivrait sans aucun avenir en ce qu'il serait incessamment menacé par la coalition de toutes les ambitions et de toutes les haines personnelles? Se figure-t-on bien ce que serait le gouvernement de la France le jour où une chambre aurait une sorte de certitude morale d'être constamment réélue, à raison du patronage local de ses membres et indépendamment de leur attitude parlementaire? Après avoir annulé l'action constitutionnelle de la pairie et mis la royauté aux prises avec une assemblée unique, n'arriverait-on pas à rendre illusoire aussi pour elle le droit de dissolution? A quoi lui servirait-il de l'exercer, et pourquoi le tenterait-elle, lorsque dans les circonstances les plus graves, en présence des plus hautes questions de l'ordre diplomatique ou gouvernemental, elle pourrait espérer à grand'peine de déplacer, de part et d'autre, un nombre insignifiant de suffrages?

Où en serait la liberté, lorsqu'on verrait à la fois l'intrigue rendre les majorités mobiles au sein de la chambre et la corruption les rendre fixes dans le pays?

La dernière dissolution, essayée au milieu des circonstances les plus graves, avec des résultats aussi peu prononcés, ne doit-elle pas faire redouter pour l'avenir un péril dont le fractionnement des collèges augmente évidemment l'imminence? Il est impossible sans doute de dégager complètement le député du caractère du mandataire local, cela ne serait, d'ailleurs, aucunement désirable dans ce qu'un tel mandat présente de légitime et d'élevé; mais ne peut-on pas croire que l'élection départementale lui imprimerait un sceau plus politique? Élu par une plus vaste circonscription, choisi au-delà des limites de la commune, chef-lieu de sous-préfecture, le mandataire cesserait d'être en face de quatre ou cinq électeurs, ses voisins immédiats, qui tiennent en leurs mains la trame de sa vie parlementaire dans une dépendance étroite et continue. La pluralité des noms portés sur le bulletin départemental ne contribuerait pas peu à ôter à l'élection le caractère d'un service privé, et dans ses combinaisons plus larges, dans ses transactions plus variées, le scrutin exprimerait une pensée, au lieu de ne représenter qu'un nom propre.

Voilà, monsieur, l'idée la plus précise, la plus immédiatement applicable qui me soit suggérée par la réforme électorale. L'élection directe rend tout abaissement du cens impossible, elle exclut, dans l'esprit de tout homme sincère, jusqu'à l'ombre d'une hésitation à cet égard. Rappelez-vous quelles ont été, depuis quelques années, les principales questions soumises, en France, à l'appré-

ciation des électeurs ; veuillez vous interroger sur celles qu'un prochain avenir leur réserve. N'est-ce pas sur les plus difficiles problèmes de la politique extérieure que se sont élevés tous les conflits entre les diverses factions parlementaires, entre leurs chefs et la couronne ? Et ce serait de telles matières qu'un corps électoral, plus nombreux et moins indépendant que le nôtre, serait appelé à trancher souverainement ; ce serait ainsi qu'un peuple, fier de sa place dans l'échelle de la civilisation, livrerait ses plus chères destinées aux arrêts de l'ignorance et de la vénalité !

Nul ne se fait illusion sur le résultat qu'aura dans la chambre élective toute proposition pour l'abaissement du cens électoral ; dès-lors la force des choses y renfermera cette discussion dans des proportions fort étroites. Ceci vous étonne, monsieur, et je crois déjà vous entendre me rappeler que l'Angleterre confie la formation directe de sa chambre des communes à tout *locataire* d'une maison payant dix livres sterling de loyer ; que la Belgique, dans la combinaison de son cens proportionnel, appelle au scrutin électoral tous les paysans de ses campagnes, avec un cens de 30 florins et même au-dessous ¹.

L'objection serait plus spécieuse que grave, et il sera facile de le faire comprendre à un esprit tel que le vôtre. Ne voyez-vous pas que l'esprit de la loi anglaise, aussi bien que celui de la loi belge, est de favoriser, en les légalisant en quelque sorte, toutes les influences qui dominent ces deux pays, ici l'influence territoriale, là celle

¹ 20 florins pour les provinces de Luxembourg et de Namur, 25 pour le Limbourg, 30 pour les campagnes des autres provinces. (Loi élect. belge, art. 52.)

du clergé, et que sous les formes de la démocratie, le législateur a su atteindre aux résultats les plus aristocratiques? Comment s'est développée chez vous la réaction tory? N'est-ce pas par l'effet même du bill de 1832 que le parti, brisé par la réforme, paraît en mesure de rentrer aux affaires? D'un autre côté, la loi votée par le congrès belge n'est-elle pas la plus solide garantie du parti catholique, auquel sont commises les destinées du nouveau royaume?

Si l'on pouvait douter de la fondamentale pensée de votre loi électorale, ne suffirait-il pas de voir quelle importance vous attachez à la conquête du scrutin secret, et avec quelle obstination vos adversaires politiques vous le refusent? N'est-il pas évident que le bill de lord Russell avait pour but de rendre à l'aristocratie, sous des formes plus régulières, l'action qu'elle était contrainte d'abandonner? N'est-il pas manifeste que vos nombreux électeurs sont des chiffres destinés à emprunter toute leur valeur du chef derrière lequel ils sont groupés?

Or, monsieur, ce qui fait l'honneur de notre pays, comme de notre loi, c'est qu'elle repose sur un tout autre principe. La concession de la franchise électorale, dans l'esprit de notre législation comme dans nos mœurs, présuppose une aptitude suffisante aussi bien qu'un usage sérieux et pleinement libre du droit lui-même. Chez nous, l'électeur est appelé à se recueillir dans le silence de sa conscience, sous l'inviolable secret qui protège les actes religieux. La loi, dans ses combinaisons larges et loyales, n'a tenu compte d'aucune influence, n'a supposé aucune direction; elle n'a prétendu admettre au scrutin que les hommes présumés capables de comprendre dans

toute leur hauteur, et la dignité du citoyen, et les devoirs qu'elle impose.

C'est pour cela qu'un abaissement du cens n'est pas, en France, plus soutenable en théorie qu'admissible en pratique, car celui de 200 francs atteint à coup sûr l'extrême limite que la loi ne saurait franchir sans mentir à elle-même. C'est pour cela qu'aucune analogie n'est possible entre le droit électoral, tel qu'il est fondé parmi nous, et celui qu'a concédé le *reform bill* aux innombrables *freeholders* et locataires de votre aristocratie terrienne. En vous plaçant au point de vue français, il vous sera facile de voir, monsieur, que notre loi, encore que plus restrictive; est à la fois plus libérale et plus sérieuse que la vôtre.

A ceux qui réclament la suppression du cens électoral, en vertu d'un droit naturel, je n'ai rien à dire, sinon qu'ils vont à la barbarie. Je n'ai pas à discuter non plus, avec une autre école, les conséquences du vote universel; j'affirme seulement que ce vote ne serait d'aucun profit pour elle, et qu'il y a quelque aberration d'esprit à croire le contraire. Que cette école remue à plaisir toutes les combinaisons imaginables, qu'elle fasse des élections à un, deux, trois ou dix degrés, elle ne fera jamais prédominer des influences éteintes, elle ne mettra jamais les mœurs publiques en harmonie avec ses doctrines, elle ne reliera ni la chaîne des temps, ni celle des souvenirs.

Faut-il conclure de tout ceci, monsieur, que notre système électoral soit une institution invariable et définitive? C'est là un titre que je me refuserais pour mon compte à lui attribuer, et que je ne voudrais,

en aucune manière , reconnaître à notre loi de 1831. Je crois difficile, peut-être impossible, de la modifier aujourd'hui d'une manière quelque peu profonde; mais je pense qu'elle ne correspondra pas toujours à la confiance de la nation. Je redoute, dans ces oscillations successives, que les intrigues parlementaires rendront désormais plus fréquentes que la lutte même des partis, de voir l'élection directe compromettre plus d'une fois les destinées de mon pays, et ce n'est pas sans émotion que je songe qu'une heure de fascination peut perdre à jamais l'œuvre des années. Vous déciderez si l'étude du passé doit laisser à cet égard sans souci pour l'avenir.

Souvent, lorsqu'il m'arrive de devancer cet avenir par ma pensée, dans ces quarts - d'heure de prescience et de rêverie où l'on dispose en maître des temps et des choses, je me demande, monsieur, si cette instabilité générale est la loi et comme la condition de l'émancipation des peuples. J'aime à me représenter alors le mouvement électoral ne procédant plus par saccade, et se transformant en une fonction organique et régulière, du même ordre que l'administration civile ou celle de la justice criminelle, qui admettent aussi, l'une et l'autre, l'active et constante intervention du citoyen; j'aime à rechercher comment on pourrait classer cette société sans lien selon des principes empruntés à son propre symbole, et lorsque je viens à le poser, je suis loin de trouver le problème insoluble.

Il faut renoncer sans doute à la pensée de recréer jamais, au sein de notre France tout individualisée et toute mobile, quelque chose d'analogue à ces corporations groupées autour d'intérêts fixes et pour ainsi dire

supérieurs à elles-mêmes. Mais ne s'élève-t-il donc pas déjà, dans la France de 89 et de 1830, des associations animées de l'esprit nouveau et constituées par l'élection, ce sacrement de la société nouvelle? Nos corps administratifs élus, depuis le conseil de la commune jusqu'à celui du département, ne pourraient-ils devenir les degrés naturels de cette hiérarchie élective? Au lieu de livrer la formation du pouvoir politique à tous les hasards d'une lutte où chacun reste sans responsabilité, parce que le corps électoral n'existe que pour un seul jour, ne se trouvera-t-on pas conduit dans l'avenir à leur confier cette formation dans une proportion analogue à celle où l'administration du pays leur est commise?

En ce moment, monsieur, chacun élabore ses théories électorales. Tel comité veut le suffrage universel ou à peu près, tel autre quatre cent mille électeurs, ni plus ni moins. Ceux-ci prennent pour base les contrôles de la garde nationale, ceux-là ajoutent aux catégories du projet de 1831 les sous-lieutenants de la milice civique à l'exclusion des sergents-majors, les conseillers des chefs-lieux de canton en repoussant ceux des communes; les uns veulent l'élection directe avec toutes ses conséquences, et, si je puis le dire, dans toute sa brutalité; les autres, en admettant au droit électoral des citoyens revêtus d'une fonction publique par des suffrages antérieurs, reviennent, sans s'en douter, à l'élection indirecte, contre laquelle ils s'élèvent avec violence. Contradiction dans les principes, arbitraire dans les résultats, tel est le caractère de ces combinaisons qui se démoliront l'une par l'autre, et dont le seul effet sera d'éveiller l'attention du pays sur une question qu'il croyait épuï-

sée. Puisque chacun fait son système, il ne me sera pas interdit de vous donner le mien. Celui-ci se présente au même titre que les autres, et du moins a-t-il sur eux le double avantage d'être rationnel en théorie et d'embrasser l'ensemble des réalités sociales.

Au premier degré de notre hiérarchie sociale, j'aperçois la commune, centre de tous les souvenirs de la religion et de la famille, siège de l'état civil et de l'instruction primaire, où l'école s'élève près de l'église, où le hameau touche à la sépulture des ancêtres ; corporation puissante qui possède des biens communs, et à laquelle la loi de l'état affecte des ressources spéciales. Elle est régie par un conseil nommé par les principaux censitaires, dans une proportion libérale en même temps que prudente, proportion qu'on ne pourrait élever, sans ôter à l'administration ses racines populaires ; qu'on n'abaisserait pas, sans transporter au cabaret le siège des élections municipales. La grande majorité de ces trente-deux mille conseils est acquise déjà aux influences morales et conservatrices, et là où elles en sont exclues, elles n'auraient le plus souvent qu'à vouloir y prendre place, pour que celle-ci ne leur fût pas long-temps disputée.

Entre la commune et le département s'interpose l'arrondissement, siège de la sous-préfecture et de la justice civile, centre d'influences et d'intérêts distincts. Cette circonscription est représentée par un conseil dont les attributions pourraient être utilement augmentées, et qui n'est pas sans importance en le réduisant même à son rôle consultatif. Lui seul éclaire les délibérations de l'administration supérieure pour les questions d'instruction primaire, pour celles relatives à la voirie, pour les

réclamations spéciales formées par les communes. Enfin, l'ensemble de l'administration tout entière aboutit à un conseil général qui répartit l'impôt entre les arrondissements, vote des centimes facultatifs, règle l'emploi des centimes ordinaires et spéciaux; et concourt même à la législation générale par les vues d'utilité publique qu'il a mission d'exprimer.

Que tout homme connaissant la France s'interroge scrupuleusement, et que, sans s'arrêter aux circonstances transitoires qui ont pu déterminer certaines élections, il se demande si à ces degrés divers de l'échelle administrative ne correspondent pas et d'ordinaire les choix les plus naturels, et les influences relatives résultant de la moralité, de la fortune, des lumières et du dévouement aux intérêts publics; qu'il dise si une telle base, admise pour l'électorat politique, donnerait autant au hasard et à l'intrigue que des noms réunis sur des listes sans cohésion et sans lien? Ne serait-il pas politique et moral de voir les corps électifs s'engendrer, pour ainsi dire, l'un l'autre, se supporter comme des étages d'un même édifice, au lieu de rester dans leur isolement et leurs précipitations, appuyés sur des échafaudages d'emprunt?

D'après notre loi départementale, il suffit de cinquante électeurs portés sur une liste cantonnale, pour nommer les membres des conseils d'arrondissement et ceux des conseils généraux. Pensez-vous, monsieur, qu'il ne fût pas plus libéral, en même temps que plus rationnel, de les faire élire par les conseillers municipaux, déjà consacrés par l'élection populaire? Ces notables des communes, réunis en assemblée électorale,

ne seraient-ils pas mieux placés que tous autres, pour discerner les capacités d'arrondissement et de département, et ne serait-ce pas là une attribution qu'on aurait la certitude de voir sagement exercée? y aurait-il enfin un corps plus en mesure de conférer, en pleine connaissance de cause et dans toute son indépendance, un haut mandat politique qu'un collège formé par les membres d'un conseil-général, unis à ceux des conseils d'arrondissement? Si l'on objectait le nombre trop restreint des électeurs, ne pourrait-on l'étendre, en vertu du même principe, par l'adjonction de certaines catégories de capacités et d'influences, constatées soit par une élection antérieure, soit par une position gouvernementale? Ne pensez-vous pas qu'ainsi se révéleraient les forces véritables du pays dans des corps au sein desquels l'intelligence et la pratique des affaires seraient éprouvées par une expérience quotidienne? croyez-vous que la passion d'un jour prévalût facilement contre les intérêts permanents, là où le droit électoral deviendrait une attribution de plus, ajoutée à tant d'autres attributions existantes?

Si l'on admet, selon notre belle théorie représentative française, qu'en approchant de l'urne électorale, chacun doit être en mesure de se rendre pleinement compte de l'acte qu'il consomme, il semble que l'élection ne peut être que graduelle, et que le droit doit se fonder sur une série d'épreuves successives. Or, si jamais les événements nous rappelaient à la rigueur de ce principe, je n'hésite pas à dire que la superposition de corps électifs se produisant l'un l'autre, deviendrait pour cette société, où toute agglomération est dissoute, un germe fécond d'organisation et de durée.

Je ne sais trop, monsieur, s'il m'est permis de répondre à des objections qu'on ne prendra probablement pas la peine de me faire. Si l'on disait pourtant qu'on fausserait le génie des corps locaux en les investissant d'attributions générales, je demanderais s'il ne vaut pas mieux diviser le mouvement politique que de le concentrer, et s'il ne serait pas plus habile de le tempérer par l'intérêt administratif que de laisser ces deux éléments dans l'égale impuissance de se contenir comme de se stimuler? Vaut-il donc mieux s'exposer à recevoir par le télégraphe l'annonce d'une révolution parlementairement consommée que de s'établir dans des conditions qui la rendraient impossible? Est-il interdit de croire que l'arme utile, en 1817, pour conquérir le pouvoir, sied moins lorsqu'il s'agit de l'organiser en fondant sur ses bases normales le gouvernement de l'intelligence et du travail?

Est-il nécessaire d'établir que des corps élus l'un par l'autre seraient doués d'une vitalité tout autrement énergique que des assemblées primaires chargées d'élire des assemblées électorales? Faut-il prouver qu'il serait peu logique d'arguer contre le système dont j'essaie l'esquisse, de l'impopularité attachée depuis l'an VIII à l'élection à deux degrés? L'électeur primaire, chargé de dresser une simple liste de candidatures, et dont le suffrage concourt d'une manière à peine appréciable au résultat définitif, néglige un droit constamment primé par un droit supérieur au sien. Rien de semblable dans une combinaison qui tendrait à constituer plus fortement tous les corps en dotant chacun d'eux d'une *fonction* nouvelle, en faisant entrer la puissance électorale dans

l'essence même de leur organisme. Ainsi l'on parviendrait à inoculer à la nation le principe électif; et en rendant la liberté plus sûre d'elle-même et dès-lors plus mesurée, l'on préserverait le corps social de ces crises pittoresquement qualifiées de fièvres électorales.

Je n'insisterai pas davantage, monsieur, sur une pensée d'une réalisation à coup sûr problématique, mais à laquelle d'autres systèmes vainement essayés pourront finir un jour par préparer quelque avenir. J'ai pris, en commençant cette correspondance, l'engagement de faire suivre d'un peu de thérapeutique mon diagnostic social; je ne vous donne pas mes remèdes, vous le savez, comme d'infaillibles spécifiques, et mon seul désir est d'appeler les méditations d'une haute intelligence sur la possibilité d'introduire dans notre France un principe de cohésion qui saisisse et rassemble enfin ses éléments épars.

On se plaint que le pays résiste au pouvoir, que son sol est mortel à tous les germes de durée. Mais a-t-on bien compris la manière de les y planter? a-t-on pris son génie intime pour point d'appui de tant de combinaisons avortées?

Le régime républicain, lui, prêcha les lois de Lycurgue et le patriotisme des deux Brutus; Napoléon voulut l'organiser sur un type emprunté à l'empire romain et à la monarchie de Charlemagne; la restauration s'efforça tantôt de ramener la France vers un passé qu'elle repousse, tantôt d'y revêtir la liberté des formes aristocratiques que vous avez su lui donner : chimériques tentatives, plagiats impuissants, de quelque éclat qu'ils se revêtent! Pour dompter une société qui n'a pas encore trouvé ses lois, il faut deux choses : comprendre et osre.

Bucéphale avait renversé tous les écuyers de Philippe lorsqu'Alexandre osa braver sa fougue. Celui-ci avait deviné que l'immortel coursier avait peur de son ombre en la voyant s'allonger devant lui ; il lui mit donc la tête au soleil , et s'élança d'un bond sur sa croupe redoutable ; puis, se précipitant dans le stade , son bras sut si bien régler les mouvements de l'animal sans les contraindre , en employant tour à tour et le mors et l'aiguillon , que le cheval s'inclina bientôt sous cette main héroïque. Grâce au ciel , monsieur , ce n'est pas d'un demi-dieu que la France a désormais besoin : ce qu'elle demande à son gouvernement , c'est un peu de prévoyance et d'initiative combiné avec du patriotisme et de la probité ; à ce prix elle pourra suffire à toutes ses destinées.

Dans ma prochaine lettre , nous toucherons à l'une des plus graves questions de ce temps , celle de la presse , et vous verrez qu'en cette matière le pouvoir a eu le tort d'essayer de palliatifs sans valeur , au lieu de faire un loyal usage d'une arme qui ne serait en aucunes mains aussi puissante qu'entre les siennes.

V

De l'influence de la presse, et de la fondation d'une presse gouvernementale

Si le Huron de Voltaire ou le Persan de Montesquieu nous visitaient en ce siècle, et qu'on leur dit : Il y a dans le gouvernement représentatif qui régit la France, un pouvoir supérieur à tous les pouvoirs légaux ; celui-là seul a l'accès de tous les domiciles et l'oreille de tous les citoyens ; il parle à chacun sa langue sous les formes et à l'instant le plus favorable ; au riche, dès qu'il fait jour dans son alcôve somptueuse ; à l'ouvrier, lorsqu'il se repose le soir, à la taverne, des fatigues et des soucis de sa journée ; ce pouvoir ubiquiste a pour mission de révéler au pays tous les actes de son gouvernement et de les juger en dernier ressort ; mais il est à peu près interdit au gouvernement d'en user pour son propre compte, car il

ne saurait faire arriver la défense là où pénètre chaque jour l'attaque; sa pensée n'est connue de ceux qu'il a surtout intérêt à convaincre, que par les commentaires de la malveillance et de la haine; ses paroles, on les altère; ses actes, on les travestit; ses intentions, on les incrimine; on ne sait de lui que ce qu'il plait à ses adversaires d'en apprendre: c'est à ce prix qu'il doit gouverner et se concilier l'assentiment de deux cent mille électeurs avec lesquels il est à peu près sans moyen de communiquer; si l'on disait cela au Huron ou au Persan, croyez-vous, monsieur, malgré leurs inclinations philosophiques et libérales, qu'un tel ordre de choses leur parût rigoureusement juste et digne en tout point de l'admiration de la postérité?

Je crois pourtant n'altérer en rien, dans cet exposé, la situation respective du gouvernement et de la presse quotidienne. N'est-il pas manifeste que depuis qu'il existe en France des institutions libres, l'opposition et le ministère y jouent sans cesse au propos discordant, que chacun y parle de son côté sans espoir de se faire entendre de ses ennemis politiques, et avec la certitude que dans cette guerre sans loyauté, les réponses seront inutiles comme les démentis?

Dans la contrée la plus spirituelle du globe, à une époque où l'on s'attache à réaliser le gouvernement de l'opinion publique dans ses conditions naturelles, on n'a pas même fait une tentative pour contraindre l'opinion à s'éclairer alors qu'on la déclare souveraine!

Aussi, monsieur, si vous parcouriez la longue histoire de notre législation préventive et répressive, depuis les premiers jours de la restauration jusqu'aujourd'hui, vous

verriez que la presse fut constamment envisagée, en France, comme un pouvoir excentrique et dangereux, bon à bâillonner ou à mulcter selon les temps. Tel est le sentiment inspiré par elle à tous les cabinets, et je ne saurais vraiment en excepter un seul ; de telle sorte que si elle a marché de conquête en conquête, on ne peut se dispenser d'attribuer ses progrès beaucoup moins à la bienveillance des pouvoirs qui se sont si fréquemment succédés parmi nous, qu'aux engagements pris par les hommes politiques lorsqu'ils combattaient dans les rangs de l'opposition. Aucun moyen n'a été négligé pour l'entraver dans son libre développement, ni la multitude des formalités, ni le poids des obligations fiscales, ni la rigueur des condamnations judiciaires ; on a tout essayé contre elle, excepté de lui résister dans des conditions plus égales et plus dignes de la loyauté du pays. Et pourtant cette histoire, consultée à toutes ses pages, constaterait aussi que tant d'efforts sont constamment demeurés stériles, que chaque tentative de répression a dilaté la puissance de cet instrument formidable bien loin de la contenir, et que le moindre défaut des lois innombrables rendues en cette matière a été d'être inutiles.

Lorsque les faits apportent de tels enseignements, il est difficile de ne pas penser qu'une erreur grave a dominé l'esprit du législateur dans le cours des années écoulées, et peut-être est-il licite de croire qu'il aurait à entreprendre une mission moins infructueuse que toutes celles qu'il s'est données.

On doit comprendre quelle puissance exerce la presse dans une contrée où les ruines même du passé ont péri, où les idées sont réalisées aussitôt que conçues, où elles

roulent sans obstacle sur une surface plane, toutes brûlantes du feu qui les fit éclore. Ce pays éprouve le double besoin d'un édifice pour fixer sa tête, et de croyances pour abriter son esprit et nourrir son cœur. C'est à la presse, cette respiration haletante de la société, à la presse, la seule puissance intellectuelle encore debout pour un trop grand nombre, que le gros de la nation demande, il faut bien le reconnaître, le mot de la grande énigme du siècle. Son action est bien moins circonscrite qu'en Angleterre à la partie politique de ses attributions : il ne suffit pas à nos feuilles publiques de défendre ou d'attaquer un cabinet, en reproduisant avec une enluminure plus vive les débats des chambres ou les enquêtes des comités. La presse quotidienne française a reçu, à raison même de la chute de toutes les doctrines, une mission bien autrement redoutable; elle remue toutes les questions de l'ordre moral, elle embrasse les problèmes les plus élevés comme les plus divers; et, ne se contentant pas de servir les intérêts de partis organisés en dehors d'elle, elle a la prétention de diriger souverainement ces partis eux-mêmes, et de fonder à bien dire leur philosophie sociale. C'est par là surtout, qu'elle a pu être saluée comme la plus vitale des libertés publiques.

L'esprit humain, dans ses évolutions infinies, use aujourd'hui de la presse comme il usa; dans d'autres temps, des écoles des philosophes et des sophistes, de la chaire et de la parole des hérésiarques, des sectes, des associations publiques ou secrètes dont fourmille l'histoire de tous les peuples. C'est un instrument plutôt qu'un sens nouveau, instrument subtil et puissant, sans nul doute,

mais dont la suppression n'arrêterait pas plus l'essor de la pensée humaine, que les lois pénales, les échafauds et les bûchers n'ont prévenu ses manifestations sous d'autres formes. Tout gouvernement intelligent comprendra qu'elle représente une cause qui n'a pas été vaincue depuis le commencement des siècles.

Que si, abandonnant ce côté de la question, nous l'envisageons au point de vue constitutionnel, ce serait peine perdue que de démontrer à un Anglais la nécessité de la liberté de la presse sous un gouvernement représentatif. Ce qui fait la vie d'un tel gouvernement, c'est l'action réciproque de l'opinion sur le pouvoir et du pouvoir sur l'opinion, la promptitude avec laquelle tous ses actes et toutes ses paroles descendent devant le corps électoral, ce grand jury du monde politique. Gênez cette libre communication, soit par les exigences légales, soit aussi par la mauvaise foi habituelle de la presse, et le gouvernement représentatif est également faussé dans son essence; interdisez-la par la censure, et ce gouvernement n'existe plus.

Vos mœurs ont conquis cette liberté sur l'immobilité de vos lois. Long-temps après la révolution de 1688, la loi des libelles interdisait encore toute attaque contre les membres du gouvernement, de nature à projeter quelque défaveur sur ce gouvernement lui-même; mais l'esprit du jury sut se mettre à l'unisson de la liberté conquise, et fit sortir le droit de libre discussion d'un code imprégné de l'esprit des Tudors et des Stuarts. La liberté de la presse n'est pas en Angleterre un droit écrit, c'est désormais l'un de ces axiômes, l'une de ces idées fondamentales et simples sans lesquelles un peuple ne se com-

prendrait pas lui-même. Je ne sais pas de doctrine mieux établie chez vous, et je ne connais pas, d'un autre côté, de matière qui ait donné lieu à moins de discussions et de mesures législatives. Le gouvernement britannique ne songe pas plus à passer des bills pour régler l'usage de la presse, que la faculté de médecine à tracer des prescriptions hygiéniques pour mesurer à chacun sa dose d'air respirable.

En France nous assistons à un spectacle tout différent, et l'histoire du régime constitutionnel pourrait s'y résumer dans celle du code de la presse. Chaque ministre, et à plus forte raison chaque gouvernement, a ajouté un détour à ce labyrinthe au milieu duquel il faut pour se reconnaître toute une science de légiste.

L'imprimerie et la librairie ont leurs réglemens restrictifs particuliers, les délits de la presse ont passé du jury à la police correctionnelle, et de la police correctionnelle au jury; puis de celui-ci à la cour des pairs, sous le titre d'attentats. Les journaux et écrits périodiques ont été et restent soumis à des droits de timbre et de poste dépassant en moyenne plus de la moitié du revenu; ils sont assujétis à d'innombrables formalités qui varient selon la forme, la périodicité, la matière, j'ai presque dit la couverture des feuilles hebdomadaires ou quotidiennes, formalités ayant toutes pour but secret, sinon avoué, de rendre la publication plus difficile, les chances plus redoutables et les profits plus hasardés. Jusqu'en 1830, la presse a brillé comme un phare à éclipse périodiquement assombri par la censure; à partir de 1835, les définitions et les pénalités sont devenues plus exorbitantes qu'à aucune autre époque; et, à l'exemple de

l'Angleterre, ce sont aujourd'hui nos mœurs plus que nos lois qui protègent la liberté de la pensée. Il n'est pas une assemblée qui ne se soit occupée de cette matière, pas un cabinet qui n'en ait fait l'objet de ses méditations, le cauchemar éternel de ses nuits ; et voici qu'après vingt lois rendues en vingt années, la presse est aujourd'hui ce qu'elle fut à toutes les périodes antérieures, et plus redoutable par sa modération peut-être qu'elle ne le fut par sa violence. Moins hostile au pouvoir, elle est par là même plus menaçante ; elle aussi a profité de sa longue expérience, et sait aujourd'hui mieux qu'aucun personnage de Molière ou de Plante, organiser un *imbroglio*, nouer une intrigue, faire naître et entretenir des rivalités, profiter des faiblesses de chacun pour faire faire des fautes à tout le monde. Aussi semble-t-elle plus en mesure que jamais de justifier l'opinion de quelques hommes aux yeux desquels elle n'est pas, après 1830, moins incompatible, qu'après 1815, avec l'existence d'un gouvernement régulier.

Nul n'est, à coup sûr, plus éloigné que moi de partager une telle croyance ; mais si je professe à cet égard une opinion très opposée, c'est que je crois à la possibilité d'exercer sur la presse, par une série de dispositions mieux combinées, une action qui, en lui laissant sa pleine entière liberté, arracherait le monopole de l'opinion à des coteries moins politiques que personnelles.

Quelle que puisse être la politique d'un cabinet, quelque plan qu'il s'efforce de réaliser, sur quelque portion du parlement qu'il s'appuie, il verra bientôt se reformer sur ses derrières cette formidable ligue des espérances déçues qu'on aura vite élevé à la dignité de ligue du bien public.

Ce n'est pas sans doute que le pays soit en rien complice ou complaisant de telles misères ; mais la France, monsieur, est toujours un peu de l'opposition, lors même qu'elle consent à supporter son gouvernement ; elle ressemble au cheval bondissant sous son cavalier, sans vouloir pour cela lui faire vider les arçons, fier qu'il est du courage de celui qui le guide. Dès-lors, si chaque matin on lui présente les agents du pouvoir comme des hommes sans patriotisme et sans intelligence, aussi incapables de pourvoir au présent que de préparer l'avenir ; si on profite de toutes les fissures que l'amour-propre ou la jalousie ne sauraient manquer de former au sein même du ministère le plus compacte pour en ébranler quelques parties ; si ce qu'on insinua d'abord avec hésitation, on finit bientôt par l'affirmer avec audace, et qu'on enivre ses lecteurs et soi-même au bruit de ses propres paroles, il arrivera qu'au bout de six mois, le coup de marteau quotidien aura ébranlé le sens droit du public, et qu'il se réveillera de l'avis de son journal, ne fût-ce que pour ne pas prendre la peine d'en avoir un autre.

On sait d'ailleurs faire marcher de front et la spéculation industrielle, et la spéculation politique ; on connaît à un grain près la dose d'opposition dont on peut saturer sa polémique selon le tempérament de ses lecteurs. L'opinion publique, il est vrai, n'entend pas en ce moment laisser mettre en question l'existence même du pouvoir qui régit la France ; et celle-ci accepte presque tout entière son gouvernement, ici, comme l'expression la plus vraie de ses besoins, là, comme une évidente nécessité. Mais à ce pouvoir élevé de ses propres mains, on s'est réservé le droit de frapper cavalièrement sur

l'épaule; on ne renonce pas en un jour aux traditions d'une opposition qui a rapporté honneur et profit. D'ailleurs, qui n'a pas à se plaindre, sur cette terre, ou du sort, ou des hommes, ou de soi-même; qui s'y trouve à sa place et n'a mesuré l'infériorité de celle-ci à la hauteur de ses espérances? Un gouvernement, quel qu'il soit, n'est-il pas toujours un peu coupable, de laisser ainsi la lumière sous le boisseau et de se faire servir par des médiocrités, alors que des hommes supérieurs seraient si fort empressés de lui prêter concours! N'y a-t-il pas là une corde secrète qu'il est singulièrement facile de faire vibrer? La France appartient, monsieur, non par ses intérêts, mais par ses idées, à l'école qui considère le pouvoir comme un mal nécessaire, et les gouvernements comme des intendants quelque peu fripons dont on ne peut se dispenser de solder les services; elle se regarde dès-lors comme faisant preuve de grande modération, lorsqu'elle ne passe pas de l'insulte à l'attaque.

Sous ce rapport, l'opposition des journaux, telle que les lois de septembre l'ont régularisée, va merveilleusement au génie du pays. Il serait facile d'établir qu'elle sied également aux dispositions de la presse périodique, et qu'une feuille ministérielle assumant dans des vues toutes désintéressées l'impopularité qui s'attache à la défense soutenue d'un cabinet, n'est rien moins qu'une impossibilité au point de vue industriel, comme au point de vue moral.

La rédaction de la presse périodique est formée chez nous de deux parties principales, l'une fondamentale, l'autre accessoire, étroitement entées l'une sur l'autre. Nos journalistes de profession sont, pour la plu-

part, des hommes de talent qui, quelquefois, n'ont pas voulu, qui, le plus souvent, n'ont pas pu prendre dans la hiérarchie sociale une position en rapport avec leur valeur personnelle. Soit qu'un caractère indépendant les en ait détournés, soit qu'ils aient vu s'élever devant eux d'insurmontables barrières, il est évident que leurs souvenirs ou leur génie ne les prédisposent pas à incliner vers les idées de gouvernement, et qu'en suivant leurs tendances naturelles, ils se poseront en face des pouvoirs légalement constitués dans une attitude rivale, pour ne pas dire hostile. Ajoutez à ce fonds de rédaction, les hommes politiques qui s'appuient sur les journaux ou qui y concourent, soit pour se frayer les voies du pouvoir, soit pour y remonter lorsqu'ils en sont déchus, et vous comprendrez que notre presse se meut dans une atmosphère toute brûlante de passions, où il est bien difficile qu'un cabinet trouve un concours durable. Lorsqu'on est ambitieux pour le compte d'autrui, à plus forte raison, lorsqu'on l'est pour son propre compte, le plus grand crime d'un pouvoir, c'est sa permanence; et des ministres sont jugés par leurs ennemis naturels, lorsqu'ils sont traduits devant des aspirants aux portefeuilles.

L'impossibilité reconnue pour tout gouvernement de prendre pied dans la presse par la seule autorité de ses actes, avait fait consacrer, non par la loi, mais par l'usage, un système de subventions occultes peu digne du pouvoir auquel il ne prêtait que des armes clandestines, et qu'il condamnait à des réticences toujours fâcheuses. L'un des principaux inconvénients de ce mode de défense était d'envenimer la lutte politique par

toutes les jalousies de métier, en reportant directement sur le pouvoir lui-même les vives antipathies inspirées aux feuilles publiques par les journaux qu'on supposait placés dans des conditions financières plus favorables ; jalousies industrielles auxquelles il serait difficile de ne pas rapporter la chute du système lui-même, quelque bonne envie qu'on eût d'en faire honneur à l'austérité de l'opposition. En ne créant pas de rapports officiellement avoués entre le gouvernement et ses organes, il mettait ceux-ci dans le cas de ménager l'avenir tout en exploitant le présent, et préparait ces transitions habiles, manœuvres redoutables aux cabinets en détresse ; il avait surtout l'inconvénient, et c'est ici le point capital, de porter le secours là où il était le moins nécessaire, en laissant complètement en dehors de l'action gouvernementale toutes les classes de la société où ne pénétraient pas les feuilles ministérielles.

La force des choses contraindra sans doute de concevoir enfin la défense du pouvoir, et par elle celle de la société, selon des idées très différentes ; idées avouées par la morale et par la politique, et qui n'auraient aucun sacrifice à imposer à la liberté. Un gouvernement intelligent s'honorerait en dégageant les journaux des droits presque prohibitifs qui grèvent ces sortes d'entreprises sans bénéfice réel pour le trésor, auquel une circulation plus abondante rendrait bientôt ce qu'il pourrait d'abord y perdre : vous en faites chez vous l'expérience ; il s'honorerait à jamais s'il osait attacher à cet octroi celui de la libre défense pénétrant partout où va l'attaque.

Il ne s'agit pas ici de la faculté déjà réservée par la loi de rectifier les faux matériels par l'insertion de quel-

ques réponses. Ce que réclame le bon sens, comme le véritable esprit politique, c'est une polémique quotidienne inspirée par le pouvoir et les hauts intérêts qu'il représente, polémique faisant concurrence à celle que suggère à l'opposition et son point de vue exclusivement critique, et les passions groupées autour d'elle. Fonder une presse qui, par les éléments de sa composition soit naturellement gouvernementale, comme la presse de spéculation est naturellement opposante; l'élever à la dignité d'une haute institution politique; donner au gouvernement représentatif la vérité qui lui manque en mettant le pays en mesure de prononcer pièces en main; c'est là une tâche que des esprits prétendus pratiques traiteront sans doute de spéculative, mais à laquelle ils seront un jour amenés par la puissance des faits, la seule devant laquelle ils s'inclinent, parce qu'elle est la seule qu'ils comprennent.

Nous essayons en France une tentative sans exemple, et nous entrons, monsieur, dans une ère pour laquelle ni l'histoire ni la législation comparée ne peuvent fournir de précédents utiles. La France se trouve dans cette situation inouïe que le pouvoir devra désormais s'y maintenir, non par la puissance des institutions, mais par la valeur personnelle de ceux qui l'exercent. Sur ce ponton rasé, balayé par la tourmente, huit hommes sont seuls debout et gouvernent. Il faut qu'à chaque jour de l'année et qu'à chaque heure du jour leur droit au gouvernement soit démontré au pays, et qu'aucun doute ne puisse à cet égard envahir même un instant l'esprit public; il faut surtout qu'ils se retirent du moment où d'autres noms sont proclamés par la conscience nationale.

Il ne s'agit de rien moins que de déterminer, par une appréciation presque quotidienne, quelles individualités sont actuellement douées de l'action la plus sympathique sur l'opinion, et des qualités les plus propres au gouvernement d'un pays où il n'existe guère plus de partis que d'écoles, d'agglomérations d'intérêts que d'agglomérations d'idées.

Et dans une telle situation, un cabinet n'aurait pas une presse et des organes à lui, une presse pénétrée de sa pensée, des organes influents et habiles, en mesure de la faire prévaloir ! Il ne se réserverait pas les moyens de parler chaque jour à la nation tout entière un langage digne d'elle et digne de lui, dans des journaux d'une publicité restreinte, et se contenterait de glisser entre la mercuriale des grains et la nomination des notaires, quatre lignes de démenti sur un fait, ou de rectifications sur un autre ! Et ce ne serait pas là l'abdication la plus désastreuse, la méconnaissance la plus coupable des droits comme des devoirs de la puissance publique !

L'établissement d'une presse gouvernementale a souvent occupé de bons esprits. En indiquant des voies très diverses d'exécution, la plupart se sont accordés sur ce double principe qu'elle devait être établie à l'aide d'un fonds porté au budget de l'État, et législativement débattu, et qu'il fallait la mettre en mesure d'avoir accès gratuit partout où pénètre la presse opposante. Les uns ont proposé des colonnes réservées dans tous les journaux politiques, d'autres la création d'une feuille spéciale distribuée aux électeurs ; tous se sont accordés sur la nécessité de mettre enfin sous les yeux des citoyens

indignement abusés par des comptes-rendus falsifiés, un tableau sincère et loyal des débats de la tribune. On a demandé si l'impérieux devoir de parler chaque jour à la France devait être accompli sous la responsabilité directe et immédiate des membres du cabinet, ou si ce ne serait pas l'occasion de créer autour du ministère un conseil puissant par le nom et l'autorité morale de ses membres ; nous ne discuterons pas le mode spécial qu'il conviendrait d'adopter pour ce haut ministère de la prédication politique ; ce qui importe, c'est d'y préparer à la fois et le pays et le pouvoir, en faisant comprendre à tous les deux les impossibilités qui sortiront de l'état actuel des choses.

Ce n'est pas ici l'une de ces combinaisons chimériques empruntées au pays d'utopie ou à la cité de Campanella. Le rêve, monsieur, c'est d'espérer désormais maintenir pour plus d'une session, en France, un cabinet quel qu'il soit, s'il n'entre en communication intime et journalière avec la nation ; le rêve, c'est de croire posséder un gouvernement régulier lorsqu'on traverse chaque année des crises aussi difficiles à analyser dans leurs principes qu'à suivre dans leurs effets ; le réveil sera l'anéantissement de toutes les idées gouvernementales, la chute de notre bel édifice administratif, le découragement et la retraite des hommes de bien, et la mise en question de la liberté elle-même !

Voilà où nous conduiront les esprits qui ne sauraient comprendre que les moyens de gouvernement doivent varier avec les mœurs, et que ce n'est pas en levant avec souplesse quelques minces difficultés de détail, en agissant sur certains hommes par la vanité, sur d'autres par la corruption, qu'on peut sauver un grand peuple du nau-

frage de toutes ses croyances. Je les connais de longue main, par l'histoire, ces hommes d'expédients qui se donnent pour des Machiavels parce qu'ils tiennent que l'habileté suffit à tout : j'affirme, moi, qu'elle ne suffit à rien lorsqu'un pays est acculé à ces extrémités dont il ne sort que par le génie d'un despote, ou la haute intelligence d'un gouvernement prévoyant et probe.

L'idée d'une presse gouvernementale ne devrait, ce semble, rencontrer de résistance que dans les rangs d'une opposition qu'elle provoquerait à plus de justice. Et cependant, monsieur, telles sont les misères de notre situation, les complications introduites dans le jeu du gouvernement représentatif par les préoccupations des uns, les jalousies des autres, et la mollesse de tous, que c'est surtout dans les rangs des hommes occupant le pouvoir ou aspirant à y monter, qu'un tel projet suscite aujourd'hui les répugnances les plus vives. Existe-t-il huit hommes politiques en France dont la pensée soit assez arrêtée et l'homogénéité assez constante pour s'estimer en mesure d'assumer en face du pays leur part de responsabilité dans cette lutte quotidienne, en renonçant à la ressource des désaveux et des faux-fuyants? Quel ministère consentirait à acheter ce bénéfice immense au prix qu'il faudrait y mettre? Ne voyez-vous pas qu'on devrait avoir un avis sur tout, et l'énoncer à ses périls et risques? Ne comprenez-vous pas que dans ce système on dépendrait un peu plus de ses amis politiques; et le suprême bonheur, en ce temps-ci, n'est-il pas de ne dépendre des idées de personne, pas même des siennes!

Ces pensées que j'épanche avec vous, ces fruits de quelques loisirs mûris par un peu de solitude, je suis bien loin

de les donner pour d'infailibles axiômes. Mais ce que j'affirme, c'est qu'on se flatterait bien gratuitement de suffire à l'aide d'une politique de routine et de combinaisons au jour la journée, aux dangers croissants que l'avenir prépare. Les habitudes administratives de l'empire, les traditions parlementaires empruntées au mécanisme du gouvernement représentatif dans la Grande-Bretagne ont pu, en s'associant, fournir à la restauration une carrière qui n'a pas été sans honneur pour plusieurs de ses ministres; mais la conquête des principes irrévocablement consommée, la décomposition complète des partis, l'urgence d'édifier quelque chose après avoir fait tant de ruines, provoquent aujourd'hui à des devoirs nouveaux et à une mission différente. Moins que tout autre, le gouvernement de 1830 peut se croiser les bras pour laisser faire et passer. S'il n'occupe incessamment l'activité de la nation, s'il ne fournit aux mains, du travail et à l'intelligence, un aliment, s'il ne domine par la hauteur et la fécondité de sa pensée toutes les pensées individuelles qui se croisent autour de lui, il succombera, non contre ses ennemis politiques, mais par ses déchirements intérieurs; fort devant ses adversaires, il sera impuissant contre les siens et contre lui-même.

Organiser enfin les résultats acquis, telle doit être, monsieur, et son espérance et sa préoccupation constante. Les grandes luttes de la restauration ont irrévocablement doté la France de la liberté de la presse. Au pouvoir donc de s'en emparer dans l'intérêt de son œuvre civilisatrice. Il en est de la liberté de la pensée comme de celle de l'industrie; ni l'une ni l'autre n'exclut une direction conçue dans le sens de leur principe. Croit-on

de bonne foi que le gouvernement ait accompli la plénitude de sa tâche vis-à-vis le commerce, parce qu'il a promulgué une bonne loi sur les faillites ; et n'est-il pas dans le droit, ne sera-t-il pas un jour dans l'obligation de régler le mouvement désordonné de la concurrence, afin de rendre les faillites moins fréquentes et moins désastreuses ?

Ainsi sera-t-il pour chaque institution, pour chaque idée. Aucun gouvernement n'a reposé sur un principe purement critique, car celui-ci serait la négation de son existence même. Si les circonstances et les temps laissent parfois en dehors de l'action du pouvoir certaines doctrines d'une haute importance sociale, comme aujourd'hui celles qui touchent à la dogmatique religieuse, par exemple, c'est dans l'intérêt de ces doctrines elles-mêmes, et non par une indifférence qui serait aussi peu politique qu'injurieuse pour la conscience humaine. Il faut changer de point de vue lorsque tout a changé autour de nous ; et ce n'est pas en se bornant à suivre son siècle, qu'il est possible de le conduire. Ne rien entreprendre contre ses tendances, mais s'efforcer de pressentir au moins le but vers lequel il se dirige, se persuader que les perspectives de trois mois sont celles qui nuisent le plus aux perspectives durables, ce sont là des qualités rudimentaires pour gouverner avec un peu d'honneur la société française ; et lorsqu'on voit des gens d'esprit, sans croyances d'aucune sorte, sans vues arrêtées pour les grands intérêts du dehors, s'ingénier à grouper des majorités autour de leurs personnes plutôt qu'autour de leurs idées, une telle œuvre rappelle vraiment celle des filles de Danaüs.

Quant le doute est au fond de toutes les intelligences, et que la vie se retire de tous les cœurs, il est naturel que l'égoïsme envahisse de plus en plus la société comme une lèpre immense. Comment en serait-il autrement, lorsqu'un pays a été enseigné par tous ses docteurs, depuis les philosophes encyclopédistes jusqu'à nos journalistes quotidiens, à considérer le pouvoir comme une sorte d'ennemi public, et toutes les hiérarchies, sans en excepter celles de la fortune et du talent, comme dérogeant en quelque chose à l'ordre et au vœu de la nature? Savez-vous, monsieur, que la France a subi une éducation qu'aucune société n'avait supportée jusqu'ici dans aucun siècle? Vous figurez-vous bien toute une génération virile s'élançant d'un seul bond dans la liberté politique, toute chargée des souvenirs d'anarchie et de despotisme si tristement enlacés dans notre révolution? Vous la figurez-vous bien cette génération avec ses doctrines philosophiques puisées à l'école de Condillac, sachant l'histoire d'après Mabli et Raynal, et comprenant comme Condorcet les destinées de l'espèce humaine et les lois de sa perfectibilité. Voici un siècle que toutes les théories politiques, professées en France, se résument à bien dire dans le mot de Rousseau : *L'homme est né libre, et partout il est dans les fers*, La puissance publique, l'ordre social tout entier ne sont guère supportés parmi nous que comme des maux nécessaires; ils ne s'appuient ni sur la foi religieuse des peuples, ni sur le respect pour le souvenir des ancêtres; ils existent pour ainsi dire provisoirement, en attendant que l'intelligence humaine, dans ses évolutions infinies, ait découvert un moyen de s'en passer.

De là cette disposition constamment critique en fait de pouvoir, sous quelque forme que son action se manifeste ; de là les préventions qui accueillent ses actes , l'impopularité départie à ses agents et le caractère essentiellement négatif d'une opposition qui ne repose pas , comme la vôtre , sur un ensemble de griefs déterminés ; mais qui résulte du génie même de la nation , tel que ses croyances philosophiques l'ont malheureusement constitué.

Ces habitudes d'esprit ont créé en France une opinion dominante qui , tout en redoutant l'anarchie dans ses conséquences matérielles , se refuse presque toujours à accepter dans leur plénitude les conditions d'un gouvernement régulier ; opinion d'autant plus puissante comme dissolvant qu'elle est plus vague dans ses formules , et que sans avoir presque jamais des idées à elle , elle est constamment préparée à combattre les idées des autres. C'est à cette presse déclamatoire et théorique qu'il faut opposer une presse pratique et gouvernementale ; c'est à cette énérvation quotidienne de l'opinion qu'il est temps de résister enfin par un enseignement distribué à tous , prenant son point d'appui sur le pouvoir , et profitant de toutes les lumières dont celui-ci dispose. Le pouvoir est à jamais perdu en France s'il ne relève pas d'une main ferme la bannière de la moralité politique et personnelle , et s'il n'ose y inscrire cette maxime éternelle , qu'il n'y a pas de nationalité sans dévouement , pas de dévouement sans croyances , pas de croyances sans religion.

Ceci va nous conduire, monsieur, à examiner sous quelles conditions et dans quelle mesure le principe religieux

peut intervenir au sein de la société française pour en alléger les misères et y rouvrir les sources épuisées de la foi et de la vie : nous allons avoir à rechercher dans quels rapports l'idée spirituelle peut s'établir aujourd'hui avec les institutions politiques.

VI

Du principe religieux dans la société française.

Vous avez déjà pressenti, monsieur, les conséquences qu'entraînerait l'application des idées sur lesquelles nous venons de nous arrêter ensemble. Le parti voué depuis 1830 à la défense de la forme constitutionnelle au dedans, et de la paix européenne au dehors, n'aurait pas à changer sa politique; mais il devrait la vivifier par un élément nouveau, en rapport avec une situation nouvelle elle-même. Sans répudier un passé qui n'est pas sans gloire, puisqu'il ne fut pas sans péril, ce parti comprendrait que la répression matérielle ne suffit plus pour assurer l'avenir. Engagé dans une lutte corps à corps avec l'émeute, il ne s'est d'abord agi pour lui que de la vaincre, résultat irrévocablement acquis, et à la suite duquel

les hommes associés pour l'obtenir se sont séparés, comme il arrive d'ordinaire après l'épuisement d'une pensée politique. De là cet isolement de toutes les forces et de toutes les individualités qu'on ne fera désormais cesser qu'en les appliquant de rechef à une œuvre commune.

Il y aurait de l'étroitesse d'esprit à croire préparer le rapprochement des hommes si tristement divisés, par la simple invocation des communs souvenirs. Le maintien de certaines lois pénales ne peut pas plus que leur révocation devenir désormais le programme d'une combinaison ministérielle quelque peu durable. Il en est de même d'une provocation irréfléchie ou d'une résistance absolue à la réforme, soit de notre système électoral, soit de quelques parties de nos institutions constitutionnelles. Il est en France peu d'institutions secondaires qui n'appellent un remaniement prudent et discret dans le sens du principe de notre gouvernement, et dans l'intérêt de ce gouvernement lui-même. Y préparer l'opinion sans se laisser dominer par elle, occuper la pensée publique pour éviter qu'elle ne vous échappe, telle est la double condition imposée à tout cabinet qui se croirait en mesure de se présenter autrement qu'à titre de pouvoir provisoire.

Et pensez - vous, monsieur, qu'un gouvernement intelligent n'eût pas une assez vaste carrière ouverte devant lui? Faire sortir le droit de la capacité des lieux communs où la théorie le confine, organiser le régime du travail et de la paix dans toutes ses branches, ici par l'éducation professionnelle, là par l'application de l'armée aux grands travaux d'utilité publique; donner une base plus solide à la pairie, préparer l'opinion

à l'établissement d'un système électoral plus politique dans son principe et mieux réglé dans ses effets, user de la presse comme d'un levier, au lieu de s'offrir pour point de mire à ses coups : une telle œuvre n'absorberait-elle pas quelque peu, par son importance même, les préoccupations égoïstes dont la France est condamnée à subir les exigences et à contempler le duel ?

Je viens d'étudier des détails nombreux, et je n'ai pas encore abordé la seule pensée qui pût leur servir de centre, j'ai compté pièce à pièce les ressorts de la machine, et je ne suis pas remonté jusqu'au principe de son mouvement, omission que vous me reprocheriez à bon droit et à laquelle je dois essayer de suppléer par quelques indications rapides.

Déjà votre pensée a devancé la mienne, et vous avez compris que cette excitation incessante de toutes les facultés humaines réclamait dans la conscience publique un contre-poids indispensable ; déjà vous vous êtes dit que la France entreprend une œuvre insensée autant que périlleuse, si elle ne se donne des mœurs qui lui permettent de supporter ses lois.

Vous ne verrez pas dans cette énonciation une injure à mon pays, une flétrissure jetée sur lui aux yeux du monde. Nul n'est moins disposé à concéder aux ennemis de notre régénération politique le droit de calomnier la France. Non, monsieur, ma patrie n'est pas maudite du ciel pour avoir voulu être libre ; elle peut, avec quelque orgueil, comparer la gravité de ses habitudes aux légèretés d'une époque où un vaste foyer de corruption était ouvert et entretenu au centre même de l'état.

Si le chiffre des crimes et délits s'élève, cette aug-

mentation peut s'expliquer par des rapports plus multipliés, sans qu'on en tire des inductions défavorables à la moralité publique. Mais il y a, vous le savez, monsieur, bien des pensées désordonnées, bien des espérances dangereuses, bien des convoitises ardentes qui ne tombent pas sous le coup des lois pénales, et qui menacent l'ordre social en restant, par leur nature même, en dehors de ses atteintes. Les déchirements de la jalousie, les soulèvements de l'orgueil, les irritantes piqures de la vanité, ces misères qui consomment dans le calme apparent de la vie, jamais époque ne les a ressenties à l'égal de la nôtre. Ce siècle porte en son sein le vautour qui le ronge ; il le nourrit de ses larmes et de son sang ; il le berce en quelque sorte au vent continu des révolutions. L'esprit humain a voulu se servir à lui-même de principe et de fin, pour s'alimenter de sa propre substance, et voici qu'il succombe, comme le voyageur au désert, les yeux éblouis par le mirage et les pieds brûlés par les sables, sans qu'une goutte d'eau ou un peu d'ombre descende à sa voix dans ses solitudes désolées !

L'intelligence ne fut jamais plus hardie et jamais plus authentiquement impuissante. Elle ne peut s'asseoir en paix au sein des ruines qu'elle a faites, et ses vacillantes lumières semblent rendre ses défaillances plus éclatantes et ses ténèbres même plus visibles. A ces tourments de l'âme privée de la foi, son aliment nécessaire, ajoutez, pour notre société française, les excitations de toute nature sorties de ces bouleversements, les plus prodigieux qu'ait vus le monde ; mesurez tout ce que doit engendrer de scepticisme la vue de si éclatantes catastrophes, celle de si rapides fortunes, les unes maintenues et con-

solidées par l'oubli de tous les engagements, les autres s'abimant en un jour, et ne laissant pour morale après elles que la nécessité de jouir vite et de profiter des chances heureuses ; comprenez les vicissitudes d'une société où chacun est contraint de se faire sa place, sous peine de n'en pas trouver, et soyez surpris de cette agitation universelle qui ôte à l'honneur ses susceptibilités, à l'ambition sa patience, au talent sa maturité, au foyer domestique la sainteté de son repos !

Vous êtes défendus, monsieur, contre cette activité dévorante par une puissante organisation politique et des mœurs en harmonie avec elle ; vous avez à lui jeter en pâture le commerce du monde, un gigantesque empire aux Indes et une colonisation organisée jusqu'aux extrémités de la terre ; ressources que nous n'avons pas, et dont nous userions, d'ailleurs, moins bien que vous. Nation d'agriculteurs et de soldats, la France vit dans ses frontières sans exposer sa fortune aux quatre vents du ciel, et rien ne la détourne de ces crises intérieures qui chez elle n'ont d'issue que la voie terrible des révolutions.

Si un élément d'universelle tempérance ne s'introduit dans nos mœurs pour les modérer, je ne saurais comprendre que la société pût résister long-temps à la pression exercée sur elle par les efforts continus de toutes les individualités. Or, ce principe, quel peut-il être, sinon la religion, qui seule règle les mouvements du cœur de l'homme, et domine les inspirations de sa volonté ?

Est-il une autre pensée que celle-là pour faire estimer les choses du monde à leur juste prix, pour attédir par des espérances infinies l'ardeur avec laquelle l'homme se

prend à ce qui se passe ? N'est-ce pas en portant plus haut ses regards, en ne les fixant pas à la terre comme le bœuf au sillon qu'il laboure, qu'il peut pardonner à la société comme à la fortune, si pour lui elles se sont montrées marâtres ? Connaissez-vous une autre source de résignation, comprenez-vous surtout une autre source d'humilité ?

De toutes les doctrines prêchées sur la terre, le christianisme seul lutte contre la personnalité humaine sans l'anéantir, et l'épure sans la briser ; seul il révèle à l'homme et sa grandeur et son néant, sans exalter son orgueil au spectacle de l'un, sans dépraver son âme à la vue de l'autre. C'est pour cela que le christianisme est la religion de la sociabilité par essence, et que le premier devoir autant que la meilleure politique d'un gouvernement libre est de travailler à la diffusion des idées chrétiennes, auxquelles est réservé l'exclusif et sublime privilège d'entretenir en même temps les ardeurs de la charité et la quiétude de l'âme.

Ce sont là pour vous, monsieur, de véritables lieux communs, et vous n'auriez pas moins de mépris que moi-même pour ces puissants cerveaux qui, ne comprenant l'ordre public que dans sa partie extérieure et brutale, estiment avoir fondé un monument plus durable que l'airain, dès qu'ils se sont donné un gouvernement et une administration, des gendarmes et des sergents de ville, bons estomacs et fortes têtes auxquels il suffit d'émarger une feuille d'appointements pour se croire à l'abri des révolutions.

Lorsque je dis que le pouvoir doit s'attacher à développer de plus en plus l'influence religieuse, vous com-

prenez que je ne le convie pas à se faire missionnaire, et à mettre en entreprise administrative la conversion de la France. Le pouvoir actuel sortirait en même temps des limites de ses devoirs et de celles de la prudence, s'il établissait entre le clergé et le gouvernement une association aussi dangereuse pour l'un que pour l'autre. L'entière liberté des cultes, l'incompétence absolue de l'état en matière dogmatique, la concentration du clergé dans ses attributions purement spirituelles, ce sont là autant de faits capitaux sans lesquels il serait impossible de concevoir la société française telle que les temps l'ont faite. Lorsqu'on a vu le gouvernement précédent succomber en partie sous les résultats d'une alliance dont la religion paya si tristement les frais, il n'est aucun homme, même entre les plus aveugles, qui ose conseiller à la monarchie de 1830 ce qui fut si funeste à celle de 1815. C'est dans des termes très différents qu'on doit comprendre la situation respective de l'état et du clergé, et cette œuvre de moralisation religieuse à laquelle l'un et l'autre doivent concourir par une action simultanée, mais indépendante.

Un tel sujet est trop grave, il touche de trop près aux applications journalières de la politique pour ne pas exiger quelques développements. Quoique nous appartenions à deux communions différentes de la grande société chrétienne, je puis vous les soumettre avec une entière confiance, car je ne prétends pas ici faire de la théologie, et je m'adresse moins à la foi religieuse qu'au sens de tous les hommes politiques.

Le catholicisme a des lois découlant de son essence même, et ne peut s'établir dans de bons rapports avec

la société politique que sous les conditions particulières qui résultent de sa nature.

Sa situation varie sans doute selon les temps, le génie des institutions et des peuples ; mais il n'en saurait accepter une qui fût de nature à compromettre ou l'intégrité du dogme ou l'indépendance d'une hiérarchie qui ne serait plus, du jour où elle cesserait de relever d'une autorité réputée infaillible aux yeux de la foi catholique. C'est pour cela que l'église romaine, à laquelle adhère l'immense majorité des Français, ne saurait s'encadrer dans aucune des formes affectées au sein de l'Europe moderne par les sectes séparées du centre de l'unité catholique. L'église à laquelle vous appartenez, par exemple, a uni, par des nœuds tellement indissolubles, ses intérêts à ceux de l'aristocratie territoriale, qu'un changement organique dans la constitution de l'un de ces pouvoirs entraînerait pour l'autre des conséquences immédiates autant que graves.

Je n'ai rien à apprendre sur ce point à l'homme qui réclame avec tant de persévérance et d'énergie des changements fondamentaux dans l'organisation de l'établissement épiscopal, comme une conséquence directe et nécessaire du principe de réforme posé en 1832. Vous savez mieux que moi quelle solidarité lie vos barons et vos évêques, et vous n'ignorez pas que votre docteur Philpott, par exemple, est un peu plus préoccupé des bills soumis à la chambre que du salut des brebis d'Exeter commises à sa houlette pastorale. Vos révérends prélats sont des hommes très savants, d'excellents pères de famille très respectables à tous égards ; mais il y aurait plus que de la bonhomie à voir en eux les chefs d'une hié-

rarchie ecclésiastique, dans le sens spirituel de ce mot.

La religion anglicane ne saurait, d'ailleurs, se comprendre en dehors des domaines de sa Majesté Britannique qui en est le chef suprême ; comme la plupart des établissements protestants en Europe, elle fut conçue par le pouvoir dans le sens de ses convenances ; ce fut un puissant élément pour la nationalité anglaise plutôt qu'un lien pour la conscience des peuples. Un établissement qui lutte avec une telle énergie contre les passions du siècle en même temps que contre les conséquences logiques du droit d'examen proclamé par lui, ne manque assurément pas de grandeur ; mais on doit bien plus la chercher dans les intérêts qu'il consacre, que dans les doctrines qu'il professe.

Tel est le sort de toutes les institutions religieuses dont le pouvoir politique s'est constitué le chef en s'interposant entre le ciel et la conscience humaine. L'église grecque nous est, en dehors du protestantisme, un éclatant exemple de ce que seraient devenues la foi chrétienne et la dignité de l'homme, si, dans la lutte du moyen-âge, l'élément intellectuel, s'appuyant au centre de l'unité catholique, n'avait triomphé de la puissance militaire. C'est parce qu'elle a matérialisé l'idée religieuse, en substituant le sabre des autocrates à la tiare des pontifes, que la religion grecque est devenue la religion du despotisme ; c'est parce que nulle pensée de liberté ne saurait fleurir à son ombre, qu'on aspire à l'introduire comme un germe de mort au sein d'un peuple généreux, sur l'avenir duquel on ne sera pas sans souci, tant qu'il élèvera les mains vers une autre puissance que celle de ses maîtres, dût cette puissance

n'être représentée que par un vieillard assis sur des ruines.

Singulière destinée de cette église catholique qui, depuis tant de siècles, a vu passer tant d'ennemis ! On l'accuse d'abaisser l'intelligence et de dégrader les âmes, d'opposer d'invincibles obstacles à la liberté ; et , seule aujourd'hui dans le monde, elle résiste au pouvoir et ose entrer en lutte avec lui ! Elle a émancipé l'Irlande, constitué la Belgique, béni l'héroïque martyr de la Pologne ; ses évêques secouent d'un mot le sommeil séculaire de l'Allemagne, pendant que ses missionnaires vont mourir en Chine sur les chevalets des mandarins. Mais, en même temps qu'elle résiste aux pouvoirs lorsqu'ils empiètent sur le domaine des consciences, elle les accepte et les consacre sans hésiter sous toutes les formes, du jour où ils sont assez forts pour lui garantir la liberté de sa prière et de sa foi, et passe insouciant au milieu des révolutions, tant que la violence n'a pas rompu la chaîne qui, par elle, unit la terre au ciel. Le catholicisme voit tomber les royaumes et les empires, sans prendre souci de ces jeux de la fortune, et à peine un pouvoir en a-t-il remplacé un autre, qu'il s'en arrange aux mêmes conditions et aux même prix. Si, pendant des siècles, en Europe, il s'est assis sur le trône des rois, l'Amérique républicaine le voit parcourir joyeusement ses déserts avec le bâton du pèlerin. Il célèbre les rites sacrés, ici dans des temples éclatants d'or, là dans des huttes de bambou ; citoyen de toute la terre, et contemporain de tous les âges, il est partout à sa place, dès que sa voix peut descendre librement de l'oreille de l'homme jusqu'à son cœur.

Il a fallu que l'opinion s'abusât étrangement pour

penser qu'une telle croyance s'associerait aux vicissitudes d'une dynastie, au point de s'estimer atteinte par le coup qui l'aurait frappée. La religion peut respecter de grandes infortunes; mais son premier intérêt, comme son premier devoir, est de ne s'inféoder jamais aux causes vaincues, et de marcher toujours avec le présent qui doit si promptement devenir le passé pour elle. A ses yeux, le fait engendre seul le droit, et tout pouvoir est légitime dès qu'il exerce une mission d'ordre qu'on peut à bon droit nommer divine. *Cujus est imago hæc et superscriptio*¹; voilà, en fait de légitimité, le véritable criterium du catholicisme.

Une longue persécution parut, il est trop vrai, établir entre des causes fort distinctes en elles-mêmes une union scellée, pour ainsi dire, par la hache révolutionnaire; et, dans des intentions souvent plus politiques que pieuses, on exploita ces souvenirs de l'échafaud, si puissants sur l'imagination des peuples. Un dévouement exalté prétendit imprimer au front d'une royauté rappelée de l'exil une sorte de consécration surhumaine; ainsi le clergé se trouva compromis dans une œuvre qui, sans être la sienne, paraissait provoquer des sympathies communes. Un poids immense d'impopularité pesait sur lui, lorsque le jugement de Dieu décida, pour la troisième fois, du sort des fils aînés de saint Louis, et l'on put trembler un instant en voyant la tempête battre à la fois les portes de Notre-Dame et celles du Louvre.

Mais lorsque le gouvernement nouveau eût dessiné son caractère et qu'il eût rétabli la croix au faite des tem-

¹ Matth. xxii, 20.

ples ravagés par la barbarie ; lorsqu'investi du pouvoir redoutable de donner des successeurs à leurs évêques, il eût rassuré les catholiques par des choix qu'ils auraient faits eux-mêmes, il se prépara une réaction dont ce gouvernement recueille tous les jours et des témoignages nouveaux et des fruits plus abondants. Il peut rester de mode dans quelques cabarets de province de déclarer le catholicisme incompatible avec l'établissement de 1830 ; mais, entre les hommes ayant traversé les affaires, il n'en est pas un qui ne sache que la monarchie nouvelle a trouvé à Rome des facilités qui ne lui étaient pas départies ailleurs. Aucun d'eux n'a jugé les dispositions intimes du clergé français sur les boutades de quelques hommes de cour, et tous ont compris qu'un corps recruté dans les classes moyennes et dans le peuple n'avait besoin que d'être rassuré sur le grand intérêt qu'il représente, pour engager au pouvoir, en échange de son concours, une soumission respectueuse et sincère.

C'est un fait d'une haute importance que ces dispositions du clergé français. Le gouvernement de 1830 fût resté pouvoir révolutionnaire aux yeux des peuples, si une scission s'était établie entre l'antique foi et le trône nouveau, et de bons rapports avec l'église n'étaient pas moins nécessaires à ce pouvoir pour lui imprimer son caractère véritable que des rapports pacifiques avec l'Europe. En enlevant le monopole des idées religieuses au parti qui le revendiquait, il en a plus avancé la chute qu'en gagnant contre lui dix batailles de Culloden. Pour peu qu'on ait étudié les dispositions de ce grand corps, et qu'on veuille bien n'en pas parler avec l'ignorance de certains hommes auxquels il n'est guère moins inconnu que le

mandarinat du céleste empire, on peut affirmer aujourd'hui que, de ce côté, les résistances sont désormais vaincues, et que si quelques préventions subsistent encore dans les souvenirs, elles n'existent nulle part dans les consciences.

Mais l'adhésion de l'église garantie au pouvoir, il reste à déterminer le pied sur lequel ils doivent, dans leur intérêt mutuel, se tenir vis-à-vis l'un de l'autre; il y a surtout à bien comprendre dans quelle mesure on peut réclamer du clergé une participation utile.

Le catholicisme a traversé les phases les plus diverses, tantôt exerçant la puissance suprême que lui déferaient les peuples, unanimes alors dans leurs croyances, tantôt ne réclamant que sa place au soleil. Il a supporté les périls des persécutions sanglantes et ceux non moins redoutables des triomphes corrupteurs; car ce qu'il y a d'universel dans son essence lui permet de tout accepter, hors un régime où sa discipline ne relèverait pas de la seule autorité qu'il reconnaisse dans l'ordre de la conscience, autorité interprétative du dogme aussi bien que gardienne de la hiérarchie, et qui n'est pas moins dans son droit lorsqu'elle règle, selon la différence des temps, les relations du sacerdoce avec les puissances, que lorsqu'elle définit la doctrine selon des bases invariables. Toute transaction à cet égard serait, à ses yeux, l'abdication même de la pensée qu'elle exprime. A la politique, le siècle et ses révolutions; à la religion, l'âme humaine, en tout ce qui touche au système de ses destinées éternelles; c'est ce partage qu'il faut savoir accepter pour être pleinement en droit d'interdire au clergé toute excursion en dehors de son domaine, toute immixtion dans

les questions de souveraineté extérieure. Pour l'avoir méconnu, Joseph II et Guillaume de Nassau ont vu le même trône se dérober sous eux ; un prince respecté de l'Europe a compromis une réputation de prudence longtemps méritée, et un souverain qui promène sa superbe pensée de Varsovie à Constantinople, se prépare des obstacles dont le moment viendra pour lui de mesurer toute la gravité.

Que le gouvernement de 1830 s'attache à se concilier le clergé catholique, moins par un système de faveurs et de déférence que par le respect constant de son indépendance spirituelle ; qu'il sache comprendre surtout quelle haute importance une telle attitude habilement prise lui donnerait, en certains cas, dans ses relations diplomatiques ; et qu'en un temps où le droit des consciences est si imprudemment menacé, il se montre à l'Europe comme le représentant de la liberté religieuse, en même temps que de la liberté politique.

C'est en étant à la fois loyal et ferme dans ses rapports avec un corps auquel le droit commun sied aujourd'hui mieux que la puissance, qu'il poussera des racines dans le cœur des peuples. En osant être juste, ne fut-ce que dans l'intérêt de sa politique et de son influence au dehors, il pourra sans doute contrarier certains hommes, moins odieux pour n'avoir pas de croyances que pour vouloir attenter à celles des autres, et peut-être aura-t-il à lutter jusque dans les rangs de ses amis contre des repoussements dissimulés sous des souvenirs de légalité parlementaire ; mais, s'il sait comprendre sa mission, il résistera à des traditions hypocrites et bâtarde, et, se posant devant l'Europe comme l'observateur scrupuleux

de tous les principes proclamés par lui , il laissera se développer dans toute sa hauteur une pensée assez féconde pour que les peuples de la terre viennent encore se reposer à son ombre.

Napoléon avait embrassé de son œil d'aigle tout ce que la religion imprime d'autorité aux pouvoirs sortis des révolutions ; mais il abusa de la religion comme de la fortune , et les lassa l'une et l'autre par les gigantesques exigences de son égoïsme. N'employant jamais les forces morales que comme des machines subordonnées à l'ensemble de ses desseins , et ne comprenant pas plus la liberté que la foi , il prétendit faire de ses évêques des fonctionnaires publics du même ordre que ses sénateurs , désirant que les uns mentissent à la conscience religieuse , comme les autres à la conscience politique. Dans les idées napoléoniennes , les prêtres n'étaient guère que des magistrats chargés de prêcher au fond du dernier hameau l'obéissance à l'empereur et la docilité à la conscription ; les prélats devaient rivaliser avec les préfets en mandements adulateurs et en *Te Deum* magnifiques , et le pape , cette personnification de l'idée la plus universelle qui soit au monde , n'était compris que comme un primat des Gaules , lequel , au prix de quelques millions de traitement , devait apporter ses hommages au pied du trône du maître du monde et au berceau du roi de Rome.

La restauration vit à son tour , dans le clergé , un instrument de propagande monarchique. On eût voulu ajouter le dogme de la légitimité au symbole de la foi catholique , et le placer en quelque sorte entre l'unité de Dieu et la trinité de ses personnes ; on chantait en chœur les Bourbons et la foi , et pour donner de la consistance

à l'église, pour attirer vers cette carrière les gens de qualité, on permettait rarement qu'un prêtre sans naissance ceignit la mitre épiscopale. Tout cela se faisait, du reste, dans les meilleurs intentions; et l'on était si parfaitement convaincu de l'identité des deux principes, qu'il semblait naturel autant qu'habile de les unir pour marcher sous le même drapeau contre l'ennemi commun; on eût dit la croisade de vos révérends et de vos tories associés contre la réforme parlementaire dans le double intérêt de leurs bénéfices et de leurs bourgs pourris.

Le gouvernement actuel saura, on doit le croire, répudier des traditions également dangereuses. A l'exemple de l'empire, il ne verra pas dans le prêtre un simple commissaire de police pour les consciences; et comme le régime auquel il succède, il n'aspirera pas à transformer le clergé en un instrument dynastique. Ce gouvernement ne demandera pas à l'évêque de désertir la demeure du pauvre pour devenir l'habitué du palais des rois; et se bornant à réclamer des chefs de la hiérarchie religieuse ces hommages publics qui constatent aux yeux des peuples une respectueuse déférence envers les pouvoirs de l'état, il ne recommencera pas une tentative imprudente autant que vaine. C'est en renonçant à faire des membres du clergé, des courtisans ou des esclaves, qu'il peut donner à la religion toute la mesure de sa force, et en assurer le bénéfice à la société comme à lui-même.

Mais il est une autre sphère où le clergé pourra secondar l'activité du pouvoir sans inconvénients comme sans réserve. Placé en dehors des partis, et vivant par une pensée supérieure à leurs espérances comme à leurs craintes, il sera le puissant instrument de cette œuvre de mo-

ralisation populaire , qui seule peut assurer un avenir au gouvernement de 1830. Dans l'asile , il instruira l'enfance à balbutier la prière et à s'incliner sous le nom de Dieu ; à l'école , il raffermira les jeunes âmes contre les épreuves de la vie qui s'ouvre devant elles ; au pénitencier , il relèvera la dignité du coupable en lui révélant le haut mystère de l'expiation par la souffrance.

N'est-ce pas , en effet , une amère dérision , monsieur , pour ne prendre qu'un exemple entre mille , que de présenter le confinement solitaire comme une recette qui , par elle-même , guérit du vol , à peu près comme la diète , de la gastrite ? J'ai vu fonctionner ce système dans les contrées de l'Europe où son mécanisme peut être considéré comme ayant atteint le plus haut degré de perfection , et d'après les statistiques de récidive , aussi bien que selon les aveux de tous les administrateurs , il ne m'a pas été difficile de découvrir que nulle part il n'était , par ses résultats , en rapport avec l'immensité des charges qu'il impose. A quoi l'attribuer , si ce n'est à l'insuffisance de l'enseignement religieux et des moyens établis pour le procurer ? Il est une classe d'hommes que la société ne peut atteindre qu'acculée aux dernières extrémités de la misère ou du crime , sur les lits de douleur de ses hospices , ou dans les fers de ses prisons. Hors de là , ils lui échappent , et trop souvent ils la maudissent , engagés qu'ils sont dans une lutte constante contre elle. A ces hommes que nous livre la souffrance ou le vice , une voix seule peut parler pour les réconcilier à la fois avec Dieu et avec les hommes ; cette voix est celle de la religion , qui soigne avec amour les plaies de l'âme comme celles du corps.

Il n'est pas de jour, monsieur, où dans vos magnifiques hospices de Londres, si abondants en ressources, si bien chauffés et si éclatants de blancheur, vous ne nous enviez ces héroïnes de la chasteté catholique, dont l'œil est si doux, la main si souple, le sourire si plein de consolation. Un temps pourra venir où nos prisons auront aussi leurs frères de la Charité, où de fortes âmes trouveront peut-être un soulagement inexprimable dans ces abaissements de l'humilité et ces ardeurs d'un dévouement surhumain. Que sans rien provoquer à cet égard, l'état ne contrarie pas les épanouissements nouveaux de la pensée religieuse, s'ils viennent jamais à se reproduire, et qu'il n'aille pas surtout déterrer dans le *Bulletin des Lois* quelques décrets persécuteurs rendus entre le 10 août et les massacres de septembre; qu'il déclare, dans la conscience de sa force, que la sûreté de la France ne dépend pas à ses yeux de la forme d'un capuchon et de la couleur d'une robe de bure.

C'est une admirable épopée que l'histoire de cette église, produisant à chaque siècle des institutions en rapport avec les périls qui la pressent : ordres militaires, pour défendre par le fer la chrétienté menacée; ordres mendiants pour y développer les premiers germes de la fraternité évangélique; ordres savants, pour défricher le champ de l'intelligence, à l'aide de cette charrue où s'attelèrent tant de générations de travailleurs inconnus. D'autres nécessités se révèlent aujourd'hui, et le catholicisme, sous peine d'accepter la condamnation dont tant de voix le menacent, doit enfanter des ordres moralisateurs. Que personne n'entrave ses destinées, et que le scepticisme du siècle accorde du moins une loyale épreuve

à cette religion qu'il dit morte, sans comprendre que l'arrêt porté contre elle serait un arrêt porté contre la société française elle-même.

Une question actuellement pendante se lie d'une façon intime à celle qui vient de nous occuper, et ne peut manquer de s'établir bientôt au premier plan de nos débats parlementaires. L'état exerce aujourd'hui en France un monopole intellectuel analogue à celui que vos amis politiques s'efforcent d'arracher des mains de l'église établie. L'enseignement des collèges royaux est chez nous une condition obligée pour l'admission aux grades académiques, comme celui des universités anglicanes impitoyablement fermées jusqu'ici à vos innombrables dissidents. Vous trouvez absurde que dans votre patrie, ouverte à toutes les croyances, sur un sol où les sectes pullulent en quelque sorte avec une fécondité sans égale, on ne puisse devenir docteur en droit ou en médecine, sans signer un formulaire théologique. Vous avez grandement raison, monsieur, et les excellents motifs que vous en donnez pourront servir utilement en France, lorsqu'un débat semblable s'élèvera devant le pays. La liberté de l'enseignement est, en effet, la conséquence immédiate de la liberté de la pensée ; j'ajoute qu'elle sera une grande et légitime satisfaction donnée à la conscience religieuse.

Comment celle-ci n'aurait-elle pas, en effet, quelque peine à admettre qu'un gouvernement auquel la loi fondamentale et la force des choses, plus puissante encore que la loi, prescrivent une sorte de neutralité entre toutes les croyances légalement reconnues, qu'un gouvernement incompetent en matière de foi pût enseigner avec

cette autorité par laquelle la foi s'impose? Au père seul, ce prêtre de la famille, et au prêtre, ce père de l'humanité, il appartient de préparer le cœur de l'homme à de telles communications, et de susciter en lui ce sens intérieur que nulle autre parole n'aurait puissance d'éveiller. L'état voudra sans aucun doute que l'enseignement donné en son nom soit moral et religieux, il prescrira l'observance rigoureuse et de toutes les convenances et des principaux devoirs, mais cela ne suffira point à rassurer toutes les familles; et n'y en eût-il qu'une seule hésitant de bonne foi à confier son avenir aux soins de l'Université, cette exception imposerait l'obligation d'organiser l'éducation libre en face de l'éducation officielle.

Qu'un établissement savant et fort reste comme le modèle et le but de toutes les rivalités, que l'état n'abdique pas sa mission civilisatrice et qu'il réclame pour l'ordre public des garanties que nul moins que moi ne voudrait lui voir ravir; qu'il impose pour ce grave ministère de l'enseignement des conditions d'aptitude et d'épreuve en ne faisant d'exception pour personne, qu'il apprenne au clergé à ne réclamer jamais que le bénéfice du droit commun et à s'incliner sous toutes les prescriptions de la loi; mais que la lutte soit franche et que la concurrence soit sérieuse; que l'argent, dont, selon le proverbe, il y a toujours un peu au fond des affaires humaines, que la haine, qui n'est pas moins subtile, ne viennent pas frapper de stérilité une pensée dont le pouvoir est appelé surtout à recueillir les fruits.

Ce n'est pas sérieusement qu'on affecte de croire, sachez-le bien, que le clergé, admis en concurrence avec l'état, et aux conditions prescrites par lui, à conférer

l'enseignement à la portion de la jeunesse qui lui serait commise par la volonté des familles, l'élèverait dans une hostilité secrète contre la dynastie et les institutions nouvelles. Je comprends à merveille qu'il y ait encore des carlistes ; mais il y a quelque niaiserie à croire qu'on puisse en élever en quelque sorte à la brochette. Le temps emporte les regrets avec les souvenirs ; et si la jeunesse aspire quelquefois à devancer l'avenir, on n'a pas à craindre qu'elle se cramponne au passé lorsqu'il ne représente rien pour elle.

Les traditions d'un dévouement qui s'éteint seront moins long-temps conservées dans des institutions religieuses que dans le sanctuaire de la famille ; aussi n'est-ce point par des motifs politiques qu'on redoute la concurrence du clergé dans l'enseignement : ces motifs, on hésite à les confesser, mais personne, à coup sûr, ne les ignore, et le gouvernement se gardera de mettre la sécurité des consciences en balance avec quelques antipathies ou quelques spéculations industrielles ; en portant la main sur le cœur de la France, il peut s'assurer que la religion est le seul sentiment qui le fasse battre encore d'une pulsation forte et réglée.

J'ai dû insister sur une idée dans laquelle tant d'autres viennent se résumer et se confondre. Chacun le sent, alors même qu'on se refuse à le confesser : ce pays souffre moins des vices de son organisation constitutionnelle que de l'affaiblissement de toutes les croyances qui constituent la moralité politique d'un peuple. Des lois ne suffisent pas pour rendre du ressort aux institutions lorsque le scepticisme a flétri les âmes ; elles ne rouvrent ni les sources du dévouement, ni celles du patriotisme.

D'ailleurs, parmi les mesures dont la théorie conduit à constater la nécessité, il en est quelques-unes d'actuellement inapplicables, il en est quelques autres qu'un pouvoir sans lendemain regarderait comme une témérité d'essayer. La faiblesse du malade est souvent le plus grand obstacle à l'efficacité des remèdes, et l'on voit régner en certains temps une impuissance tellement absolue pour toute chose, qu'en remuant sérieusement quelques pensées sérieuses, on est tout près du fantasque, pour ne pas dire du ridicule.

Mais aux époques les plus visiblement empreintes d'un caractère de transition, un pouvoir éclairé pourrait, au moins, préparer l'avenir par l'esprit et la tendance générale de ses actes. Le gouvernement de 1830 est perdu s'il ne parvient à se donner enfin un but à lui-même dans son action au dedans comme au dehors. C'est beaucoup que d'embrasser la société d'un point de vue d'ensemble, dût-on être souvent contraint à s'en écarter à raison des difficultés des temps. Les faits ne se soumettent jamais qu'à une idée, et manquerait-elle de fécondité, monsieur, l'idée qui se résumerait en cette double formule : organiser le gouvernement de la bourgeoisie dans le sens de son principe et préparer l'Europe à l'application de ce principe lui-même ?

Au travail intérieur, opéré sur elle-même, la France doit en joindre un autre : elle a reçu de sa position non moins que de ses traditions historiques, l'héritage de grands devoirs envers l'humanité tout entière. C'est pour cela que nous devons l'un et l'autre être fiers de notre patrie, car ni la terre des Anglo-Normands, ni celle des Gallo-Francis, ne sont sorties des mains du

Créateur sans exprimer quelque chose dans l'ordre infini de ses desseins. Les races qui les habitent sont marquées au front, entre tous les enfants des hommes, d'un signe de puissance et de force. L'Angleterre dompte la barbarie et l'attaque corps à corps jusqu'aux extrémités du monde; elle la traque dans des forêts, la poursuit sur des rochers réputés inaccessibles; chaque jour, à force de persévérance et d'audace, elle écarte les obstacles accumulés par la nature et par les siècles, par l'Océan et par le désert. Mère du grand peuple sous le génie duquel s'incline le Nouveau-Monde, maîtresse de l'Océanie et des Indes, elle remonte des côtes de l'Asie vers les plateaux qui la dominent; et lorsque son œuvre semble prête à finir au Canada, elle commence à la Nouvelle-Zélande et jusque dans la Chine. Qu'ils passent, ces hardis pionniers de la civilisation chrétienne : la France ne leur disputera pas les lointains rivages fécondés par leurs labeurs, elle ne leur demandera pas un compte trop rigoureux de ces investitures prises au nom de la Providence. Mais que l'Angleterre le comprenne à son tour : la France est appelée à autre chose qu'à cultiver ses champs et ses vignobles, qu'à fournir toutes les capitales de cuisiniers et de danseuses. Ce qu'on suppose en profit aux bords de la Tamise, on le réclame en influence sur ceux de la Seine; il faut à l'action de la France une part d'autant plus large, qu'il y a chez elle moins de préoccupations égoïstes : placée dans le monde à la tête de ce qui s'élève, elle ne prête pas son appui aux ruines qu'on voudrait proclamer éternelles; et ne se croit point obligée de soutenir des arrangements artificiels pris trop souvent par antipathie pour elle.

Puisse ceci être compris par votre gouvernement aussi bien que vous le comprenez vous-même, monsieur ; car votre intelligence élevée apprécie dans toute leur étendue les devoirs imposés à mon pays par sa position en Europe, devoirs impérieux qu'il ne saurait immoler aux convenances de personne. Il n'y a d'alliance durable que dans des conditions réciproquement avantageuses, et en politique, aussi bien que dans les transactions privées, ce sont, passez-moi le proverbe, les bons comptes qui font les bons amis. Je désire, sans beaucoup l'espérer, voir s'asseoir sur de telles bases cette alliance des deux grandes nations constitutionnelles, dont la rupture serait une épreuve de plus ajoutée à celles qui menacent le système représentatif dans le présent et dans l'avenir. Nous en causerons une dernière fois avant de rentrer l'un et l'autre dans l'orageuse stérilité de cette vie parlementaire, où il n'y a place ni pour les sérieuses pensées, ni pour les perspectives lointaines.

VII

De l'action extérieure de la France, et de sa mission nouvelle en Europe.

Permettez-moi, monsieur, d'aborder, en terminant cette correspondance, un ordre de questions plus délicates ; et que votre patriotisme excuse le mien dans l'appréciation des destinées rêvées par moi pour la France. Le culte de sa gloire et le soin de sa grandeur sont aujourd'hui les principaux, j'ai presque dit les seuls points de ma religion politique. Parlons-en donc un peu ; et veuillez bien, pour une demi-heure, oublier les intérêts et les incompatibilités qui divisent nos deux patries d'une manière si malheureuse, mais, en même-temps, si profonde.

Je voudrais, monsieur, en me plaçant en dehors des

vives préoccupations du moment, essayer de me rendre un compte sommaire des vicissitudes qu'a subies la politique des peuples modernes avant d'atteindre sa forme actuelle ; je voudrais rechercher surtout quel rôle paraît réservé à la France dans les complications qui menacent le monde, et quels principes nouveaux elle est appelée à faire prévaloir dans le droit public européen. Vous ne sauriez, en effet, admettre plus que moi, qu'une révolution qui a changé la face d'un grand pays, introduit des modifications profondes dans la condition politique ou civile de presque tous les peuples, et gravement affecté l'ensemble des mœurs, là même où elle n'a pas agi sur les institutions, que la révolution de 89 enfin ne soit pas destinée à faire à son tour prévaloir quelques maximes frappées au coin de cette universalité déparée à ses résultats sociaux.

Le droit des gens n'est pas demeuré, depuis Grotius, immobile dans ses formules, et les lois de l'équilibre européen ne suffisent plus aujourd'hui pour garantir la paix du monde et satisfaire la conscience publique. On comprend de nos jours tout autrement qu'après la guerre de trente ans, et les attributs de la souveraineté, et les droits des sujets, et la solidarité des nations entre elles ; celles-ci s'appartiennent trop à elles-mêmes pour qu'un mariage ou une succession princière suffise encore pour bouleverser le monde ; enfin, les périls permanents qui menacent, depuis vingt-cinq années, l'édifice élevé par le congrès de Vienne, constatent trop que les transactions fondées sur de pures convenances diplomatiques sont également dénuées de cette force morale qui seule fonde le droit et garantit l'avenir.

Il est donc à croire que des principes plus larges serviront un jour de base à des combinaisons moins factices, et que des violences contre lesquelles le temps ne prescrit pas, seront redressées, selon des lois plus rationnelles et des principes moins arbitraires.

Quand se consommeront ces grands changements, par quelles voies s'opéreront-ils? Ceci est en dehors des prévisions humaines. Quelle attitude devra prendre la France lorsque les événements la contraindront à des résolutions décisives? quelles maximes doit-elle proclamer dès aujourd'hui comme bases de son droit public et de son système fédératif? Je crois, monsieur, que ces questions peuvent, dès à présent, être posées et résolues.

L'intelligence humaine est aujourd'hui vivement préoccupée d'une idée à laquelle les faits consommés paraissent avoir imprimé comme une sorte de consécration. On croit à la puissance de la raison publique au point d'espérer que la guerre pourrait cesser de devenir le dernier argument des rois; on trouve dans les précédents que chaque jour accumule les premiers délinéaments d'une jurisprudence internationale qui fera prévaloir le génie de transaction où domina si long-temps celui de la force. On ignore sans doute encore le mode selon lequel pourrait se constituer d'une manière définitive ce haut arbitrage européen; on ne sait rien ni des moyens à employer pour l'accomplissement d'une telle œuvre, ni de la manière dont elle pourrait se combiner avec l'indépendance respective des états; mais l'on croit fermement à la formation d'une association nouvelle, et l'on en poursuit la pensée sous mille formes: les uns l'érigent

en théorie humanitaire, les autres comptent, pour la réaliser, sur l'expérience chèrement acquise par les peuples, ou sur ces agitations intérieures qui, en menaçant l'ordre social, imposent aux gouvernements une réserve dont leur sûreté leur prescrit de ne pas se départir.

Je n'hésite pas, pour mon compte, sans exclure cet ordre de considérations, à remonter jusqu'à l'origine des idées répandues dans la société moderne; et j'y retrouve, comme vous sans doute, une modification de ce christianisme latent dont le monde est imprégné, alors même qu'il méconnaît la source de ses inspirations les plus puissantes. C'est parce que l'idée chrétienne s'est réalisée dans le droit civil, que les peuples ont conquis l'égalité sur l'esprit de caste; c'est parce qu'elle semble tendre à se réaliser dans le droit des gens, que la paix se maintient au milieu des plus difficiles épreuves, et que l'opinion publique a jusqu'ici dominé les caprices des ministres aventureux et les antipathies des cours. Si l'on consent à ne pas devancer le cours des temps, je ne repousse donc pas l'espérance, par fois trop naïvement exprimée, de voir un jour fléchir la guerre, devant cette grande révélation de l'égalité naturelle des êtres et de la fraternité des peuples, dont dix-huit siècles n'ont pas suffi pour épuiser la profondeur féconde.

Depuis l'établissement du christianisme, le monde est constamment travaillé par cette idée d'une direction pacifique opposée à celle de la force. L'énergie de la foi populaire la réalisa partiellement au moyen-âge, alors même que la prédominance du pouvoir militaire semblait rendre cette réalisation plus impossible. Sur cette idée se forma le grand corps de la chrétienté; elle releva les

peuples du joug de la conquête, et ralluma dans les âmes, avec le sentiment de la dignité humaine, l'étincelle de la liberté.

Tout protestant que vous soyez, vous n'hésitez pas à dire avec moi que la plus belle histoire qui soit à écrire, serait assurément celle du droit public primitif de l'Europe catholique, tel qu'il résulte des décisions pontificales, des actes des assemblées populaires, et de ces innombrables conciles dont la mission n'était pas alors moins politique que religieuse. Cette histoire commencerait au ^{vi}^e siècle, à l'établissement des premières nationalités européennes ; elle aurait son apogée dans les croisades, et se continuerait jusqu'aux jours de Charles-Quint, dont l'ambitieuse tentative détermina la fondation d'un nouveau système politique, destiné à remplacer celui auquel la réforme religieuse venait de porter les derniers coups.

Le publiciste qui se vouerait à cette grande tâche, aurait à faire un double travail : il devrait, d'une part, dégager de la luxuriante confusion de cette vie du moyen-âge si pleine et si troublée, les maximes d'égalité et de charité évangélique qui tendaient à prévaloir dans les relations des hommes et des peuples ; il aurait, de l'autre, à faire remarquer combien l'état social était au-dessous de ces maximes elles-mêmes, et à montrer pourquoi il leur fut interdit de s'épanouir alors dans la plénitude de leur grandeur morale. Permettez que je rappelle en peu de mots les principales difficultés que dut rencontrer en ces temps-là cette œuvre de l'association universelle que notre siècle reprend comme une idée neuve à sa manière et à son tour.

La première résultait assurément de la manière vague et mal définie dont furent comprises, à cette époque, et la suprématie pontificale, et les prérogatives de l'empire. Non contente d'aspirer au rôle d'arbitre suprême, et de décider de la politique en tant que souveraine apprécieuse de la discipline et de la morale, Rome, préoccupée du soin d'une domination temporelle dont la violence des temps lui faisait une nécessité pour la conservation de sa propre indépendance, entendit souvent dans un sens tout matériel le droit de suzeraineté que lui déférait la conscience des peuples. De son côté, l'empereur romain, par l'incertitude de son titre sur l'Italie, et ses vagues prétentions de haut domaine sur toutes les couronnes chrétiennes, se trouvait menacer également et l'indépendance de celle-là et la dignité de celles-ci. Lorsqu'au ^{xiv}^e siècle le plus grand jurisconsulte de l'époque, Bartole, proclamait dogmatiquement la souveraineté de l'empereur jusqu'aux confins de la terre habitable, lorsqu'au siècle suivant des papes montaient à cheval pour commander eux-mêmes leurs armées, il était clair que la constitution de l'Europe chrétienne ne pouvait résister à cette étrange confusion de toutes les idées et de toutes les choses.

Le génie des institutions féodales rendait d'ailleurs impossible l'application de cette spiritualité élevée, prématurément introduite dans une société où la conquête avait en quelque sorte rajeuni le droit antique de la force par une consécration nouvelle. L'afféagement du sol avait, il est vrai, arrêté le torrent de l'invasion, et ancré au rivage cette terre si long-temps battue par la tourmente ; mais les mailles serrées du réseau dont ce système cou-

vrit l'Europe, durent arrêter le développement naturel de celle-ci, en empêchant la vie de circuler librement dans son sein. Des relations de vassalité s'établirent en dehors de la volonté des peuples et de leurs intérêts naturels. La possession du territoire se trouvant étroitement liée au droit des personnes, suivit toutes les fortunes de celles-ci, de telle sorte que le décès d'un prince et le mariage d'une princesse suffirent pour briser les relations les plus intimes.

Ainsi, monsieur, des provinces furent liées à une domination étrangère, d'autres furent séparées de leur centre naturel par suite des innombrables vicissitudes du droit féodal, et l'essor des nationalités se trouva de toutes parts comprimé par l'autorité de prescriptions arbitraires. Pour ne rappeler qu'un seul exemple, les diverses provinces belgiques, disputées tour à tour comme fiefs de l'empire et de la France, devinrent une pomme d'éternelle discorde au centre même de l'Europe. Le droit des femmes livra les peuples à toutes les incertitudes de l'avenir, à ce point que si l'on voulait désigner l'institution politique la plus funeste au monde depuis mille ans, personne n'hésiterait à indiquer la succession féminine. Par elle s'ouvrit, entre votre patrie et la mienne, une guerre de trois siècles; le droit des femmes nous jeta sur l'Italie au mépris de nos intérêts les plus évidents; par lui la vaste monarchie espagnole devint l'accessoire de l'héritage d'un prince flamand, petit-fils de l'héritière de Bourgogne et fils de l'héritière de Castille, et deux fois en moins d'un siècle le sort de l'Europe dépendit du choix d'une jeune fille.

La séparation profonde maintenue par les institutions

féodales entre les races humaines, l'antagonisme permanent de l'empire et de la papauté, expressions de deux forces en lutte constante, opposaient un invincible obstacle à la réalisation de la pensée politique embrassée par Hildebrand, Conti et tant d'autres illustres pontifes, avec l'enthousiaste persévérance qu'inspirent les grandes choses. Les papes avaient pu sauver l'Europe de l'invasion musulmane, inspirer et régler le mouvement qui, en la jetant tout entière sur l'Asie, fit sonner l'heure de son affranchissement politique; ils avaient pu, par de prodigieux efforts, sauver l'inviolabilité du mariage et la sainteté de la famille, maintenir les lois de l'Église et préserver la discipline, compromises par un dangereux contact avec la puissance seigneuriale; ils purent intervenir entre les princes et les peuples, quelquefois prévenir la guerre, et toujours en atténuer les rigueurs : mais il ne leur fut pas donné d'asseoir les relations d'état à état, et d'imprimer à celles-ci une fixité que ne comportaient ni le droit féodal, ni les mœurs d'une époque toute guerrière.

Déjà, d'ailleurs, le grand édifice de la catholicité menaçait de s'écrouler par sa base. Le ^{xv}^e siècle, cet âge qu'il nous faudrait tant étudier pour bien comprendre le nôtre, avait soufflé sur le monde un vent de révolutions et de ruines, et ouvert de toutes parts des perspectives nouvelles.

L'aiguille aimantée, l'Amérique, l'imprimerie, le papier à écrire, la poudre à canon, les merveilles de la science et les secrets de la nature étaient venus changer toutes les conditions de la vie matérielle, et détacher l'homme de ses idées en le détachant de ses habitudes.

L'antiquité, soudainement exhumée par les jurisconsultes et les écrivains, fit apparaître le monde réel sous cet aspect terne et dangereux que reflètent également sur les choses présentes et la connaissance incomplète du passé et les vagues hallucinations de l'avenir. Les poètes donnèrent à l'Europe une littérature nouvelle, puisée en dehors des sources chrétiennes ; le droit romain, accepté comme la raison écrite, fit mépriser les institutions paternelles, et dès-lors on s'occupa moins du soin de les corriger que de celui de les abolir. L'histoire et la politique se dégagèrent de tout symbolisme religieux, et ne furent plus envisagées qu'au point de vue de l'habileté pratique. Le scepticisme engendra la corruption, qui réagit à son tour sur les croyances ; celles-ci s'ébranlèrent, et les mœurs avec elles. Vainement le génie des arts et des lettres couvrit-il l'abîme entr'ouvert des merveilles de la renaissance : le monde y glissa par une pente fatale, et la réforme du xvi^e siècle, vous me permettez, monsieur, de vous le rappeler, fut la suprême conséquence d'un mouvement intellectuel tout négatif de sa nature, mouvement irrésistible toutefois, qui allait bouleverser toutes les idées, interrompre tous les rapports des hommes et des nations, et constituer les deux moitiés de l'Europe dans une guerre acharnée l'une contre l'autre, sans leur laisser un seul principe commun auquel elles pussent se rallier.

Alors parut Grotius : il vint entre la réforme et la guerre de trente ans, comme entre un principe et sa conséquence. Connaissez-vous un livre qui atteste au même degré que le sien l'état de ruine et de confusion où le chaos des événements et des idées avait plongé l'Europe?

Le savant Hollandais n'entreprit rien moins que de refaire un droit public européen en place de celui dont Machiavel, Charles-Quint, Luther, Calvin et Richelieu avaient chacun déchiré une page. Mais comment s'y prendre? comment relier des nations entre lesquelles la séparation des doctrines avait fondé des intérêts politiques opposés? quel *criterium* restait encore à la vérité et au droit? quelle autorité acceptée de tous interpréterait et les conventions écrites et les règles de la justice naturelle si diversement comprises?

Une seule puissance morale était restée debout, celle de la science; un seul prestige était vivant encore, celui de l'antiquité. C'est donc à la science et à l'antiquité que Grotius demande sinon l'idée absolue du droit, du moins sa confirmation dans toutes les déductions auxquelles il arrive. Les plus évidentes prescriptions de la conscience humaine ne pèsent pour lui qu'autant qu'il trouve à les appuyer de témoignages empruntés à l'histoire de l'antiquité polythéiste. De l'Europe, il ne se préoccupe guère plus que de la Chine. Pour savoir ce qu'est la paix, ce qu'est la guerre, ce que comporte la première, ce qu'autorise la seconde, il dépouille laborieusement Homère et Virgile, Thucydide et Tite-Live, éclatantes renommées, les seules auxquelles on payât encore un religieux respect et une admiration unanime.

Vous comprenez la faiblesse d'un tel mode de procéder, lorsqu'il s'agit de déterminer les rapports introduits par une civilisation aussi éloignée des doctrines que des habitudes de l'antiquité, rapports multiples et complexes d'industrie, de marine, de communication journalière, auxquels Rome et la Grèce étaient aussi

étrangères que nous pouvons l'être à la mollesse de cette vie où l'esclavage des masses était le piédestal de la liberté du petit nombre.

Aussi avez-vous certainement remarqué que , malgré la rectitude de sa pensée , Grotius n'échappe pas aux difficultés attachées à son point de départ. Relativement à l'état de la guerre , au dommage que cet état autorise à causer à l'ennemi , au droit qu'il confère sur la propriété publique et privée , au droit plus redoutable de vie et de mort sur la personne du prisonnier , à la faculté de convertir ce droit en un esclavage légitimement perpétué de génération en génération , ce publiciste est d'une rigueur souvent désespérante. Il a recours alors , pour atténuer ses solutions , à une distinction toute gratuite entre le droit naturel et le droit des gens proprement dit , entre la justice et la modération , l'une résultant du droit consacré par le consentement des peuples , l'autre des inspirations d'une âme généreuse qui se refuse à consommer le mal quand celui-ci n'est pas absolument nécessaire.

Je suis bien loin de méconnaître la grande autant qu'heureuse influence de l'illustre Hollandais. Par la seule force de sa pensée et de son savoir , il contribua à recréer pour les nations un code politique dont les règles furent un bienfait , quelque arbitraire qu'en fût le principe. S'il ne retrouva pas les titres perdus du genre humain , il lui en donna du moins de provisoires , et releva dans le monde l'idée du droit , encore qu'il la laissât sans garantie sérieuse. Ses successeurs et ses disciples , à commencer par Puffendorf pour finir par Gérard de Rayneval , acceptèrent et maintinrent son

principe, mais ils substituèrent de plus en plus l'autorité de la conscience humaine à celle des faits fournis par l'expérience et par l'histoire. Le droit des gens se rationalisa comme la philosophie elle-même, et finit par se confondre complètement, chez quelques publicistes modernes, avec le droit naturel proprement dit. Montesquieu énonça sur les limites du droit de guerre les opinions les plus humaines. Rousseau, niant la légitimité de tous les pouvoirs non revêtus de la sanction populaire, établit le droit inaliénable des nations de ne dépendre que d'elles-mêmes, et de n'être régies que par leur propre souveraineté. Sous l'influence de la philosophie du XVIII^e siècle, la théorie restreignit les droits du gouvernement dans des limites de plus en plus étroites, pendant qu'elle donnait un essor chaque jour plus libre à ceux des individus et des nations.

Mais n'est-il pas digne, monsieur, de la plus haute considération, que ce soit précisément à cette époque que la pratique ait insulté face à face la théorie, comme pour attester plus authentiquement son impuissance ? C'est pendant que Rousseau jette dans le monde son *Contrat social*, aux applaudissements de l'Europe, et que la souveraineté du peuple devient la base de la science politique, que se prépare et se consomme le meurtre de la Pologne ! Des princes et des ministres philosophes, liés d'intimité avec tous les penseurs de leur temps et s'honorant de leur commerce, passent contre l'existence même d'un peuple auquel ils ont soigneusement enlevé tous ses moyens de défense, un pacte secret d'astuce et de violence qui répugnerait à des bandits de profession. Pendant que les droits de l'homme sont magnifiés, et que la

raison s'abîme dans son apothéose, une grande nation est sacrifiée à des cupidités que ce premier succès met en goût, et qui préparent le même sort à la Bavière, à la Suède, à l'empire ottoman, à tout ce qui n'est pas en mesure de se défendre et de chasser les voleurs à main armée.

Plus de sûreté désormais pour les états faibles, plus de garantie pour ceux qui pourraient le devenir un jour; le droit a disparu de la langue diplomatique comme une idée vieillie et une formule sans valeur. De la morale des philosophes, des gros livres des publicistes, il ne reste plus qu'une vérité, la force, et qu'un résultat, le pillage. La plus haute civilisation prépare et perpète, à l'éclat des lumières qu'elle fait briller, des attentats que la barbarie du moyen-âge n'aurait pas même conçus dans ses ténèbres!

Enfin, pour que rien ne manquât à cet enseignement, pour qu'il restât authentiquement démontré que le droit des gens, inventé par les savants du ^{xvii}^e siècle et perfectionné par les hommes d'esprit du ^{xviii}^e, était sans force morale comme sans autorité politique, du moment où des croyances communes ne le plaçaient plus sous la garde de Dieu dans la conscience des peuples, on allait voir bientôt les nations les plus policées de l'Europe se faire dans les deux mondes, et sur toutes les mers, une guerre de forbans et de barbares, courir sus aux neutres comme à l'ennemi, et lutter d'audace et d'impudeur dans la violation des droits les plus sacrés. Les partages de la Pologne, le guet-apens de Bayonne, vos ordres de l'amirauté et nos décrets de Berlin, voilà où aboutirent, en moins de deux siècles, les théories savantes appliquées à Osnabruck et à Munster par les plus fortes

têtes de leur temps : présage désespérant pour les sociétés actuelles, s'il n'y avait à signaler aujourd'hui quelques symptômes qui permettent de concevoir l'espérance d'une réorganisation de la science politique sur une base plus large et moins arbitraire.

Avant d'observer ces indices trop vagues encore, trouvez bon que j'achève de me rendre compte des idées dont le congrès de Vienne a essayé la réhabilitation : voyons si ce système fameux de l'équilibre sur lequel l'Europe prétendit se reconstituer après la grande scission du ^{xvi}^e siècle, présentait dans l'ordre politique plus de garanties que le droit des gens n'en offrait dans l'ordre moral ; recherchons si la consécration de cette doctrine opiniâtrément poursuivie, n'a pas coûté à l'humanité autant de guerres qu'il a pu lui être donné d'en prévenir.

Ce fut une ingénieuse idée que celle d'une pondération constituée de telle sorte que les grandes puissances se maintinssent immobiles à raison de l'égalité de leurs forces, et que leur équilibre même devint la garantie de l'indépendance et de la sûreté des états d'un ordre inférieur. Dès qu'il fallait renoncer à fonder l'édifice européen sur l'idée d'un droit inhérent à chaque nationalité, droit inviolable par lequel celle-ci vit et se conserve au même titre que l'homme ou la famille elle-même, on ne pouvait méconnaître ce qu'une telle théorie offrait au moins de spécieux. A votre patrie revient l'honneur de sa première application. Les Tudors tinrent habilement la balance de l'Europe entre la France et l'Espagne. Cromwell dut sa grandeur à la manière élevée dont il comprit le rôle que faisait à l'Angleterre la rivalité de

la maison d'Autriche et de la maison de Bourbon ; et la chute d'une dynastie pensionnaire de Louis XIV constata que l'opinion ne permettait pas au gouvernement de la Grande-Bretagne de manquer impunément à la mission que lui déferait l'Europe.

Le congrès de Westphalie n'est une si grande époque dans les annales diplomatiques que parce qu'indépendamment des principes de gouvernement intérieur qu'il proclama pour l'Allemagne, il tenta de fonder l'équilibre général sur une base que les contemporains réputaient inébranlable. L'empire se trouva pondéré par l'égalité établie entre les deux religions et le nombre de voix électORALES départies à l'une et à l'autre ; l'Europe parut l'être également selon la balance territoriale réglée par les traités de Munster, et plus tard par la paix des Pyrénées, entre les deux branches de la maison d'Autriche régnant à Vienne et à Madrid, et la France étroitement liée à la Suède, à laquelle les actes de Westphalie avaient ouvert la porte des diètes de l'empire.

Mais le monde politique se félicitait encore d'être échappé aux horreurs de la guerre par l'habileté des négociateurs, que déjà l'édifice élevé avec tant de peine s'écroulait de toutes parts. Pendant que la monarchie espagnole, jetée avec l'empire et les états de l'Italie dans l'un des plateaux de la balance, s'affaissait graduellement au milieu de ses richesses stériles, un jeune souverain s'agitait impatient dans les barrières élevées par les traités. Louvois lui improvisa des armées, Colbert lui prépara des finances, Lionne mit au service de son ambition toutes les cupidités princières du second ordre. S'appuyant donc, du chef de l'infante sa femme, sur un pré-

tendu droit de dévolution, comme il aurait fait sur tout autre titre, Louis XIV envahit les Pays-Bas ; il menaça l'existence même de la Hollande, et après avoir résisté à l'Europe et dissous ses coalitions, il fit consacrer à son profit, à Nimègue comme à Riswick, des altérations fondamentales dans le système de l'équilibre européen. Éprouvé plus tard par les vicissitudes de la fortune et les résultats de ses fautes, il ne finit pas moins par réaliser la pensée la plus directement contraire à ce système, en plaçant son petit-fils sur le trône d'Espagne et en abaissant les Pyrénées devant la majesté de la France et de sa race.

Lorsque les longs revers eurent succédé aux longs succès, par l'un de ces périodiques retours qui font la balance véritable des choses humaines et garantissent seuls la liberté des nations, on reprit à Utrecht cette œuvre de pondération que les événements venaient de nouveau rendre possible. Mais voyez, monsieur, que de changements capitaux à introduire dans ce système européen fondé soixante années auparavant, et combien les prévisions diplomatiques avaient été vaines !

L'alliance de la France et de l'Espagne était reconnue, et préparait dans l'avenir le pacte de famille ; la Suède ne pesait plus sur les destinées du monde, et cette puissance, fille des circonstances et d'un grand homme, ne figurait désormais dans le Nord que pour servir de proie à un voisin dont, au siècle précédent, on ne prononçait pas même le nom. La Hollande, autre création artificielle du patriotisme et du génie, la Hollande, qui promettait au ^{xvii}^e siècle de devenir ce que l'Angleterre est au ^{xix}^e, s'abaissait aussi comme puissance politique ; l'empire ot-

toman reculait par cela seul qu'il n'avancait plus ; la Pologne subissait l'influence étrangère sous les Auguste, et tous les rouages de la vieille machine européenne étaient détraqués à la fois.

Le système de l'équilibre avait oublié de tenir compte des grands hommes, dont la seule influence suffit malheureusement pour déranger son mécanisme. Voici surgir un royaume nouveau à la place de ce duché de Prusse, fief obscur de la Pologne : un électeur de Brandebourg s'en est fait roi, et son petit-fils s'appellera Frédéric II. Voici un czar barbare, au prédécesseur duquel le congrès de Westphalie avait contesté le titre d'altesse, qui vient de prendre à la Suède le terrain où bâtir la capitale du plus gigantesque empire qu'ait vu le monde. Or, en laissant même de côté la Russie, dont la décisive influence ne se fit pas sentir immédiatement, la seule érection du royaume de Prusse allait bouleverser toutes les combinaisons de la politique, car cet état, centre naturel de toutes les sympathies protestantes et de tous les intérêts du nord de l'Allemagne, ne pouvait manquer de diviser l'empire et d'y balancer promptement l'influence autrichienne. Ce rôle lui était tracé par la nature des choses, et Frédéric ne fit qu'accomplir les préceptes des publicistes impériaux, en s'adjugeant la Silésie pour fonder l'équilibre de l'Allemagne sur une plus juste pondération.

La France applaudit d'abord, comme cela devait être, au formidable rival qui s'élevait contre son plus vieil adversaire ; elle unit ses efforts aux siens pour briser la couronne impériale sur la tête d'une femme héroïque. Mais au moment où l'alliance des cabinets de Versailles et de

Berlin paraissait devenue l'une des règles fondamentales du système européen, on vit s'opérer un revirement soudain dans l'attitude de toutes les parties belligérantes, et toutes les notions de la politique jusqu'alors consacrées se trouvèrent confondues.

Le cabinet autrichien sut profiter des voies qu'ouvrait l'intrigue à la cour la plus frivole et la plus dissolue de l'Europe, pour déterminer dans le système de la politique générale un revirement aussi inattendu que complet, et l'on vit la France, dont Richelieu avait constitué le protectorat sur tous les petits états protestants de l'Allemagne, et qui venait de faire de si grands efforts pour élever le roi de Prusse, employer toute sa puissance pour l'écraser. Cette maison d'Autriche, qu'elle poursuivait la veille encore avec un acharnement séculaire, devient tout à coup sa plus intime alliée ; elle proclame l'identité de ses intérêts politiques avec ceux du cabinet impérial ; et dans l'enivrement de cette amitié nouvelle, qui va devenir, selon le style des chancelleries, le gage le plus solide du maintien de l'équilibre et de la paix du monde, la Cour de Versailles signe avec celle de Vienne les stipulations de l'alliance la plus léonine qu'ait jamais consentie un cabinet.

Vous savez que cette alliance attira bientôt la France dans une querelle qui lui était étrangère. Battu par la Prusse, écrasé par l'Angleterre, humilié dans sa gloire, compromis dans ses intérêts coloniaux, le cabinet français dut signer enfin cette paix de 1763, qui, sous le rapport continental, remit les choses à peu près sur le pied où elles se trouvaient avant ces grands événements. Il n'y manquait que tant de millions engloutis et ces milliers

d'hommes tués pour établir la balance politique, hier sur l'alliance de la Prusse, demain sur celle de l'Autriche, et l'union du dauphin avec la fille de Marie-Thérèse.

Permettez-moi de reproduire ici une réflexion que ce sujet m'inspirait il y a quelques années, et de redemander « qui donc avait raison, du duc de Choiseul ou du cardinal de Fleury? Quand agissait-on d'après les vrais principes de l'équilibre? Était-ce en 1748, quand on s'appuyait sur Berlin, ou en 1756, lorsqu'on s'appuyait sur Vienne? En vérité, n'y a-t-il pas de quoi trembler pour la politique, et cette science n'est-elle pas encore plus conjecturale que la médecine? La France, ainsi livrée à deux systèmes opposés, ne rappelle-t-elle pas le malade traité pour le même mal par les toniques et les débilitants? »

Dieu me garde assurément de reprocher au système de pondération de n'avoir pas empêché la guerre dans le monde ; cela serait aussi peu fondé que d'imputer à crime à la thérapeutique l'existence des maladies. Mais je cherche vainement, je le confesse, quels embarras ce système a prévenus, quelles vues ambitieuses il a pu contenir, à quelle violence et à quelle injustice il a su résister, quelle faiblesse et quel bon droit il lui a été donné de faire triompher en Europe depuis qu'on en essaie l'application.

N'estimez-vous pas que l'erreur fondamentale de ses disciples consiste à raisonner sur les nations comme sur des choses inertes, sans tenir compte du mouvement qui les modifie incessamment, et des révolutions soudainement introduites par un homme ou par une idée dans les relations de peuple à peuple? Cette dynamique ne se préoc-

cupe ni de la pensée ni de la vie ; elle applique sérieusement au monde de l'intelligence et des passions le mécanisme des corps inanimés. Elle présuppose d'ailleurs, comment le méconnaître , monsieur ? l'inimitié naturelle des peuples ; elle pose la guerre en principe, comme l'état normal du monde , et cherche à la conjurer par un obstacle tout matériel , à la manière de Hobbes, qui prétendait arracher l'espèce humaine à l'anarchie en lui créant un refuge dans le despotisme. Creusez cette doctrine , et vous verrez qu'elle repose sur la négation même du droit, qu'elle consacre , en lui opposant certains obstacles temporaires, le triomphe définitif de la force.

N'est-ce pas au nom de l'équilibre qu'ont été consommés les trois partages de la Pologne ? Rappelez-vous ce que dit l'Autriche pour légitimer une participation, d'abord timide, à cet attentat que sa souveraine déplorait comme un crime et comme une faute ? Ne s'excusa-t-elle pas sur l'obligation de faire contre-poids à la Prusse et à la Russie, dont les souverains, esprits forts, avaient conçu la première pensée de ce forfait politique ? Que dit plus tard le même cabinet pour défendre aux yeux de l'Europe étonnée l'anéantissement de Venise et la réunion de cet état à l'Autriche ? N'établit-il pas fort disertement que cet agrandissement était devenu pour lui une nécessité depuis que la France avait conquis la rive gauche du Rhin, et que la Prusse, exploitant sa neutralité comme d'autres auraient exploité la victoire, se préparait à profiter des sécularisations ecclésiastiques et du pillage de l'Allemagne ? Odieuse doctrine, qui aurait pour dernier résultat l'absorption de toutes les nationalités par deux puissances prépondérantes, dont l'une trouverait con-

stamment dans les iniquités de l'autre un motif légitime de les imiter.

L'équilibre qui, dans le xvii^e siècle, n'avait pas arrêté Louis XIV, qui au xviii^e fut bouleversé par Frédéric II, ne pouvait au xix^e arrêter Napoléon. Lorsqu'elle fut sortie de la brûlante période durant laquelle sa politique n'avait été qu'un dithyrambe révolutionnaire, la république française avait repris à Campo-Formio, à Rastadt, à Lunéville, le fil des traditions consacrées par le vieux droit public européen, avec une mesure à laquelle toute justice n'a peut-être pas été rendue. La France avait admis sans difficulté la nécessité de pondérer ses acquisitions en Belgique et sur la rive gauche du Rhin par l'agrandissement de la Prusse et de l'Autriche, agrandissement dont les états de l'Italie, les principautés médiatisées et les évêchés sécularisés de l'Allemagne devaient nécessairement payer les frais. La paix de 1801 consacra ces principes, et le traité d'Amiens les confirma dans leur application à l'Angleterre.

Mais dès cette époque, il n'y avait déjà plus dans le monde que deux forces vives en présence, et l'univers était devenu le champ de bataille de deux puissances trop pleines de sève pour être contenues dans leur essor par les états neutres, trop antipathiques entre elles pour se laisser jamais pondérer l'une par l'autre. Celle-ci aspirait à la domination maritime du globe, et l'avait déjà presque conquise; celle-là osait concevoir l'asservissement militaire de l'Europe, qu'elle parut à la veille de réaliser. Pitt porta dès l'abord dans ce duel une netteté de vues et une inflexibilité de résolution qui ne se développèrent que successivement chez son grand adversaire. Votre impas-

sible ministre savait où il en voulait venir avant que Napoléon se fût rendu un compte complet des glorieuses fatalités de sa destinée, et la suprématie maritime ouvertement confessée fut à la fois l'origine et comme l'excuse de la domination territoriale.

A ce point avait donc abouti, monsieur, après un siècle et demi de déceptions, ce vieux système politique sans racine dans la conscience des peuples ! Le choix entre deux tyrannies également pesantes était devenu la conséquence dernière de ce mécanisme ingénieux, sous lequel s'étaient effacées toutes les notions de la justice et du droit, et le monde était suspendu entre deux menaces dont il était écrit qu'il ne pourrait désormais se dégager ! A la domination temporaire d'un grand homme, instrument de la Providence et promptement brisé par elle, allait en effet se substituer celle d'un état immobile et solide comme le pôle où il s'appuie, et votre patrie victorieuse devait bientôt trouver en face d'elle, luttant aussi pour la domination du monde, un empire qui avait hérité, probablement pour des siècles, du rôle que Napoléon avait joué pour un jour.

La rivalité de l'Angleterre et de la Russie aspirant au même but par des voies différentes, tel est le fait désormais trop constaté contre lequel se débat vainement la conscience publique. Du moment où l'Europe, enivrée d'une victoire attendue si long-temps, et prenant le soin de sa vengeance pour une inspiration de bonne politique, s'accordait pour abaisser la France au-delà d'une juste mesure ; du jour où celle-ci, refoulée loin du Rhin et dépouillée de la Savoie, cessait d'agir sur l'Allemagne et d'avoir pied sur l'Italie, il devait être évident pour tous

les esprits sérieux que la suprématie continentale passerait désormais sans contre-poids à un grand état où la force militaire n'est pas tempérée, comme elle le fut toujours en France, par d'ardentes sympathies pour l'humanité.

Le congrès de Vienne crut équilibrer le monde en dépouillant les faibles au profit des forts, en obéissant à toutes les haines éveillées par notre gloire et à toutes les ambitions malheureusement suscitées par notre exemple. Tout entière à ses impressions du moment, cette assemblée ne se préoccupa guère plus de l'avenir que du passé, et son imprévoyance prépara au monde la plus pénible des situations, soit que la liberté de l'Europe fût menacée par l'alliance des deux puissances prépondérantes, soit que son repos fût compromis par leurs querelles. Une politique irréfléchie autant que passionnée a grandi de ses propres mains ces deux puissances colossales, qui stipulent aujourd'hui en souveraines sur le sort de l'Orient, en attendant qu'elles règlent celui de l'Europe. L'œuvre de Vienne commence à porter ses fruits, et le funeste traité du 15 juillet 1840 fait enfin apparaître à tous les yeux le germe qui se trouvait virtuellement contenu dans les stipulations de 1815.

L'Angleterre et la Russie restaient, ne l'oubliez pas, les deux seules forces énergiquement constituées dans l'économie nouvelle du monde. La France, rétrécie dans ses vieilles limites, alors que depuis un siècle ses voisins s'étaient appropriés les dépouilles de la Pologne, de l'Allemagne et de l'Italie, ne conservait plus que tout juste ce qu'il lui fallait de puissance territoriale pour tenir en respect la Prusse et l'Autriche, l'une mal assise dans ses

frontières artificielles, l'autre incessamment préoccupée des dispositions de ses provinces italiennes. Ces deux cours entrèrent dès 1815 dans une ère d'inquiétude et de soucis, de précautions et de défiances, dont l'effet immanquable devait être de les livrer presque sans réserve à l'ascendant chaque jour croissant de la Russie. Le cabinet de Saint-Petersbourg était, en effet, le principal point d'appui que pussent prendre des puissances compromises par les défauts de leur constitution géographique ou les irritations populaires qui se développaient dans leur sein, car la Russie, force compacte et soumise, était la seule base inébranlable de ce fragile édifice chancelant au souffle de tous les orages. Elle dut dès-lors dominer souverainement le continent où la France ne pouvait lui faire contre-poids que par la puissance des idées et des sympathies libérales qui se rattachaient à elle : idées contre lesquelles l'Autriche et la Prusse éprouvaient précisément l'impérieux besoin de s'armer.

Diminuer démesurément la France et grandir follement la Russie par l'adjonction du grand-duché de Varsovie, qui portait les frontières de cet empire à quelques marches de Dresde, de Berlin et de Vienne, c'était assurer la prépondérance morale de ce cabinet dans le présent, et frayer les voies pour l'avenir à sa suprématie militaire ; c'était enfin manquer de la manière la plus grave aux lois de cet équilibre qu'on faisait profession de rétablir.

Une autre puissance était avec la Russie demeurée libre de toute entrave, et dans la pleine disposition de sa force et de ses destinées. Elle aussi avait pu réaliser, avec l'approbation de l'Europe, dont elle venait de stipendier

les victoires, des plans conçus depuis plus d'un siècle. Personne ne s'éleva au congrès pour contester à l'Angleterre aucun de ces points formidables auxquels elle a su rattacher sur tous les continents et sur toutes les mers la chaîne qui enlace le monde. On ne lui disputa ni Hélioland, ni Gibraltar, ni Corfou, ni Malte, ni le Cap, ni l'Ile-de-France : on reconnut donc implicitement ses prétentions à la souveraineté maritime, comme on parut passer condamnation sur celles de la Russie relativement à l'Orient, en consentant, sur l'habile insistance du cabinet de Saint-Pétersbourg, à ne pas comprendre la Turquie dans l'acte de garantie signé par toutes les puissances chrétiennes.

Les périls qui déjà menacent l'Europe, ceux qu'elle redoute pour l'avenir, sont donc sortis des stipulations de Vienne aussi logiquement qu'une conséquence découle de son principe.

En abaissant la France pendant que tout s'élevait autour d'elle, on la contraignait à chercher dans les sympathies révolutionnaires une force qu'elle ne pouvait plus attendre de ses ressources territoriales en face des puissances liguées contre elle et agrandies.

En permettant à la Russie de dépasser la Vistule pour s'établir au cœur de l'Allemagne, on réduisait à la condition de puissances du second ordre l'Autriche, assise sur la terre des volcans, la Prusse, plutôt agrandie que fortifiée par des lambeaux de territoire.

En n'essayant pas même un effort pour sauver la liberté des mers et l'avenir industriel des nations indépendantes, on semblait autoriser votre gouvernement à

faire tout ce que réclame le maintien d'une suprématie sanctionnée comme légitime, soit qu'il s'agisse d'imposer à l'empire céleste l'obligation de recevoir sans murmure les poisons qui croissent au bord du Gange, soit qu'il faille arracher des bords du Nil et de l'Euphrate le germe d'un pouvoir s'élevant comme une barrière entre les deux moitiés de votre gigantesque empire.

La confusion des principes le disputa dans ces conférences fameuses à l'imprévoyance de l'avenir. Il est véritablement impossible de dire sur quel droit politique furent assis tant d'arrangements accomplis contre la volonté des peuples et malgré leurs énergiques protestations.

A quel titre la Norvège se trouva-t-elle réunie à la Suède, et la Belgique à la Hollande ? Pourquoi l'attentat osé contre Venise, sous le seul prétexte d'équilibrer l'Autriche avec la France agrandie, fut-il de nouveau sanctionné lorsque la France perdait toutes ses conquêtes ? Pourquoi surtout l'état de Gênes, que la violence seule avait absorbé dans l'empire français, ne retrouva-t-il pas sa vieille indépendance lorsque la victoire venait de faire triompher la cause des peuples opprimés ? Pourquoi la Saxe fut-elle morcelée malgré ses protestations unanimes, et m'apprendrez-vous sur quel droit on pouvait s'appuyer pour conserver l'ombre d'une couronne à son roi, alors que l'on ne reconnaissait pas à ce pays le droit de demeurer nation, parce que des compensations territoriales avaient été promises à la Prusse ?

La légitimité historique ne protégerait-elle donc que les races royales, et la patrie des Jagellons ne pouvait-elle pas réclamer son nom, lorsque tel obscur préten-

dant reprenait son trône en vertu d'un titre inamissible? La légitimité des dynasties, séparée de celle des peuples, était une doctrine aussi étrange que dangereuse à proclamer : ajoutons, d'ailleurs, que, si elle fut théoriquement énoncée à Vienne, on se garda bien d'en suivre les prescriptions rigoureuses. Pendant que les fils de saint Louis rentraient au palais de leurs pères, ceux de Gustave Vasa continuaient d'étaler dans l'exil leur titre méconnu et leurs protestations inutiles, et l'on sait qu'il ne fallut rien moins que l'événement imprévu des cent jours pour faire triompher à Naples contre le roi Murat le principe si solennellement proclamé à Paris contre l'empereur Napoléon.

Se venger de la France au risque de la rendre impuissante et d'y préparer pour un prochain avenir une réaction révolutionnaire, satisfaire à tout prix aux traités particuliers passés durant la guerre, traités en vertu desquels chaque cabinet réclamait son contingent stipulé d'âmes et de lieues carrées à prendre depuis la Meuse jusqu'à l'Oder, solder les comptes des grands avec la monnaie prise dans la poche des petits, régler enfin les destinées du monde en se préoccupant exclusivement des dangers qu'on venait de traverser, sans mesurer ceux que préparaient des événements déjà proches : tel fut l'esprit de ce congrès, où l'on éleva des expédients à la dignité de principes, où l'on étala la perpétuelle hypocrisie du droit, sans y croire et sans le comprendre.

Et Dieu me garde, monsieur, d'accuser ici les hommes en leur attribuant ce qui appartient aux choses mêmes ! Livrée au courant des idées les plus contraires, ballottée entre les résurrections de l'école historique et les inspira-

tions de l'école rationaliste, entre le teutonisme et le libéralisme, l'Europe de 1815 battait des mains et aux évocations du moyen-âge et aux institutions représentatives. Elle nageait alors dans cet océan de contradictions d'où sortirent la déclaration de Saint-Ouen et tant d'autres vagues promesses. On se trouvait dans l'étroite obligation de satisfaire à deux tendances entre lesquelles on était également tiraillé; aussi jamais œuvre ne porta-t-elle à ce point un cachet de transition et de scepticisme. Quelques principes, confessés dès cette époque par toutes les écoles, la sécurité des propriétés et des personnes, le libre exercice des cultes, la proscription de la traite des noirs, y sont seuls proclamés avec précision et netteté, de telle sorte que les progrès constatés dans l'ordre moral font ressortir davantage l'incertitude et l'incohérence dans les vues politiques.

A examiner les vices de ce grand ouvrage et ses chancelantes bases, on eût pu croire qu'une bien courte durée attendait ce traité de Westphalie du *xix^e* siècle. Voici cependant vingt-cinq années que l'édifice lésardé fait tête à l'orage, et quelles années que celles de notre temps, où dans chaque lustre semble se condenser un siècle! Quels dangers n'ont pas menacé la paix de l'Europe, quelles passions et quels intérêts n'ont pas conspiré la guerre, quelles prodigieuses excitations n'ont pas poussé les peuples vers des destinées inconnues!

Pourquoi la paix s'est-elle maintenue et consolidée par chaque épreuve nouvelle? Comment le repos du monde a-t-il résisté à des atteintes multipliées, dont une seule aurait suffi pour l'embrâser en d'autres temps? Ceci n'est rien moins, vous le comprenez, que le problème entier

de l'avenir , que la révélation d'une situation toute nouvelle , qu'on ne nie plus , parce que chaque jour la constate davantage , mais qu'on ne comprend encore ni dans son principe , ni dans ses conséquences.

L'Europe venait d'acquérir , en la payant bien cher , une expérience destinée à lui profiter. Elle dut se demander ce que tant de guerres acharnées avaient changé au cours naturel des choses , à l'ascendant des peuples en voie de progrès , au déclin des peuples en voie de décadence ; et à la vue de résultats aussi disproportionnés avec l'immensité des sacrifices , l'instinct public se prit à douter de la fécondité de tant de combinaisons qui n'avaient pas notablement modifié les résultats qu'une prévoyance éclairée eût pu prédire un demi-siècle auparavant.

Votre gouvernement avait-il attendu la révolution française pour afficher ses prétentions au monopole commercial et à la domination maritime ? La Russie ne suivait-elle pas , depuis Pierre I^{er} , sa double pente vers l'Allemagne et vers l'Orient ? La monarchie prussienne n'avait-elle pas reçu de Frédéric II une sève destinée à lui faire pousser encore quelques rameaux ? L'Autriche n'était-elle pas depuis long-temps puissance stationnaire , assez forte pour se défendre , plus assez forte pour attaquer ? Enfin , depuis les jours de Louis XV et la destruction de la Pologne , n'était-il pas trop évident que la brillante étoile de la France s'obscurcissait à l'horizon des peuples ? Quels si grands changements avaient donc introduit dans l'organisation territoriale de l'Europe ces luttes gigantesques , quels résultats définitifs en étaient sortis , que n'eût pas déjà préparés la force des choses ? Qu'y avait-il de bouleversé , après tant de bouleversements , dans l'économie

de ces plans , inflexibles comme la Providence qui les trace ? En quoi l'héroïsme et le génie avaient-ils prévalu pour les modifier ?

La vanité des combinaisons d'une politique isolée en face de la force suprême qui domine l'ensemble des choses humaines , n'était jamais apparue en Europe aussi clairement qu'après ces vingt-cinq années d'épreuves ; c'était en quelque sorte la morale de sa douloureuse histoire , l'idée divine épanouie dans le monde au prix du sang des générations ; c'était une pierre d'attente pour le droit nouveau qui semble devoir s'élever un jour sur les débris de la politique de l'égoïsme et de la science de l'équilibre. Essayons , monsieur , d'en dégager le principe.

Il n'est pas , depuis 1815 , une transaction de quelque importance où l'Europe ne soit intervenue tout entière. Des défiances injustes et des mesures impopulaires voilèrent d'abord aux yeux du monde l'imposant caractère d'un tel accord , et la quintuple alliance d'Aix-la-Chapelle , cette haute inspiration que doit féconder l'avenir , put sembler conçue dans des vues étroites et mesquines. Il en est presque toujours ainsi des grandes choses qui n'appartiennent en propre à personne , et dont le génie ne se révèle que par le temps. Des engagements regrettables ont pu être pris à Troppau , à Laybach et à Vérone ; mais l'esprit dans lequel fut dirigée l'alliance des grandes puissances aux premières années de sa fondation , n'infirme pas l'importance de ce concert fondé sur des engagements réciproques et sur la quasi-permanence d'une conférence européenne. Ce fait , qui se produisait pour la première fois dans le monde , ouvrait une ère nouvelle dans les an-

nales des nations, et la solennelle déclaration de principes émanée de l'Europe encore en armes sur nos frontières restera, pour la postérité, le monument le plus grave entre tous ceux de l'histoire contemporaine ¹.

Si les appréhensions des gouvernements alors menacés dans leur existence par les agitations intérieures firent quelquefois de l'union des grands pouvoirs un instrument de mesures illibérales, c'était là un fait transitoire par sa

¹ Déclaration signée à Aix-la-Chapelle par les plénipotentiaires de l'alliance, le 15 novembre 1818 :

« L'objet de cette union est aussi simple que grand et salutaire ; elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, à aucun changement dans les rapports sanctionnés par les traités existants ; calme et constante dans son action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée.

« Les souverains, en formant cette union auguste, ont regardé comme sa base fondamentale leur invariable résolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux, ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'observation la plus stricte des principes du droit des gens, principes qui, dans leur application à un état de paix permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la stabilité de l'association générale.

« Fidèles à ces principes, les souverains les maintiendront également dans les réunions auxquelles ils assisteront en personne, ou qui auraient lieu entre leurs ministres, soit qu'elles aient pour objet de discuter en commun leurs propres intérêts, soit qu'elles se rapportent à des questions dans lesquelles d'autres gouvernements auraient formellement réclamé leur intervention. Le même esprit qui dirigera leurs conseils et qui régnera dans leurs communications diplomatiques, présidera aussi à ces réunions, et le repos du monde en sera constamment le motif et le but.

« C'est dans ces sentiments que les souverains ont consommé l'ouvrage auquel ils étaient appelés. Ils ne cesseront de travailler à l'affermir et à le perfectionner. Ils reconnaissent formellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent leur prescrivent de donner au monde, autant qu'il est en eux, l'exemple de la justice, de la concorde, de la modération, heureux de pouvoir consacrer désormais tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs états, et à réveiller ces sentiments de la religion et de la morale dont le malheur des temps n'a que trop affaibli l'empire. »

Il est inutile, de rappeler ici que l'alliance des cinq grandes puissances dont les ministres ont signé cet admirable manifeste, était distincte de la sainte-alliance proprement dite, dont le pacte fut conclu à Paris, le 26 septembre 1815, entre les empereurs de Russie et d'Autriche et le roi de Prusse. C'est la quintuple alliance scellée à Aix-la-Chapelle entre l'Autriche, l'Angleterre, la France, la Prusse et la Russie, qui a été la base de toutes les transactions politiques en Europe jusqu'à la conclusion du dernier traité de Londres, par lequel a été rompu ce faisceau, seul gage de la paix du monde.

nature, et d'après lequel il eût été peu politique d'apprécier le génie et la portée d'une institution à peine éclos. Ce fut après 1830 que le nouveau droit public, soudainement sorti des embarras d'une guerre générale, se révéla sous son véritable caractère. Aux difficultés qui se présentaient alors et dont il sut triompher, on put voir qu'il y avait en lui un germe déjà puissant de vie et d'avenir.

Jusqu'alors la grande conférence européenne, dont l'acte du 15 novembre 1818 avait complété la constitution, ne s'était préoccupé que d'un seul intérêt, celui de la sécurité des trônes menacés par les tentatives révolutionnaires ; à partir de 1830, elle eut à parfaire une œuvre plus difficile. Cette conférence fut appelée tout à coup à concilier les intérêts les plus opposés, à transiger entre les principes les plus hostiles ; elle dut enfin, selon un mot heureux, asseoir la paix de l'Europe en équilibre sur une révolution.

La crise de 1830 fut sans doute l'une des plus grandes épreuves qu'eût à subir la paix du monde. La guerre semblait alors également inévitable, soit qu'on mesurât les conséquences politiques de cette révolution, soit qu'on observât les instincts de ceux qui l'avaient consommée. Elle renversait en France un établissement dans lequel l'Europe voyait la sanction même du dogme politique qu'elle s'efforçait de proclamer. Son contre-coup abîma cette monarchie des Pays-Bas, la plus grande conception du traité de Vienne, et dans laquelle s'étaient résumées toutes les craintes et toutes les antipathies de 1815. La Belgique avait à peine secoué le joug étranger, que déjà l'Allemagne et l'Italie s'agitaient pour naître enfin à la

vie politique, et que la Pologne soulevait la pierre du sépulcre sous laquelle on la croyait ensevelie pour jamais.

Lorsqu'une institution résiste aux innombrables obstacles contre lesquels eût à lutter la conférence de Londres dans le règlement de la question hollando-belge, il est permis de la proclamer puissante, et l'on acquiert le droit de penser que le système de transaction si heureusement employé pour dénouer des difficultés qui en tout autre temps eussent été réputées insolubles aurait pu suffire à toutes les conjonctures, s'il avait continué d'être appliqué par certains cabinets avec la sincérité qui fit sa force en 1831 et 1832.

La France de 1830 manqua-t-elle à sa révolution et à elle-même en persistant à garder dans l'alliance des cinq puissances la place qu'y avait prise le gouvernement de la branche aînée des Bourbons, et ne fit-elle pas, en résistant à ses propres entraînements, une chose honorable autant que politique?

Des chances heureuses s'offraient sans doute pour commencer une guerre favorisée par des diversions puissantes, et que la sympathie alors déclarée de l'Angleterre permettait peut-être d'entreprendre sans témérité : mais quel n'eût pas été l'effet d'une telle excitation sur le gouvernement que la France venait de se donner ! Comment ce gouvernement se fût-il assis sur les intérêts matériels qui font sa force, s'il avait dû, au dedans comme au dehors, faire appel aux sympathies les plus ardentes et les plus aveugles ? Il devait craindre l'enivrement de ses victoires aussi bien que le contre-coup de ses défaites. Faible encore et dominé par tous ceux qui avaient contribué

à son élévation, il n'était pas en mesure, dans d'aussi terribles complications, de se produire avec son génie propre, en déployant ce caractère de modération régulière qui, depuis, a fondé sa puissance. Le premier souci d'un pouvoir intelligent doit être de conserver toujours l'entière disposition de lui-même, et d'éviter les événements sous l'influence desquels il peut craindre de la perdre.

Pourquoi la monarchie nouvelle eût-elle affronté un tel péril? qu'y eût-elle gagné dans l'hypothèse la plus favorable?

Déchirer les traités de 1815 pour reprendre ces frontières que, depuis les conférences de Léoben jusqu'à celles de Prague, l'Europe ne nous avait pas disputées, c'eût été là, sans doute, l'entreprise la plus populaire en France. Ajoutons que sa réalisation n'eût pas été un malheur pour l'Europe, s'il était vrai qu'un accroissement de territoire fût l'unique moyen de déterminer cette extension de l'influence française, qui seule peut défendre le monde contre la double oppression qui semble le menacer; reconnaissons enfin qu'un tel accroissement était justifié d'avance par la doctrine de la pondération des pouvoirs et le droit des gens des derniers siècles. Si cette politique a été heureusement répudiée au lendemain d'une grande révolution, si l'on en a pénétré le danger et le vide, qu'on nous permette de croire que des considérations indignes d'elle n'ont pas déterminé la France, et que la conscience publique a compris ce qu'il y a d'immoral et de frivole dans le système fameux dont nous venons d'esquisser l'histoire; qu'il ne nous soit pas interdit de trouver dans cette pacifique tendance une

sorte de révélation anticipée de l'organisme nouveau que ce siècle aspire si laborieusement à enfanter.

Réunir à la France, ~~par~~ le seul droit de la conquête, ces provinces rhénanes que leur histoire, comme leur langue et leur génie, associent à la nationalité germanique ; étouffer en Belgique le germe heureux qui s'y développe pour proclamer une réunion à laquelle ne provoquaient pas les sympathies populaires, n'était-ce pas perdre une immense force morale dans la poursuite d'un accroissement de force matérielle problématique, n'était-ce pas contrarier le nouvel ordre européen, bien loin de l'aider à naître, et nous placer à la suite des préjugés, au lieu de nous mettre à la tête des idées ?

Dans la situation violente et fausse où se trouve établie l'Europe, l'agrandissement de son territoire n'est pas pour la France le seul moyen d'augmenter sa force relative et d'étendre la sphère de son influence. Il est évident pour tout le monde qu'il lui importe beaucoup moins de s'agrandir que de faire rectifier les usurpations commises par tous les cabinets, sous l'invocation du principe de l'équilibre européen, depuis le traité de Westphalie. La France trouverait assurément bien moins son compte à porter ses frontières jusqu'au Rhin qu'à établir entre les peuples ces limites naturelles, et pour ainsi dire sacrées, si brutalement franchies, depuis deux siècles, au nom des convenances politiques. Si le monde s'organisait jamais selon les affinités véritables des races qui le composent, si le travail de la nature cessait d'être contrarié par celui de la politique, qui ne voit que la compacte unité française s'élèverait incomparable en

éclat comme en puissance au centre de toutes les nationalités rendues à elles-mêmes?

Supposez tel redressement qu'il vous plaira d'une grande iniquité séculaire, et vous trouverez que, sans rien ajouter à sa puissance matérielle, la France s'agrandira de tout ce qui pourrait être ôté à l'injustice et à l'oppression.

Que l'Allemagne et l'Italie réalisent un jour cette unité si vainement poursuivie depuis des siècles; que la Pologne rejoigne ses membres épars sous son souffle immortel; que la Belgique, s'asseyant dans sa jeune nationalité, obtienne le complément naturel de son territoire et joigne les riches cités commerciales du Rhin à leurs vieilles sœurs catholiques de l'Escaut et de la Meuse; que la Grèce, délivrée par nos armes, voie s'ajouter à son territoire et la Grèce et Samos, et ces îles d'Ionie, perles brillantes de sa couronne; supposez la question d'Orient résolue par une transaction équitable entre les intérêts indigènes qui se partagent l'empire ottoman, à l'exclusion des ambitions étrangères qui convoitent les magnifiques positions de Constantinople et d'Alexandrie; parcourez à plaisir le monde de l'une à l'autre de ses extrémités; soit que vous voyiez l'Espagne rendue à une liberté régulière et féconde, délivrée du signe de servitude qui depuis le congrès d'Utrecht pèse sur elle du haut du rocher de Gibraltar; soit que vous vous figuriez les peuples du Gange ou ceux du Saint-Laurent redevenus maîtres de leurs destinées, comme ces autres colonies lointaines aidées par nous à devenir une grande nation; allez plus loin encore dans vos espérances et dans vos rêves : représentez-vous l'Europe complétant par de larges

stipulations diplomatiques le code ébauché au congrès de Vienne, proclamant la liberté des détroits et des mers, ouvrant à tous les pavillons le Bosphore, Suez, Panama, ces portes de trois mondes, et dites si de tous ces changements il pourrait s'en consommer un seul qui ne déterminât pour la France un accroissement notable de puissance politique, encore qu'il ne dût pas ajouter un mètre carré à son territoire, ni un soldat à ses armées?

Que mon pays apprécie donc sa position véritable; que dans les jours de crise qui semblent près de se lever pour lui, il sache à quelle œuvre vouer son énergie, à quelle pensée demander sa force, et qu'il ne dépense pas dans une poursuite stérile des efforts dont il doit compte à l'humanité tout entière. La France est placée dans cette position unique au monde, de se montrer généreuse par égoïsme et de considérer comme une conquête le redressement de toute injustice. Que ne pourrait un tel peuple se dévouant à un tel rôle, sous la main d'un pouvoir qui, sans provoquer les occasions par la violence de ses actes, saurait les féconder par la constance de sa politique!

On peut réduire à quelques maximes fort simples celles que la France est appelée à faire prévaloir par l'esprit général de sa politique et la persévérance de ses efforts, soit que ceux-ci s'exercent dans cette conférence européenne soudainement interrompue après un quart de siècle d'existence, soit que les événements la contraignent à reparaitre sur ces grands champs de bataille dont elle n'a pas oublié les chemins.

Si notre âge est appelé à fonder un droit public qui lui soit propre, ce droit aura nécessairement pour base la

reconnaissance de ce triple principe, qu'un peuple s'appartient par un titre imprescriptible comme l'homme lui-même, qu'un attentat à toute nationalité, non justifié par le soin impérieux de la défense personnelle, est un véritable homicide social, et que le premier devoir de la grande amphycionie des peuples chrétiens est de redresser graduellement, selon le vœu de la nature, des combinaisons contre lesquelles proteste la conscience publique.

Ne croyez-vous pas que du jour où la France aurait solennellement proclamé ce dogme, elle aurait conquis en Europe une force immense? Ne reconnaissez-vous pas que du jour où l'Europe l'aurait à son tour accepté, la paix du monde aurait reçu le gage le plus éclatant qu'il soit permis à l'humanité de lui donner? Nul n'oserait affirmer, à coup sûr, qu'une telle pensée soit destinée à se réaliser complètement dans l'ordre politique; mais les idées même qui passionnent le plus violemment les hommes sont bien rarement appelées à recevoir une application rigoureuse, et ce désaccord de la pratique à la théorie n'empêche pas leur puissance de rester entière, et les peuples qui en gardent le dépôt de porter un signe éclatant aux yeux de tous.

Ne donnez pas à ce principe une extension qu'il ne comporte pas. Il ne s'agit point, vous le comprenez mieux que personne, d'engager la France dans un cosmopolitisme indéfini au mépris d'intérêts plus directs, et de substituer au propagandisme brutal de la liberté le chevaleresque redressement des injustices de tous les âges. Les gouvernements sont condamnés à l'égoïsme par la nature même de leur mission, en ce sens que l'abnéga-

tion, qui est une vertu chez les particuliers, serait un crime pour une société, à laquelle manque la perspective d'une seconde vie pour se faire payer des sacrifices faits en celle-ci. Les premiers devoirs resteront donc pour la France ceux qui ont un rapport immédiat au soin de sa sûreté et de sa fortune, à la nécessité de garantir l'une et l'autre contre les chances de l'avenir. J'ajoute que la France de 89 et de 1830 ne garde pas seulement ses frontières, qu'elle défend encore contre de redoutables influences le principe même de ses institutions, et qu'elle est responsable de ce dépôt devant les générations futures. De cet ordre de faits découle un ordre d'obligations précises et rigoureuses, avec lesquelles aucun compromis n'est possible, et qui doivent former aujourd'hui comme la partie fixe de la politique française.

Aux premiers jours de la révolution de juillet, on crut satisfaire à tout ce que réclamait le soin de notre sûreté et de notre indépendance politique en proclamant le principe de non-intervention et en s'efforçant de le faire accepter par l'Europe. Ce fut là sans doute une honorable inspiration, et il y eut courage et habileté à jeter alors un tel obstacle entre la Prusse et la Belgique, entre l'Autriche et la Sardaigne : mais cette doctrine ne pourrait, sans des dangers sérieux, devenir celle du monde politique, et la France devrait moins qu'une autre essayer de la produire comme une maxime fondamentale dans l'ensemble du droit public européen.

Voyez, en effet, ce qui advint promptement de la non-intervention : ce principe était à peine proclamé, que déjà les événements en déterminaient la violation, en la légitimant par des considérations péremptoires. Après la

débâcle de Louvain, la France intervenait en Belgique, pour empêcher une restauration incompatible avec l'établissement de sa nouvelle dynastie, au même titre et en même temps que l'Autriche occupait les légations pour maintenir ses possessions milanaises et vénitiennes. Si la France et l'Europe, plus inquiètes l'une et l'autre de respecter une abstraction que de pourvoir à leur sûreté, s'étaient inclinées devant la non-intervention comme devant une infranchissable barrière, si un principe absolu avait prévalu contre une politique prudente autant que modérée, c'en était fait pour long-temps de la paix du monde, et son sort était commis au double hasard des batailles et des révolutions.

En proclamant son respect profond pour toutes les nationalités, la France se gardera donc d'enchaîner, pour elle-même comme pour autrui, ce droit de propre conservation contre lequel aucun autre ne saurait prévaloir. Elle reconnaîtra hautement qu'il existe pour toutes les sociétés politiques un rayon d'influence légitime, une zone dans laquelle il doit être interdit de les menacer impunément. C'est ainsi que toute occupation temporaire du Piémont par une grande puissance militaire, toute conspiration permanente en Suisse, toute restauration orangiste en Belgique, tout mouvement absolutiste ou anarchiste en Espagne constituera, au profit de notre gouvernement, ce droit de la défense personnelle qu'il lui serait rigoureusement interdit d'abdiquer.

La France a usé de ce droit envers la Belgique dès le mois d'août 1831, avant d'y être autorisée par le traité collectif du 15 novembre; elle a menacé deux fois d'en faire à la Suisse une application délicate peut-être; mais

assurément légitime, et le jour n'est pas éloigné où tous les bons esprits s'accorderont pour regretter qu'on ait reculé, au-delà des Pyrénées, devant une obligation qui ne résultait pas moins de nos intérêts envers nous-mêmes que de nos devoirs envers un peuple infortuné. La prédominance des idées françaises en Espagne est une nécessité trop évidente dans l'économie de la politique française pour que cette nécessité ne nous donnât pas le droit, et en même temps ne nous créât pas le devoir, d'offrir au parti qui les représente un point d'appui temporairement indispensable. Vous savez que sur cette question ma pensée n'a jamais varié.

Le principe de l'indépendance des peuples se tempérera donc constamment par les intérêts de chacun d'eux ; et si le droit des nationalités opprimées, à une résurrection politique est un jour solennellement proclamé dans le monde, leur solidarité n'en sera que plus authentiquement constatée. Que cette résurrection soit l'objet de toutes nos pensées, le but de tous les vœux comme de tous les efforts de la France. Que sans prétendre troubler l'ordre existant en Europe, en devançant l'instant de conflagrations plus ou moins prochaines, le pouvoir et l'opinion énoncent l'immuable volonté de saisir toute occasion de redresser les vieilles iniquités commises, au nom d'un principe dont le résultat définitif consiste à livrer le monde à l'influence exclusive de deux puissances, soit que celles-ci s'entendent pour le dominer, soit que leur rivalité doive ensanglanter l'avenir. Abdi-
quons les souvenirs d'une gloire stérile devant la grandeur d'une telle mission ; et sans hâter par nos impa-

tiences le cours des événements, sachons d'avance ce que nous aurons à leur demander.

Ce rôle de réparation et d'équité, la force des choses a commencé à le tracer pour ma patrie bien avant qu'elle s'en rendit compte. A la fin du dernier siècle, elle appelait à la vie ce peuple géant dont la marine forme aujourd'hui, avec la nôtre, le plus ferme boulevard de la liberté des mers, et notre siècle n'avait guère vu s'écouler plus d'un quart de son cours qu'elle avait déjà pris, dans la conférence européenne, l'initiative du système auquel la Grèce et la Belgique ont dû tour à tour la consécration solennelle de leur indépendance. Le traité du 6 juillet 1827, celui du 15 novembre 1831, sont des inspirations dont un peuple arrivé à la maturité de l'intelligence politique peut être aussi justement fier que de ses plus éclatants triomphes.

La France a versé sans doute des larmes de sang sur le sort du peuple héroïque qui succombait loin d'elle en invoquant son nom, et peut-être en l'accusant d'ingratitude; mais elle ne désespère pour la Pologne ni de la justice de Dieu, ni de celle des hommes. Elle sait tout ce que garde de péripéties imprévues l'immense drame qui commence en Orient, épreuve difficile pour laquelle les peuples semblent avoir recueilli leurs pensées et leurs forces pendant vingt-cinq ans de paix, redoutable problème dont la solution définitive n'intéressera pas moins l'avenir de Varsovie que celui de Constantinople.

Si les destinées de l'empire ottoman devaient irrévocablement s'accomplir; si les efforts de la France pour maintenir à la question d'Orient son caractère exclusivement oriental, en écartant de ce terrain les ambitions

européennes qui aspirent à l'occuper, si ces efforts loyaux autant que désintéressés sont trompés par les événements, et qu'il faille un jour s'incliner devant l'irrésistible nécessité d'un partage, il est évident que la Russie, maîtresse du Bosphore, n'aurait qu'un seul gage à offrir à l'Europe alarmée, et que la renaissance de la Pologne pourrait sortir du grand cataclysme où l'islamisme serait condamné à s'abîmer. Dans une telle éventualité, le rôle de la France serait marqué à l'avance, et ses efforts seraient aussi énergiques que son intervention y serait souveraine.

Nous avons deux politiques à mettre au service d'un même principe dans la crise orientale, l'une pour le cas où la destruction de l'empire ottoman deviendrait une nécessité authentiquement constatée, l'autre pour l'hypothèse contraire. S'il est écrit que la chrétienté doit un jour s'asseoir sur cette terre de ruines et se la partager pour la rendre de nouveau féconde, alors le moment sera venu de redresser dans l'intérêt de tous le système territorial de l'Europe occidentale.

En s'en remettant loyalement aux vœux des populations elles-mêmes pour ce qui concerne l'extension de ses frontières, la France exigera du moins que toute sécurité soit rendue à celles-ci, par l'occupation des points dont l'ombrageuse jalousie des négociateurs du traité du 20 novembre 1815 les a systématiquement dégarnies. Un retour aux dispositions primitives du traité de Vienne, si perfidement modifié par celui de Paris après le désastre des cent-jours, serait moins une conquête qu'une garantie pour la France, et celle-ci reste en toute occasion dans son plein droit de l'exiger. Peut-être ce gage d'in-

dépendance et de force suffirait-il pour lui rendre au dehors son influence légitime et nécessaire, si cette réintégration dans des parties intégrantes de son territoire se combinait avec de larges dispositions réparatrices pour la Pologne, et, dans la zone qui nous touche immédiatement, avec, des modifications territoriales que la Prusse aurait elle-même intérêt à consacrer. A ce prix, la France pourrait peut-être laisser s'accomplir, aux rives du Bosphore, des changements qui n'affecteraient d'une manière sérieuse aucun de ses intérêts directs et permanents.

Mais un tel rôle ne peut commencer pour nous qu'après que nous aurons dû renoncer à l'espoir d'en remplir un autre. Ce respect pour l'indépendance des nations, dont nous convions la France à faire la base de son droit politique, est acquis aux pouvoirs dans leur faiblesse comme dans leur force, et la Turquie s'efforçant aujourd'hui de secouer la rouille qui la ronge, et de suivre de loin la civilisation de l'Europe chrétienne, existe à un titre plus sacré pour celle-ci que lorsque les sultans la menaçaient de leur prosélytisme sauvage.

Dans ces vues de conservation pour tous les intérêts véritables et de bienveillante tutelle pour tous les efforts, quelles pensées devaient naturellement préoccuper la France, quels plans devait-elle suivre et quels résultats se proposer? Trouvez bon qu'en l'examinant avec vous, je vous demande de laisser de côté vos préoccupations nationales si naturelles d'ailleurs, et d'oublier un instant les profonds dissentiments qui nous séparent si malheureusement dans cette grande affaire.

Il répugnait au bon sens, j'en demande pardon à qui de droit, de rendre à l'administration directe de la Porte

ces provinces syriennes où sa domination ne s'exerça jamais que d'une manière incertaine et contestée, où il était trop évident qu'elle ne pourrait en aucun cas se rétablir sur des bases quelque peu solides. Et lorsqu'un gouvernement, puissant du moins par la force militaire et par deux générations de grands hommes, avait arraché au brigandage et à l'anarchie le sol magnifique qu'ils désolent depuis tant de siècles, il était manifeste que le premier soin de la France, dans l'œuvre désintéressée qu'elle poursuit, devait être de réclamer la sanction du droit pour le fait glorieux qui éveille depuis trente ans l'admiration du monde.

En stipulant les plus larges garanties dans l'intérêt des nombreuses populations chrétiennes, elle devait faire en Égypte et en Syrie ce qu'elle avait fait en Grèce pour la race hellénique, alors que de protocole en protocole elle arrachait pour ce nouvel état, du mauvais vouloir de certaines chancelleries, des frontières moins restreintes que celles où l'on avait d'abord prétendu le confiner : elle devait enfin faire aux bords du Nil et de l'Euphrate ce qu'elle ferait dans l'occasion aux bords, du Danube, si un peuple vivant se réveillait jamais dans les vastes plaines qu'il arrose. Voilà, monsieur, ce que je n'ai jamais hésité à croire et à déclarer ; et c'est pour cela sans doute qu'à mon grand étonnement, je me suis trouvé constitué le parrain de cette nationalité arabe dont on m'a fait dire de si belles choses.

Quelle que soit donc l'issue de ces grandes transactions, l'opinion publique peut être fière des généreuses pensées qu'elle n'a cessé d'y apporter. Elle a tout embrassé dans une même vue d'équité, tout pesé à la même

balance. Les signataires du quadruple traité pourraient-ils se rendre le même témoignage, pourraient-ils avouer leurs secrètes pensées avec autant de sincérité que dès l'origine la France afficha les siennes ? Vous ne le croyez pas plus que moi ; et vous avez compris avec votre sens si élevé, que par cette convention le droit public de l'Europe avait reculé d'un quart de siècle.

Au lendemain de la défaite de Nézib, le gouvernement français, faisant parler la victoire et la force, cette double puissance devant laquelle s'incline l'Orient, pouvait provoquer une négociation directe entre un redoutable vassal et le malheureux prince si étrangement abusé par les influences étrangères, qui venaient de conseiller une guerre désastreuse. Un rôle de médiation et d'arbitrage qu'il était difficile de nous disputer, s'ouvrait alors devant nous. Mais la France s'est rappelée que des engagements antérieurs la liaient à l'Europe ; elle s'est refusée à assumer la première la responsabilité de la rupture de cette grande alliance d'Aix-la-Chapelle, et elle s'est engagée, en 1839, dans l'intervention collective, alors qu'elle trouvait dans ses alliés un concours moins désintéressé que le sien ; elle est restée fidèle, même au prix du succès, à la haute et pacifique pensée qui avait garanti la sécurité de toute une génération. Ne l'en blâmons pas trop sévèrement, quelque amère déception qu'elle se soit préparée, et sachons respecter, jusque dans les calamités qu'elles entraînent, les inspirations du génie de la civilisation et de la paix.

Avant que cette grande question ait reçu sa solution définitive, nous aurons souvent à faire appel aux principes désintéressés posés par nous. Ceux-ci feront notre

force devant l'Europe au jour d'un conflit qu'on a quelque droit d'estimer inévitable.

Deux issues s'ouvrent, en effet, devant les événements : ou votre alliance avec la Russie se maintiendra pour atteindre en Orient sa conséquence dernière, un partage d'influence, sinon un partage territorial; ou elle se rompra violemment à raison de la déception subie par le cabinet russe, car celui-ci n'a pu sacrifier qu'à la perspective d'un concert de vues et d'ambitions, sa politique séculaire et sa suprématie exclusive et jalouse sur l'empire ottoman. La France aura donc un jour ou à régler avec la Russie les conditions d'une adhésion qu'aucun intérêt capital ne rendrait impossible, ou à paraître sur cette grande scène de l'Orient pour y défendre la liberté du monde. Se concilier l'opinion publique en Europe, calmer toutes les inquiétudes au lieu de les susciter par un appel à des souvenirs dangereux autant que stériles, augmenter ses forces sans agiter les esprits, telle doit être la base invariable de sa politique. Hors de là, il ne saurait y avoir pour elle que déception et impuissance. Dans ces limites, un gouvernement prévoyant et fort peut encore rendre la France l'arbitre de l'avenir; il peut contenir par la grandeur même d'une telle perspective l'agitation intérieure qui nous consume.

De cette course rapide à travers l'histoire, de ce coup d'œil jeté en passant sur tant et de si grands intérêts, tirons, en terminant, monsieur, une conclusion positive.

Nous avons vu l'Europe, à peine échappée à la barbarie, essayant de fonder l'édifice de la chrétienté sur des principes de droit public que la violence des temps ne lui permettait pas de supporter; puis nous l'avons

montrée suppléant à l'idée morale abîmée au ^{xvi}^e siècle dans le naufrage de toutes les communes croyances, par un mécanisme ingénieux sans doute, mais plus subtil qu'efficace. Celui-ci devait bientôt conduire les sociétés politiques à la négation même du droit, et de l'apothéose du fait à la lutte entre deux forces prépondérantes.

Cette œuvre s'accomplit aujourd'hui sous nos yeux. Pendant que la Russie écrase la Pologne, efface la Prusse et l'Autriche, et pèse sur toute l'Allemagne méridionale, pendant que son ministre à Francfort est plus puissant auprès de la confédération germanique que le ministre de la cour de Vienne, la Grande-Bretagne, qui entend voyager sur ses terres du comté de Kent à la côte de Coromandel, aspire à faire de Candie, de Suez et d'Aden des étapes nouvelles de la route immense qui bientôt se prolongera de Calcutta aux côtes de la Chine, pour atteindre à travers l'archipel de l'Océanie les rochers de la Nouvelle-Zélande. Les deux mondes assistent immobiles, mais inquiets, à cette prise de possession chaque jour moins dissimulée.

Cependant entre l'éclatante audace du génie britannique et la froide persévérance du génie russe, entre ces deux ambitions si diverses dans leurs moyens, si analogues dans leur but, une idée grandit par les progrès de la raison publique, et rallie les peuples auxquels pèsent les violences du passé comme ceux qui appréhendent celles de l'avenir. L'esprit entrevoit vaguement des combinaisons plus naturelles ; il se demande si la paix des générations à naître ne trouvera pas un jour dans l'intime adhésion des peuples eux-mêmes aux arrangements diplomatiques, des

garanties qu'on attendrait vainement désormais d'une pondération illusoire.

Un mouvement double et simultané agite le monde, et le secret de l'avenir git dans la combinaison de ce qu'il y a d'individuel et de vivant encore dans le génie des races historiques avec l'élément progressivement unitaire sur lequel s'élève l'humanité elle-même. Je voudrais, monsieur, voir ma patrie s'emparer de cette idée, placée qu'elle est dans une position unique, pour la proclamer et pour la défendre. Quelle s'en inspire dans toutes les situations difficiles, qu'elle en fasse la règle inviolable de toutes ses transactions, et lui emprunte une force dont le moment viendra bientôt de faire usage. Cette propagande serait juste ; seule aussi elle serait féconde, car elle n'en appellerait pas à ces passions désordonnées que l'Europe ne ressent point, parce qu'elles ne sont pas nécessaires à l'accomplissement de ses destinées.

C'est en concentrant l'attention publique sur ces grands intérêts, c'est en mettant à les développer au dehors le même soin que, dans des circonstances ordinaires, le pouvoir devrait peut-être mettre à les contenir, par la crainte de compromettre le repos du monde, qu'un gouvernement intelligent essaierait aujourd'hui d'arracher la France aux bruyantes et vulgaires ambitions qui compromettent son honneur et ses destinées.

Tant que le pouvoir prétendra vivre sur les questions résolues, et qu'il s'efforcera, pour les besoins du présent, d'évoquer des colères éteintes, il restera sans action sur le pays, sans stabilité au sein du parlement. Jamais politique d'initiative ne fut plus nécessaire à une grande nation ; jamais le passé ne servit moins à fonder l'avenir.

Établissement d'un système électoral mieux conçu, reconstitution nécessaire de l'un des grands pouvoirs de l'état, organisation nouvelle de la presse, action moralisatrice du principe catholique, développée dans les voies d'une vivifiante liberté; enfin, au dehors, résolution d'intervenir dans les événements qui se préparent au nom d'une idée forte et élevée : c'est à ce prix seulement, monsieur, qu'un gouvernement pourra s'asseoir et durer sur cette terre mobile et dévorante.

Mais je dois m'arrêter dans cet échange de pensées que vous m'avez permis de rendre intimes. Ces fleurs qui ferment leur calice, ces feuilles qui bruissent sous mes pas, toute cette nature palissante qui s'enveloppe comme pour dormir, m'avertissent que le temps des libres spéculations est passé, et que celui de l'action politique approche.

Pendant que vous allez célébrer joyeusement vos fêtes de Noël en famille, je vais quitter ma vie d'étude et de repos pour m'acheminer vers ce monde parlementaire, destiné, on peut le craindre, à étaler une fois de plus devant l'Europe le spectacle d'une agitation stérile et d'une universelle impuissance. Cependant j'ai foi dans la fortune de mon pays; je crois fermement que la révolution de 89 représente dans le monde une idée assez vivace pour résister aux embarras qui l'assailent à la seconde période de son établissement, et je persiste à penser qu'un jour venant, la France saura organiser la liberté, comme elle a su la conquérir. Je vous quitte, monsieur, sur cette espérance, à laquelle je sais que vous vous associez du fond du cœur.

TABLE.

PREMIÈRE PARTIE.

	Page.
INTRODUCTION.	
I. — Origine et progrès de la Constitution britannique.	1
II. — Des mœurs et des classifications sociales en Angleterre.	49
III. — De l'émancipation catholique et de la Réforme parlementaire. — Caractère véritable de ces deux mesures.	67
IV. — Des conséquences politiques de la Réforme jusqu'en 1839, et de l'invasion des idées françaises dans la Grande-Bretagne.	101
V. — De la domination de l'Angleterre sur l'Irlande. .	137

DEUXIÈME PARTIE.

LETTRES A UN MEMBRE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

I. — Esprit du Parlement français.	280
II. — Des partis et des écoles politiques en France. . .	281
III. — Des réformes à entreprendre dans nos institutions fondamentales, et en particulier de la pairie. . .	309
IV. — Des transformations successives du principe électif depuis 1789, et en particulier de l'élection indirecte.	339
V. — De l'influence de la presse, et de la fondation d'une presse gouvernementale.	377
VI. — Du principe religieux dans la société française. .	397
VII. — De l'action extérieure de la France, et de sa mission nouvelle en Europe.	421

— — — — —

